UN ESSAI
DE LIBÉRALISME RUSSE
EN POLOGNE

ALEXANDRE Ier ET LE PRINCE ADAM CZARTORYSKI.

Correspondance particulière de l'empereur Alexandre et du prince Adam Czartoryski (1).

C'est dans les scènes émouvantes d'une insurrection nationale que s'est relevé aujourd'hui le problème des destinées de la Pologne, comme il était hier dans le travail mystérieux d'un peuple se reprenant obscurément à la vie, comme il est toujours apparu depuis un siècle à travers tous les ébranlemens européens, variant avec les circonstances, changeant de forme sans changer de nature. Certes ces destinées encore si incertaines se sont jouées dans bien des épisodes dont l'explosion actuelle n'est que le sanglant couronnement. Elles ont passé déjà par bien des phases de guerre, de diplomatie, d'agitations pacifiques, de complots, par bien des crises morales et politiques. Elles ont été l'incessante et virile obsession de bien des esprits occupés à chercher une patrie par des voies différentes, les uns par l'épée et les désespoirs héroïques, d'autres par les transactions, par la toute-puissance de la raison et de la justice, — ceux-ci dévorés du feu de l'action, ne comptant que sur un effort

(1) Cette correspondance jusqu'ici inédite doit paraître sous peu.

prodigieux et rompant avec toutes les considérations de politique régulière, ceux-là s'adressant à l'Europe, s'efforçant de réveiller le sentiment souverain d'un intérêt universel, bien souvent déçus, jamais désespérés et toujours prêts à reprendre cette grande négociation de la renaissance de leur pays. Tout a été essayé, rien n'a réussi, et le vieux problème n'a cessé de subsister, de grandir, de se dégager de toutes les expériences avec une netteté plus redoutable, retrouvant périodiquement à leur poste ceux qui n'ont cru qu'à l'action et ceux qui ont cru à la diplomatie, aux influences morales, — les uns et les autres finissant par se rejoindre dans la même pensée et plaçant leur foi, leur constance au-dessus des revers du moment.

Un jour, vers la fin de la dernière guerre d'Orient, un homme demeuré jusqu'au bout le type respecté et pur de cette infatigable diplomatie nationale de la Pologne était au travail dès le matin et préparait une défense nouvelle des droits de son pays, lorsqu'un de ses compatriotes venait frapper chez lui en lui disant : « N'entendez-vous pas? c'est le canon qui annonce la paix! » Le vieux patricien s'arrêtait un instant affaissé, attristé et secouant sa tête pleine de souvenirs, puis il se remettait à l'œuvre. « A quoi bon continuer? reprenait-on. Il n'y a plus rien à espérer pour nous aujourd'hui. — Ah! n'importe, répondait-il, il faut continuer, cela pourra servir une autre fois... » Celui qui parlait ainsi, et qui, âgé de près de quatre-vingt-dix ans, élevait encore sa foi au-dessus d'une déception nouvelle, ne croyait plus visiblement aux transactions; il ne voyait de chances que dans une lutte où l'Europe aurait le droit d'exiger comme rançon de sécurité publique la réparation d'une grande injustice; il en était venu, comme tous les Polonais, à la plus incurable méfiance à l'égard de la politique russe. Et pourtant c'était l'homme qui dans sa jeunesse avait personnifié l'idée d'une conciliation entre une Pologne renaissante et la Russie sous un même sceptre; bien mieux, il avait trouvé pour complice un prince jeune comme lui, qui allait être un des plus puissans souverains, l'antagoniste heureux de Napoléon lui-même. C'était l'homme qui avait été l'ami, le confident, le coopérateur préféré de l'empereur Alexandre Ier avant d'être la victime de l'empereur Nicolas et le fier émigré qui ne croyait plus ni aux vaines amnisties ni aux promesses trompeuses. De cette multitude d'épisodes dont se compose la vie polonaise, je ne sais s'il en est un plus curieux, plus significatif, plus propre même à éclairer les événemens d'aujourd'hui, que cet épisode des rapports de l'empereur Alexandre Ier et du prince Adam Czartoryski, de cette tentative de libéralisme concertée comme un complot entre un tsar et un jeune patriote polonais, de cette amitié qui se nouait

dans des conditions romanesques, qui continuait à travers toutes les complications du commencement de ce siècle, se retrouvait vivante et active jusque dans les combinaisons de 1815, et ne finissait que lorsqu'il n'y avait plus d'espoir. C'est évidemment le dernier mot des transactions possibles entre la Russie et la Pologne. Voici en effet un souverain tout plein d'aspirations généreuses, qui a pu être appelé un accident en Russie, et le Polonais le plus modéré, le plus loyal dans la mesure d'un patriotisme invariable, — deux hommes rapprochés étrangement par la fortune, caressant avec une manifeste sincérité le même rêve, s'essayant de leur mieux aux mêmes projets de réparation et de conciliation. A quoi sont-ils arrivés? C'est justement l'épisode qui se ravive tout entier dans les lettres jusqu'ici inconnues de l'empereur Alexandre Ier et du prince Czartoryski, dans les mémoires moins connus encore du vieux proscrit polonais, dans cet ensemble de documens dont la lumière, en éclairant une existence de droiture et d'honneur, rejaillit sur tout un ordre d'événemens, de possibilités ou d'impossibilités contemporaines.

C'est l'idéal lointain et évanoui d'une régénération polonaise par la bienveillance et l'équité réparatrice, par une diplomatie généreuse ou chimérique si l'on veut, d'une paix conçue et négociée pendant vingt ans dans les circonstances les plus extraordinaires, ébauchée à l'origine dans le mystère d'une intimité sincère entre deux hommes singulièrement rapprochés, l'un n'étant rien encore qu'un adolescent impérial promis au pouvoir le plus absolu, l'autre jeté tout à coup dans une cour ennemie et ressentant comme une blessure sacrée le désastre récent de sa patrie, tous deux réduits à se cacher pour mettre en commun leurs rêves et leurs désirs de justice. Cette tentative a fini par une déception, elle commençait comme un roman à une heure cruelle. C'était sous le coup même du dernier partage, de la prise d'armes de Kosciusko et de sa défaite à Macieiowice, de la dévastation des provinces polonaises, de la disparition du nom de la Pologne, de l'incarcération ou du bannissement de tout ce qui était patriote, de la confiscation étendue aux biens des plus grandes familles, de toutes ces choses en un mot qui semblaient faire croire que tout était fini. On avait essayé de sauver du naufrage la fortune du vieux prince Czartoryski : « Qu'il m'envoie ses fils, puis nous verrons! » avait répondu la toute-puissante spoliatrice Catherine. Qu'on se représente donc le jeune prince Adam contraint par devoir à ce rôle ingrat, entrant avec son frère Constantin, le 12 mai 1795, à Saint-Pétersbourg, le cœur serré, comme un exilé, comme un otage, obligé de paraître et de vivre dans un monde où tout lui rappelait la force victorieuse et l'op-

pression. Il n'allait pas gaîment à cette aventure, — c'est lui-même qui le raconte, — ce jeune homme de vingt-cinq ans, qui dans sa forte éducation avait été nourri tout à la fois des traditions polonaises, des idées du XVIII[e] siècle et des grands exemples de la liberté anglaise, qui avait vu déjà l'Europe de l'Occident, qui s'était associé aux travaux de la grande diète, qui avait été un des auteurs de la constitution du 3 mai 1791, un des complices de Kosciusko dans son insurrection, et qui gardait une aversion instinctive contre les Russes. Pour lui, tout était supplice à Pétersbourg : la différence de civilisation, d'idées, de mœurs, le contact permanent du vaincu et des vainqueurs, cette vie de prisonnier en pays étranger, dans le camp ennemi.

C'était au reste un monde curieux que cette société russe de la fin du règne de Catherine II. L'extérieur était français, le fond était russe et très russe. Le luxe le plus raffiné se mêlait aux mœurs moscovites; on parlait de Voltaire et de Diderot dans une atmosphère asiatique, au milieu d'une nuée d'esclaves, de Cosaques, de Circassiens et de Tartares. C'était le temps où le comte Strogonof, qui avait longtemps habité Paris sous Louis XV et qui s'était fait Français sans cesser d'être Russe, accumulait les productions des arts dans son palais ouvert à tout venant, où le grand-écuyer Narychkine, gai, affable, bon courtisan de tous les pouvoirs, travaillait le plus consciencieusement du monde à se ruiner en bals et en somptuosités, et n'y réussissait pas, où la princesse Basile Dolgoroukof et la princesse Michel Galitzin, fort connues depuis à Paris, tenaient le sceptre dans leurs salons élégans, rivalisant de beauté, d'esprit et de séduction au point de tourner la tête à ce malheureux M. de Cobentzel, l'ambassadeur d'Autriche, et à M. de Choiseul-Gouffier. Il y avait dans la politique des hommes comme le comte Bezborodko à l'extérieur d'ours, à l'esprit fin, à l'intelligence lucide, paresseux au possible et fort adonné aux plaisirs, ou comme le vieux comte Osterman, figure détachée d'une ancienne tapisserie, long, maigre, pâle, toujours habillé à la vieille mode. Avec ses bottes en drap, son habit brun aux boutons d'or et son cordon noir au cou, Osterman représentait le règne de l'impératrice Élisabeth; il était le seul qui, comme vice-chancelier et doyen du collége des affaires étrangères, eût osé se prononcer contre le partage de la Pologne. Le favori du jour n'était plus le puissant Potemkin aux fascinations secrètes : c'était Platon Zubof, le dernier-né des bonnes grâces de la septuagénaire Catherine. Platon Zubof était jeune encore, svelte, d'une figure agréable; il avait une voix flûtée et des affectations de dignité indolente. Courtisans et solliciteurs affluaient dans ses antichambres, où il y avait cohue de dignitaires de l'empire. Comme un roi,

il avait ses levers; il entrait d'un pas traînant en robe de chambre, saluant d'un léger signe de tête les courtisans qui attendaient un regard, pendant que les valets de service s'emparaient de lui et faisaient sa toilette. Platon Zubof sortait souvent triste et abattu de ses entrevues avec son impériale maîtresse, et il n'était pas sans se livrer à d'autres intrigues d'amour.

Au-dessus de ce monde apparaissait ce que le prince Adam appelle spirituellement l'Olympe moscovite, un Olympe à trois étages. Au premier étage était la jeune cour des grands-ducs Alexandre et Constantin, rayonnante de vie et d'entrain; plus haut, on voyait le grand-duc Paul, qui inspirait l'effroi ou le mépris par son humeur sombre et farouche, par ses lubies fantasques. Au sommet enfin était le Jupiter femelle de cet Olympe, l'impératrice Catherine elle-même, âgée déjà, mais verte encore, donnant le ton à une cour hébétée de servilité. C'était une femme plutôt petite que grande et d'un embonpoint assez développé, mêlant dans sa démarche l'élégance à la dignité, portant sur son visage ridé l'expression de la hauteur, sur ses lèvres un savant et éternel sourire, passionnée et vindicative au fond, ayant fait assez de bien et de mal pour inspirer le fanatisme ou la terreur, pour que tout ce qui venait d'elle fût sacré, même sa luxure. Elle savait plaire et elle avait une volonté inexorable. Elle détestait son fils, le grand-duc Paul, à qui elle n'avait pas même laissé le droit de diriger l'éducation de ses enfans, et elle transportait ses affections sur la jeune cour, sur le grand-duc Alexandre, qui était l'objet privilégié de ses espérances. Pour cette société concentrée à Saint-Pétersbourg, la Pologne conquise n'était pas seulement une question d'agrandissement politique, une satisfaction d'orgueil national; c'était un grand butin à partager, car, il faut le dire, dans les affaires de Pologne, la conquête d'état ou la répression marche toujours accompagnée de la dépossession privée. L'empereur Nicolas seul a pris pendant son règne pour plus de 300 millions de propriétés polonaises, et on voit aujourd'hui encore les séquestres renaître. Au lendemain du dernier partage, sous Catherine, les confiscations étaient immenses. C'était à qui aurait sa part dans les distributions. Les plus grands dignitaires russes ne craignaient pas d'hériter des dépouilles des familles polonaises, et la cupidité se colorait au besoin d'un singulier prétexte : l'impératrice le voulait, on ne pouvait désobéir à la souveraine. Un seul, et c'était le vainqueur de Kosciusko à Macieiowice, le général Fersen, eut le courage de refuser les propriétés de la famille Czaçki, et demanda simplement quelques biens du domaine national.

C'est dans ce monde et à cette heure du partage des dépouilles que le prince Adam arrivait avec son frère, gardant au fond du

cœur le sentiment de sa patrie perdue, et en même temps ayant à refouler tous ses instincts, toutes ses convictions de jeunesse, s'il voulait réussir. Le vieux prince Czartoryski avait donné pour compagnon et pour guide à ses deux fils un honnête et bon homme, M. Gorski, ayant la démarche fière, le ton haut et décidé, mais gai, amusant, facile à vivre, parlant un français original et réjouissant, ayant l'art de s'insinuer et de conduire deux jeunes gens dans cette carrière nouvelle où il y avait à obtenir la restitution d'une fortune sans s'abaisser. Il fallait aller partout, visiter les personnages influens, se faire des amis, arriver jusqu'à la tsarine. L'honnête Gorski était impitoyable dans cette course au clocher à travers le monde russe, qu'il fréquentait, qu'il détestait et qu'il savait gagner par sa bonne humeur. Les deux frères, à vrai dire, n'étaient pas mal reçus à Pétersbourg, et peut-être la cour avait-elle pour mot d'ordre de faire fête à ces deux jeunes représentans d'une des premières familles polonaises venant plaider leur cause de spoliés chez les spoliateurs; ils trouvaient d'ailleurs dans plus d'une maison les souvenirs qu'y avait laissés leur père au commencement du règne de Catherine, et le jour de leur première présentation à la cour l'impératrice elle-même arrêtait sur eux son plus doux regard en leur disant : « Votre âge me rappelle celui de votre père quand je l'ai vu pour la première fois. J'espère que vous vous trouvez bien dans ce pays. » Le fait est qu'ils ne se trouvaient pas bien du tout à Pétersbourg; ils se sentaient mal à l'aise en terre étrangère et ennemie; ils souffraient de cette recherche contrainte de la faveur auprès d'hommes dont l'un, le frère du favori, le comte Valérien Zubof, avait fait la guerre de 1794 sans pitié et avait saccagé la résidence de leur famille, Pulawy, ce Versailles de la Pologne.

Tout le jour pourtant il fallait courir, se faire une attitude; le soir seulement, quand on était sans témoins, l'impression intime éclatait. Chez le bon Gorski, c'était un vrai débordement de vertes épithètes contre ceux qu'il venait de voir, auxquels il venait de sourire : « Ah! le lâche! ah! le coquin! » s'écriait-il pour se soulager avant de recommencer le lendemain. Chez le prince Adam, c'était de la tristesse, un sentiment d'ennui profond. « Nos pensées, dit-il, se reportaient vers nos parens, nos sœurs, notre patrie; nous réfléchissions sur nous-mêmes, sur la triste position où nous nous trouvions. » Et ce qui ajoutait à cette amertume secrète du jeune exilé en Russie, c'est qu'au moment même où il passait son temps matériellement libre du moins, obligé d'accepter des distractions, quelques-uns de ses plus dignes compatriotes, Kosciusko, Potocki, Sokolnicki, Niemcewicz, Kilinski, étaient sous les verrous. Ils étaient là, à quelques pas, dans la même ville, à Pétersbourg; on ne pouvait avoir de leurs

nouvelles. Ne pouvant rien pour eux, le prince Adam se contentait de passer souvent dans la rue où quelques-uns étaient gardés prisonniers, espérant au moins les apercevoir. Il réussit quelquefois en effet à les voir passer comme des ombres. Il ne les connaissait pas tous alors; mais, selon un de ses mots touchans, le cœur lui battait bien fort quand il levait les yeux vers ces fenêtres si bien fermées derrière lesquelles vivaient des hommes chers à tout Polonais, et qui n'avaient commis d'autre crime que de se dévouer pour leur patrie. Cette époque avait laissé une empreinte profonde chez le prince Adam; elle n'avait pas plié son caractère à la dissimulation, mais elle lui avait donné un air de tristesse sérieuse et circonspecte qu'il a gardé toute sa vie. Ne pouvant manifester ses sentimens, il s'était réfugié dans un certain stoïcisme, favorisé par une indolence naturelle que sa mère, la princesse-générale, lui reprochait quelquefois avec une charmante tendresse dans des lettres d'une vivacité éloquente.

Une fois sur ce terrain, il n'y avait plus qu'à jouer son rôle jusqu'au bout. A ce prix, les Czartoryski ne retrouvaient pas tous leurs biens confisqués, mais ils en eurent une partie par un don impérial qui assimilait ainsi les spoliés et les spoliateurs dans cette vaste curée des fortunes polonaises. C'était, on le voit, traiter à la cosaque le droit de propriété. Encore cette faveur, fallait-il l'acheter par un nouveau sacrifice de liberté en entrant au service de Russie. Le prince Adam et son frère entreraient-ils au service militaire ou au service civil? Peu leur importait en vérité. Marchander, choisir, sortir d'un rôle tout passif, c'eût été attacher de la valeur à ce qui n'en avait point à leurs yeux, et c'est en victimes, le front baissé, qu'ils se laissaient faire officiers des gardes et bientôt gentilshommes de la chambre. Ils étaient de la cour. C'était un succès à faire envie à beaucoup de Russes; pour eux, il n'y avait qu'une chaîne, une contrainte de plus. Ils faisaient leur service, ils voyaient le monde, et ne se considéraient pas moins comme des otages en uniforme attendant l'heure de se dégager avec dignité et avec honneur. C'est justement alors, dans cet isolement moral au milieu d'une société où ils passaient en étrangers, où tout était fait pour les blesser, même les faveurs, qu'ils se trouvaient surpris par un événement aussi mystérieux qu'inattendu.

Dans ce monde semi-européen, semi-asiatique, où une tsarine vieillie régnait dans une atmosphère de servilité, il y avait, je l'ai dit, toute une génération de princes encore dans l'adolescence, le grand-duc Alexandre, le grand-duc Constantin, petits-fils de Catherine, fils de celui qui allait être l'empereur Paul. Alexandre, qui était déjà marié, avait à peine dix-huit ans, et sa femme, la grande-

duchesse Élisabeth, n'en avait que seize. C'était un couple plein de vie et de grâce, éclairant cette vieille cour assombrie de caprices despotiques. La position du grand-duc Alexandre était pénible entre sa grand'mère, dont il subissait toutes les volontés sans l'aimer au fond, et son père, pour lequel il avait de l'attachement sans oser le montrer. Il avait reçu des circonstances et d'un précepteur suisse, M. de La Harpe, esprit tout plein des théories du XVIIIe siècle, une éducation étrange : rien de précis, nulle connaissance de la réalité, nulle pratique des choses, mais des idées vagues, générales, d'humanité, de liberté, de justice. Tout cela lui avait fait une âme singulière, retenue par bien des liens russes et en même temps ouverte aux aspirations généreuses, inquiète du présent, ardente et contenue. Il se sentait isolé, lui aussi, et avait de ces besoins d'expansion de la jeunesse. Plus d'une fois, soit à la cour, soit dans les promenades et sur les quais, où affluait la bonne compagnie russe aux beaux jours d'avril qui précèdent la débâcle du Ladoga, Alexandre avait remarqué et recherché les deux jeunes princes Czartoryski; il s'était senti attiré par leur tenue simple et réservée. Il prenait un plaisir visible à être avec eux, à prolonger la conversation et à nouer des rapports plus intimes. Adam lui plaisait. Jusque-là il n'y avait rien de plus, lorsqu'un jour Alexandre dit au prince Adam de venir le trouver le matin au palais de la Tauride, où se trouvait la cour.

C'était au printemps de 1796, par une matinée riante et douce, qu'Alexandre, prenant le prince Adam familièrement par le bras et l'entraînant dans les jardins de la Tauride, s'ouvrait à lui tout entier et se livrait à une de ces confidences qui créent désormais un lien. Pendant trois heures parcourant les allées, croisant de temps à autre la grande-duchesse, qui souriait, comme si elle eût été d'intelligence, à cette intimité naissante, Alexandre s'abandonnait à une de ces conversations infinies, vingt fois interrompues, vingt fois reprises et toujours animées. Il avouait au prince Adam qu'il avait été ému et excité à la confiance par sa conduite et celle de son frère, par leur résignation dans une existence qui devait leur être si pénible, par le calme et l'indifférence avec lesquels ils avaient tout accepté sans y attacher de prix, sans repousser des faveurs faites pour leur déplaire, il le sentait. « Je devine tous vos sentimens, ajoutait-il, je les approuve, et je sens à mon tour le besoin de vous dire ce que je suis, ce que je pense. J'épiais l'occasion; je ne veux pas que vous me confondiez avec mon entourage, que vous me supposiez des idées semblables à celles de la cour, du gouvernement actuel... J'ai bien vu à vos réticences que vous vous teniez en garde aussi avec moi. Sachez donc que je condamne du fond de mon âme

les actes de ma grand'mère envers la Pologne, que je les trouve injustes et barbares, que j'ai en horreur les cruautés commises dans votre pays, que tous mes souhaits étaient pour Kosciusko, et que j'ai le plus grand respect pour son caractère, la plus vive sympathie pour son malheur. Je respecte les droits de l'humanité, je déteste le despotisme, je fais des vœux pour la cause de la liberté, dont les Français sont les défenseurs... Je ne trouve personne à qui je puisse avouer mes sentimens. Ma femme seule les connaît et les approuve; elle a comme moi horreur de l'injustice. Tous les autres ne me comprendraient pas et se hâteraient de me trahir. Pensez donc combien il m'est doux de trouver en vous un confident. Soyez aussi franc avec moi, ne me cachez pas vos impressions. Maintenant que vous me connaissez, que rien ne vous arrête. Dites-moi vos chagrins, une confiance mutuelle les adoucira. Je vous estime parce que je vous vois attaché à votre pays; je comprends votre douleur et je la partage... Surtout ne confiez qu'à votre frère notre entretien!... »

Certes la confidence était imprévue et de nature à émouvoir profondément, car enfin celui qui parlait ainsi, quel était-il? Un petit-fils de Catherine, un tsarevitch vivant dans la cour la plus absolue, dans une atmosphère de violence et de haine contre la Pologne, un prince éloigné du trône encore, il est vrai, mais appelé à régner sur la Russie. Plusieurs fois pendant la saison, lorsque la cour se transportait à Tsarskoe-Selo, ces entrevues et ces conversations se renouvelaient, et c'était toujours le même abandon. Alexandre se dévoilait dans la vivacité d'une nature mobile et généreuse, plein des idées de 1789, rêvant la régénération de la Pologne comme de la Russie, dissimulant parfois l'ambition du pouvoir sous de vagues projets de solitude et de vie retirée, et chose curieuse, dans ces entretiens qui embrassaient tout, le plus exalté, le plus hardi d'opinion était le petit-fils de Catherine; le modérateur, celui qui tempérait ce qu'il y avait parfois de trop visiblement chimérique dans les élans du grand-duc, c'était le confident, qui avait le plus à attendre pour son pays de ces idées d'équité, d'un changement total de politique, de l'avénement d'un prince dont le règne rouvrait des perspectives de justice. Ainsi se formait cette amitié que je cherche à saisir dans son origine mystérieuse au sein d'une société hostile, parce qu'elle est la révélation première de ce phénomène de libéralisme éclos un jour secrètement en Russie dans l'ombre de l'absolutisme le plus illimité, le premier germe des velléités réparatrices d'Alexandre pour la Pologne : amitié qui naissait d'abord d'un attrait personnel, d'un goût romanesque d'épanchement, et qui, en se cachant dans un règne, est restée à travers les événemens le mobile invisible des combinaisons de toute une politique, quelque-

fois un frein pour Alexandre devenu empereur, un motif d'espérances sérieuses, quoique toujours trompées, pour le prince Adam, le lien survivant de deux hommes si singulièrement rapprochés.

Il faut se souvenir de ce qu'était l'Europe à ce moment, de ce qu'elle offrait de chances au patriotisme d'une nation vaincue, pour comprendre ce que devait ressentir un jeune Polonais réduit à vivre parmi les ennemis de son pays, et comment pouvait naître une intimité si imprévue. La Pologne venait de disparaître dans le dernier démembrement de 1795; elle se personnifiait en quelque sorte dans cette royauté prisonnière de Stanislas-Auguste, pensionnée par la Russie, internée à Wilna ou à Pétersbourg. La révolution française, en remuant le monde, n'avait rien fait pour elle, ne paraissait vouloir rien faire, et les puissances liées par la solidarité de la spoliation n'aspiraient qu'à maintenir leur œuvre, à s'assurer définitivement leur conquête. Chose étrange, pour la France la Pologne était trop loin, pour les coalisés du nord c'était une autre France mise à la raison, un foyer de prétendu jacobinisme éteint au centre de l'Europe. Il semblait que désormais il n'y eût plus rien à attendre d'aucun côté. Seul, dans une de ces cours ennemies où avait été conçu et préparé l'acte de destruction, un jeune prince reniait cette politique d'injustice et de violence; il parlait avec attendrissement des malheurs de la Pologne, avec respect de Kosciusko, et il laissait entrevoir la pensée d'une réparation possible. « Je crus rêver en entendant ces confidences, dit le prince Adam; mon émotion fut extrême, » et longtemps plus tard, même quand il avait perdu toute espérance, il était resté fidèle à ce souvenir.

Cette amitié née dans les jardins de la Tauride et de Tsarskoe-Selo était sincère en effet. Lorsque Alexandre, à dix-neuf ans, dans le plus grand mystère, allait chercher un jeune Polonais qui se considérait comme un proscrit à Pétersbourg, pour échanger avec lui des confidences tout intimes, des rêves d'amélioration pour l'humanité, pour la Pologne, il ne faisait évidemment aucun calcul vulgaire. Qui pouvait-il vouloir tromper? quel intérêt avait-il à surprendre la confiance d'un inconnu, d'un déshérité qui ne pouvait rien? Il cédait à un besoin d'attachement, à un élan spontané, et ce sentiment devait survivre longtemps encore aux circonstances qui l'avaient fait naître. Empereur ou grand-duc, dans les crises décisives de sa destinée, en 1810, en 1812 comme en 1801, à son avénement soudain au trône comme en 1796, Alexandre ne s'adressait à Adam Czartoryski, ne lui écrivait qu'avec une effusion particulière, en l'appelant « mon cher ami, » en lui disant : « à vous de cœur et d'âme pour la vie. » En 1801, au moment de la tragédie qui tranchait le règne et les jours de l'empereur Paul, et qui plaçait une couronne ensanglantée sur

la tête de son fils, le prince Adam, par une sorte de disgrâce, se trouvait en Italie comme envoyé auprès d'un souverain sans états, le roi de Sardaigne, et la première pensée d'Alexandre était de le rappeler; il lui écrivait aussitôt : « Vous aurez appris déjà, mon cher ami, que par la mort de mon père je suis à la tête des affaires. Je tais les détails pour vous en parler de bouche. Je vous écris uniquement pour que vous remettiez sur-le-champ les affaires de votre mission à celui qui s'y trouve le plus ancien après vous, et que vous vous mettiez en route pour venir à Pétersbourg. Je n'ai pas besoin de vous dire avec quelle impatience je vous attends. J'espère que le ciel veillera sur vous pendant votre route... Adieu, mon cher ami, je ne puis vous en dire davantage... » Et bientôt, malgré ce que pouvait avoir d'étrange la présence d'un Polonais, qui ne se cachait pas d'être Polonais, à la tête des conseils de la Russie, au risque d'étonner et de froisser les gens de cour russes, Alexandre n'avait point de repos qu'il n'eût fait arriver au ministère des affaires étrangères l'ami de sa jeunesse, le confident de ses rêves et de ses pensées. C'était une manière d'être fidèle à un premier sentiment.

Le libéralisme d'Alexandre et ses vues réparatrices sur la Pologne étaient-ils également sincères? Ils l'étaient sans doute dans une certaine mesure. C'est même le propre de ce personnage curieux et énigmatique de l'histoire de s'être cru toujours fidèle à ces idées généreuses qui avaient tout d'abord fasciné sa jeunesse. Ce que pensait le grand-duc adolescent, encore loin du pouvoir, Alexandre ne le désavouait pas après la mort de Catherine, qui le rapprochait du trône. Le despotisme capricieux et violent, quelquefois aussi puéril que farouche de son père, Paul Ier, ne faisait que le confirmer dans ses opinions premières. Devenu lui-même empereur par cette catastrophe dont il taisait les détails au prince Adam, et à laquelle il avait prêté tout au moins une connivence indirecte ou tacite pour en garder ensuite toute sa vie l'effroi et le remords, il se défendait auprès de ses amis les plus intimes d'avoir changé. Tout ce qui touchait à des réformes équitables, à des institutions libérales, à la justice, à l'émancipation des masses, il ne cessait de s'en préoccuper. Il aspirait toujours au rôle de bienfaiteur de l'humanité, de redresseur des iniquités. A mesure cependant qu'il entrait dans le domaine des choses réelles et qu'il se rapprochait du pouvoir, il éprouvait le trouble des caractères faibles jetés tout à coup en face de difficultés imprévues; il subissait le dangereux attrait de l'omnipotence sans limites. Un homme nouveau se dessinait en lui, un peu embarrassé de ses aspirations et de ses rêves, facilement conduit, sinon à les désavouer, du moins à les ajourner. Le libéralisme

d'Alexandre, comme son amitié, tenait de sa nature complexe, une nature à la fois exaltée et timide, caressante, naïvement cauteleuse, inquiète et mobile.

Personnage assurément étrange, ayant le goût des nouveautés et toutes les faiblesses d'un caractère irrésolu, utopiste plutôt que réformateur, Européen d'idées, libéral d'imagination, Grec par la finesse, Russe par l'aptitude à concilier les sentimens, les instincts, les actes les plus contraires, sensible à l'éloge, à la popularité, permettant toutes les critiques de son gouvernement, pourvu qu'elles prissent la forme d'un dévouement personnel, et se considérant lui-même comme une exception en Russie! Alexandre était en effet un phénomène dans la société russe par toutes ces velléités de progrès et de justice qui flottaient dans son esprit; seulement ce n'étaient que des velléités. Le libéralisme était pour lui comme une petite conspiration ne devant jamais aboutir, comme un secret franc-maçonnique partagé entre quelques initiés. Il s'était fait au commencement du règne une sorte de conseil secret composé de quelques hommes qu'il appelait ses amis personnels, et dont le jeune comte Paul Strogonof était le plus ardent, M. de Novosiltsof le plus avisé et le plus souple, le comte Kotchubey le plus pratique et le plus désireux d'entrer aux affaires, le prince Adam Czartoryski le plus désintéressé à coup sûr. C'était ce que la vieille société et les vieux politiques de Pétersbourg appelaient avec ironie le parti des jeunes gens. Deux ou trois fois par semaine, le soir, ces jeunes gens, qui avaient le privilége d'aller dîner au palais sans invitation, s'esquivaient après le repas et gagnaient un petit cabinet de toilette où l'empereur les rejoignait bientôt. Là on dissertait de tout, on se livrait à mille projets, on s'élançait à plein vol dans toutes les sphères de la politique, et l'empereur lui-même s'abandonnait entièrement à ses idées favorites, à ses sentimens. C'était bien tant qu'on restait dans le sanctuaire; hors de là, le train de la vieille machine russe continuait, et Alexandre retombait sous l'influence d'une cour toute pleine des traditions autocratiques, de ministres qu'il hésitait à changer. Il lui fallut du temps pour oser. Provoquer trop vivement son initiative eût été le blesser, exciter sa méfiance, réveiller en lui le tsar, et si on se laissait aller à le serrer de trop près, il se troublait, il se fermait en quelque sorte ou se réfugiait dans une subtile distinction entre l'homme et le souverain, croyant avoir répondu à tout quand il disait que l'homme n'avait pas changé, qu'il était toujours le même, qu'il ne renonçait à aucune de ses idées, mais que le souverain avait des devoirs.

Cette nature fuyante échappait ainsi aux uns et aux autres, restant une énigme pour tous. Alexandre avait pourtant des velléités

intermittentes et descendait quelquefois de ses rêves. On a parlé récemment comme d'une grande nouveauté de la création d'un comité ou conseil des ministres à Pétersbourg. C'est une nouveauté de 1802 qui est devenue depuis ce qu'elle a pu. Alexandre mettait la main sur la vieille machine gouvernementale, à laquelle il substituait des départemens ministériels, un conseil délibérant en commun. Il allait même plus loin : il accordait au sénat dirigeant des priviléges nouveaux, le droit de contrôle et de représentation sur les oukases. On se crut un moment sur le chemin du régime représentatif. Qu'en restait-il dans la pratique? Cela finit par une petite aventure piquante où se peignent tout à la fois le caractère du prince et ce qu'ont de factice les plus simples tentatives libérales en Russie. Un jour, un des membres du sénat, le comte Severin Potocki, qui était des amis de l'empereur sans être du conseil secret, croyant naturellement que, si on avait accordé un droit, c'était pour quelque chose, et qu'il n'y avait pas de meilleur moyen d'être agréable que de le prendre au sérieux, proposa une représentation sur un oukase qui portait atteinte à la charte de la noblesse. Les autres sénateurs ne virent là qu'une petite comédie arrangée pour faire honneur aux vues réformatrices du maître, une occasion facile et sans péril de faire de l'indépendance, et ils se hâtèrent de voter unanimement la motion. L'opposition du procureur-général du gouvernement, ministre de la justice, leur parut un détail piquant de plus ajouté à la scène. Ce fut le vieux comte Strogonof qui, avec deux de ses collègues, eut la mission d'aller porter ce vote à l'empereur. Ils étaient émerveillés de leur tactique et pleins de confiance. Quelle fut leur surprise, lorsque l'empereur les reçut d'un ton sec et froid, réprimanda vertement le sénat, et lui signifia de ne s'occuper désormais que de ce qui le regardait, de faire exécuter au plus vite l'oukase objet de ses représentations! Ce fut la première et unique tentative d'indépendance du sénat de Pétersbourg, qui se le tint pour dit et ne recommença jamais sa campagne. Au fond, observe spirituellement le prince Adam, Alexandre aimait la liberté comme un passe-temps d'imagination, comme un thème favori sur lequel on pouvait tout dire, pourvu qu'on le dît à huis clos et qu'on n'en vînt pas à la réalité. « Il eût bien voulu que tout le monde fût libre, à la condition que tout le monde fît librement et spontanément sa volonté seule. » Une naïve préoccupation personnelle dominait tout chez lui. L'empereur Alexandre I[er] est resté le type le plus curieux, le plus original et le plus candide de ce libéralisme russe, tout d'ostentation et de vanité, qui encore aujourd'hui est plus factice qu'on ne croit, qui n'est que le déguisement européen d'une réalité violente et confuse, des mœurs invétérées de l'absolutisme asiatique.

C'est avec ce souverain que le prince Adam Czartoryski avait affaire, inspiré et soutenu, non par une idée vague et indéfinie de réforme libérale, mais par la pensée plus précise d'une restauration polonaise qui avait été à l'origine l'unique raison d'être de leur romanesque intimité.

Le rôle du prince Adam était certes aussi délicat que difficile. Ce qu'il faudrait remarquer et définir, c'est ce caractère, cette position étrange d'un Polonais ami d'un empereur de Russie, bientôt son ministre, toujours son confident préféré; c'est la vraie nature de cette intimité, dont la Pologne était le nœud, et que le prince Adam avait pu accepter sans faiblesse, sans infidélité à la cause de son pays, parce qu'il y était entré avec l'intégrité de son patriotisme et de ses espérances, sans avoir rien à désavouer de ses sentimens et de ses aspirations. La revendication avouée, permanente, de sa nationalité faisait au contraire la dignité et l'originalité de son rôle. Même au service, il n'était nullement le serviteur de la Russie; il mettait tous ses soins à garder le caractère d'un étranger jeté par la fortune dans un pays qui n'est pas le sien, et servant dans l'intérêt de son propre pays. Il avait été convenu qu'il ne recevrait ni traitement ni décorations russes. C'était plutôt le représentant d'une cause en souffrance, le plénipotentiaire d'une nation vaincue placé dans une société où tout lui était hostile, excepté le souverain, qui semblait ne point reculer devant le principe et la possibilité d'une réparation. Les rapports d'Alexandre et du prince Adam se ressentaient de cette situation; ils se fondaient sur une idée de justice pour la Pologne; ils se resserraient ou se refroidissaient quelquefois selon les fluctuations de la pensée impériale. Ils étaient très libres d'ailleurs et empreints d'une familière simplicité. Pour Alexandre, le prince Adam n'était point un confident vulgaire choisi parmi des courtisans; c'était un ami et comme une image vivante de sa jeunesse, de ses impressions de 1796. Sans tout lui dire, pas plus qu'à personne, il lui disait du moins ce qu'il n'aurait pas confié à des Russes, et c'est avec lui de préférence qu'il s'épanchait parfois, qu'il se plaignait des difficultés qu'on lui suscitait, qu'il revenait à des rêves, à des projets avec lesquels il semblait ne vouloir jamais rompre, même quand il les ajournait et s'en éloignait le plus dans la réalité. Le prince Adam ne s'y méprenait pas : il recevait ces confidences et en était touché; mais en même temps il devinait les mobilités de cet ami couronné, qui promettait tant et semblait par instans oublier si vite. Sans le heurter, il lui parlait avec une franchise qu'on trouverait aujourd'hui sévère; il lui rappelait ce qui les avait liés, les idées qu'ils avaient nourries en commun, et souvent même il l'embarrassait.

Un jour, au commencement du règne, Duroc, l'aide de camp du premier consul, venait d'arriver à Pétersbourg pour complimenter Alexandre, et on en avait profité pour signer une convention qui ne réglait aucune difficulté entre la Russie et la France, qui ne contenait qu'un article remarquable par lequel les deux pays se promettaient mutuellement de ne point protéger les émigrés. Cet article était principalement dirigé contre les émigrés français; mais par le fait il se tournait aussi contre les Polonais. C'était un des premiers actes du règne. L'empereur n'en avait rien dit au prince Adam, qui, à la première entrevue, en fit l'observation avec une tristesse qui était un reproche. L'empereur baissa les yeux, resta un moment confus, et finit par dire que cet article ne signifiait rien, qu'il n'avait pas moins à cœur les destinées futures de la Pologne. Le prince Adam, dans ses relations avec Alexandre, avait souvent de ces déceptions, et alors il était pris d'un découragement profond. Il désespérait de pouvoir servir utilement son pays, et, dévoré d'amertume, il n'aspirait qu'à s'en aller, à se soustraire à cette vie de continuels désappointemens; puis, à la moindre éclaircie, sur une parole nouvelle de l'empereur, il retrouvait un peu de confiance. Il restait, il réprimait le dégoût du Russe qui le saisissait, et, faute de marcher plus ouvertement, plus directement au but national où il tendait, il faisait du moins tourner cette faveur exceptionnelle dont il était l'objet ou la victime au bien de ses compatriotes. Il intervenait pour ceux qui étaient exilés en Sibérie ou enfermés dans les cachots, faisait lever les confiscations, employait la diplomatie impériale à tirer des prisons de l'Autriche un des patriotes les plus éminens, l'abbé Kollontay, saisissait l'occasion de ménager un régime moins dur, moins tyrannique, aux anciennes provinces polonaises, sur lesquelles les fonctionnaires russes s'étaient abattus avec leurs mœurs violentes et déprédatrices. Il servait en détail, obscurément, se demandant chaque jour, après l'œuvre de la veille, ce qu'il pourrait faire le lendemain. Il se disait enfin qu'en ce moment, en Europe, où il semblait y avoir une triste émulation d'oubli pour son pays, dans cette cour où tout était froissement, où il ne pouvait se confier à personne, pas même à ses collègues du conseil secret avec lesquels il vivait familièrement, Alexandre était peut-être le seul homme qui laissât parler devant lui d'un avenir pour la Pologne, et qui en parlât lui-même.

Le dernier mot de ces rapports soumis à de si singulières alternatives, l'expression ostensible de cette faveur obstinée et sans résultat, c'est l'élévation du prince Adam Czartoryski au ministère des affaires étrangères en 1802. Il fut d'abord simplement adjoint au comte Vorontsof, et bientôt il succéda comme ministre au vieux

Vorontsof lui-même, qui était malade et dont l'empereur se moquait dans l'intimité en le singeant. Il se défendit tant qu'il put de cette fortune imprévue, il résista, montra ce qu'il y avait d'étrange à le placer, lui Polonais avant tout et fermement résolu à rester Polonais, dans une de ces situations où il pouvait se trouver d'un jour à l'autre entre sa loyauté de ministre et son patriotisme, entre l'intérêt de son pays et l'intérêt de la Russie. L'empereur s'obstina et répondit qu'il n'en était rien, qu'il prévoyait au contraire des circonstances différentes et plus favorables, que dans tous les cas son ministre pourrait se retirer le jour où un antagonisme d'intérêts éclaterait. Alexandre fit mieux, il lui offrit comme appât, comme prix de sa bonne volonté, le poste de curateur de l'université de Wilna et la direction de l'instruction publique dans les sept gouvernemens polonais annexés à la Russie, c'est-à-dire dans la Lithuanie, la Volhynie, la Podolie, l'Ukraine. C'était une fantaisie de ce prince qui en avait tant, et qui mettait une ardeur d'enfant à les satisfaire. Il voulait son ami pour ministre, pour coopérateur intime de ses desseins. Adam Czartoryski accepta avec tristesse, comme un soldat, dit-il, qui, jeté par l'amitié et le hasard dans des rangs qui ne sont pas les siens, combat par un sentiment d'honneur et pour ne point abandonner son compagnon; il accepta tout ce qui lui était offert, préférant en secret, par une prévoyance nationale, le soin de surveiller l'éducation morale et intellectuelle de huit millions de Polonais à la direction même des affaires de l'empire, qui lui était donnée par surcroît. Au fond, les difficultés étaient immenses pour le prince Adam : il n'avait pas seulement à faire face aux inimitiés, à la malveillance, aux intrigues de la société de Pétersbourg, qui voyait avec une envie mêlée d'étonnement cette faveur d'un Polonais auprès d'un tsar; il avait à relever la politique extérieure de la Russie de la confusion où l'avait laissée l'empereur Paul en mourant, de l'effacement où elle était restée depuis le commencement du nouveau règne. Il fit un rêve étrange : il aurait voulu que, retirée pour le moment des démêlés du continent, n'ayant rien à voir dans tous ces remaniemens territoriaux par lesquels Napoléon ouvrait sa victorieuse carrière, et où les cupidités européennes cherchaient à se satisfaire, la Russie se recueillît véritablement, se consacrât à un travail de réformes intérieures, et se fît au dehors une politique plus élevée, dégagée de tout esprit de violence et de conquête. Il aurait voulu qu'en face de Napoléon et de ses menaces d'ambition dictatoriale en Europe, Alexandre se fît un arbitre de paix, un médiateur désintéressé protégeant les faibles, s'armant de toutes les idées de droit public et d'équité. Il traçait tout un plan de politique qu'il a reproduit depuis dans son *Essai sur la diplo-*

matie, où la grandeur de la Russie se liait à une pensée de justice, de respect du droit des peuples et des nationalités violentées, où il faisait reluire habilement l'émancipation des Grecs et des Slaves. Le nom de la Pologne n'était pas prononcé, mais il venait sur les lèvres, et le rétablissement de la nation polonaise se laissait entrevoir dans l'ombre comme le couronnement du système.

Le plan de ce curieux ministre polonais des affaires moscovites n'était-il qu'une chimère? Le prince Adam s'en est douté depuis, je crois; il s'est aperçu plus tard qu'aucun Russe, fût-ce le plus libéral, ne se laisse placer de son plein gré et sans arrière-pensée en face d'une résurrection possible, même lointaine, de la Pologne. Le jour où comme ministre il développa son système dans le conseil, il ne trouva que faveur et applaudissemens tant qu'il ne parla que de la grandeur, du rôle prépondérant de la Russie. Dès qu'il en vint au but, aux obligations de ce rôle, aux droits des autres peuples, aux principes de justice, les visages se rembrunirent; l'attitude des assistans devint contrainte et froide, et on se tut. L'empereur seul fut charmé. Ce plan parlait à son ambition secrète et à ses sentimens; il lui souriait d'autant plus qu'il était d'une réalisation éloignée, qu'il laissait le champ libre à l'imagination et à toute sorte de combinaisons sans exiger une décision ou tout au moins une action immédiate. Seulement, en subissant le charme, Alexandre entrait dans cet ordre de vues avec sa nature impressionnable et mobile, en homme toujours partagé entre les inspirations d'un ministre qu'il aimait et les influences russes qui l'assiégeaient chaque jour davantage. Il ne fit rien même pour s'acheminer de loin vers le but, et le rêve finit par la guerre de 1804, où la Russie n'était qu'une puissance de plus dans une coalition organisée contre la France, une puissance ne sachant pas même bien au juste où elle allait et ce qu'elle voulait. Le prince Adam aurait voulu, puisqu'on était en guerre, que dès l'entrée en campagne on s'armât des tergiversations de la Prusse et de ses condescendances craintives envers la France pour la sommer de se prononcer, lui passer sur le corps au besoin, et lui prendre ses provinces polonaises, qui, réunies à celles que possédait la Russie, auraient formé un royaume distinct sous le sceptre d'Alexandre. Ce n'était pas la première fois que cette idée passait dans les entretiens de l'empereur et du prince Adam; c'était la première fois qu'elle prenait une forme saisissable et que l'occasion s'offrait. Alexandre parut un moment donner dans ce projet, puis il ne résista pas à la séduction d'une amitié récemment formée avec le roi et surtout avec la reine de Prusse. A toutes ses indécisions, il ajouta le tort plus grand encore peut-être de céder, lui aussi, au goût de la gloire militaire, d'embarrasser de sa présence la responsabilité

de ses généraux, et il alla se faire battre piteusement à Austerlitz. Ce n'était pas la faute du prince Adam, dont aucune des idées n'avait été suivie et dont l'influence avait déjà diminué; c'était la faute d'Alexandre, qui, flottant entre toutes les idées et tous les systèmes, blessant l'orgueil de Napoléon sans se rendre compte de ce qu'il faisait, s'était lancé dans cette aventure sans avoir rien prévu ni rien préparé, pour en revenir mécontent de tout le monde et de lui-même, plus que jamais rejeté pour le moment dans l'incertitude et répétant avec amertume : « On ne m'y reprendra plus! »

Or la campagne d'Austerlitz conduisait à la guerre de Prusse, qui allait éclater un an après, et la guerre de Prusse elle-même, en étendant les conflits, en les portant vers le nord de l'Europe, était de nature à créer une situation nouvelle où cette question de Pologne, devant laquelle Alexandre venait de reculer, pouvait se réveiller tout à coup dans des conditions inattendues. On l'entrevoyait déjà. Tant que le prince Adam avait cru à demi à la possibilité d'une réparation par la Russie et qu'il avait été soutenu dans cette idée par l'amitié et la confiance intime de l'empereur, il était resté au poste ingrat où un caprice de bienveillance souveraine l'avait placé. Dès que la confiance impériale diminuait à la suite d'Austerlitz et qu'on marchait à grands pas vers une de ces éventualités qu'il avait pressenties à son entrée au pouvoir, où l'intérêt de son pays pouvait se trouver en lutte avec la politique de la Russie, il ne songeait plus qu'à se retirer du ministère. Par délicatesse autant que par prévoyance patriotique, il insistait auprès d'Alexandre pour se dégager du service. Il ne voulait ni rester séparé de son pays au moment d'une crise, ni être soupçonné d'avoir préparé cette crise comme ministre. De ses emplois il ne gardait que le poste tout national de curateur de l'université de Wilna. Ce n'était pas la fin de son amitié et de ses rapports intimes avec Alexandre, c'était la fin de son existence publique en Russie, et c'est ainsi qu'il arrivait libre, sans autre engagement qu'un lien nominal avec Pétersbourg et son attachement personnel pour l'empereur, à ce conflit d'événemens au-dessus desquels le nom de la Pologne allait se lever de nouveau.

Je voudrais peindre cette situation qui, à dater de 1806, se prolonge jusqu'en 1815 à travers les plus redoutables, les plus sanglantes vicissitudes, et où la Pologne reprend un rang dans les affaires de l'Europe pour ne plus disparaître, où cette question une fois ravivée grandit dans la mesure même des complications générales. Au milieu de ces grandes péripéties de l'empire qui mettaient aux prises toutes les ambitions pour aboutir à un duel suprême entre la France et la Russie, entre Napoléon et Alexandre, qui par une sorte

de fatalité réparatrice faisaient à demi renaître un peuple des convulsions du continent, de quel côté pouvait se tourner un patriote polonais? Rien ne semble plus simple aujourd'hui à la lumière de toute une histoire; le problème était plus obscur alors dans cet état de l'Europe où une idée de justice n'était point précisément l'âme de la politique, et où cette nation même dont les destinées recommençaient à être en question avait pu être abattue, violemment supprimée sans trouver un secours. La France, il est vrai, après avoir paru abandonner la Pologne, après avoir licencié ou envoyé mourir à Saint-Domingue les légions polonaises, la France était la première à reprendre en main cette cause de la restauration d'une indépendance. Avec les provinces qu'elle enlevait à la Prusse, elle créait un duché de Varsovie en 1807; elle agrandissait ce duché d'une partie de la Galicie en 1809, après la guerre d'Autriche, et le mouvement des choses la conduisait en 1812 à laisser proclamer sous ses auspices la reconstitution de la Pologne de 1772. Chaque guerre nouvelle élargissait en quelque sorte le cadre de cette nationalité renaissante, qui finissait par retrouver son vrai nom après s'être cachée sous le nom d'une ville et s'être vue un moment confondue dans les états du roi de Saxe.

Au fond cependant, il faut le dire, la politique de Napoléon, même en consacrant ces résultats, était toujours singulièrement énigmatique et peu préoccupée de faire revivre une indépendance. Elle voulait et elle ne voulait pas; elle appelait les Polonais à l'insurrection, et elle laissait tomber sur leur enthousiasme des bulletins qui leur disaient avec une obscurité solennelle : « Le trône de Pologne se rétablira-t-il? Cette grande nation reprendra-t-elle son existence et son indépendance?... Dieu seul, qui tient dans ses mains les combinaisons de tous les événemens, est l'arbitre de ce grand problème politique... » La vérité est que pour Napoléon la Pologne était un champ de bataille, une terre féconde en vaillans soldats, un territoire servant à ses combinaisons encore plus qu'une nation à faire revivre. Il était toujours plein de ménagemens, tantôt pour la Russie, tantôt pour l'Autriche, sacrifiant à l'une quelques districts, garantissant à l'autre ses possessions, et à chaque proclamation qui enflammait l'esprit national répondait tout un travail de négociations clandestines destiné à diminuer le caractère national de cette résurrection qui allait se concentrer dans un état précaire et factice trop grand pour un duché, trop petit pour un royaume. Si Napoléon n'eût cédé au caprice violent de ses conceptions gigantesques et de ses distributions arbitraires de territoires, s'il eût saisi nettement et distinctement cette question qui se levait devant lui, il aurait vu que, puisqu'il mettait la main à l'œuvre, il de-

vait se hâter d'avouer cette pensée d'une Pologne reconstituée, de donner à sa création assez d'ampleur et de force pour qu'elle existât par elle-même, et il eût agi ainsi dans son propre intérêt, dans l'intérêt de la France et dans l'intérêt d'un équilibre nouveau de l'Europe. Si même en 1812, au lieu de répondre par des réticences nouvelles aux députés de la confédération polonaise qui se présentaient à lui à Wilna, il se fût arrêté, eût organisé une forte et indépendante Pologne attendant les événemens, il eût ainsi bien mieux atteint son but qu'en allant s'enfoncer dans l'inconnu jusqu'à Moscou, et il eût échappé à cette fatalité sinistre qui l'épiait, lui, son armée et toute sa grandeur. Le malheur de Napoléon fut de faire sans cesse tout ce qu'il fallait pour parler à l'imagination des Polonais, pour les fasciner en les associant à ses victoires, et tout ce qu'il fallait aussi pour exciter les méfiances des esprits réfléchis et clairvoyans; son habileté était d'entretenir leurs espérances. Au jour des aveux, à Sainte-Hélène, il disait : « Je donnai par ma faiblesse du mécontentement et de la méfiance aux Polonais. Ils virent que je les sacrifiais à mes convenances. Je sentis ma faute, et j'en eus honte. »

En face de cette série d'événemens toujours incomplets où renaissait par lambeaux, par fragmens, une Pologne qui n'était pas encore une Pologne, quelle était la politique de la Russie, dirigée par l'inquiet et mobile Alexandre? — Si la Russie, devançant la France, comme le proposait le prince Adam, eût dès 1805 offert aux Polonais cette séduisante satisfaction de les réunir en un royaume séparé sous le sceptre de l'empereur, — un royaume composé des provinces qu'elle possédait elle-même et des provinces prussiennes qui pouvaient être le prix de la guerre, — elle eût réussi peut-être, et dans tous les cas elle eût pris dès ce moment un rôle aussi brillant que nouveau. Si un an après encore, avant la création du duché de Varsovie, Alexandre était revenu avec sincérité à son plan, il aurait pu gagner les Polonais, les arrêter dans leur élan vers la France et balancer la création de Napoléon. La Russie aurait pu d'autant plus aisément suivre cette politique que les haines suscitées par le dernier partage s'étaient un peu assoupies, et qu'elle avait dans ses mains le premier noyau de ce royaume, qui serait devenu comme un intermédiaire, comme une première défense de l'empire. Il n'en fut rien; les événemens marchaient : le duché de Varsovie, en créant une semi-indépendance sous l'influence française, ravivait les haines contre la Russie, montrait de nouveau dans le Russe le véritable ennemi, et lorsqu'après avoir hésité devant les occasions Alexandre revenait à ses projets, il n'était plus temps; il fallait attendre une occasion nouvelle.

Cet insaisissable empereur flottait toujours entre ses velléités et l'esprit russe, qui ne pouvait s'accoutumer à l'idée d'abandonner les provinces polonaises, fût-ce pour en former un royaume sous le sceptre du tsar. Par une inconséquence bizarre, au moment où il se croyait appelé à être le promoteur de la renaissance de la Pologne, comme il le disait, où il voulait flatter et attirer l'esprit national de ce pays, il se prêtait à des morcellemens nouveaux, il acceptait de Napoléon le district de Bialystok en 1807 à Tilsitt, un district de la Galicie en 1809, et il laissait passer dans une proclamation ces paroles, qui devaient retentir douloureusement dans tout cœur polonais, qui étaient comme l'expression de la crainte qu'on avait de voir la Pologne renaître sous une autre main : « Les provinces polonaises, au lieu d'être réunies de nouveau, restent à jamais partagées entre trois puissances. La Russie acquiert une partie considérable de ces provinces... Toutes les chimères des provinces polonaises détachées de notre empire disparaissent; l'ordre de choses actuel leur met des bornes pour l'avenir... » Alexandre parlait ainsi dans ses manifestes, sauf à dire en secret que cela ne signifiait rien. Il gardait en effet sa pensée, il la cachait soigneusement, se laissant aller parfois dans ses actes à une politique absolument contraire. Pour lui comme pour Napoléon, c'était une arme qu'il tenait en réserve pour les heures difficiles, et à la puissance de laquelle il croyait.

Placé entre tous ces événemens et retiré de la vie publique, le prince Adam se trouvait dans une situation singulière : d'un côté, sans avoir, comme beaucoup de Polonais, une foi complète en Napoléon, il ne se séparait pas de ses compatriotes dans les espérances que leur inspirait le duché de Varsovie; il y voyait tout au moins un germe, un premier pas; d'un autre côté, il avait gardé avec Alexandre des rapports devenus, il est vrai, de plus en plus rares, affectueux encore, quoiqu'un peu embarrassés. Il n'était pas entièrement et officiellement affranchi du service en Russie : il s'était contenté d'un congé périodiquement renouvelé; mais déjà il demandait à l'empereur de lui rendre sa complète liberté. Ami du souverain, il voulait retrouver sa pleine indépendance comme Polonais. Alexandre éludait, appelait encore de temps à autre le prince Adam, et reprenait avec lui une de ces conversations intimes où il se plaisait autrefois; il revenait à ses projets, et il y revenait avec d'autant plus d'insistance que l'inquiétude croissait en lui. A mesure que les événemens grandissaient en effet et que les guerres se succédaient, Alexandre sentait qu'après la Prusse et l'Autriche c'était son tour qui allait venir, qu'il allait être réduit à se soumettre ou à se résoudre à une lutte directe avec Napoléon. Il se voyait cerné de tous

côtés; il flairait la crise, et il y marchait avec une anxiété visible. C'était une raison de plus pour revenir à ses idées sur la Pologne, quoiqu'il se fût laissé devancer, et qu'au lieu d'être sur la Vistule et sur l'Oder il eût en face de lui Napoléon à Varsovie. Le prince Adam a noté une de ces conversations familières où Alexandre se dévoilait à demi dans les premiers mois de 1810. « L'empereur me dit d'un ton pénétré, raconte le prince Adam : Je ne crois pas que ce soit encore pour cette année, mais je m'attends à la crise l'année prochaine. Nous sommes au mois d'avril, ainsi ce sera dans neuf mois. — En me disant cette phrase et en général pendant toute cette conversation, son regard terne et fixe me rappelait les yeux hagards qu'il avait après Austerlitz. Sa contenance était remplie d'abattement. Je remarquai beaucoup d'inquiétude et un grand désir d'arranger les affaires de Pologne en faisant tout ce qui pourrait dépendre de lui. Il fit plusieurs fois amende honorable vis-à-vis de moi en répétant, sans y être provoqué, que l'année 1805 était la plus favorable pour l'exécution du projet. J'ignore si c'était chez lui conviction ou désir de m'amadouer... » Les circonstances s'aggravaient chaque jour cependant sous l'apparence de relations qui n'avaient encore rien de violent. La lutte s'approchait de façon à rendre la position du prince Adam plus pénible, à lui faire désirer d'être absolument libre de tout lien, et Alexandre, se mettant à l'œuvre dans le plus grand secret, saisissait cette occasion pour ouvrir avec lui une correspondance qui éclaire aujourd'hui les événemens; il lui écrivait dès le 25 décembre 1810 :

« J'ai reçu votre lettre du 15 décembre (27 novembre), mon cher ami, et je ne vous cache pas qu'elle m'a fait beaucoup de peine. Vous voulez rompre le seul rapport public qui existe entre nous, et après une intimité de plus de quinze ans qu'aucune circonstance n'a pu altérer, nous allons nous trouver étrangers l'un à l'autre, si ce n'est pour nos sentimens, du moins pour nos relations publiques. Voilà une idée à laquelle il m'est pénible de m'arrêter, et cela surtout dans un moment où je croyais que notre intimité et nos relations allaient acquérir leur véritable étendue...

« ... Les circonstances actuelles me paraissent bien importantes. Il me semble que c'est le moment de prouver aux Polonais que la Russie n'est pas leur ennemie, mais bien plutôt leur amie véritable et naturelle, que malgré qu'on leur ait fait envisager la Russie comme la seule opposition existante à la restauration de la Pologne, il n'est pas improbable au contraire que ce soit elle qui la réalise. Ce que je vous dis là vous étonnera peut-être; mais, je le répète, rien n'est plus probable, et les circonstances me paraissent des plus favorables pour me livrer à une idée qui a été anciennement mon idée favorite, que j'ai été deux fois dans le cas d'ajourner sous l'empire des circonstances, mais qui n'en est pas moins restée dans le fond de ma pensée.

« Jamais le moment n'y a été plus propre; mais avant d'aller plus loin je voudrais que vous me répondiez point par point et avec le plus grand détail aux questions que je crois devoir faire préalablement avant que de procéder à l'exécution de mon plan.

« Avez-vous des données assez justes sur la disposition d'esprit des habitans du duché de Varsovie, et en ce cas pouvez-vous être fondé à croire que les Varsoviens saisiront avec avidité toute *certitude* (non pas probabilité, mais *certitude*) de leur régénération ?

« La saisiront-ils, de quelque part qu'elle leur vienne, et se joindront-ils à toute puissance indistinctement qui voudrait épouser leurs intérêts sincèrement et avec attachement ? Il s'entend de soi-même que la proclamation de leur restauration précédera leur jonction, et prouvera la sincérité de la conduite qu'on adopte à leur égard.

« Ou bien avez-vous plutôt raison de supposer qu'il existe différens partis, et que d'après cela on ne peut pas compter sur un accord de résolution pour saisir avec empressement la première occasion qu'on leur offrira pour la régénération de la Pologne?

« Quels sont ces partis ? Sont-ils d'une importance égale, et quels sont les individus qui peuvent en être regardés comme les chefs? Ces partis existent-ils aussi dans l'armée, ou doit-on la regarder comme plus unie d'opinions et de sentimens ?

« Quel est l'individu entre les militaires qui dirige le plus l'opinion de l'armée ?

« Ce sont là les questions les plus importantes que je croie devoir faire pour le moment. Aussitôt que j'aurai les réponses, je m'ouvrirai davantage avec vous. Quant à cette lettre, si vous imaginez qu'elle est écrite dans l'intention d'influer sur les esprits et d'être répandue sous main, vous manquerez complétement le but que je me propose, et le secret le plus impénétrable doit être observé sur son contenu. Je crois connaître assez vos sentimens pour moi pour pouvoir me reposer avec confiance sur votre prudence. Au reste, l'objet dont il s'agit doit vous intéresser trop pour que je ne sois pas sûr du soin que vous mettrez à ne pas gâter un ouvrage auquel votre patrie devra sa régénération, l'Europe sa délivrance, et vous personnellement la gloire et la jouissance d'y avoir coopéré, d'avoir prouvé par là que toute votre conduite personnelle a été conséquente, et que ceux des vôtres qui ont compté sur vous anciennement ne se sont pas trompés dans leur attente. Si vous me secondez et que les notions que vous me communiquerez soient de nature à me faire espérer une unanimité d'intention de la part des Varsoviens, surtout de l'armée, pour leur restauration, n'importe d'où elle leur vienne, dans ce cas le succès n'est pas douteux avec l'aide de Dieu, car il est basé non sur un espoir de contre-balancer les talens de Napoléon, mais uniquement sur le manque de forces dans lequel il se trouvera, joint à l'exaspération générale des esprits dans toute l'Allemagne contre lui...

« Voilà ce que j'ai à vous dire; méditez-en toute l'importance avec calme. Un moment pareil ne se présente qu'une fois. Toute autre combinaison n'amènera qu'une guerre interminable et à mort entre la Russie et la France,

dont le malheureux théâtre sera votre patrie, et comme l'appui sur lequel les Polonais peuvent compter ne tient qu'à la personne de Napoléon, qui cependant n'est pas éternel, si son individu venait à manquer, les suites ne peuvent qu'être désastreuses pour la Pologne, tandis que l'existence de votre patrie se trouvera fondée d'une manière inébranlable quand, conjointement avec la Russie et les puissances qui s'y joindront immanquablement, le pouvoir moral de la France se trouvera renversé, et l'Europe délivrée de son joug.

« Pour le moment, je ne demande de vous qu'une réponse détaillée et prompte sur le contenu de ma lettre...

« Tout ce que je vous marque là est un peu plus important que le gymnase et la démission que vous me demandez. Voici le moment où vous pouvez servir votre patrie pour la première fois en réalité. C'est avec la plus vive impatience que j'attends votre réponse... Tout à vous de cœur et d'âme.

« Mille choses de ma part à vos parens et à vos sœurs, de même qu'à votre frère. »

Ce n'était pas à un négociateur vulgaire qu'Alexandre s'adressait ainsi; c'était à l'ami d'abord sans doute, mais aussi à l'homme en qui il avait vu dès sa jeunesse le confident de ses idées libérales, en qui il voyait encore un plénipotentiaire libre de la Pologne, et qui certes avait le droit de débattre les intérêts de son pays, puisqu'il les avait défendus jusque dans l'intimité impériale. Par elles-mêmes, ces idées n'avaient rien de nouveau; elles n'étaient nouvelles que par la circonstance où elles se reproduisaient, et aussi par la forme plus nette qu'elles prenaient, par la volonté d'action qu'elles révélaient. Sans se livrer en rien et sans se laisser engager dans un de ces complots d'imagination qu'il avait vus si souvent s'évanouir dans une tergiversation d'Alexandre, le prince Adam ne se croyait pas le droit de repousser pour son pays une chance de plus, si tardive et si inattendue qu'elle fût. Il ne cacha rien à l'empereur dans une lettre tout intime qu'il lui écrivit aussitôt d'une de ses terres de Pologne où venait le chercher la confidence impériale; il ne lui dissimula ni les difficultés, ni la gravité de cette résolution, ni les légitimes et invariables prétentions de tout ce qui était Polonais, ni le lien d'honneur et de reconnaissance qui attachait les habitans du duché de Varsovie à Napoléon, et qu'il ne serait pas aisé d'ébranler, ni la puissance de cette confraternité des armes qui mêlait partout les soldats des deux pays, ni la solidarité qui existait dans tant d'esprits entre la cause de la Pologne et la cause de la France, ni enfin l'animosité si vivement excitée contre la Russie. Ce qu'il y avait encore de vague dans les premières confidences d'Alexandre n'échappait pas au prince Adam, et il posait à son tour des conditions, des questions. — Qu'avait-on à offrir à la Pologne pour la gagner, pour la détourner

de Napoléon? Dans tous les cas, la première condition était la réunion de tout ce qui était polonais en un seul royaume, sous un seul sceptre, et la proclamation immédiate de la constitution libérale de 1791; il ne faudrait pas moins. « Ce n'est pas par des demi-mesures et avec des réticences qu'on pourra espérer changer tout à coup la méfiance et l'animosité en enthousiasme et en attachement. » Quelles étaient en outre les forces dont l'empereur pouvait disposer pour entrer dans cette lutte? Sur quelles alliances pouvait-il compter? Ne vaudrait-il pas mieux commencer par une tentative pour arriver à un résultat par la paix générale et en conservant en tout les formes les plus loyales? Quant à lui, en présence d'une situation telle que cette confidence la révélait, il insistait plus que jamais pour être délié absolument du service. « Si les vues bienfaisantes de votre majesté pour la Pologne ne pouvaient se réaliser, disait-il, et que votre politique exigeât de traiter ce pays en ennemi, vous concevez facilement, dans cette cruelle supposition, combien peu je pourrais vous être utile, et combien je dois désirer me retirer du service d'une puissance qui fera, fût-ce involontairement, la ruine de mon pays. Si le plan de votre majesté réussit, je pourrai mieux servir la cause commune comme Polonais que comme étant au service de la Russie. » Alexandre était désormais impatient; il avait l'anxiété et la résolution fiévreuse de la lutte qu'il redoutait et qu'il provoquait à la fois, et il fit un pas de plus dans cette correspondance mystérieuse, où il débattait tout comme avec lui-même, écrivant tout de sa propre main; il se hâtait, et dès le 31 janvier 1811 il répondait au prince Adam :

« C'est avant-hier soir que j'ai reçu, mon cher ami, votre intéresssante lettre du 18/30 décembre, et je m'empresse de vous répondre tout de suite.

« Les difficultés qu'elle me présente sont très grandes, j'en conviens; mais, comme je les avais prévues en grande partie et que les résultats sont si majeurs, s'arrêter en chemin serait le plus mauvais parti.

« Me pénétrant bien du contenu de votre lettre, j'ai cru pouvoir en tirer sur votre manière de voir les conclusions suivantes :

« Incertitude où vous vous trouvez sur la puissance par qui la restauration de la Pologne doit se réaliser;

« Incertitude pareille sur la nature même de cette régénération, et crainte qu'on ne veuille pas se prêter à ce que tout ce qui faisait la Pologne autrefois soit réuni ensemble;

« Nécessité d'offrir aux Polonais, pour se les rendre favorables, la certitude d'un état de choses préférable à celui dans lequel ils se trouvent;

« Crainte que vous éprouvez sur l'insuffisance des moyens militaires qu'on veut mettre en jeu contre nous.

« Ce sont là les points auxquels je crois devoir commencer par répondre, me réservant de toucher les autres dans le courant de ma lettre.

« 1° La puissance dont j'ai voulu parler, et qui veut se charger de la régénération de la Pologne, est la Russie.

« 2° Par cette régénération, j'entends parler de la réunion de tout ce qui a fait autrefois la Pologne, en y comprenant les provinces russes, à l'exception de la Russie-Blanche, de manière à prendre la Dwina, la Bérézina et le Dniéper pour frontières.

« 3° Les employés du gouvernement, les autorités constituées, de même que l'armée, doivent être entièrement nationaux polonais.

« 4° Ne me rappelant pas bien la constitution du 3 de mai (1791), je ne puis rien décider avant de l'avoir vue, et je vous prie de me l'envoyer; — dans tous les cas, une constitution libérale telle à contenter les désirs des habitans est offerte.

« 5° Pour convaincre de la sincérité des offres que je fais, les proclamations sur le rétablissement de la Pologne doivent précéder toute chose, et c'est par cette œuvre que l'exécution du plan doit commencer.

« Mais les conditions *sine quâ non* sous lesquelles j'offre ces résultats sont que :

« 1° Le royaume de Pologne soit à jamais réuni à la Russie, dont le souverain portera dorénavant le titre d'empereur de Russie et de roi de Pologne.

« 2° Une assurance formelle et positive d'une unanimité de dispositions et de sentimens dans les habitans du duché pour produire ce résultat, qui doit m'être garantie par la signature des individus les plus marquans.

« Maintenant je vais essayer de diminuer vos craintes sur l'insuffisance des moyens militaires à mettre en action.

« L'armée qui doit appuyer et combattre avec les Polonais est tout organisée. . . . .

. . . .

« Deux difficultés se présentent les premières :

« 1° La réunion de la Galicie en offre une par rapport à l'Autriche. Il y a toute nécessité de la ménager et d'éviter de la heurter en rien. Pour cet effet, je suis décidé à lui offrir la Valachie et la Moldavie jusqu'au Sereth comme échange de la Galicie; mais il serait indispensable de reculer la réunion de la Galicie jusqu'au consentement de l'Autriche, pour lui prouver qu'on n'a aucunes vues qui lui soient défavorables. Par conséquent le royaume de Pologne serait formé dans le commencement du duché de Varsovie et des provinces russes.

« 2° La compensation à accorder au roi de Saxe offre une seconde difficulté dont j'ai plus d'embarras à me tirer. Au reste je ne me crois tenu à le faire que s'il se range de mon parti.

« Après avoir posé les faits, je vais entrer en discussion de mon sujet.

« Il est hors de doute que Napoléon tâche de provoquer la Russie à une rupture avec lui, espérant que je ferai la faute d'être l'agresseur. Cela en serait une dans les circonstances actuelles, et je suis décidé à ne pas la commettre. — Mais tout change de face, si les Polonais veulent se réunir à moi. Renforcé par les 50,000 hommes que je leur devrais, par les 50,000 Prussiens qui alors peuvent sans risque s'y joindre de même, et par la révolu-

tion morale qui en est le résultat immanquable en Europe, je puis me porter jusqu'à l'Oder sans coup férir.

« D'accord avec vous, je crois qu'une proposition de paix alors se trouvera à sa place. Si même elle n'est pas acceptée et que la guerre doive avoir lieu immanquablement, considérons avec attention et impartialité les deux cas et les avantages ou désavantages qui en résultent pour les Polonais.

« *Premier cas,* dans lequel je suppose les Polonais attachés à la France et coopérant avec elle.

« Il se subdivise en deux :

« 1° La Russie étant décidée à ne pas attaquer, il se peut que Napoléon ne voudra pas commencer, du moins tant que les affaires d'Espagne l'occuperont et qu'une grande masse de ses moyens s'y trouve. Alors les choses continueront à rester sur le pied sur lequel elles se trouvent maintenant, et la régénération de la Pologne conséquemment se trouve ajournée à une époque plus éloignée et très indéterminée.

« 2° Si Napoléon attaque par contre la Russie et proclame en même temps la régénération de la Pologne, cette Pologne ne comprendra que le duché de Varsovie, car il faudra arracher les provinces russes par la force des armes. En attendant, le duché de Varsovie et les provinces polonaises deviendront le théâtre de la guerre et de toutes les dévastations imaginables, de manière qu'avec certitude on peut affirmer qu'après une guerre pareille, quel qu'en soit le résultat, cette Pologne ne sera qu'un vaste désert, et ses habitans les victimes les plus malheureuses des suites de cette guerre.

« Tel est le résultat probable de la Pologne proclamée par la France.

« *Second cas,* dans lequel je suppose les Polonais réunis à la Russie et coopérant avec elle.

« Les résultats immanquables en sont :

« 1° La régénération de la Pologne, au lieu d'être ajournée, précédera tout autre événement.

« 2° Cette régénération comprendra le duché de Varsovie réuni avec les provinces russes, et un espoir assez positif que la Galicie y sera jointe de même.

« 3° Le théâtre de la guerre, au lieu d'être dans le sein de la Pologne, se trouvera porté sur l'Oder.

« Tels sont les résultats *immanquables,* tandis que les résultats *probables* peuvent être :

« 1° Une révolution complète dans les opinions en Europe;

« 2° Une diminution très marquée dans les forces de Napoléon, et par là une chance de succès, car Napoléon aura bien de la peine à retirer ses forces d'Espagne, y ayant affaire à une nation acharnée contre lui, qui compte plus de trois cent mille combattans, et qui ne se contentera pas de sa retraite, mais pénétrera en France, profitant de la nouvelle guerre que Napoléon aura sur les bras;

« 3° La délivrance du joug sous lequel l'Europe languit;

« 4° La Pologne redevenue royaume, état, annexée à un empire fort dont les ressources et les richesses s'amalgameront avec les siennes, et dont les forces, par propre intérêt, seront toujours prêtes pour sa défense;

« 5° Le commerce rétabli, la misère éteinte, une constitution libérale, des charges analogues aux besoins du pays et non comme dans ce moment extorquées uniquement pour entretenir un militaire trop nombreux et destiné à servir les plans ambitieux de Napoléon. . . . .

« A tous ces raisonnemens n'a-t-on pas le droit d'ajouter encore que, les succès de la France étant attachés uniquement à la personne de Napoléon, s'il venait à manquer, l'intérêt que la France prend à la Pologne tombera avec lui, tandis que par contre les guerres avec la Russie résultant de la proclamation de la Pologne par la France seront interminables, et après la mort de Napoléon elles ne feront que reprendre une vigueur nouvelle. Quelle source de maux pour la pauvre humanité, pour la postérité!

« Tel est le tableau tel qu'il se présente à mes yeux. En voici le résumé :

« 1° Tant que je ne puis être sûr de la coopération des Polonais, je suis décidé à ne pas commencer de guerre avec la France.

« 2° Si cette coopération des Polonais avec la Russie doit avoir lieu, il faut que j'en reçoive des assurances et des preuves *indubitables*. Ce n'est qu'alors que je puis agir de la manière précitée. Et dans ce cas il faut que vous m'envoyiez tous les papiers nécessaires à ce but, comme proclamations, constitution, et tous les autres actes indispensables. Ils ne peuvent être faits que dans le duché de Varsovie, devant renfermer quantité de détails inconnus ici.

« Il ne me reste plus à vous parler que des craintes que vous élevez que Caulaincourt n'ait percé le mystère dont il s'agit. L'avoir pénétré est impossible, car même le chancelier ignore entièrement notre correspondance. La question a été plus d'une fois débattue avec ce dernier, mais je n'ai pas voulu que personne sache que je m'occupe déjà de ces mesures. Quant aux apprêts militaires, je leur ai donné un caractère défensif et nullement caché. C'est la France elle-même qui m'en a donné tous les motifs par le renforcement successif de son armée du nord. J'en ai parlé ouvertement à Caulaincourt, et Tschernitschef a porté une lettre à Paris dans laquelle j'en parle même à l'empereur, soutenant toujours que ce que je vois faire m'oblige à prendre des mesures de précaution, mais que j'étais bien décidé à rester dans mon système et certainement à ne pas être l'agresseur. Mais voici ce dont je suis obligé de convenir : l'opinion qu'il faudrait que je prenne le titre de roi de Pologne devient plus générale dans le public de Pétersbourg. Si d'un côté cela donne la certitude que cette mesure sera reçue avec applaudissement, d'une autre part, pour le moment actuel, ces conversations sont plutôt nuisibles qu'utiles, et je tâche, autant que possible, de les faire tomber en soutenant que la chose est impossible, et ne peut avoir lieu...

« J'attendrai avec la plus grande impatience votre réponse. Tout à vous de cœur et d'âme pour la vie. »

Jusque-là cependant rien ne semblait changé encore; il y avait seulement en Europe une attente inquiète et un pressentiment de conflit. La guerre était dans l'air et dans les délibérations intimes avant d'être dans les manifestes des gouvernemens, et les symptômes

de rupture se multipliaient. Entre la France et la Russie, entre Napoléon et Alexandre, on n'en était plus aux caresses de Tilsitt, à ce décevant concordat des ambitions. Napoléon sentait une résistance et voulait la vaincre; Alexandre n'était plus sous le charme de celui qu'il avait un moment appelé son ami, et dans le demi-jour des relations publiques du temps les défis s'échangeaient. Jusqu'à quel point le souverain russe avait-il le droit de compter sur cette confiance des Polonais à laquelle il faisait un secret appel et qu'il avait si peu méritée? Ce qui est certain, c'est que les Polonais à cette heure critique mettaient tout leur espoir en Napoléon; ils oubliaient leurs griefs, leurs mécomptes, pour confondre leur cause avec la sienne, et bien loin de se tourner vers la Russie, ils s'exaltaient au contraire à la perspective d'une lutte qu'ils considéraient comme le signal de la renaissance définitive de leur pays. L'empereur Alexandre, troublé de son isolement, cerné de tous côtés, cherchant une issue vers l'Europe, ne se berçait pas moins de cette illusion, qui était pourtant cette fois bien près d'être une conviction et un dessein sérieux, et à mesure que tout se précipitait, cette correspondance avec le prince Adam, commencée dès 1810, interrompue pendant quelques mois, prenait un accent ému, pénétré, pressant, plein d'une tristesse résolue qui n'est point sans fierté. Le 1er avril 1812, à la veille de la rupture, il renouait une fois encore ce dialogue sur lequel rejaillit aujourd'hui la lumière sinistre de l'incendie de Moscou.

« Je ne sais, mon cher ami, si vous avez pénétré la cause de mon silence. Vos précédentes lettres m'ont laissé trop peu d'espoir de réussite pour m'autoriser à agir, à quoi je n'aurais pu me résoudre raisonnablement qu'avec quelque probabilité de succès. J'ai donc dû me résigner à voir venir les événemens et à ne pas provoquer par mes démarches une lutte dont j'apprécie toute l'importance et le danger, sans croire cependant pour cela y échapper.....

« La rupture avec la France paraît inévitable. Le but de Napoléon est d'anéantir ou d'abaisser du moins la dernière puissance qui reste sur pied en Europe, et pour y parvenir il met en avant des prétentions inadmissibles et incompatibles avec l'honneur de la Russie. Il veut que tout le commerce avec les neutres soit interrompu; c'est nous priver du seul qui nous reste. En même temps il exige que, privés de tout moyen d'exporter nos propres productions, nous ne mettions aucune entrave à l'importation des objets de luxe français que nous avons prohibés, n'étant plus assez riches pour les payer. Comme jamais je ne pourrai consentir à des propositions pareilles, il est probable que la guerre doit s'ensuivre, malgré tout ce que la Russie a fait pour l'éviter. Elle va faire couler des flots de sang, et cette pauvre humanité va être encore sacrifiée à l'ambition insatiable d'un homme créé, à ce qu'il paraît, pour son malheur. Vous êtes trop éclairé pour ne pas voir combien de sa part les idées libérales envers

votre patrie y sont étrangères. Napoléon a eu à ce sujet des conversations confidentielles avec les envoyés d'Autriche et de Prusse, et le ton dans lequel il s'est expliqué peint très bien et son caractère et le peu d'affection qu'il porte à vos compatriotes, qu'il ne regarde que comme des instrumens de sa haine envers la Russie.

« Cette guerre, que je ne puis plus éviter, à ce qu'il semble, me dégage de tous les ménagemens que j'ai eu à garder envers la France, et me laisse la liberté de travailler à mes idées favorites sur la régénération de votre patrie. Il ne s'agit donc que de déterminer la marche la plus avantageuse à suivre pour assurer le succès de nos plans et pour que vous soyez mieux à même d'asseoir votre jugement, et je crois utile de vous donner quelques indications sur les opérations militaires.

« Quoiqu'il ne soit pas impossible que nous puissions nous porter avec nos forces jusqu'à la Vistule, même la passer, et par là avoir le moyen d'entrer à Varsovie, il est plus prudent cependant de ne pas baser nos calculs sur des chances aussi avantageuses. De là naît la nécessité d'arranger nos démarches de manière à ne pas compter sur les ressources et l'effet que la possession de Varsovie pourrait nous procurer. C'est donc dans nos provinces qu'il faudra créer le centre d'action. Il en résulte plusieurs questions très importantes à résoudre.

« Quel est le moment le plus propre pour prononcer la régénération de la Pologne? Est-ce à l'instant même de la rupture? est-ce après que les opérations militaires nous auront procuré quelques avantages majeurs?

« Si le second parti est préféré, serait-il utile au succès de nos plans d'organiser un grand-duché de Lithuanie comme mesure préalable, et de lui donner une des deux constitutions préparées, ou faut-il ajourner cette mesure, pour la confondre dans celle de la régénération de la Pologne entière?

« C'est sur ces questions essentielles que je vous invite à m'énoncer votre opinion franchement... Je n'entrerai plus ici en discussion sur les deux chances qui se présentent pour la Russie dans cette lutte. Il me semble avoir épuisé ce chapitre dans mes précédentes. Je me contenterai de rappeler seulement l'étendue immense de terrains que les armées russes ont derrière elles pour se retirer et ne pas se laisser entamer, et les difficultés qui à mesure augmenteront pour Napoléon en s'éloignant si fort de ses ressources. Si la guerre commence, on est résolu ici à ne plus poser les armes. Les ressources militaires qu'on a rassemblées sont très grandes, et l'esprit public est excellent en différant essentiellement de celui dont vous avez été témoin les deux premières fois. Il n'y a plus de cette jactance qui faisait mépriser son ennemi. On apprécie au contraire toute sa force, on croit que des revers sont très possibles; mais on est décidé, malgré cela, à soutenir l'honneur de l'empire à toute outrance.

« Quel effet la jonction des Polonais ne ferait-elle pas dans ces circonstances! C'est immense, et cette masse d'Allemands menés par force suivrait très certainement l'exemple des premiers. Ne serait-il donc pas possible de produire ce grand résultat? La Suède a conclu une alliance offensive et défensive avec nous. Le prince royal brûle du désir de devenir l'antagoniste de Napoléon, contre lequel il a une ancienne inimitié person-

nelle, et, allant sur les traces de Gustave-Adolphe, il ne désire que d'être utile à une cause qui est celle de l'Europe opprimée. Vous qui avez été si zélé de tout temps pour cette même cause, vous sentirez, je n'en doute pas, tous les avantages qui résulteront pour l'Europe et l'humanité en général, si elle triomphe, et, comme Polonais, vous ne pouvez pas vous aveugler sur tous les malheurs auxquels votre patrie s'expose, si, suivant les étendards de la France, elle donnait à la Russie un droit de se venger d'elle pour tout le mal qu'elle lui aurait fait.

« .... Adieu, mon cher ami, la Providence seule connaît l'issue qui est réservée à tous les grands événemens qui se préparent. Il m'aurait été bien doux de vous revoir à Wilna, pour où je pars dans trois jours; mais je n'ose vous le proposer, sentant parfaitement tout le danger qu'il y aurait pour vous dans cette course. Ne prenez pour guide dans tout cela que votre prudence, et croyez-moi de cœur et d'âme tout à vous pour la vie... »

Ces lettres curieuses, et jusqu'ici inconnues, révèlent la nature d'Alexandre, les préoccupations, les obsessions et les désirs avec lesquels il marchait à cette lutte inévitable. Elles sont comme le prologue d'un drame où vont se jouer les destinées de la nation polonaise et de l'Europe. Une chose était vraie et bien claire dans cette correspondance : c'est qu'à tout événement, ce duel gigantesque une fois engagé, la Pologne ne pouvait manquer d'être exposée à tous les feux de la guerre. Au premier instant, il est vrai, malgré des difficultés déjà visibles, cette étrange expédition de 1812 s'inaugure victorieusement par l'invasion de la Russie. Napoléon s'avance, traînant à sa suite les contingens de vingt nations à la tête desquels marche l'armée polonaise, combattant pour elle-même en combattant pour la France. Tandis que l'armée d'invasion s'enfonce en Russie jusqu'à Moscou, la diète réunie à Varsovie se transforme en confédération générale, proclame le rétablissement du royaume indépendant de Pologne et fait appel aux Polonais de toutes les provinces. La Lithuanie, la Ruthénie s'associent au mouvement. Il y a un moment où l'on croit avoir touché le but. Laissez passer quelques jours, tout a changé déjà. Cette armée, entrée victorieuse à Moscou, est décomposée par les élémens et se replie en désordre vers les frontières, se disputant pas à pas à la destruction, suivie par les Russes, qui regagnent le terrain perdu. Cette Pologne, née à peine à une vie nouvelle, redevient un théâtre de guerre. Elle n'est pas seulement un champ de bataille matériel, elle est un champ de bataille moral, où en quelques mois les esprits, les cœurs passent par toutes les alternatives d'une confiance exaltée et du découragement. Tout n'est pas dit encore sans doute; mais l'incertitude renaît, le sentiment des malheurs passés se ravive, le patriotisme retrouve toutes ses anxiétés.

Rien ne peint mieux peut-être ces conflits intérieurs et ces alternatives cruelles qu'une lettre dramatique, entrecoupée, de la princesse Czartoryska, mère du prince Adam, à son fils. « Ah! mon cher ami, lui écrivait-elle, une des grandes privations que j'éprouve, c'est que je ne puis plus espérer. Non, l'espérance est morte dans mon cœur. Trente ans de malheurs de tout genre, chaque époque où l'on croyait voir luire un rayon de bonheur suivie d'une déception, à côté de cela toujours des ruines, des malheurs, des pertes, toujours en butte à une sorte de haine... Ah! mon cher ami, je vous le répète, je n'espère plus rien. Tant de gens veulent la mort de cette Pologne, de cette patrie que vous savez, qui pour moi est la chose principale!... Que n'avons-nous pas fait pour relever la Pologne! Bravoure sans exemple, dévouement jusqu'au délire : qu'ont-ils produit?... » C'est cette même femme, au cœur sincèrement passionné et dévoué, qui bientôt après, voyant les désastres s'accumuler et apprenant la mort du brillant Joseph Poniatowski, écrivait encore à son fils Adam pour le détourner de tout : « Pauvre Pologne! celui qui ne saurait être remplacé par personne nous est ravi à jamais!... Et vous, qu'avez-vous besoin d'aller à Varsovie? Vous n'y ferez rien qui vaille, vous n'y obtiendrez rien. Tout y est sourd et dur comme la pierre. Retournez plutôt à Pulawy; cultivez-y votre terre, elle saura récompenser votre labeur, tandis qu'en vous aventurant où l'on cherche à vous pousser, vous ne récolterez que des chagrins... »

La vérité est que la position du prince Adam Czartoryski était aussi étrange que difficile en face de cette crise de 1812 qui était venue rejeter dans l'ombre les propositions de l'empereur Alexandre et qui mettait en lutte ses sentimens de patriote et d'ami. D'un côté tout le rattachait à la cause nationale. Son père, le vieux prince Adam-Casimir, qui avait plus de quatre-vingts ans, avait été acclamé président de la confédération à Varsovie, son frère Constantin servait comme colonel à la grande armée, son beau-frère le comte Zamoyski était un des chefs du mouvement, lui-même il suivait de tous ses vœux la renaissance de son pays et se tenait prêt à envoyer son acte d'accession à la confédération; mais en même temps, par une délicatesse supérieure, il sentait qu'il devait à une ancienne amitié de ne rien brusquer, de ne point donner à son patriotisme une forme blessante. C'est à l'empereur Alexandre lui-même qu'il demandait de lui rendre la liberté, en l'affranchissant définitivement du service; il avait déjà plusieurs fois fait cette demande, toujours éludée : il la renouvelait et il finissait par dire avec une émotion triste, mais résolue, que s'il ne recevait point une réponse dans un délai déterminé, il se considérerait comme libre.

Le rôle du prince Adam aux deux momens décisifs de cette formidable crise de 1812 se résume dans un double fait. Lorsque la cause de son pays semblait victorieuse sous la protection de Napoléon et que l'empereur Alexandre semblait menacé de quelque catastrophe, il gardait une certaine réserve qu'il expliquait dans une lettre à M. Matuszewicz, ministre à Varsovie : « La Pologne va renaître de ses cendres, disait-il; elle a l'espoir certain de retrouver toutes ses parties déchirées. Au milieu de la joie de tous, moi seul je suis condamné à mêler des regrets personnels à l'espoir de la prospérité de ma patrie. Mes parens pourront se rendre immédiatement à Varsovie pour assister à l'acte mémorable qui doit recommencer l'existence de la Pologne; je suis condamné à ne pas y paraître... J'ai fait mes preuves d'attachement inébranlable à mon pays et à ma nation. Comment mes vœux ne seraient-ils pas pour cette cause sacrée à laquelle mon père, mon frère, toute ma famille, tant d'amis vont concourir?... Si les destinées de ma patrie étaient encore incertaines, si pour la sauver il fallait sacrifier les considérations les plus respectables, je ne devrais pas balancer, ou du moins je pourrais présenter une excuse à moi-même et à ceux qui me jugeront; mais qui peut douter des résultats de cette lutte? qui serait assez privé de bon sens pour ne pas voir que toutes les probabilités promettent le succès au génie de la victoire? Tous les malheurs menacent au contraire Alexandre : serait-il noble d'ajouter par une précipitation si peu loyale à tant de désastres imminens l'amertume que lui causerait l'ingratitude de la part de celui qui lui devait une reconnaissance particulière? Une personne de plus ou de moins en ce moment ne saurait influer sur les chances qui s'ouvrent pour la Pologne, ni faire tomber un seul grain dans la balance où l'avenir des nations est déjà résolu et pesé par une main aussi habile que puissante... » Lorsqu'au contraire la fortune avait changé, lorsque c'était la cause de la Pologne qui pliait sous la défaite et que la Russie était victorieuse, le prince Adam se tournait vers Alexandre, insistant plus que jamais auprès de lui pour être libre de tout lien, se rattachant à son pays avec une énergie ravivée par le malheur et revendiquant une solidarité entière avec ses compatriotes menacés. « Sire, écrivait-il au souverain russe vers les derniers jours de 1812, j'ai refusé jusqu'à présent d'envoyer mon accession à la confédération; mais je me suis joint à elle par sentiment, j'y ai adhéré de tous mes vœux pour ma patrie, mes lettres à votre majesté le témoignent. Ce n'est pas lorsque mes compatriotes croient voir approcher le moment où leurs intentions les plus droites, leurs sacrifices les plus héroïques, leurs pertes les plus sensibles ne seront suivis que par des malheurs plus grands encore, ce n'est

pas, dis-je, lorsque toutes les espérances de mon pays semblent péricliter que j'irai me rétracter et renier devant votre majesté une cause sacrée pour tout Polonais, et qui restera belle et juste, si même elle ne cesse d'être malheureuse... »

C'est ainsi que dans la scrupuleuse délicatesse d'une conscience loyale et sûre d'elle-même le prince Adam puisait le droit de ne désavouer aucun de ses sentimens, ni une ancienne amitié ni son patriotisme, mettant le patriotisme au-dessus de tout sans doute, mais n'ayant rien à renier. Et c'est ainsi en même temps qu'en présence des désastres qui grandissaient pour la Pologne comme pour la France, il pouvait seul peut-être se tourner vers Alexandre et lui écrire : « Les événemens de la guerre prenant une tournure qui semble décisive, je crains que personne ne veuille à présent plaider auprès de votre majesté les intérêts de ma patrie... Je ne saurais m'imaginer que votre majesté, après avoir voulu quand elle ne pouvait pas, ne veuille plus maintenant qu'elle peut tout ce qu'elle voudra. Ce sont des momens qui ne reviennent pas dans la vie... » Et en effet Alexandre lui répondait : « Les succès ne m'ont pas changé, ni dans mes idées sur votre patrie ni dans mes principes en général, et vous me trouverez toujours tel que vous m'avez connu... A mesure que les résultats militaires se développeront, vous verrez à quel point les intérêts de votre patrie me sont chers et combien je suis fidèle à mes anciennes idées; quant aux formes, vous savez que les plus libérales sont celles que j'ai toujours préférées... » C'était du moins une dernière chance renaissant du désastre même, et pour faire arriver les idées d'Alexandre à maturité, pour leur ouvrir un jour, il avait fallu d'étranges événemens qui changeaient en courant la face du monde.

Qu'on songe en effet à cet amas d'événemens au bout desquels une bonne volonté d'Alexandre, longtemps indécise et vaine, peut apparaître comme une sauvegarde possible pour la Pologne. Pour en venir là, il n'avait fallu rien moins qu'un ébranlement du continent, des luttes gigantesques, le reflux de l'Europe contre Napoléon, la coalition de tous les sentimens froissés, de tous les intérêts révoltés contre une domination enivrée d'elle-même, et, ce qui était plus imprévu alors, la défaite de celui qu'on s'était presque accoutumé à croire invincible, dont la fortune n'avait reculé devant rien jusque-là. Dans la situation d'esprit de l'empereur Alexandre, qui se croyait avec une certaine candeur le libérateur de l'Europe, cette idée de renouer une tradition de sa jeunesse, de se montrer libéral en tout, de reprendre ses projets de réparation et d'équité envers la Pologne, cette idée devait lui sourire; elle se liait sans doute à une pensée d'ambition qui se trouvait satisfaite par un agrandissement pour la Russie, par le lustre d'une couronne pour Alexandre,

flatté peut-être de pouvoir, comme Napoléon, s'appeler empereur et roi; elle existait pourtant, elle survivait à la guerre, et c'était encore une dernière chance pour la Pologne, retombée sous la loi de la conquête et mise au rang de tous ces territoires que les vainqueurs allaient se distribuer. Toutes les pensées d'Alexandre sur ce qu'il appelait la régénération de la Pologne ne se réalisèrent pas. Elles étaient combattues par la diplomatie, qui ne voyait dans l'annexion du duché de Varsovie à la Russie qu'un agrandissement démesuré, et dans la création d'un royaume de Pologne que la menace d'une prépondérance russe substituée à la prépondérance française, une ambition déguisée sous une forme libérale; elles étaient plus vivement combattues encore par les Russes, excités contre les Polonais par tous les souvenirs de la guerre, exaltés dans leur orgueil, portés d'ailleurs par instinct à redouter toutes ces combinaisons libérales qui créaient des droits, des espérances, un antagonisme de situations là où ils ne voyaient qu'une domination à établir et un pays conquis à absorber.

Ce qui sortait de cette crise et de tous les débats diplomatiques de Vienne, c'était du moins ce qui s'est appelé l'œuvre de 1815 : un royaume séparé et distinct pouvant s'étendre aux provinces polonaises plus anciennement incorporées à la Russie, une constitution libérale, une armée nationale, la langue respectée, les fonctions exercées par les Polonais, une autonomie complète, un cadre et un premier noyau de nationalité, et ici se retrouve l'influence du prince Adam, ramené par les événemens auprès de l'empereur de Russie. Par un retour singulier de fortune, celui qui avait été pour Alexandre un confident de jeunesse, à qui il s'était adressé comme à un négociateur avant la lutte, et dont il avait été tout près d'être séparé à jamais, se retrouvait après la guerre un ami, un conseiller écouté. Le prince Adam avait suivi Alexandre à Vienne, il le voyait à tout instant, et c'est lui qui inspirait ces combinaisons où il faisait entrer le plus qu'il pouvait de sa pensée nationale. Tout ce mouvement de Vienne est décrit dans une lettre du prince à son père : « Les affaires politiques se sont embrouillées dès le commencement, disait-il; on s'est embourbé dès le premier pas, et on ne sait pas en sortir. D'abord c'est la Pologne que tout le monde dispute à l'empereur Alexandre, puis c'est la Saxe que le roi de Prusse voudrait avaler. Vient après l'Allemagne, toute décousue et mécontente. Enfin c'est l'Italie, qui déteste les Autrichiens, auxquels on la livre. Les deux premiers sujets occupent principalement l'attention générale. L'empereur Alexandre, mal servi par les siens, tracassé par les autres, tient cependant ferme... Tous les cabinets sont contre lui, personne n'ose dire un mot en notre faveur. Les Russes vomis-

sent des imprécations, blâment l'empereur. Étrangers et Russes hurlent à grand orchestre. Ils me font aussi l'honneur de m'accabler de leur haine en me proclamant défenseur de notre cause et conseiller intime de l'empereur. Malgré ce déchaînement, j'espère que les choses viendront à une fin passable... » Expression exacte et animée de cette confusion de Vienne!

Que l'empereur Alexandre ait été sincère dans ses bons mouvemens pour la Pologne, dans les combinaisons qu'il faisait consacrer par la diplomatie et qu'il complétait par une constitution libérale, on n'en peut guère douter, et il le prouvait en envoyant le prince Adam Czartoryski à Varsovie pour travailler à l'organisation du nouveau royaume, en lui remettant des instructions qu'il l'autorisait à produire au besoin pour donner plus de force à ses conseils. Malheureusement l'empereur Alexandre, après avoir créé le royaume de Pologne, le livrait aux caprices despotiques de son frère le grand-duc Constantin; il se croyait en règle avec lui-même en continuant à manifester des vues bienveillantes et libérales sans trop s'inquiéter de ce que devenait la réalité, et ici commençait une situation nouvelle où tout était contradiction, qui n'a fait que s'aggraver pendant quinze ans. L'empereur voulait le bien de loin; il voulait que son œuvre fût respectée, que les Polonais fussent satisfaits et gouvernés avec justice, et à Varsovie tout allait à la russe. Les lois restaient inexécutées, la constitution n'était qu'une vaine et pénible comédie. Le grand-duc Constantin étonnait et effrayait par les violences de son humeur fantasque. Un jour un habitant, pour je ne sais quel léger manquement, était enfermé; on lui rasait les sourcils et les cheveux, et on lui administrait cinq cents coups de bâton. Des officiers de l'armée brutalement offensés étaient réduits à se brûler la cervelle. Les lettres incessantes du prince Adam à Alexandre sont le curieux reflet de cette étrange expérience du régime constitutionnel en Pologne. Témoin impuissant de toutes ces violences, le prince Adam écrivait à l'empereur : « Sire, au risque de déplaire, je dois parler avec franchise... Le grand-duc paraît avoir pris en haine ce pays et tout ce qui s'y passe; l'armée, la nation, les particuliers, rien ne trouve grâce à ses yeux. La constitution surtout est matière à sarcasmes continuels : tout ce qui est règle, forme, lois, est hué et couvert de ridicule... On dirait qu'il y a un plan formé pour contrecarrer les vues de votre majesté et rendre illusoires ses bienfaits. Son altesse impériale serait dans ce cas, sans le savoir, l'instrument aveugle de cette conception qui tendrait à exaspérer également les Russes et les Polonais, et à frapper de nullité les paroles les plus solennelles de votre majesté... » Un autre jour, un peu plus tard, le prince Adam écrivait encore : « Une idée

circule dans beaucoup de têtes, c'est qu'il y a une sorte de tendance tacite à dégoûter les hommes de talent et de caractère, et à introduire dans le gouvernement des subalternes ambitieux, avides, perdus de réputation. De cette manière, dit-on, tout traînera et s'embrouillera davantage; les réformes les plus salutaires seront dénaturées. Il y aura beaucoup d'ordonnances sur le papier et peu de bons résultats. Le gouvernement ainsi composé perdra de plus en plus son crédit et sa considération; il deviendra par là l'instrument de sa propre destruction, qu'il finira par proposer peut-être lui-même... »

Il résultait de cet état de choses que le malaise et la méfiance allaient en croissant; les esprits s'irritaient et le despotisme redoublait, fermant devant le pays toutes les issues, le dépouillant en détail de tous ses droits. L'empereur lui-même, avec la faiblesse des hommes à demi chimériques qui n'aiment pas la réalité, plus accessible d'ailleurs à l'air de réaction qui soufflait en Europe, finissait par se dégoûter, s'impatienter, et par rejeter sur le caractère polonais ce qui n'était tout au plus que la faute du gouvernement. Ces institutions qu'il avait données, il les laissait systématiquement altérer et dissoudre, reculant devant toute initiative et ne se sentant peut-être pas assez fort pour entrer en lutte avec l'esprit russe, qui dénaturait son œuvre dans le royaume et envahissait tout sous son autorité impatiente et fatiguée. Le vrai roi ce n'était point Alexandre, c'était le grand-duc Constantin, type et personnification de cet esprit russe à Varsovie, prince étrange, aux larges épaules, à la taille svelte serrée dans un uniforme, à la tête de Kalmouck surmontée d'un chapeau ombragé de plumes de coq, à la voix rauque, aux sourcils blancs et hérissés, cachant un regard fauve et perçant qui était une menace. Constantin ne se doutait même pas qu'il y eût une autre loi que sa volonté; il bouleversait tout, l'administration, l'armée. Quoique prince, et ayant, comme membre de la famille régnante, une place dans le sénat, il avait eu l'idée bizarre de se faire nommer à la chambre des nonces par le faubourg de Praga, à Varsovie. On se serait bien gardé de ne pas le nommer, et, une fois nommé, de ne pas le réélire. Il paraissait de temps à autre à la diète; on dit même qu'il parla une fois. Son grand souci était l'inspection des sentinelles distribuées de tous côtés. C'est pourtant ce prince qui est l'expression significative de cette époque constitutionnelle en Pologne, même sous Alexandre. Alors commençait pour aller en croissant ce système de réaction et de falsification universelle. Les Russes ne devaient point avoir d'emplois dans le royaume, et par le fait ils envahissaient tout, ils empêchaient tout développement régulier. La liberté de la presse était accordée par

la constitution sauf les lois qui devaient la régler, et on établissait la censure par cette raison plausible que la prévision de lois répressives n'excluait nullement les mesures préventives. On livrait à la censure les journaux d'abord, puis les livres publiés en Pologne, puis les livres venus du dehors. On supprimait l'instruction primaire et on bannissait de l'instruction supérieure tout ce qui pouvait nourrir des idées de patriotisme et de liberté. Les séances de la diète devaient être publiques selon la charte constitutionnelle, et un oukase supprimait tout simplement cette publicité. On finit même par supprimer les procès-verbaux des séances, sous prétexte que cela ne pouvait qu'entretenir « les dissensions entre les habitans. » La constitution assurait des garanties judiciaires, et des commissions d'enquête annulaient l'action régulière des tribunaux. La liberté individuelle était garantie, et les prisons d'état se remplissaient par simple mesure de police. Et s'il en était ainsi déjà sous Alexandre, qu'était-ce donc sous son successeur, sous Nicolas, dont le règne commençant était signalé par un immense procès d'état où toutes les garanties de justice étaient violées, où des arrêts réguliers étaient annulés? Je ne parle pas de ce qui a suivi la révolution de 1830, cette révolution qui ne fut qu'une protestation nationale contre tout un système de destruction.

Tant que le prince Adam, dans les premières années du règne d'Alexandre, avait espéré faire le bien, il était resté à son poste. Sa correspondance de ces premières années n'est qu'une énumération invariable de tous les abus, de toutes les violations des lois, un appel incessant et prévoyant à l'empereur. « Qu'il me soit permis encore une fois, disait-il, de rappeler l'indispensable nécessité de s'en tenir saintement à la constitution, et de donner à ce sujet des instructions très précises au lieutenant. Cela comprend tout. Que les habitans du royaume se sentent et se voient Polonais; qu'ils se gouvernent chez eux, qu'on les laisse librement et paisiblement travailler à l'amélioration de leur état intérieur : à ces conditions, le pays s'attachera à son union avec la Russie, pourvu que ce lien soit de nation à nation, pourvu que le fait et l'illusion d'une Pologne véritable et constitutionnelle soient conservés. Cet amour passionné d'une nationalité distincte est la seule source de jalousie et de lutte qui puisse exister entre les deux peuples. L'offensive sur ce point de la part des Russes, la défensive de la part des Polonais, produiront encore des tiraillemens, de l'amertume, des craintes et des malentendus que la sagesse seule de votre majesté peut calmer. » Quand le prince Adam vit tout se gâter sans espoir de remède, il commença de s'éloigner. Ses rapports avec Alexandre se refroidissaient encore une fois et redevenaient embarrassés, contraints. Ils

s'étaient rapprochés un instant après 1815 pour se séparer bientôt plus que jamais. Ils eurent une dernière entrevue vers 1823. L'empereur, préoccupé et embarrassé, voulait à tout prix faire entrer le prince Adam dans la hiérarchie russe; il voulait lui faire accepter quelque dignité, des décorations. « Enfin, mon cher Adam, lui dit-il, il faut entrer dans une position régulière. — Sire, répondit le prince Adam, vous devez vous souvenir que ce n'était pas dans nos conditions. » Ils se quittèrent pour ne plus se revoir. L'un, assailli de troubles et d'inquiétudes, allait bientôt mourir à Taganrog d'une mort mystérieuse; l'autre se rattachait plus que jamais à son patriotisme, qui le portait en 1831 à la tête du gouvernement national polonais, pour le jeter ensuite dans l'exil, où, guéri de toute illusion, il gardait encore d'Alexandre un souvenir attendri.

Ces rapports qui naissent dans une illusion de jeunesse et qui s'évanouissent dans une déception de patriotisme, ces lettres, ces communications intimes, jettent, si je ne me trompe, un jour singulier sur les événemens d'aujourd'hui, sur cet ordre de tentatives où on cherche encore le remède d'une situation impossible, la solution d'une question qu'on croit toujours résoudre, et qui renaît sans cesse comme un mal dont on n'atteint pas la racine. Voici en effet, je le disais, un prince, vrai phénomène en Russie par l'éducation de son esprit, par ses instincts de progrès et de justice. Dès son adolescence, il proteste dans la solitude contre les excès de la force, contre une politique dont il voit partout autour de lui les manifestations criantes. La Pologne mutilée est pour lui un tourment, et même quand il ne fait rien pour elle, il aime à en parler; il se sent moralement obligé d'adoucir ce qu'il y a de cruel dans un partage que sa conscience désavoue. Le jour où il a le pouvoir et l'occasion, il se fait une sorte de point d'honneur de ne pas oublier ce qu'il pensait la veille, de donner une forme ostensible à ses préméditations secrètes de réorganisation nationale d'une Pologne; sauf l'indépendance complète, il multiplie les garanties de nationalité, de liberté, et il *force* l'Europe, selon sa parole, à sanctionner diplomatiquement les garanties inscrites dans des traités, dans une constitution. Voici en même temps un Polonais jeté par la mauvaise fortune dans une cour ennemie et gagné à cette jeunesse séduisante d'un prince exceptionnel, qui se révèle tout à coup à lui comme un adepte caché de 1789, qui veut être, qui se croit libéral dans un monde d'absolutisme. Il n'abdique pas pour son pays des droits qu'aucune violence n'efface, il n'abaisse ni son caractère de Polonais ni la dignité de sa nation; mais, voyant l'état du continent, l'inimitié ou l'abandon des puissances européennes, l'impossibilité

trop évidente pour le moment d'une résurrection nationale spontanée se disputant sans secours à trois dominations, il se dit qu'il y a du moins peut-être une chance dans cette bonne volonté d'un prince qui aime la justice, qui nourrit même pour la Russie l'ambition d'une politique réparatrice. Il attend sans illusion et sans découragement; il se prête aux temporisations, aux négociations et aux essais, et lorsqu'après une métamorphose européenne accomplie dans le sang cette bonne volonté d'un empereur de Russie paraît vouloir se traduire en action, il est le premier à prendre au sérieux cette tentative. L'un et l'autre, l'empereur russe et le patriote polonais, sont évidemment sincères dans leur alliance; l'amitié qui les lie est un moyen de plus de succès. Ils sont l'expression vivante de ce système de relations entre deux pays qui s'est appelé l'union personnelle. Bien mieux, au moment où cette tentative se fait, les conditions sont moins défavorables qu'elles ne l'ont jamais été depuis. Les haines n'ont pas eu le temps de s'exaspérer, les incompatibilités ne sont pas devenues aussi éclatantes, les impossibilités aussi absolues. Or, ce que l'empereur Alexandre Ier et le prince Adam Czartoryski n'ont pu faire avec leur bonne volonté dans des conditions plus favorables, espère-t-on le faire aujourd'hui par je ne sais quel rapprochement impossible, ou au nom de l'Europe, après quarante ans de luttes, de persécutions inouies, d'exaspérations, d'essais inutiles, de déceptions renouvelées qui n'ont fait que mettre en lumière en l'aggravant cette question douloureuse pour la rejeter sanglante à la face du monde?

Toutes ces solutions par voie d'arrangement direct ou de garantie diplomatique qui se sont appelées de tous les noms, autonomie, union personnelle, séparation administrative, toutes ces solutions, dont on peut rassembler les élémens en les combinant d'une autre façon, ont été essayées; on a cru les avoir, elles n'ont point réussi. Et lorsque la France, par l'organe de M. Drouyn de Lhuys, dit à la Russie : « Ce qui caractérise les agitations de la Pologne, ce qui en fait la gravité exceptionnelle, c'est qu'elles ne sont pas le résultat d'une crise passagère; ces convulsions, devenues périodiques, sont le symptôme d'un mal invétéré : elles attestent l'impuissance des combinaisons imaginées jusqu'ici pour réconcilier la Pologne avec la situation qui lui a été faite; » — lorsque l'Angleterre, par la voix de lord John Russell, dit, pour montrer l'insuffisance des institutions et des lois récentes dont la Russie promet le maintien : « Il est évident qu'on ne pourrait obtenir aucune sécurité en se soumettant encore aux mêmes lois; quand ces institutions sont en pleine force, on peut emprisonner comme des criminels des hommes innocens ou

les condamner au service militaire, ou les bannir dans des pays éloignés, le tout sans jugement, sans publicité, en un mot sans aucune garantie;... » — lorsque la diplomatie des deux puissances de l'Occident parle ainsi en constatant l'impuissance des combinaisons passées et des garanties qu'elle a cru avoir, elle constate elle-même l'impuissance des combinaisons et des garanties qu'elle chercherait dans les conditions de l'organisation actuelle de l'Europe.

Que peut-on en effet demander aujourd'hui à la Russie dans ces conditions, en renfermant d'avance, comme le font quelquefois des esprits futiles et importans, cette question de l'existence d'un peuple dans le cercle d'un dialogue diplomatique? Une constitution libérale? la Pologne l'a eue et ne ne s'en est pas mieux trouvée; l'autonomie, un conseil d'état polonais, des conseils électifs de provinces, de districts? c'est accordé; des concessions? la Russie en est prodigue; des lois, des institutions? elle les a promulguées, et elle assure qu'elle veut les maintenir, les développer même; des garanties? elle en donnera demain, si l'on veut; du libéralisme? l'empereur Alexandre n'a que cela, il égale l'empereur des Français! Et après, l'Europe ayant épuisé les moyens diplomatiques, puisqu'il est bien clair qu'on ne peut demander diplomatiquement à la Russie ce qu'elle ne peut accorder, l'Europe se retirera-t-elle tranquille dans la satisfaction de son œuvre? Et si les Polonais, éclairés par tant d'expériences décisives, refusent de se prêter à cette comédie nouvelle d'institutions couvertes d'une sanction diplomatique aussi inviolable que toutes les autres! si cette insurrection qui, au lieu de diminuer, ne fait que grandir depuis trois mois, dont les tronçons sanglans se débattent victorieusement entre les colonnes russes, qui est aujourd'hui la nation armée et qui trouve un inépuisable aliment non dans la révolution, comme on le dit à Pétersbourg, mais dans la conscience de l'Europe moderne, si cette insurrection refuse de se soumettre, la Russie se trouvera-t-elle déliée? Sera-t-elle dans ses répressions implacables et dès lors légalisées la mandataire de l'Europe, l'exécutrice de l'arrêt diplomatique avec ce concours moral auquel elle fait un appel qui ressemble à une ironie pour l'Occident? A moins que, sur l'invitation de la Russie et pour la glorification des moyens diplomatiques, nous n'allions, nous aussi, nous nations de l'Occident, faire la guerre à la Pologne pour lui imposer le bienfait de nos combinaisons merveilleuses, et éteindre dans son foyer cette révolution universelle qui court nos rues, à ce qu'il paraît, qui va nous engloutir, à ce que le prince Gortchakof nous assure dans ses dépêches!

Qu'on ne s'y trompe donc pas, il y a aujourd'hui deux politiques

en présence : l'une n'ayant sans doute nul parti-pris d'animosité contre la Russie, mais décidée à reprendre cette question de Pologne dans un intérêt de justice supérieure comme dans l'intérêt de la sécurité durable de l'Europe; l'autre, vague et impuissante, qui croit répondre à tout en se plaçant en équilibre entre ce qu'elle appelle les témérités et les défaillances, et qui, en remettant tout d'avance à la diplomatie, en se dérobant dans les subterfuges d'une importance affairée, ne cache au fond qu'une pensée d'abandon. C'est la pensée des mouches du coche diplomatique. Je ne dis pas que ce soit celle des puissances de l'Europe. Si elles devaient en rester là, si la question de Pologne n'était pour elles qu'une question d'humanité et d'attendrissement, elles ont trop fait : elles ont fait entendre à la Russie des paroles trop sévères, trop graves, et elles n'auraient réussi qu'à ménager à son orgueil une victoire dont elles paieraient le prix quelque jour dans des occasions moins favorables. Il n'aurait pas fallu dire au cabinet de Pétersbourg que sa politique risquait de créer une situation pénible, lui laisser entrevoir des conséquences qui ont un nom, si déguisé qu'il soit sous les formes de la diplomatie. Il n'aurait pas fallu, comme l'a fait l'Angleterre, tant insister sur la vanité de ses garanties et les déceptions permanentes de son système. C'était trop pour s'arrêter. Si la pensée de l'Europe, de la France, est de résoudre cette grande et tragique question par une justice tardive rendue à l'indépendance d'un peuple, il n'y a pas trop d'illusions à garder sur ce que peut la diplomatie, quelque bonne volonté qu'elle ait de croire à ses œuvres et à la possibilité des transactions; seulement il ne faudrait pas attendre pour refaire une Pologne qu'il n'y eût plus de Polonais vivans !

CHARLES DE MAZADE.

UN

ÉRUDIT ÉCRIVAIN

M. CHARLES MAGNIN.

Le devoir de chaque génération est d'enterrer ses morts et de célébrer plus particulièrement ceux qui ont droit à des honneurs distingués. Quand je dis célébrer, je n'entends pas cette louange uniforme et banale qui tend à grandir et à exhausser un personnage au-delà du vrai; la meilleure oraison funèbre, la seule digne des gens d'esprit qui en sont l'objet, est celle qui, sans rien surfaire, va dégager et indiquer en eux, au milieu de bien des qualités confuses, le trait distinctif et saillant de leur physionomie. C'est ainsi seulement qu'ils ont chance de vivre pour ceux qui ne les ont pas connus et qui ne peuvent se les représenter que si l'on donne au portrait toute sa précision. Nous essaierons de cette méthode à l'égard de notre ancien et fidèle collaborateur M. Magnin; nous ne le ferons pas plus grand qu'il n'a été, mais nous le montrerons, autant qu'il nous sera possible, dans la juste et nette application de ses facultés de critique et d'écrivain.

Les services qu'il a rendus sont de deux sortes et de deux ordres: la plupart se sont passés, se sont usés aussi, il faut le dire, au sein même de la génération dont il faisait partie, et ne sont pas sortis du temps et des circonstances où il a vécu. Il a été l'organe d'idées justes, neuves, opportunes le plus souvent, immédiates, qui ont eu leur effet au moment où elles se produisaient; il a coopéré à l'édu-

cation littéraire de son époque; ces services de journaliste et d'écrivain de revue, si essentiels en eux-mêmes et si méritoires, sont depuis longtemps consommés et épuisés : nous, ses contemporains et ses amis, nous en avons mémoire et conscience, notre devoir est de les rappeler et de les mentionner; mais nous ne saurions exiger des nouveau-venus de s'en former la même idée et d'en garder la même reconnaissance que nous. D'autres services de lui, d'autres travaux seront plus appréciés des générations instruites qui nous suivent : M. Magnin a défriché, l'un des premiers, avec infiniment de labeur et de patience et avec un notable succès, des portions d'histoire littéraire ingrates et restées encore obscures; les origines de notre comédie nationale lui doivent beaucoup; il y a porté une curiosité d'examen, un intérêt et une finesse d'attention, un goût délié, une clarté et une élégance d'exposition qui le désignent à l'estime de quiconque reprendra la suite de ces mêmes études. Il sera consulté, accepté ou contredit, mais certainement nommé, pour ces utiles et agréables recherches, de tout historien littéraire qui tiendra à être complet et à se montrer juste. C'est là son principal titre à une renommée posthume et définitive.

De l'ancien portrait de M. Magnin publié ici même (1), nous ne reprendrons que l'indispensable, nous attachant à simplifier les traits ou à les mieux marquer. Charles Magnin, mort le 8 octobre 1862, à l'âge de soixante-neuf ans, naquit à Paris le 4 novembre 1793, à quelques pas de la bibliothèque de l'Arsenal, où son père avait un emploi, où son grand-père maternel, M. Saugrain, était bibliothécaire. Une de ses tantes Saugrain avait épousé un des frères de Bure, l'un des savans libraires que nous avons encore connus. Les Saugrain eux-mêmes étaient une famille d'anciens libraires, venus de Pau avec Henri IV, très honorés dans leur profession, ayant donné des syndics au corps. L'enfant qui venait au monde se trouvait ainsi apparenté aux livres de tous les côtés. Pour peu que Minerve sourît ou n'y mît pas d'obstacle, il naissait presque de toute nécessité avec le goût des livres et déjà lettré.

Le père de M. Magnin était Franc-Comtois, natif de Salins, et lui-même d'une ancienne et honnête famille bourgeoise du pays. Un vieux noël salinois consacre un couplet à certain chanoine Magnin qui devait être un grand-oncle, et en remontant on trouverait toujours dans les registres des couvens ou chapitres de la ville quelque religieux ou chanoine de ce nom de Magnin. Quoique tout à fait Parisien de mœurs, de ton et d'éducation, Charles Magnin considéra toujours Salins comme le lieu de son origine; il y possé-

(1) Dans la *Revue* du 15 octobre 1843.

dait quelque bien, des vignes dont le vin lui plaisait et qu'il aimait à faire goûter à ses amis; il y retournait chaque année passer une partie des vacances; il accueillait à Paris tous les jeunes Salinois sur le pied de compatriotes, et il a testé finalement en faveur de la ville de Salins, où il a voulu que ses restes fussent transportés pour y reposer dans le terroir paternel. Cette fidélité au pays, à la souche originelle, était un des traits de sa nature.

Il fit de très bonnes études sous l'empire, études toutes littéraires telles qu'on les faisait alors, sans aucune notion et teinture des sciences mathématiques, physiques et naturelles. Élève de la Sainte-Barbe-Delanneau, il suivit les classes du lycée Napoléon, et obtint en rhétorique, au concours général de 1812, le premier prix de discours français des nouveaux et un accessit en version grecque. La composition qui lui avait valu la couronne était un discours de Zénobie à Aurélien pour le toucher. Le savant voyageur Lechevalier, celui de la Troade, qui portait intérêt au brillant élève, ne l'appelait plus depuis ce jour que « le chancelier de Zénobie. » Cependant il n'y avait que le prix d'honneur, c'est-à-dire le premier prix de discours latin, qui exemptât de la conscription : on fit valoir, à l'appui du discours français du jeune lauréat, sa santé délicate, sa taille frêle, sa poitrine un peu rentrée, et il ne partit pas. C'était alors le grand point pour quiconque n'était pas entêté de l'odeur de la poudre et dévoré du démon des combats.

Charles Magnin était de ceux qui allaient appartenir à la génération pacifique ou différemment belliqueuse de la restauration, et dont l'ambition serait de tenir pour toute épée une bonne plume. Il s'essaya d'abord, non sans succès, dans les concours académiques : il eut un accessit à l'Académie française en 1815 pour une pièce de vers sur *les Derniers momens de Bayard*, une mention en 1820 pour un *Entretien sur l'Éloquence*.

Charles Magnin approchait de trente ans; placé dès 1813 à la Bibliothèque impériale, il se trouvait, par cet emploi modeste et pour lors assez peu assujettissant, à la source des études et des lectures. Il en profitait en esprit curieux et soigneux d'acquérir. De 1820 à 1824, il se mit, avec l'aide d'un ami alors bien jeune, mais doué d'un sens philologique remarquable, M. Dubeux, à apprendre le portugais et ensuite le castillan. Il apprit aussi de l'anglais, il lisait de l'italien; mais ici je tiens à être vrai et à bien marquer chez M. Magnin le degré d'aptitude et de disposition pour les langues étrangères, le point d'avancement qu'il atteignit et qu'il ne dépassa jamais.

Lui, il n'avait pas en propre, comme M. Dubeux, son ami et son maître en ce genre, la faculté philologique saillante. La facilité qui

était sienne, et qu'il avait en maint sujet pour venir à bout des choses avec beaucoup de travail, mais sans le laisser voir, lui manquait pour les langues : s'il les comprenait, c'était des yeux, jamais de l'oreille; jamais il ne put s'accoutumer à l'accentuation ni à la prononciation. Il traitait les langues étrangères et les maniait comme livres et papiers, comme il eût fait des langues mortes, non comme parlantes et vivantes. Il arriva ainsi à s'en servir très suffisamment comme homme d'esprit, comme homme de goût et de lettres, non à en user familièrement dans l'entretien et les relations journalières, ni à les posséder non plus en vrai savant, à les rapprocher, à les rejoindre, à les déduire, à les expliquer l'une par l'autre. Il n'avait pas, en ce genre de recherches, le flair et la piste; il ne savait pas tirer un fait d'un autre; dès qu'il s'offrait une difficulté, une différence, il était désarçonné. Combien de fois, lisant de l'italien, il s'impatientait et jetait le livre à M. Dubeux en lui disant: « Explique-moi cela! » Mais alors, durant l'explication, son goût s'exerçait et jouissait à son aise; son esprit juste et fin trouvait toutes les bonnes remarques à faire : l'homme de lettres et le critique prenait sa revanche. Ah! que nous connaissons bien cette forme de l'érudition ou de la paresse française! Le XVIII[e] siècle, dans la personne de ses Marmontel, de ses La Harpe, de Voltaire lui-même, n'en chercha et n'en ambitionna jamais d'autre. Fontanes, à son heure, en était le souverain et voluptueux représentant; Daunou aussi, quoique infiniment plus travailleur, n'en sortit guère; nous tous de race gallicane plus ou moins pure, nous en tenons plus ou moins : nous nous lassons vite, nous goûtons, nous effleurons, nous devinons; il est rare que nous possédions à fond et en maîtres ce qui n'est pas nôtre. — O Taine! que vous avez fait de chemin depuis nous! votre estomac est de force vraiment à digérer des pierres, et votre esprit ne s'en porte que mieux.

Le champ ordinaire et limité de M. Magnin, son domaine fort honnête à ce moment, était le latin qu'il tenait bien, le portugais aussi et le castillan qu'il avait fort méritoirement conquis par son application soutenue; du grec, il en savait assez pour entendre des passages, vérifier des citations et s'y comporter pertinemment, avec prudence. Il lisait Shakspeare avec beaucoup de peine; mais, aidé et averti, il s'en rendait compte, et son goût surtout (car il faut en revenir là), son intelligence faisaient le reste.

Je vise toujours, — et je crois que c'est un principe essentiel en fait de critique contemporaine, — à juger les écrivains d'après leur force initiale et en les débarrassant de ce qu'ils ont de surajouté ou d'acquis. M. Magnin, lorsqu'il entra au *Globe* et qu'il s'enrôla sous cette bannière, dans ce groupe d'écrivains tous plus

ou moins novateurs, quel était-il? quel contingent apportait-il pour sa part?

Et d'abord quel contingent apportaient eux-mêmes les autres collaborateurs et les fondateurs de ce recueil critique?

Les uns, de l'école d'Augustin Thierry, apportaient des vues historiques, originales, paradoxales même, neuves, — plus neuves peut-être que justes dans leurs premiers résultats, — mais stimulantes, pénétrantes d'aperçus et de recherches, et vivifiantes par l'esprit et pour l'avenir.

Les autres (Jouffroy et ses amis psychologues) apportaient une philosophie également tranchante et neuve, contestable de méthode et de tendance, mais élevée, intelligente historiquement de toutes les doctrines, et rénovatrice aussi par son souffle et ses ambitions mêmes.

Les autres (M. Vitet en tête) inauguraient une théorie des arts, une *esthétique*, comme on disait déjà, chaleureuse, éloquente, compréhensive, curieuse des monumens et de toutes les manifestations de la beauté ou de la vie dans tous les ordres et dans tous les âges.

Les autres (M. Tanneguy Duchâtel) enseignaient une économie politique avancée.

D'autres (MM. Ampère, Duvergier de Hauranne), voyageurs intellectuels, éclaireurs toujours en mouvement, perçaient à jour la vieille poétique par des exemples frappans ou l'attaquaient par des raisons décisives. D'autres enfin (MM. de Rémusat, Dubois, etc.) allaient prodiguer sur tout sujet et en toute occasion des vues critiques à la Staël, un peu vagues peut-être, un peu trop déliées ou inachevées, mais ingénieuses, singulièrement variées, d'une grande excitation et d'un heureux renouvellement.

Qu'apportait, lui, M. Magnin, en propre dans la masse commune? Rien de tel, rien de cette valeur au premier coup d'œil, aucun lot à part, aucune idée à lui; mais un ensemble de notions, d'applications et d'aptitudes, précieux et rare. Voyons un peu :

Le goût et la connaissance du Théâtre-Français d'abord; — il l'aimait, il le suivait, il était même sur le point de s'essayer à l'Odéon par une bluette dans le genre d'Andrieux, une petite comédie anecdotique (*Racine ou la troisième représentation des Plaideurs*, 1826);

La connaissance exacte et précise de la littérature classique moderne qu'il allait combattre dans ses derniers sectateurs, et dont il eût pu continuer presque indifféremment d'accepter les traditions, sauf de légères variantes, sous un régime plus régulier et mieux établi;

Un tour d'esprit et de style judicieux et ferme, une disposition

à s'assimiler toutes les idées nouvelles en matière littéraire, et une habileté à les rendre avec autant de vivacité que si de tout temps elles avaient été siennes. Ces divers mérites devaient faire de lui un collaborateur des plus utiles et des plus essentiels dans la combinaison présente. En un mot, il allait mettre des qualités d'écrivain classique au service de la cause romantique.

Ses premiers articles remarqués furent ceux qu'il donna sur Parseval-Grandmaison et sa fastidieuse épopée, sur Luce de Lancival et sa fausse élégance; il fit apprécier aussitôt les avantages d'un esprit sagement progressif, armé d'une plume excellente, incisive; dès lors il fut classé et compté parmi les meilleurs sur certains sujets. Non-seulement pour les livres, mais pour les comptes-rendus des pièces de théâtre, des séances de l'Académie, on était sûr d'avoir de lui une critique fine, non pédante, bien informée, où le blâme et l'éloge étaient distribués avec une parfaite mesure. En parlant des auteurs de cette époque intermédiaire, des morts de la veille ou des vivans qui n'en valaient guère mieux, il avait tout ce qu'il fallait pour être juste, tenir la balance, y mettre les deux parts, ne pas tout secouer et rejeter comme on a fait depuis. Dans son recueil en deux volumes, intitulé *Causeries et Méditations* (pourquoi *Méditations?*), il n'a pas assez donné de ces anciens articles de circonstance. Il voulait, dit-on, les unir, les coordonner suivant les matières pour en former un volume nouveau : il aurait mieux fait de suivre simplement l'ordre des dates et de recueillir tout ce qui avait gardé de l'intérêt. Que de choses on aurait vues qui ont été redites depuis par d'autres, et moins bien peut-être! Scribe, par exemple, était à l'ordre du jour, il y a quelques semaines. La solennité académique l'ayant remis sur le tapis, chacun l'a jugé et rejugé à sa guise, et M. Vitet l'a fait mieux que personne, avec le goût et la supériorité qu'on lui connaît. Eh bien! il n'y a guère moins de trente-cinq ans, en décembre 1827, à propos du *Mariage d'argent*, la première grande comédie que Scribe essayait au Théâtre-Français et qui n'y réussit pas, M. Magnin s'exprimait de la sorte :

« Quand M. Scribe a commencé sa carrière, la bonne compagnie était lasse des *flonflons* de l'empire et des bêtises de Montansier. M. Scribe parut et créa un nouveau genre, la *comédie-vaudeville*.

« A la même époque, la vraie comédie, glacée par le décorum classique ou mutilée par la censure, ne produisait que des avortons sans vérité et sans intérêt. La comédie, ou du moins ce qui s'en rapprochait le plus, se trouva donc au Gymnase. A chaque nouvelle esquisse dont l'inépuisable vaudevilliste enrichissait la galerie du Théâtre de Madame : *Il y a là*, s'écriait-on, *plus de comique que dans les tristes nouveautés de la rue de Richelieu!* Et l'on avait raison : *Que n'a-t-il fait de cela une comédie!* Et l'on

avait tort. Quant à nous, en applaudissant avec tout le monde à la fraîcheur d'idées, à la vérité, à la grâce de ces jolies compositions, nous admirions encore le bon sens de l'auteur, qui sentait que ces excellens sujets de vaudeville n'étaient point propres à la comédie, et que ces pensées si légères s'effeuilleraient en se développant. Nous ne connaissons pas de pièce de M. Scribe dont on puisse regretter qu'il n'ait pas fait une comédie. Son art est précisément de saisir ces demi-teintes, ces nuances indécises qui craindraient le grand jour de la scène comique; son secret est de nous montrer, à distance et de profil, certains objets qui, vus autrement, perdraient une partie de leur grâce. Son talent est un talent de demi-jour. M. Scribe possède au suprême degré les lois de cette optique théâtrale. Forcez un peu plus le coloris, dessinez plus nettement tel caractère, prolongez telle situation, transformez enfin le vaudeville en comédie; au lieu d'une esquisse gracieuse ou piquante, vous aurez un tableau, mais commun, faux ou maussade. »

Et M. Magnin, appliquant ce procédé d'extension possible, mais peu désirable, à la jolie pièce *le Mariage de raison*, s'attachait à montrer « qu'élevé aux proportions de la comédie, *le Mariage de raison* eût vraisemblablement échoué, tandis que *le Mariage d'argent*, réduit aux dimensions d'une comédie-vaudeville, aurait peut-être eu la vogue. » Il ne voyait dans ce dernier « qu'un vaudeville dilaté, bulle brillante, soufflée avec effort et lancée sur le Théâtre-Français. »

Certes M. Scribe a depuis lors réussi sur la scène française par de jolies comédies qu'il a eu bien raison de ne pas se refuser; il se devait tôt ou tard à lui-même et à son talent de hasarder cette bataille et de la livrer; c'est assez pour son honneur qu'il ne l'ait point du tout perdue et qu'il ait maintenu sa bannière. Mais pourtant, comme le jugement de M. Magnin reste, somme toute, le vrai jugement, la juste et fine vérité sur lui et sur le meilleur de son œuvre!

M. Magnin, au *Globe*, eut son rôle et fit également sa partie dans cette espèce de concert où les productions des littératures étrangères étaient pour la première fois soumises à l'examen impartial du public français; le Portugal était proprement son domaine, et il préludait ainsi par des articles en quelque sorte préparatoires à son morceau capital de la *Revue* sur la vie de Camoens (1). Sur Shakspeare, il eut le mérite de suppléer et de remplacer M. Desclozeaux, si en fonds de doctrine, mais déjà absorbé par les affaires et par le palais, et pendant toutes les représentations que donnèrent les acteurs anglais à Paris en 1827-1828 il suffit à cette tâche délicate et neuve de feuilletoniste de Shakspeare : ce fut pour lui une très active et très honorable campagne. Il lui était plus aisé assurément de parler

(1) Voyez la *Revue* du 15 avril 1832.

à loisir et à tête reposée, comme il l'aimait, d'ouvrages de littérature érudite, et par exemple du roman chinois traduit par M. Abel Rémusat, *les deux Cousines*. Je cite exprès le travail très étudié de M. Magnin au sujet de cet agréable et singulier roman, parce qu'il s'en était fait un point d'honneur et presque une gageure d'amour-propre : il la gagna, et ses trois articles, relus aujourd'hui, nous semblent un chef-d'œuvre d'analyse. Mais nous devons dire pourquoi il y mettait tant d'importance et plus que de coutume.

M. Abel Rémusat était l'un des conservateurs de la Bibliothèque du roi, où M. Magnin n'était qu'employé. Il y avait, en ce temps-là, de sourdes et profondes divisions à la Bibliothèque, et l'on sait qu'il n'est rien de tel ni plus aigre en son genre que les haines de bibliothécaires, c'est-à-dire de gens qui se voient tous les jours, qui sont assis presque en face, qui se détestent d'une table à l'autre, et qui passent leur vie à accumuler des fluides contraires. M. Abel Rémusat, homme d'ailleurs d'infiniment d'esprit, de plus d'esprit peut-être encore que de savoir, était un adversaire politique des plus prononcés, un partisan du pouvoir absolu tel qu'il existe en Asie et dans l'empire du milieu, un ennemi ironique et amer de la liberté. Il ne connaissait pas personnellement M. Magnin, qui était dans un département différent du sien, aux imprimés, tandis que lui était en chef aux manuscrits orientaux; mais il devait lui être opposé, le sachant rédacteur du *Globe*, par toute sorte de préventions et d'antipathies. M. Magnin tenait donc à honneur de rendre justice à un personnage d'autant de savoir et de finesse, à le louer sans le flatter, à le conquérir sans s'abaisser, et puisque l'occasion s'offrait naturellement, il voulait le forcer, envers lui, à une juste estime. Les articles faits et de la manière la plus agréable pour M. Abel Rémusat, celui-ci se vit dans un embarras extrême : il s'agissait de remercier M. Charles Magnin; mais pour un mandarin de cet ordre, une visite, une démarche directe à l'égard d'un inférieur, qui en même temps se montrait un juge si indépendant, semblait chose grave, insolite. On y mit toute sorte de précautions et de préliminaires; des amis communs s'entremirent : on dut, comme dans les négociations du céleste empire, s'inquiéter avant tout que l'étiquette fût observée. Un jour donc, sur quelque palier, dans quelque salle neutre et limitrophe, aux confins du département des manuscrits et de celui des imprimés, à heure précise, M. Abel Rémusat rencontra comme par hasard M. Magnin; les saluts s'échangèrent spontanément, la conversation s'engagea; les remercîmens se trouvèrent faits; la paix et l'alliance fut conclue ou plutôt sous-entendue, pour le cas où M. Abel Rémusat aurait plus tard soit à se prononcer au sein du conservatoire sur l'avenir de M. Magnin, soit à

le voir y entrer et s'y asseoir à ses côtés, ce qui semblait alors fort peu probable, à titre de collègue. Je ne crois pas rêver à cette distance, et il me semble que, sauf rectification, mes souvenirs ne me trompent pas : la petite comédie se passa à très peu près comme je viens de la raconter, à la chinoise.

L'avénement ou le développement de l'école poétique amena, vers 1828, une légère division dans l'école critique du *Globe*. M. Magnin fut de ceux qui se montrèrent le plus disposés à comprendre et à aider les poètes, sans leur rien céder pourtant de ses droits comme juge. Il se laissa mettre très au fait du procédé, des intentions et du faire de l'école de MM. Hugo, de Vigny, et tout en réservant son indépendance il se plaçait pour l'examen des œuvres au point de vue des auteurs; il leur appliquait les règles et les principes d'après lesquels ils avaient désiré être jugés eux-mêmes. Combien de fois, en ces années d'ardeur et de zèle, à la veille ou au lendemain de quelque publication de nos amis les poètes, ne suis-je pas allé trouver le soir M. Magnin dans cette petite rue Serpente où il était alors (avant d'avoir son logement à la Bibliothèque)! Il habitait juste en face des frères de Bure ses parens, et dans la même maison que sa grand'mère Mme Saugrain. Chaque fois, vers neuf heures du soir, il me laissait un moment pour aller assister au coucher de sa grand'mère, à laquelle il consacra jusqu'à la fin les soins les plus respectueux et les plus tendres. Quand il allait dans le monde, il ne sortait qu'après lui avoir rendu ces derniers devoirs de la journée et lui avoir donné le bonsoir filial, et il n'avait pas moins de trente-cinq ans alors. Il avait reçu d'elle toutes les recommandations et les traditions de la plus exquise politesse bourgeoise. Il ne quitta cette étroite et sombre rue Serpente, où le jour manquait, qu'après la mort de l'aïeule. Souvent donc j'allais ainsi de moi-même, et pour le disposer en faveur de mes amis les poètes, trouver à l'avance M. Magnin; je lui exposais de mon mieux les grands desseins des chefs et aussi les détails de la poétique nouvelle où je me complaisais : il m'écoutait avec sérieux, patiemment, m'offrant l'esprit le plus libre, le plus ouvert. On eût dit d'une table rase sur laquelle on aurait écrit; mais il partait du point même où je me plaçais pour faire aussitôt l'objection ou l'application précise de sa critique et de la nôtre. On le trouvait aussi ferme que modeste.

M. Magnin eut l'honneur de rédiger au *Globe* les feuilletons et les bulletins d'*Hernani :* c'est de lui (sans compter le grand article qui suivit), c'est de lui que sont les entre-filets des 26 et 28 février 1830, tout haletans, tout fumans, tracés le soir à minuit, sur un coin de table à l'imprimerie, au sortir d'une représentation brûlante. Quel dommage, pour l'histoire littéraire du temps, que tout

cela soit enfoui, enterré! On y verrait le vrai degré de chaleur des esprits. Rien ne rend mieux le surcroît et le tumulte de sentimens qu'éprouvait sincèrement alors toute une jeunesse espérante et enthousiaste, de celle même qui n'avait pas de parti-pris et qui n'était pas enrôlée. C'était la première fois qu'un poète dramatique, parmi les nouveaux et les tout modernes, montait résolûment à l'assaut et s'emparait du théâtre pour y planter son drapeau comme sur une brèche; mais ce drapeau ainsi planté hardiment et avec témérité, en lieu si escarpé et si abrupt, tiendrait-il? Résisterait-il aux vents et aux coups, à la tempête excitée et aux colères? Je me souviens, pour l'avoir vu faire sous mes yeux, du premier de ces bulletins et des moindres circonstances qui l'accompagnèrent. M. Magnin, qui d'habitude avait besoin d'écrire à tête reposée, était au fond de l'imprimerie du *Globe*, voisine du Théâtre-Français; nous étions venus là, plusieurs, au sortir du spectacle : on discutait, on admirait, on faisait des réserves; il y avait, dans la joie même du triomphe, bien du mélange et quelque étonnement. Jusqu'à quel point *le Globe* s'engagerait-il? Prendrait-il fait et cause pour le succès d'une œuvre dans laquelle il ne reconnaissait, après tout, qu'une moitié de ses théories? On hésitait, je n'étais pas sans anxiété, quand, d'un bout à l'autre de la salle, un des spirituels rédacteurs (qui a été depuis ministre des finances) cria : « Allons, Magnin, lâchez l'*admirable!* » Et en effet le mot d'*admirable* ou d'*admirablement* se trouve dans les deux premiers bulletins.

Il est à remarquer combien M. Magnin, qu'il avait peut-être fallu un peu enhardir et pousser d'abord, demeura ensuite fidèle aux impressions de cette forme de drame où l'imagination et la fantaisie jouaient un si grand rôle et s'accordaient plus d'exagérations en tous sens que la fibre française, hélas! n'en pouvait porter. Les années et les épreuves successives, loin de le désabuser, ne firent que le confirmer dans son premier jugement. Treize ans après, il lui était donné de rendre compte des *Burgraves* dans la *Revue*, et il n'hésitait pas à déclarer que cette dernière œuvre lui paraissait ce que le poète avait tenté jusqu'alors sur la scène de plus grave et de plus élevé; il y voyait également « progrès dans l'inspiration et progrès dans l'expression. » Très peu romantique de sa nature propre, M. Magnin se trouva l'être beaucoup en fait. Aucun critique, dans cette ligne, ne put se vanter d'être plus conséquent avec lui-même. Il avait baptisé le drame nouveau dans *Hernani:* il lui donnait encore le dernier sacrement dans *les Burgraves*.

La révolution de juillet 1830, qui ramena sur la scène tant de vieux masques et de revenans, fut aussi, dans une bonne moitié, la prise de possession du pouvoir par les hommes nouveaux et en dé-

finitive par les hommes jeunes, longtemps tenus à l'écart et évincés. Les uns devinrent conseillers d'état, sous-secrétaires d'état, en attendant d'être ministres; les autres voulurent être et furent conseillers d'université, pairs de France : il y eut une légère curée dans les hauts rangs. Pour M. Magnin, le but, le terme dernier et prochain de son ambition était tout indiqué : c'était de devenir un des conservateurs de la Bibliothèque du roi, où il était employé depuis dix-sept ans et où il avait passé par tous les degrés de la hiérarchie. Il dut attendre encore deux ans avant que cette justice lui fût rendue (1832). Cependant il partageait les vivacités de ce temps, les opinions nettes et tranchées de l'opposition libérale incomplétement satisfaite, et, sa plume se trouvant libre et disponible depuis la dissolution du *Globe*, il ne se tint pas dans la neutralité; il entra au *National* sous Carrel.

Ceux qui n'ont vu M. Magnin que vieux, intimidé, paisible, et qui ne l'ont connu que comme un érudit ingénieux et patient, ne sauraient se faire idée de ce qu'il était alors dans le vif et le dégagé de sa polémique. Elle l'entraînait à traiter des questions pour lesquelles on ne le soupçonnerait pas de s'être tant ému. J'ai sous les yeux et je viens de parcourir la plupart de ses articles au *National:* l'impression que j'en reçois est bien mélangée. Il y fit des articles sérieux, serrés, parfaitement raisonnés, sur le projet de loi du divorce, qui fut rejeté, comme on sait. M. Magnin était fort favorable au divorce pour des motifs philosophiques qui étonneront ceux qui ne l'ont vu que dans les dernières années, et encore peut-être pour d'autres motifs plus secrets et plus particuliers, qui n'étonneraient personne parmi ceux qui savent les mobiles habituels du cœur humain. *Le National*, c'est-à-dire Carrel, tenait personnellement aussi pour cette solution et l'appelait de ses vœux. M. Magnin, dans le même journal, fit une guerre qui put paraître un instant vive et piquante, qui (à parler franc) me sembla toujours mesquine, au roi Louis-Philippe au sujet des légers changemens pratiqués dans le jardin des Tuileries. On avait, si l'on s'en souvient, un peu isolé le château et ménagé tout le long un petit jardin, une plate-forme fermée de grilles et de fossés. On ne s'imaginerait pas quels cris et quelles tempêtes cet empiétement souleva alors. On sourit aujourd'hui de voir la vivacité qu'un esprit sage comme M. Magnin mit à cette querelle, à cette vraie chicane. A l'entendre, nul n'avait le droit de toucher au jardin solennel; ces prétendus embellissemens « déshonoraient l'œuvre de Le Nôtre et usurpaient sur la circulation publique. C'était un devoir de s'opposer à l'arbitraire, même quand il ne s'attaquait qu'aux choses. » Pauvre roi! il avait tondu de ce jardin la largeur de sa langue, une simple languette, et cha-

cun de tomber sur lui. On a taillé depuis en plein drap, et le public paraît très bien s'en accommoder. M. Magnin fit au *National* des articles plus sérieux sur le *plébéianisme dans les arts*, sur la *confédération germanique*. Le mot et l'idée du premier de ces articles et tous les renseignemens statistiques du second lui avaient été fournis par M. Ramée. J'ai le regret de rencontrer dans les colonnes du *National* trop peu d'articles littéraires de M. Magnin, quelques-uns de loin en loin, sur les *Études historiques* de Chateaubriand, sur l'*Histoire de la Renaissance de la liberté en Italie* par M. de Sismondi, un très bon article sur un drame du théâtre chinois traduit par M. Stanislas Julien; mais M. Magnin était dès lors à la *Revue*, et c'est de ce côté que sa faculté littéraire et critique allait désormais trouver un ample espace et un cadre heureux pour s'étendre et se développer.

Il est difficile, en général, de ramener à l'unité l'œuvre éparse d'un critique; il est délicat surtout de prétendre saisir le point central et le noyau de ces organisations de plus d'étendue que de relief. Je l'essaierai pourtant en ce qui est de M. Magnin, et je ne craindrai pas de mettre de côté dans son élégant et ingénieux bagage, ou du moins de rejeter en seconde ligne, ce qui ne lui appartient pas en propre : nous discernerons plus sûrement ensuite ce qui est bien à lui.

L'article sur la reine Nantechild, publié dans la *Revue* (15 juillet 1832), fit sensation et presque événement par les vues neuves qui y étaient exposées pour la première fois avec ensemble sur l'art du moyen âge, sur les diverses époques bien distinctes et les phases qu'il avait traversées. Pour ceux qui l'ont un peu oublié, je rappellerai que cette reine Nantechild était une des femmes de Dagobert Ier, et sa statue se voit à Saint-Denis sur le tombeau de ce roi mort en 638; cette statue n'est pas (bien entendu) de l'époque mérovingienne, mais paraît être de la première moitié du XIIIe siècle. A propos d'un simple moulage, exécuté par les soins de M. Ramée, M. Magnin prenait occasion de tracer tout un tableau magistral et d'exposer une histoire abrégée de l'art (architecture et sculpture) pendant plusieurs siècles; il en déroulait les transformations graduelles et en décrivait les manières successives avec une science, un goût, une précision qui supposaient vraiment une longue pratique : c'était à faire illusion.

Je dis illusion à dessein, car toute cette science n'était en effet qu'une appropriation heureuse et instantanée de l'écrivain : c'était du talent de metteur en œuvre, de rédacteur ingénieux et élégant. M. Magnin dans cet article si remarqué, et il ne l'avait pas assez dit, n'était que rapporteur.

De doctes antiquaires avant lui avaient déjà donné la clé et tracé les divisions : Auguste Le Prevost les avait indiquées, timidement, il est vrai, et en homme de détail; mais M. Vitet notamment, M. Ramée, jeune statuaire, plein de chaleur et d'enthousiasme, touchés l'un et l'autre du feu sacré, s'étaient mis en campagne; ils avaient visité en pèlerins fervens et infatigables les monumens, les églises, les restes d'abbayes, et la théorie fondée sur l'observation était née : elle avait apparu, un matin, lumineuse et manifeste. M. Ramée, celui même qui venait de faire mouler cette statue de la reine Nantechild, avait distillé à M. Magnin, dans une suite d'entretiens et d'explications, les idées, les vérités nouvelles, et l'habile écrivain, l'écouteur avisé, les avait conçues, absorbées aussitôt, puis retournées et exposées à son compte avec une lucidité attrayante. Des parties d'érudition fine, tirées des livres dont M. Magnin savait si bien l'usage, comblaient les interstices, et sur l'ensemble du travail brillait un vernis de netteté et comme un enduit solide et consistant. Le morceau était excellent de tout point. M. Vitet toutefois, en félicitant l'auteur de l'article, put lui écrire avec une pointe légère d'ironie : « On voit que l'ami Ramée vous a exprimé la grappe jusqu'à la dernière goutte. »

Est-ce à dire que M. Magnin fût pour cela un antiquaire, un connaisseur direct en fait de monumens, de statues, de morceaux de sculpture et d'architecture antiques ou modernes? Pas le moins du monde. Il n'était guère sorti de son cabinet, il n'avait pas voyagé, il n'avait pas même visité ce qui était à sa portée, il avait peu vu de ses yeux : sa myopie était extrême; mais il avait lu, il avait écouté de sa fine oreille, il avait compris, il savait rendre; il y a de ces tours d'adresse de l'écrivain et du lettré habile. Aussi les amateurs ardens, les dévots au moyen âge comme il y en avait beaucoup alors, qui, sur la foi du magnifique programme et de l'article révélateur, allaient droit à lui comme à quelqu'un qui savait d'original les choses et qui était un maître à consulter, pouvaient être surpris et quelque peu déçus de le trouver à court et si discret; il en savait là-dessus juste autant qu'il en avait dit, pas un *iota* de plus.

La direction propre de M. Magnin et son filon d'originalité ne doivent pas se chercher dans cette voie; je ne lui trouve de vocation un peu déterminée que dans son goût pour le théâtre, pour les origines et les applications scéniques sous toutes les formes : ici il est dans son élément, dans un genre qu'il a une fois effleuré comme auteur, qu'il a de tout temps cultivé et suivi comme amateur et critique, où tout l'attire et l'amuse; son dilettantisme commence.

S'il n'avait pas eu ce goût d'instinct pour le théâtre et ses jeux

les plus divers, depuis la comédie anecdotique d'Andrieux jusqu'aux *Burgraves*, depuis les drames chrétiens de Hrotsvitha jusqu'aux marionnettes, on aurait droit d'être sévère sur sa qualité d'érudit; on pourrait le définir le contraire d'un Letronne ou d'un Fauriel, et soutenir sans trop d'injustice qu'il n'y apportait aucune initiative personnelle. Car, hors de là, regardez bien : rien ne lui vient de lui-même; il y a toujours quelqu'un qui lui instille la chose goutte à goutte dans l'oreille, — une oreille, il est vrai, des plus nettes et des mieux purgées, comme dirait Horace. Ce n'est que sur les matières de théâtre qu'il commence à devenir tout à fait lui et un maître à sa manière.

Désigné un jour par Fauriel pour être son suppléant dans la chaire de littérature étrangère à la Faculté des lettres (1834-1835), il fut amené à choisir un sujet d'études qui ne rentrât pas trop dans les matières si diverses déjà traitées par le savant titulaire : il n'hésita pas et prit les origines du théâtre moderne; il s'en occupait aussi dans des conférences dont il fut chargé vers le même temps à l'École normale. Ses cours, au reste, ne comptèrent que par les résultats écrits, par les livres ou les articles qui en sortirent. M. Magnin, pas plus que Fauriel (et, s'il se peut, encore moins que lui), n'était né pour la chaire et l'enseignement oral; il n'avait rien de ce qui fait l'orateur ni même le professeur, tel que des talens élevés et brillans nous ont appris de nos jours à le considérer. Il improvisait peu et il lisait imparfaitement, il tâtonnait en lisant et n'imprimait pas l'accent au discours. Il n'avait de l'homme qui parle en public ni le masque, ni la bouche d'airain, ni le front; il n'avait pas le coup d'œil ni la flamme du regard : aucune action, aucun geste. La nature ne l'avait pas fait pour être de ceux qui lancent de loin dans le but la flèche sonore. Tout au contraire, il semblait jouir de ne pas faire d'éclat autour de lui, de n'aller que pas à pas (*pedetentim*), de n'être goûté que de près et de quelques-uns. Son plus grand plaisir était le plaisir de la fourmi qui grossit son tas grain à grain. Il ne voyait bien les choses que le nez dans son livre et le front sur son papier. Face à face et de vive voix, il valait moins qu'avec la plume (je ne parle pas de la conversation privée, où il était fort aimable). Encore une fois, il n'y avait rien là dedans du professeur, de cette sorte de fontaine publique jaillissante et retentissante où tous vont en foule s'abreuver.

Et ici je veux achever de le dessiner par un contraste, et qui ne sera pas tout à son désavantage. Chacun, dans les groupes intellectuels qu'il traverse et dans les combinaisons de personnes où il se trouve mêlé, rencontre dès sa jeunesse ses affinités, ses attractions au moral, comme aussi ses antipathies et ses déplaisances. Une na-

ture d'esprit et de talent n'est entièrement définie, selon moi, que quand on a pu nommer son contraire. Or le contraire, l'opposé et, si j'ose dire, l'antipathique de M. Magnin était Lerminier. Qui de nous ne se souvient de ce dernier auquel l'oubli final peut-être vaudrait mieux? Mais qu'il était brillant à ses débuts! qu'il avait donné de belles et grandioses espérances! que d'études fortes il avait entreprises et entamées vaillamment! sous quels heureux et honorables auspices il s'annonçait! Nature audacieuse et ambitieuse, trop tôt démentie, talent d'emphase et d'éclat, d'apparat et de montre, clairon et cymbale, boute-en-train de la jeunesse, simulacre révolutionnaire qu'un brusque coup de vent démasqua et retourna, qu'on venait d'entendre faire le généralissime et commander la charge, qu'on vit tout d'un coup culbuté et en déroute comme un tambour-major sans armée; à la fin esprit déchu qui n'était plus qu'un tempérament, tombé de la passion dans l'appétit, il eut pourtant jusque dans les dernières années, et même dans ce qu'on ne lisait plus de lui, quelques éclairs d'autrefois, bien des restes de ses fortes études du commencement. Lerminier, en ses heures de plénitude et d'orgueil, se permettait envers le modeste et studieux M. Magnin des airs superbes, et il se sentait pour lui quelque dédain qu'il ne dissimulait pas; il riait de lui voir des velléités de savoir en tous sens quand les instrumens pour cela lui manquaient en partie; il ne se prêtait pas toujours à le satisfaire, quand on le questionnait au nom de son curieux et friand collaborateur sur les choses et les hommes d'au-delà du Rhin : « Ce sont des envies, des caprices d'érudition, disait-il, il peut attendre. » Il triomphait avec supériorité de son accès aux hautes sources germaniques et de sa première nourriture de moelle de lion. Il ne voyait pas que comme, dans les jeux des courses, celui qui va toujours et sans s'arrêter un seul instant, n'avançât-il que peu à peu, ira plus loin que celui qui s'élance d'abord, qui extravague et bondit à l'aventure, M. Magnin approcherait bien plus près du but où lui, avec toute sa fougue, il ne toucherait pas. Lerminier n'était qu'un faux génie qui brisa de bonne heure et manqua sa carrière; la continuité, la patience et l'économie prudente devaient avoir raison contre lui à la longue et l'emporter.

Ce ne fut pas un mécompte, ce fut un soulagement pour M. Magnin, lorsque M. Fauriel se fit remplacer par Ozanam : décidément la chaire avec ses bruits et son mouvement lui allait peu; il fut heureux de pouvoir reprendre son pas, son allure favorite, le doux train de l'érudition à huis clos; il s'y appliqua désormais tout à son aise, sans dérangement aucun, et de plus en plus dans cette même ligne des origines théâtrales qu'il s'était tracée.

Le premier volume, le seul qu'il ait donné de ces *Origines*, ne représente que la moindre partie de ses travaux dans cette branche intéressante; il se hâta de le publier pour justifier de ses titres à l'Académie des inscriptions et belles-lettres, où il fut nommé aussitôt après, en 1838. Cela fait et ce terme de son ambition atteint, il ne se hâta plus; il aima mieux amasser, augmenter sans cesse la riche matière des volumes suivans que de se presser de les réunir; il s'y oublia un peu, et plus tard, quand il songea à lier sa gerbe, il n'en eut ni le temps ni la force; il était trop las.

Je ne dirai plus qu'un mot de l'accessoire; j'appelle ainsi ses articles de critique concernant les écrivains du jour, Quinet, Hugo, Ponsard. Ces articles très développés, de la seconde manière de M. Magnin, tout distingués qu'ils sont, laissent cependant quelque chose à désirer pour la netteté et le sens précis des conclusions. Son érudition y donne plus d'une fois le change à sa critique; muni de notes abondantes sur les origines des mythes d'Ahasvérus ou de Prométhée, il substitue un peu trop complaisamment le point de vue du fureteur curieux et de l'archéologue au jugement littéraire direct. Son goût, mis en demeure de se prononcer, n'a pas de ces promptes réponses qui partent d'elles-mêmes et ne s'éludent pas.

Quant au drame moderne et aux dernières productions de l'école romantique au théâtre, l'interruption de quelques années que M. Magnin avait mise à en suivre le mouvement l'avait évidemment *arriéré* un peu; il en est encore à l'admiration quand le public était arrivé à la fatigue. Il ressemblait à un homme qui aurait laissé de côté la lecture d'un livre à une certaine page et qui le rouvrirait assez longtemps après, juste à l'endroit où il avait mis le signet : M. Magnin reprenait sa lecture à un feuillet où le public n'était déjà plus. Sa montre retardait. Il ne sut pas crier *holà!* hardiment et faire entendre à propos le signal d'arrêt, comme c'est le propre des Boileau, des Johnson, de tous les fermes et vigoureux critiques. Au lieu de cela, il mollit, il disserta agréablement, mais il ne dit pas le mot décisif qu'on attendait de lui.

Cet embarras perce encore dans son article sur la *Lucrèce* de M. Ponsard. Il compliqua de trop de considérations et de prenez-y garde le jugement très simple et très net qu'il y avait à donner sur ce succès, qui était à moitié un succès de contraste et d'opposition, et qui avait, à sa date, une signification tranchée. Il n'insista pas sur les vraies causes qui expliquaient et légitimaient suffisamment la réaction : il s'efforça plutôt d'en atténuer le sens, comme s'il eût craint de rompre avec ceux qu'elle contrariait. Il y mêla, envers le nouvel auteur, toute sorte de chicanes rétroactives, étrangères à l'œuvre présente, la seule qui fût en cause. Dans ce genre de cri-

tique pratique et contemporaine, M. Magnin, malgré la richesse croissante de sa littérature et l'agrément varié de sa forme, avait perdu en vieillissant quelque chose de la fermeté et de la vigueur qu'il avait montrées au temps du *Globe*; il n'allait plus si directement au fait. Ses qualités civiles elles-mêmes, sa circonspection, sa politesse lui nuisaient. Évidemment il n'aimait plus la guerre, il craignait les coups; il évitait de se commettre. L'audace militante chez lui, comme chez la plupart, s'en était allée avec le feu de la jeunesse.

C'est l'érudit surtout qui gagnait en lui. J'y reviens avec plaisir, et j'insiste désormais sur cet ordre de services par lesquels il survivra aux souvenirs de sa génération et laissera un nom dans la science. En y mettant un peu plus de célérité, il aurait pu être l'historien littéraire de notre ancien théâtre : il ne fut que le préparateur du futur historien, mais ce préparateur était excellent. Nul plus que M. Magnin ne s'est appliqué à l'éclaircissement de cette question délicate : comment le théâtre ancien a-t-il fini? comment a commencé et a repris le théâtre moderne? y a-t-il eu interruption totale? peut-on saisir et soupçonner quelque continuité obscure dans les plus bas genres? quels sont les premiers indices, les premiers témoignages d'une résurrection originale ou d'une reprise ingénieuse? Le *Théâtre de Hrotsvitha*, religieuse allemande du xe siècle, qu'il traduisit et commenta (1845), lui fournit un texte précieux pour grouper alentour ses observations et ses conjectures. Je suis, malgré tout, fort tenté de croire, avec M. Édélestand du Méril, que M. Magnin accorde à ces essais de la religieuse de Gandersheim plus d'importance qu'ils n'en eurent réellement dans l'histoire du théâtre : ces six légendes, que la docte femme mit de son mieux en beau latin de Térence, n'étaient probablement dans la pensée du pieux auteur qu'une imitation toute littéraire, une étude classique sans aucune idée de représentation. Le drame moderne n'a guère rien à faire là dedans. En général, M. Magnin ne sentait pas assez dans chaque branche les différences tranchées, les points de départ et les fins : ce qui lui manquait, c'était le coup d'archet, ou de le donner lui-même ou de le distinguer chez d'autres; il était porté à voir dans les choses plus de continuité et de suite qu'elles n'en ont. Ce sont là, au reste, des questions particulières à débattre entre érudits, et de quelque côté que l'on penche, il y a lieu à toute estime. On contredit M. Magnin sur un point, on profite de lui sur tous les autres.

Pour apprécier la finesse et l'utilité de ses travaux en ce genre, il faut avoir lu, il faut avoir eu besoin de lire (quand on a été professeur et obligé soi-même de traiter les mêmes sujets) la série de

ses articles sur l'ancien théâtre français dans le *Journal des Savans* de 1846 et de 1858, les analyses détaillées et spirituelles qu'il donne des anciens jeux, des anciennes farces, sa discussion raffinée sur la principale et la reine de toutes, la farce de *Patelin* (1855-1856). Tout cela, à quelques liaisons près, forme un ensemble depuis le haut moyen âge jusqu'aux abords du XVIe siècle. Le premier il a introduit dans ces matières d'apparence ingrate le sentiment du goût et une critique déliée, avisée, exacte et légère. On n'a qu'à le suivre et à se laisser guider; on se donne aisément ensuite les airs de s'y connaître en l'arrêtant sur quelque point de détail où il se montre un peu vétilleux.

M. Magnin est destiné à être beaucoup consulté, beaucoup mis à contribution et peut-être pillé. Puissent tous ceux qui lui emprunteront lui rendre la justice qui lui est due! Un ami de l'ancien Balzac, le prieur Ogier, justifiant un jour son ami du reproche de plagiat qu'on lui faisait, citait l'exemple des prédicateurs, lesquels, disait-il, prennent partout chez les pères sans qu'on leur reproche de piller, et il ajoutait agréablement : « Nous autres, prédicateurs, *qui volons comme sur les grands chemins...* » On pourrait dire la même chose des professeurs, lesquels, n'ayant en vue que l'utilité des écoutans, prennent partout sans scrupule tout ce qui est bon à dire, et ils font bien.

Moi-même j'en ai largement usé en mon temps; je ne me suis fait faute de marcher avec le secours et l'appui des autres. Par nature et par goût, je n'aurais jamais été de ceux qui ont défriché le moyen âge; je n'aurais pas eu ce courage, je l'avoue : eux, ils l'ont eu, ils l'ont défriché patiemment. Venu tard dans cette étude et à leur suite, je recueillais les fruits de leur labeur, et je leur en étais reconnaissant. Cela ne m'empêchait pourtant pas, tout en rendant justice à ces excellens travailleurs, de noter quelques-uns de leurs défauts, l'engouement, l'enthousiasme excessif des uns, la complaisance un peu minutieuse des autres; et en parlant de la sorte, c'était à M. Magnin en particulier que je pensais.

Mais pour un léger défaut, qui peut-être même était nécessaire, que de grâce, que d'agrément de détail, quel discernement utile! M. Magnin nous fait observer, comme à la loupe, l'origine des genres. A défaut du grand et du beau, on assiste par lui à la naissance, au progrès lent, à la formation successive d'une branche des plus remarquables de la production et de l'imagination humaine. C'est comme si l'on observait d'abord à l'état d'humbles herbes et de fougères ce qui sera plus tard de grands arbres et l'honneur de nos parcs et de nos forêts. Dans le jeu de *Robin et Marion,* on a déjà l'opéra-comique presque tout formé. Quand il en vient aux farces,

à cette veine heureuse et riche de notre vieux théâtre, à cette première forme de la comédie, M. Magnin se complaît et se délecte aux analyses, à celle de la farce du *Cuvier* et de bien d'autres; il triomphe dans *Patelin*, et s'attache un peu trop, je crois, à le vieillir. En le louant selon son mérite, il ne le surfait pas du moins; il nous le montre le meilleur produit du genre, non l'unique. Combien d'œuvres spirituelles et déjà comiques d'auteurs anonymes il nous fait passer sous les yeux! Ce sont les coups d'essai de petits Molières restés en chemin et inconnus, mais dont quelques-uns se sont approchés assez près du Molière véritable et immortel. Il ne doit pas y avoir grande distance, j'imagine, entre cette farce si joyeuse du *Cuvier* et celles du *Médecin volant*, de *la Jalousie du Barbouillé* que jouait Molière tout jeune dans ses tournées de province. M. Magnin, toujours curieux jusqu'à être subtil, se pique de distinguer entre des genres bien voisins, de reconnaître les farces qui étaient dues aux basochiens et celles qui appartenaient au répertoire des *Enfans sans souci*; il est difficile, en bien des cas, d'établir la distinction et de marquer la limite. Peu importe; ses remarques n'en sont pas moins fines et justes en tout ce qui est du goût. Il nous fait apprécier comme la perle du genre des *Enfans sans souci* une petite farce, une parade à un seul personnage, très spirituelle et très amusante, *le franc Archer de Bagnolet*; on en ferait encore maintenant un joli lever de rideau du Palais-Royal.

Voilà donc à quoi s'exerçait soir et matin, à quoi songeait tout le jour l'ingénieux érudit. Il faut se garder d'oublier son *Histoire des Marionnettes* (1852), qui promet pourtant un peu plus qu'elle ne tient. L'auteur a omis, je ne sais pourquoi, d'y joindre des dessins et figures, oubliant trop qu'aujourd'hui il ne se fait plus de livres de ce genre sans gravures à l'appui. C'est une lacune.

Et maintenant nous sommes en mesure, ce me semble, de nous faire une idée complète de cette nature d'esprit peu caractérisée au premier coup d'œil, si répandue, si éparse même, mais qui a sa nuance et son grain d'originalité.

Les dernières années de M. Magnin, nous devons le dire, furent marquées par des changemens profonds que nous n'avons à juger en aucun cas, et qui ne le laissèrent pas tout à fait le même que nous venons de le montrer. Sa santé, de tout temps délicate, était devenue déplorable. L'idée de la mort, d'une mort très prochaine, lui était continuellement présente. Un jour, dix ans environ avant sa fin, lui, l'esprit de tout temps le plus net et le moins mystique, il revint de Franche-Comté, — de Besançon, je crois, — tout modifié de cœur et de pensée. Il fit part à quelques-uns de ses amis les plus intimes de cette véritable conversion : « Mes amis, leur

dit-il (ce furent à peu près les termes qu'il employa), je vous préviens que je ne veux pas d'objections; je vous prierai autant que possible de conformer votre conversation à ma nouvelle croyance. Je n'afficherai pas mon christianisme, et autant que possible j'éviterai d'en parler, mais aussi je n'en rougirai pas. » Il tint parole. Nous fûmes de ceux qui en souffrirent, étant de ses amis bien anciens et affectionnés sans doute, mais non pas tout à fait particuliers et intimes. Adieu dès lors les réunions, les petits dîners aimables et en tout petit comité où il nous conviait de temps en temps, et où le vin de Salins, les confitures de Salins et toutes les friandises du cru égayaient le dessert avec l'aménité du maître et la chansonnette du bon docteur B... M. Magnin, toujours tolérant pour les autres, était devenu sévère et mortifié pour lui-même. Il n'affichait rien, mais on savait son nouvel ordre d'idées et l'on respectait sa solitude. Il y avait alors, non loin de lui, des savans, des convertis aussi dans leur genre, qui faisaient de leur religion grand bruit et qui embouchaient la trompette à la porte du temple : lui, il était le plus éloigné d'en agir de la sorte, et il ne puisait dans sa foi que des motifs de consolation intérieure. Il en eut besoin, car dans les derniers temps il était affligé de toutes les infirmités de la vieillesse, et littéralement cloué sur son lit ou à son fauteuil. Il m'écrivait un jour, pour me définir son triste état, que je ne savais pas si grave et si désespéré : « C'est la situation d'Augustin Thierry, *à la gloire près.* » Il avait projeté, avant d'en être réduit à cette extrémité, un travail sur la *Danse des morts* au moyen âge, et il avait prié un des employés de la Bibliothèque, M. Chéron, de lui recueillir tout ce qu'il trouverait là-dessus; mais il le remercia un matin et lui dit de ne plus donner suite à ses recherches, déclarant qu'un tel sujet funèbre, remis sans cesse sous ses yeux, lui devenait impossible à supporter : la mort, même en peinture, il ne pouvait la regarder fixement! Il serait difficile cependant de surprendre dans aucun des articles écrits par lui, qui se rapportent à sa dernière période de croyance, la moindre trace de ses préoccupations austères et sombres, si ce n'est peut-être dans un article du *Journal des Savans* d'octobre 1859 : à l'occasion d'un livre de M. Lenient, étant amené à s'expliquer sur l'idée de la mort et du diable, si dominante durant tout le moyen âge, il ne paraît pas fâché de rencontrer, répandu alors dans toute la chrétienté, « le sentiment, dit-il, de cette continuelle et *salutaire* menace. » Ce n'est qu'un simple trait qu'on ne remarquerait pas, si l'on n'était averti.

Je n'ai point à entrer dans le récit de sa fin, dans les particularités de son testament, par lequel il demandait à être transporté à Salins après sa mort, léguant de plus à cette ville une partie de son

bien, moyennant des conditions ou intentions à long terme qui paraissent difficiles à remplir. La critique n'a rien à faire avec ces secrets mobiles et ces déterminations suprêmes des mourans. Mais je veux résumer encore une fois, au moment de finir, mes souvenirs essentiels sur M. Magnin, tel que je l'ai connu avant que la maladie fût venue l'affaiblir et attrister ses dernières années; j'ai besoin de rassembler en quelques mots les impressions que m'a laissées sa personne en des saisons meilleures, et de fixer aux yeux de tous comme aux miens l'idée de sa vie, de ses mœurs, de son habitude studieuse, réfléchie, une sensible et parlante image qui ne puisse se confondre avec nulle autre. La physionomie de l'homme m'y invite, et le cadre également.

Si l'étude en effet a des douceurs qui ont souvent été célébrées, il fut donné à M. Magnin de les goûter et de les savourer dans des conditions particulières qui valent la peine qu'on les rappelle et qu'on les décrive. Placé au sein de la plus grande bibliothèque du monde, logé dans les bâtimens qui en dépendaient, il pouvait, aux heures où le public n'y pénétrait pas, ou dans les parties réservées interdites aux profanes, se considérer comme dans le plus vaste et le plus silencieux des cloîtres. A le voir passer dans ces grandes salles et glisser légèrement à pas menus et discrets le long des boiseries sombres et des armoires grillées, il semblait qu'il craignît d'y faire bruit lui-même et d'y éveiller l'écho de tant de générations d'auteurs endormis : c'était un des leurs, un peu en retard, un ami qui, même quand il avait à les consulter, semblait ne vouloir troubler que le moins possible leur repos. Je l'y ai suivi, ou mieux, surpris plus d'une fois dans le cours de ces recherches paisibles : tout se taisait, le jour tombait, il était seul, lisant près d'une fenêtre; le bruit des feuillets qu'il froissait entre ses doigts ressemblait à ces craquemens mystérieux qui, dans les froides et muettes nécropoles, marquent seuls par intervalles le travail du temps. On se figure peu, et dans quelques années on ne se figurera plus du tout, ce qu'était la Bibliothèque du roi dans sa première et tranquille beauté, avec la morne tristesse de sa cour rectangulaire, avec le jardin austère, fermé d'une clôture, qui en occupait une moitié et où l'on n'entrait pas, la vasque de pierre verdâtre au milieu, d'où un maigre filet d'eau jaillissait à peine; puis les escaliers solennels, les salles antiques et les galeries de ce beau palais Mazarin, conservées presque comme aux jours où s'y promenait M. le cardinal et où il s'y faisait rouler dans son fauteuil déjà mortuaire entre deux rangées de chefs-d'œuvre et de magnificences. Rien qu'en y entrant, le respect et le génie des graves études vous saisissaient; l'air qu'on y respirait n'était plus celui du dehors; la

lumière elle-même y prenait une teinte égale et monotone. Cette Bibliothèque auguste, telle que nous l'avons vue encore du temps de M. Van Praet, avant l'invasion du grand public et l'irruption d'un peuple de lecteurs, était restée l'idéal de M. Magnin : c'était son cadre, c'était sa patrie; il dut en porter le deuil dans son cœur quand elle changea et se transforma en vue du mieux, jusqu'à se défigurer. Sa vie à lui-même était tout ordonnée et ménagée par rapport à ses fonctions de bibliothécaire et d'écrivain : désirant couper sa journée de la manière la plus favorable à ce double emploi, il s'était arrangé pour dîner vers trois heures et demie, à l'heure où il se trouvait libre et débarrassé du public; son dîner fait, le plus souvent chez lui, dîner frugal et fin, qu'il faisait suivre d'un petit tour de promenade solitaire au Palais-Royal, il rentrait, se remettait à l'étude; il recommençait sa journée, et là c'était un travail incessant, minutieux, méthodique, sans fureur et sans verve, mais non sans un charme infini : une citation dix fois reprise et vérifiée, une diligente comparaison de textes, un rapprochement piquant, une date ressaisie, une œuvre d'hier rattachée à une pièce ancienne oubliée, à une chronique vieillie, une page de son texte à lui, recopiée, remise au net pour la troisième ou quatrième fois, et celle-ci la bonne et la définitive. Et tout cela pour obtenir la gloire? oh! non pas! il savait bien qu'il n'avait pas en lui de quoi la tenter; — pour faire bruit pendant les huit ou quinze jours qu'une revue reste exposée dans sa primeur aux yeux du public? pas davantage; il n'y prétendait même pas, et tout retentissement lui était antipathique; — mais tous ces soins, ces scrupules, cette conscience, rien que pour le plaisir de se satisfaire, de ne pas se sentir en faute, de paraître exact et sans reproche à un infiniment petit nombre de juges, de posséder toute une branche d'érudition ténue et délicate, et de la faire avancer, ne fût-ce que d'une ligne : voilà quelle était l'inspiration et l'âme de l'étude pour M. Magnin. Je ne le plaindrai point d'avoir tant dépensé pour si peu, je l'envierai plutôt : il a joui de lui-même pendant de longues heures, il a pratiqué le précepte du sage : *cache ta vie;* il a fait d'une toute petite santé un long et ingénieux usage; il a souri dans la solitude à d'innocentes pensées et s'est égaré à loisir dans les sentiers qu'il préférait; enfin, lettré par vocation et qui n'était que cela, il a réalisé, selon ses forces et dans sa mesure, un rêve pacifique et doux.

SAINTE-BEUVE.

MLLE LA QUINTINIE

SIXIÈME PARTIE (1).

RÉCIT DE L'ABBÉ.

Moreali est mon véritable nom, c'est celui de ma mère et d'un oncle maternel qui m'a adopté tout récemment. J'ignore qui fut mon père; ma mère était Italienne, et je suis né à Rome. J'étais fort jeune quand elle m'envoya à Paris, où je fus élevé chez les jésuites sous le nom de Fervet, et où elle vint s'établir près de moi quelques années plus tard. Elle me chérissait tendrement et me donnait l'exemple des vertus chrétiennes. Elle avait bien peu d'aisance, mais elle ne négligea rien pour mon éducation. Elle passait pour ma tante, et longtemps, en lui donnant un titre plus doux, je crus n'être que son fils adoptif.

Je fis de bonnes études, mais je ne montrais aucun goût pour l'état ecclésiastique. La carrière des lettres, l'éloquence du barreau me tentaient. J'avais de l'ambition, et pourtant j'étais un croyant, mais un croyant porté à la lutte plus qu'au renoncement.

A son lit de mort, ma pauvre mère me révéla l'illégitimité de ma naissance, et m'apprit qu'étant enceinte de moi, elle m'avait consacré à Dieu par un vœu solennel. Depuis que j'étais au monde, elle avait tout fait pour réaliser ce vœu. Elle avait espéré que j'y souscrirais. Elle avait compté que mon sacrifice rachèterait son pé-

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 mars, 1er et 15 avril, et du 1er mai.

ché. Elle n'exigeait pas que je fusse prêtre sans vocation, mais elle me suppliait de ne pas lui ôter l'espérance à sa dernière heure et de la laisser partir emportant la promesse que je ferais mon possible pour lui abréger les terribles expiations du purgatoire. Si un jour il se pouvait que son fils offrît le saint sacrifice de la messe à son intention, elle se flattait d'être alors réconciliée avec Dieu.

Elle mourut dans mes bras, bénie quand même et consolée autant qu'il dépendait de moi; mais la honte de ma naissance et l'horreur de mon isolement dans la vie m'avaient porté un coup terrible. Je me vis sans appui, sans amis, sans liens, sans patrie; errant dans la société, livré à mon inexpérience, luttant pour percer tout seul et retombant désespéré sur moi-même, j'essayai de me persuader que mon intelligence et ma volonté suffiraient, mais j'eus peur des passions que je sentais fermenter en moi. La femme était pour moi un objet de séduction irrésistible et d'aversion craintive. J'avais des envies d'adorer et de tuer la première qui égarerait mes sens. L'épouvante me ramena chez les jésuites.

Là je n'étais plus seul, j'appartenais à tous, il est vrai, mais tous m'appartenaient, et je pouvais, au sein de cette société puissante, conquérir par un grand mérite l'indépendance de l'initiative.

J'avoue que l'ambition mondaine fut encore mon but jusqu'au moment où je fus désigné pour recevoir les ordres sacrés. Dans ma dernière retraite préparatoire, je sentis la grâce, je reconnus mon néant, je m'humiliai et je travaillai sincèrement à combattre le démon d'orgueil qui était en moi.

Outre le travail de la grâce, j'étais doué d'un besoin de logique intérieure qui me travaillait aussi. J'avais le goût du beau, la passion du vrai, le sentiment de l'honneur, le mépris des faux biens, de grands appétits de franchise et de générosité; mais la vraie charité chrétienne, le facile pardon des injures, l'humilité devant les hommes, le repos absolu du cœur et des sens à la pensée des femmes, voilà ce qui me manquait. Je le sentais, car j'étais sévère envers moi-même. Je demandai encore un an de travail spirituel avant de prononcer mes vœux, je ne me trouvais pas encore assez digne et assez fort; mais on avait besoin de mes services, on me dissuada de tenter une plus longue épreuve : je me consacrai en tremblant.

Pourtant je me sentis à la fois enorgueilli et touché de la confiance avec laquelle mes directeurs me poussaient dans l'arène. L'orgueil du devoir m'était permis, je m'y abandonnai : n'était-il pas ma sauvegarde contre les tentations?

Je fus nommé d'emblée à un vicariat dans une ville de premier ordre. J'y prêchai le carême avec un très grand succès. C'est là que les larmes des femmes, ces touchantes ferveurs, plus séduisantes

que les applaudissemens des foules, commencèrent à me troubler sérieusement. Je sentis la nécessité des plus grandes austérités. Il fallait être saint ou rien. Je m'efforçai d'être saint.

La grâce descendit encore sur ma ferveur. Le calme se fit comme par miracle. Un jour, je me sentis vraiment fier en me sentant vraiment fort. Le souffle embrasé du confessionnal me fit sourire. Les plus belles femmes venaient à moi. Toutes m'aimaient, sinon avec réflexion et persistance, du moins avec entraînement, durant cette heure de tendre épanchement qu'elles apportaient à mes pieds. Je les traitai durement, quelques-unes s'exaspérèrent jusqu'à m'aimer avec ardeur. Je les accablai du mépris de Dieu, qui leur parlait par ma bouche.

Parmi les pénitentes que l'aristocratie de la province m'envoyait en trop grand nombre, une jeune fille charmante me consola par son angélique chasteté, par l'absence de tout instinct douteux à combattre, par une foi naïve pleine de scrupules attendrissans : c'était Blanche de Turdy. Elle avait seize ans à peine. Pâle, délicate, toujours simplement vêtue, un peu nonchalante et d'humeur rêveuse, elle était l'image de la candeur timide et de la virginité ignorante.

Sa mère, qui était pieuse, vint un jour me consulter. — M. de Turdy veut, dit-elle, marier ma fille avec un beau colonel qui ne croit à rien. L'enfant est douce, et redoute la vivacité de son père. Donnez-lui le courage de résister un peu. Mon mari est bon au fond, il cédera. D'ailleurs nous ne sommes ici que pour un temps limité. Nos propriétés les plus importantes sont en Savoie. C'est là que je voudrais établir Blanche, afin de l'avoir près de moi.

J'exhortai dans ce sens ma jeune pénitente, qui se prit à pleurer. — Mon père ne me force pas, dit-elle, toute la faute est à moi. Le colonel La Quintinie m'a dit au bal qu'il m'aimait, et qu'il serait malheureux, si je ne l'aimais pas. Je l'ai cru, et lorsqu'il m'a demandée à mon père, j'ai avoué que je l'aimais aussi. Mon père serait plutôt contraire que favorable à ce mariage. Le colonel ne lui plaît pas beaucoup. « Pourtant, m'a-t-il dit, si tu l'aimes,... nous verrons... Consulte ta mère. » J'ai consulté maman, qui dit non. Je ne sais pas si j'ai fait un péché en aimant ce colonel.

Je m'efforçai de lui prouver qu'elle ne l'aimait pas. Elle parut ébranlée, et me promit de n'y plus songer.

Un an s'écoula sans qu'elle se confessât d'aimer. Je n'avais pas coutume de questionner. Je blâme ce mode de provocation à la sincérité. Pourtant ce silence m'étonnait, et je me fis scrupule de donner à Blanche l'absolution pascale sans être bien assuré de la validité de sa confession. Elle me répondit avec la simplicité d'un ange :

Vous m'avez défendu d'aimer, je me suis abstenue. Je n'aime plus que Dieu et la Vierge.

Cette soumission facile, entière, vraiment sainte, me remplit d'admiration et de tendresse pour cette jeune âme, qui dès sa première épreuve s'élevait à l'état de perfection, celui où il n'y a plus ni lutte ni angoisse devant le sacrifice de soi-même. J'en fus si édifié que je me sentis comme sanctifié par contre-coup. J'avais beaucoup travaillé pour assurer ma victoire sur les sens, et cette enfant, qui n'avait pas de sens à vaincre, immolait l'instinct de son cœur avec cette sublime simplicité!

Je l'aimai, je l'aimai de l'amitié la plus pure, la plus calme. C'était en moi comme un sentiment divin! Ni ma veille ni mon sommeil n'en étaient troublés. Mes yeux ne la cherchaient dans l'église ni aux offices, ni aux sermons. Quand j'étais là, je sentais qu'elle y était, et elle y était toujours. Sa présence était un parfum dans l'atmosphère, son approche au confessionnal m'apportait une sensation de bien-être et de fraîcheur.

Un jour, à la veille d'une de ces grandes fêtes où elle avait coutume de se confesser, je me sentis inquiet, comme si un malheur non défini m'eût menacé. Elle ne vint pas. Trois mois se passèrent, et je compris alors qu'elle était beaucoup pour moi. Ma ferveur se ralentissait, l'église perdait sa poésie, ma vie se traînait comme une attente pénible. Je ne pouvais m'alarmer de ma tristesse; je sentais mon intention aussi pure que celle d'un petit enfant. Il ne m'était pas seulement permis, il m'était ordonné de chérir les voies de cette jeune sainte, et je craignais qu'on ne la détournât du ciel.

Mme de Turdy reparut enfin. — Nous avons passé trois mois aux eaux, me dit-elle. Le beau colonel La Quintinie y était. Il a recommencé ses assiduités, et je crains bien que Blanche n'ait jamais cessé de l'aimer. Il a renouvelé sa demande, que j'avais réussi à faire ajourner à cause du jeune âge de ma fille. Il a fait la cour aussi à M. de Turdy, qui est un incrédule, et qui l'a pris sous sa protection, prétendant que je voulais faire de ma fille une religieuse. Je viens vous demander conseil.

Je ne sais ce que je répondis. J'étais fort troublé. La défection de Blanche était une chute déplorable, et le mot de religieuse, que sa mère venait de prononcer, me jetait dans de grandes anxiétés. Peut-être aurais-je dû suggérer à ma jeune pénitente l'idée de se consacrer à Dieu. Douée de si grandes qualités de renoncement, n'était-elle pas marquée pour l'état sublime? Je m'étais interdit d'encourager les vocations romanesques, fugitives velléités fréquentes chez les filles de treize à seize ans; mais Blanche, sans me faire part de l'appel du Seigneur, l'avait peut-être vaguement res-

senti. Et je ne l'avais pas deviné, moi! j'avais laissé ma jeune sœur s'égarer dans son rêve d'amour et accepter l'époux charnel faute d'entrevoir clairement l'époux idéal!

Je demandai à Mme de Turdy si elle s'opposerait à la consécration de sa fille. Elle me parut surprise. — Non certes, répondit-elle, si elle avait la vocation; mais elle ne l'a pas du tout, puisqu'elle veut se marier avec un homme sans principes.

— Elle pourrait changer, lui dis-je.

— Ne le désirons pas trop, reprit-elle; M. de Turdy jetterait feu et flamme.

— Ne m'avez-vous pas dit qu'il était fort bon?

— Il n'a pas grande persistance, et il cèderait à la fin; mais que d'orages auparavant!

— Vous les redouteriez peu, si vous étiez certaine de les supporter pour le bonheur de votre enfant.

Mme de Turdy restait indécise et incrédule. Elle ne s'opposa pourtant pas à ce que la vocation de Blanche fût interrogée. Je prêchais alors dans un couvent de religieuses où sa mère la conduisait deux fois par semaine pour m'entendre. Au bout de quelque temps, elle l'amena vers moi dans un parloir de ce couvent, où elle nous laissa ensemble.

Ce ne fut pas une confession, ce fut un entretien de frère à sœur. Blanche m'avoua qu'elle était bien agitée. Le colonel l'occupait beaucoup, et pourtant elle sentait que ce n'était pas là le doux rêve de sa vie. C'était comme une violence que l'homme faisait à son âme. L'appel du Sauveur, plus vague et plus tendre, la faisait rêver. Je vis bien que les sens avaient parlé, mais j'espérai lui enseigner délicatement à les vaincre.

Je portai une grande ardeur dans mon entreprise, et durant plusieurs mois, où tantôt la confession, tantôt les entrevues chez sa mère et au couvent établirent des relations suivies entre nous, je la vis s'avancer dans la voie sainte au point de me faire croire que je l'y avais assurée pour jamais. Combien elle eût été heureuse si elle eût persévéré! Mon affection, ma sollicitude pour elle étaient devenues en moi comme une seconde vie. Toutes les forces de mon âme étaient tendues vers ce but de conserver vierge pour l'hymen du Christ cette âme digne de lui seul. A l'idée qu'un homme, et un homme sans croyances, se flattait de la profaner, j'étais dévoré d'indignation.

Blanche semblait sauvée, mais elle fut imprudente. Elle ne savait rien cacher : elle avoua à son père son désir de prendre le voile. Dès lors M. de Turdy, qui au fond prisait médiocrement La Quintinie, s'appuya sur ce dernier pour soustraire la néophyte à l'appel

du Seigneur. Il effraya Mme de Turdy, qui était pieuse, mais qui avait le caractère faible; il pesa sur la piété filiale de Blanche. Il permit au colonel de la voir plus souvent. Enfin ils ébranlèrent ma pauvre sainte et me l'enlevèrent au moment où, appelé à d'autres fonctions, j'étais forcé de changer de résidence.

Je partis, la mort dans l'âme, pour ma première et dernière cure. C'était une ville de troisième ordre, peu éloignée de celle que je quittais. Mme de Turdy vint m'y trouver bientôt sans sa fille. Le mariage était décidé. Blanche avait juré à son père qu'elle ne serait pas religieuse. La mère elle-même s'en réjouissait, car elle avait eu peur de me voir trop bien réussir; mais elle était également effrayée de donner sa fille à un incrédule. Elle me priait, puisque j'avais eu et pouvais avoir encore de l'influence sur elle, de lui écrire pour exiger qu'elle fît de sa main le prix de la conversion du colonel. J'écrivis deux fois, trois fois. Pas de réponse! Un jour on m'apporta un billet de faire part. Blanche était mariée.

La douleur et la colère que j'éprouvai me firent craindre d'avoir trop aimé cette jeune fille;... trop aimé,... était-ce possible? peut-on aimer trop quand on aime en Dieu et à cause de Dieu? Je l'avais mal aimée,... peut-être; non! Je scrutai en vain ma conscience. L'amour terrestre n'était plus en moi depuis longtemps; je l'avais terrassé, je l'avais tué, je le méprisais... Quand je sentais la chair se révolter, je ne prenais pas le change, et jamais dans mes rêves, même involontaires, la figure de Blanche ne s'était mêlée aux fantômes de la tentation.

Je l'avais aimée avec l'âme, et pendant quelque temps mon âme fut comme brisée. Je ne sentais plus aucune ambition mondaine. Je demandai à m'effacer dans le clergé secondaire, à m'éloigner de cette province où j'avais trop souffert. Je fus appelé à Paris; mais le colonel et sa femme y étaient sans que je m'en fusse informé. Un jour que je prêchais à l'église de ***, je vis Blanche au pied de la chaire. Je la vis sans trouble et sans joie. Je ne l'estimais plus; je savais qu'elle avait tout cédé, et que le colonel continuait à nier Dieu et à braver l'église. C'était sous Louis-Philippe. Il craignait d'être pris pour un légitimiste; il voulait de l'avancement.

Après le sermon, comme je me retirais vers la sacristie, je vis que deux femmes me suivaient : l'une était Blanche, dont un voile de dentelle cachait mal la pâleur et l'émotion; l'autre était une pieuse amie qui l'avait amenée au sermon; elles demandaient à me parler.

Ce fut l'amie qui prit la parole. — Je vous ramène, dit-elle, une brebis égarée. Elle est troublée dans sa foi; elle souffre. Pendant quelque temps, elle a essayé de se rattacher au monde; elle a échoué. Votre sermon vient de la rappeler à la religion. Elle veut

vous ouvrir son cœur; mais, avant de se confesser à vous, elle voudrait vous parler comme à un ami. Venez chez moi demain à onze heures du matin. Personne ne vous troublera.

Je refusai. J'avais échoué dans la plus modeste de mes tentatives, celle de faire présider la plus simple des conditions chrétiennes au mariage de Mlle de Turdy. J'avais donc manqué d'ascendant et de persuasion. Elle devait choisir un guide plus éloquent et plus éclairé que moi.

Elle releva son voile, et je vis sa figure inondée de larmes. — Nul autre que vous! dit-elle; si vous me repoussez, je suis perdue, damnée à jamais. Votre devoir est de me réconcilier avec Dieu, ou mon éternel malheur pèsera sur votre conscience.

Je dus céder et promettre. Le lendemain, à l'heure dite, j'étais chez son amie, qui nous laissa seuls dans un salon réservé.

— Avant que je vous demande d'entendre ma confession, dit Mme La Quintinie, j'ai à vous raconter l'histoire de mon mariage, et je serai forcée de vous parler des personnes qui m'entourent. Cela est permis dans un entretien amical. Écoutez-moi. « Je n'ai jamais aimé M. La Quintinie depuis le premier jour où vous m'avez démontré que je ne pouvais ni ne devais aimer un incrédule. Il y a de cela deux ans. A partir de cette époque, j'en ai aimé un autre; mais je ne m'en suis pas accusée en confession, ce ne pouvait pas être un péché; c'était une sainte amitié qui ne pouvait aboutir au mariage. J'avais donc l'esprit tranquille et le cœur rempli; la preuve, c'est que l'idée de me consacrer à la virginité m'était douce, et que mon père m'a désespérée en s'y opposant.

« Quand j'ai dû renoncer à vaincre sa résistance, il s'est passé en moi des choses étranges dont je me confesserai ailleurs qu'ici. J'ai cru devoir lutter contre moi-même, obéir à mon père et m'efforcer d'aimer M. La Quintinie. Je n'étais pas forcée de me prononcer pour ce dernier; au contraire, mes parens me priaient d'attendre et de réfléchir, mon père parce qu'il trouvait le colonel frivole et inintelligent, ma mère parce qu'elle le voyait impie.

« Pourquoi me suis-je obstinée à le choisir? Parce qu'il m'a effrayée de votre influence... Ne me demandez point d'autres explications. Au tribunal de la pénitence, vous m'interrogerez. Je vous dis seulement ici en toute sincérité que j'ai cru faire mon devoir en ne répondant pas à vos lettres et en consentant, après une lutte vaine, à hâter mon mariage, sans conditions, au gré du colonel.

« Hélas! j'ai été bien punie de mon erreur! Les embrassemens de cet homme m'ont été odieux. Je ne savais rien du mariage, je ne pressentais rien, je ne devinais rien. Je croyais que l'amour conjugal était pure affaire de cœur, et qu'en échangeant ses pensées ou

arrivait à imposer une douce persuasion en même temps qu'à la subir. Je m'imaginais qu'ayant cédé ma main et perdu mon nom sans exiger de mon mari aucun engagement religieux, je l'amènerais à croire ce que je croyais; mais quoi! le lendemain du mariage j'avais perdu tout espoir d'ascendant sur lui : j'étais sa chose, Dieu ne pouvait plus me réclamer. Je n'avais plus qu'à partager sa vie, ses goûts, ses habitudes, à subir ses caresses et à me dire heureuse ou à me taire. Voilà ma désillusion, mon opprobre, mon désespoir. Je porte dans mon sein le gage de cette union terrestre qu'il plaît aux hommes d'appeler l'amour. J'espère et je désire mourir en mettant cet enfant au monde. C'est tout ce que mon mari voulait de moi; ma vie, à contre-cœur enchaînée, ne peut lui être d'aucune utilité. Mais, sentant bien que Dieu daignera m'affranchir du supplice d'appartenir à un autre maître que lui, je veux qu'il ait pitié de moi, qu'il accepte les larmes de mon repentir et qu'il me reçoive dans sa grâce. C'est pourquoi je suis venue à vous. »

Les aveux de Blanche étaient un douloureux triomphe pour l'esprit de vérité qui parlait en moi. Il était bien évident que cette délicate créature formée pour le ciel avait méconnu sa vocation et signé l'arrêt de son irrémédiable malheur en ce monde, en se laissant tomber dans les bras d'un homme. Elle m'apparaissait souillée, mais repentante. Elle ne m'inspirait plus d'enthousiasme, mais elle m'imposait une pitié profonde et le devoir de la consoler. Pourtant j'étais frappé d'un point mystérieux dans son récit, et je la priai en vain de s'expliquer; elle s'y refusa. J'eus peur, je fis tous mes efforts pour qu'elle s'adressât à un autre confesseur; elle fut inébranlable. Cette personne si faible et si douce était devenue sombre et tenace. Elle voulait être sauvée par moi, ou s'abstenir avec désespoir de toute religion, de toute croyance.

Le lendemain, j'entendis sa confession, qui me fit frémir. Je ne l'aimais plus, moi, je fus sans indulgence; je l'humiliai, je la brisai jusqu'à lui déclarer que je ne la confesserais plus jamais. J'ai tenu parole.

Vous m'approuvez peut-être? Eh bien! vous avez tort. Je me trompais, j'étais lâche, je n'étais pas à la hauteur de mon devoir. La confession de cette femme me troublait. Je m'étais cru un saint, je ne l'étais pas. Je craignais de commettre un sacrilége en écoutant, dans le temple du Seigneur, des aveux terribles. J'aurais dû puiser ma force dans la sainteté du sanctuaire et ramener cette âme par la patience, par la douceur, par l'impassible sourire d'une chasteté à l'abri de tout péril.

Je manquai de l'audace des saints et de la tranquillité des anges. Je sentis que je n'étais qu'un homme, et profondément humilié de

ma défaite, je repoussai durement l'infortunée en sauvant mon repos, mais en exaspérant son âme. Mon repos, ai-je dit. Hélas! il était perdu sans retour! J'avais aimé Blanche et je ne l'avais pas désirée; je ne l'aimais plus, et elle portait le délire dans mes sens! Je refusai obstinément de la revoir, et pour échapper à ses instances, à ses sommations, j'obtins dispense de confesser à l'avenir aucune femme.

Six mois se passèrent pour moi dans des austérités et dans des combats terribles. Je ne la voyais plus. Elle m'écrivait : je n'ai lu de son vivant que la première lettre; les autres, j'en ai pris connaissance après sa mort seulement, mais je les ai gardées toutes. Elles sont là, dans ce bureau. Je sentais que je serais peut-être accusé: je ne pouvais me dessaisir des preuves flagrantes de mon innocence,... mon innocence *de fait*, je dois ajouter ce mot, ne voulant rien vous cacher. Mon âme était coupable, si c'est être coupable que d'être aux prises avec une effroyable tentation à laquelle on ne cède point par le fait.

Un jour, le colonel La Quintinie entra chez moi : — Monsieur, me dit-il, je ne vous aime point, car vos lettres ont failli empêcher mon mariage; mais je vous crois sincère. Ma femme est fort malade; elle est dans un état d'exaltation religieuse qui fait craindre pour sa raison. Elle demande un prêtre et renvoie tous ceux qui se présentent. Enfin elle s'obstine à vous voir, et son médecin croit qu'il faut tenter de lui donner cette satisfaction. Je viens vous chercher, et je compte sur votre raison, sur votre prudence, sur votre charité enfin pour calmer ce pauvre esprit qui s'égare. Mme La Quintinie est une sainte; elle n'a rien à se reprocher, et elle se croit damnée! Dites-lui donc ce que vous avez mission de lui dire pour la sauver de ces épouvantes.

Je ne pouvais refuser sans donner de graves soupçons sur mon caractère, et d'ailleurs mon devoir était de marcher. Je suivis le colonel. Je trouvai Blanche debout, changée à faire frémir, et en proie à une crise des plus douloureuses. Elle tenait dans ses bras et couvrait de larmes et de baisers une petite créature de deux ou trois mois qu'elle avait voulu nourrir, et que, par ordre du médecin, il lui fallait confier à une nourrice. Cette enfant, c'était Lucie.

Dès que la pauvre femme me vit, elle s'apaisa, remit avec douceur aux bras de la nourrice l'enfant, qui criait, instinctivement effrayée des transports de sa mère. Blanche renvoya tout le monde, et quand nous fûmes seuls : « Ni épouse ni mère! dit-elle en fixant sur moi ses yeux sombres, redevenus secs; voilà votre ouvrage, à vous! Vous m'avez défendu d'aimer alors que j'aurais pu céder à mon premier instinct, et me contenter, comme tant d'autres, de

l'amour vulgaire d'un homme et de ses embrassemens grossiers. J'aurais pu être heureuse ainsi, n'aspirant pas à des félicités idéales, ne les connaissant pas, vivant d'une grosse vie matérielle employée à mettre des enfans au monde, à les allaiter et à m'oublier moi-même dans les devoirs de la famille. Vous n'avez pas voulu qu'il en fût ainsi; vous m'avez montré un corps nu et maigre, un homme d'ivoire étendu sur une croix d'ébène, et vous m'avez dit : Voilà ton époux, ton amant, ton ami. Ce n'est pas un homme, c'est un Dieu, une pensée, un rêve! Tu vivras de ce rêve qui te plongera dans des ravissemens infinis, et tu te perdras en des jouissances d'imagination auprès desquelles les profanes réalités de la vie ordinaire ne sont qu'abjection et souillure. Vous aviez raison. Tant que j'ai aimé l'époux céleste, j'ai été heureuse et sainte. Quand j'ai partagé la couche de l'autre, j'ai été avilie et j'ai rougi de moi... A présent je le hais et je me méprise. Pourquoi m'avez-vous laissé contracter ce lien? Pourquoi, lorsque j'avais peur de vous et de moi-même, n'avez-vous pas eu le courage de venir me trouver pour me dire : Que cet homme soit chrétien ou non, je ne veux pas que tu lui appartiennes! Tu es à Dieu, tu es à moi. Je suis ton Christ, je t'aime comme il t'aime, tu vivras avec moi et avec lui parmi les anges, et tu iras à Dieu sans avoir été profanée? — Voilà ce qu'il fallait faire, voilà ce qu'il fallait me dire. J'avais peur de vous!... je ne sais pas pourquoi! Je me trompais; j'étais aux prises avec l'esprit du mal qui voulait m'arracher à Dieu, et qui, parlant par la bouche de mon mari, me disait : Toutes les dévotes sont amoureuses de leur confesseur quand il est jeune. Alors moi je me disais : Suis-je donc *amoureuse?* Mais je ne savais ce que c'était que d'être amoureuse! Vous aviez tué mes sens en me faisant rougir du premier trouble de mes sens. Je rêvais de vous, je vous voyais étendu sur cette croix à la place du Christ, et dans mes songes je baisais vos blessures, ou j'essuyais vos pieds avec mes cheveux, et je ne me rebutais pas quand vous me disiez : Femme, qu'y a-t-il de commun entre vous et moi? — Était-ce là de l'amour profane? Non!... ou bien, si c'en était, il fallait ne pas craindre de m'avertir, de m'éclairer et de me remettre dans la voie. Vous ne vous êtes pas soucié de moi, vous disiez m'aimer si tendrement, et vous m'avez abandonnée! — Et à présent que vous savez mes troubles et mes douleurs, vous me chassez du confessionnal en me disant que vous ne voulez pas vous damner avec moi, et vous ne revenez que parce que mon mari vous ramène! Non! vous m'avez menti, vous ne m'avez jamais aimée! Vous n'aimiez rien que vous-même, vous vous sauveriez seul, en toute sécurité d'orgueil et d'égoïsme, sur les ruines d'un monde! Et moi je suis perdue, je suis damnée, vous l'avez dit. Je n'estime rien

sur la terre, je ne suis bonne à rien, je ne peux pas être une mère de famille, je ne peux plus devenir une sainte. Votre cœur me repousse, le ciel se ferme et l'enfer m'appelle. Laissez-moi donc, je veux mourir en maudissant Dieu, le Christ, vous et moi-même! »

Si je vous rapporte ces effroyables paroles dont le souvenir me glace encore, c'est qu'elles sont le résumé des plaintes, des blasphèmes et des reproches que cette malheureuse femme m'a toujours adressés depuis, soit par lettres, soit dans de courtes entrevues auxquelles je n'ai pu me soustraire. C'est qu'elles sont, j'en suis certain, l'objet et le texte de la confession que vous avez là entre les mains. Jugez si le père, l'époux ou la fille de Blanche doivent la lire!

Quant à moi, plié sous l'horreur de cette malédiction, je m'efforçais en vain de la conjurer : l'esprit de Blanche, frappé de délire, était complétement dévié de la ligne du vrai, ligne subtile et délicate à suivre, j'en conviens, pour les prêtres sans idéal et pour les femmes exaltées. En même temps qu'elle était une folle, la pauvre Blanche était pourtant une sainte aussi. Elle ne rêvait point de coupables transports, elle effleurait le bord des abîmes avec cette légèreté d'appréciation et cette absence de logique qui caractérisent les femmes. Elle ne voulait pas s'apercevoir du mal qu'elle me faisait; elle comptait pour rien la contagion que je pouvais recevoir de sa démence... Mais si elle avait les périlleux élans de sainte Thérèse, il lui restait quelque chose des ignorances ineffables de l'enfance. Le mariage, ne lui ayant point révélé l'amour, semblait parfois ne lui avoir rien appris, tandis qu'en d'autres momens la puissance de ses aspirations semblait avoir tout épuisé.

Je m'efforçai de redresser son jugement : je ne faisais qu'aggraver le mal; elle cherchait dans chacune de mes paroles un sens détourné; elle m'accablait d'arguties de sentiment d'une puérilité charmante et d'une perversité diabolique, elle voulait m'arracher le mot d'amour comme le gage de son salut... Il fallut faiblir comme fait le médecin qui accorde à l'obstination du malade le péril d'un dernier essai; je prononçai ce mot avec toutes les réserves de la plus austère chasteté. Elle fut calmée; elle baisa mes mains qu'elle arrosa de larmes; elle me promit de croire, d'espérer, de ne jamais plus retomber dans le blasphème.

Elle tint parole quelques jours; mais elle m'avait arraché la promesse de revenir, et je ne voulais pas reparaître. Le mari m'envoya chercher comme un sauveur.

Que vous dirai-je, monsieur? Ceci dura trois mois qui ont compté dans ma vie comme trois siècles, trois mois de tortures secrètes et de luttes cachées qui ont dévasté mon cœur et creusé mes tempes.

Cette femme, honnête et pure entre toutes, ne mettait pourtant pas son honneur et le mien en danger. Malade comme elle l'était d'ailleurs, elle n'avait de pensées que pour la tombe; mais son attachement pour moi s'épanchait en effusions d'une éloquence exaltée et d'un mysticisme voluptueux qui peu à peu me gagnaient comme une flamme de l'enfer. Il semblait que, se croyant perdue par moi, elle voulût me perdre à son tour en m'inoculant je ne sais quel venin de révolte contre le joug de mes devoirs. Je ne la désirais certes pas lorsque, muet et pâle auprès d'elle, je la voyais se débattre contre les approches de la folie ou de la mort; mais dès que je l'avais quittée, je la revoyais telle qu'elle m'était apparue à seize ans, pure comme les anges et belle comme la lumière! Et alors je l'aimais avec une passion rétrospective infâme, cette vierge qui n'avait pas fait battre mon cœur au temps de sa splendeur réelle. Je me surprenais à regretter et à maudire cette vertu qui m'avait semblé si facile, et par momens, enivré, égaré, idiot, je suivais dans la rue une jeune fille quelconque qui me rappelait Blanche adolescente. Je la suivais jusqu'à la première porte où elle disparaissait, et je rentrais chez moi, forcé de m'avouer que la honte seule et l'habit que je portais m'avaient retenu.

J'usai de tous les moyens que me suggéraient l'expérience des maladies de l'âme et la foi en Dieu comme remède souverain, pour ramener Mme La Quintinie à la vérité, pour la rattacher à son mari, à son enfant, à ses devoirs, à la vie. Je crus d'abord avoir pris de l'ascendant sur elle; mais je vis bientôt qu'elle me trompait et ne feignait de m'écouter que pour me ramener et me retenir à ses côtés. Elle se contenait quelque temps, puis elle débordait en folies étranges. Je me souviens qu'elle disait un jour : « Votre culte du Christ est une torture que vous nous imposez! Il est, ce Dieu-homme, le type de l'inflexible froideur. Cloué sur sa croix, il ne regarde que le ciel. Sa mère pleure en vain à ses pieds, il ne l'aperçoit même pas. Vivant de notre vie, il n'a réellement vécu qu'avec ses disciples. Doux et miséricordieux avec les femmes repentantes, il n'en a chéri aucune, et son platonique amour qui daignait bercer sur son cœur la blonde tête de saint Jean ne livrait à Madeleine que ses pieds et le bord de sa robe. Voilà pourquoi nous nous prenons pour lui, nous autres dévotes, d'une passion insensée, car, je le vois bien, nous n'aimons que ce qui nous dédaigne et nous brise. Nos désirs exaltés voudraient animer ce marbre qui reste froid sous nos caresses, et posséder cette âme qui nous lie sans se donner, qui nous excite sans nous apaiser jamais. »

Vous voyez, d'après ces égaremens, combien le profane et le sacré s'étreignaient chez Blanche dans une lutte fallacieuse, et com-

bien, en croyant aimer le Sauveur, elle le matérialisait dans sa pensée éperdue et troublée.

Je m'épuisais en vaines consolations, en vaines réprimandes. Un jour je fus forcé de la menacer de la colère de Dieu, si elle n'abjurait ses erreurs. Elle tomba dans une crise épouvantable. Son mari accourut au moment où elle m'accusait de la pousser dans l'enfer. Il ne comprit pas, il m'accusa de fanatiser sa femme au lieu de la tranquilliser. Je m'éloignai, content d'être chassé; mais il revint bientôt me demander pardon, et me prier de venir dire adieu à la malade. Il l'emmenait en Savoie. On espérait que l'air natal et la tendresse des parens la ranimeraient. Je compris que c'était un arrêt de mort et que je voyais Blanche pour la dernière fois.

Je la trouvai calme : elle sentait que sa tâche était finie. Elle prit Lucie dans son berceau, et, la mettant dans mes bras : — Je ne vous demande plus qu'une promesse pour mourir en paix, me dit-elle. Jurez que vous aimerez cette enfant comme si, par le sang et la chair, elle était votre fille!

Je le jurai.

— C'est qu'elle est votre fille, ajouta-t-elle : quand elle a été conçue dans mon sein, c'est à vous que je pensais, mon âme embrassait la vôtre, et l'esprit qu'elle a reçu de Dieu, c'est une flamme qui s'est détachée de votre esprit. Ne repoussez pas cette paternité intellectuelle, ne la méconnaissez jamais! Quand il vous sera possible de vous occuper de notre enfant, soyez son directeur, son guide, sa lumière. Que votre invincible vertu soit sa force, et si vous découvrez en elle la vocation religieuse, n'hésitez pas et ne faites pas avec elle comme vous avez fait pour moi. Préservez-la du mariage, qui est une honte et un abrutissement. Oh! oui, pour peu qu'elle soit intelligente et pieuse, ne la livrez pas à la domination avilissante que j'ai subie. Donnez-lui le courage de résister à son père et à son grand-père; cuirassez le cœur de la femme, qui est toujours un faible cœur; apprenez-lui à briser les liens de la famille et à ne connaître de loi que celle du Christ. Ne connaissant et n'écoutant aucun homme, elle sera l'épouse heureuse et fidèle du Sauveur, tandis que je n'ai été celle de personne. Jurez, oh! jurez par votre éternel salut que vous ne faiblirez pas!

A cette heure suprême des adieux, Blanche m'apparut comme une vraie sainte. Elle avait franchi le cercle des tentations et des orages en y laissant sa vie, mais elle emportait à Dieu son âme lavée et renouvelée. Je crus du moins qu'il en était ainsi. Ses prières étaient toutes chrétiennes et orthodoxes. Je lui jurai de veiller sur Lucie et de la vouer à Dieu ou de lui faire faire au moins un mariage chrétien, si elle m'accordait sa confiance.

Nous nous séparâmes sans crise. C'était au printemps. Au commencement de l'automne, j'appris sa mort, et je ne sus que peu de détails. Il m'a été dit que les parens et le mari lui-même m'accusaient de leurs malheurs. J'ai bien reconnu là l'aversion aveugle du vieux M. de Turdy contre le prêtre, quel qu'il fût, et la faiblesse irrésolue de sa femme et de son gendre. Je n'ai pu savoir quels aveux téméraires, quelles divagations terribles avaient pu errer sur les lèvres de la mourante : j'étais atterré, mais tranquille. Si j'avais péché en esprit, le secret de mes souffrances était entre Dieu et moi, je n'avais rien à me reprocher devant les hommes.

Navré, mais victorieux de mon trouble, je m'étais donné à une vie studieuse et retirée dont j'éprouvais le besoin après une telle tempête. Je fus longtemps malade, et quand je repris force et santé, la *société* me proposa une tâche active et militante. Je réclamai la plus obscure et celle qui me mettait le moins en contact avec le monde. On m'avait cru ambitieux, et je dois avouer qu'on ne me sut pas très bon gré de ne l'être pas. On pensa que je manquais de zèle, et que mon vœu de ne plus confesser les femmes était incompatible, sinon avec mes devoirs, du moins avec mon influence. Je fus oublié parce que je n'étais ni dangereux ni nécessaire. Je végétai quinze ans dans l'ombre. Ces années ont été les plus douces de ma vie et les plus fécondes pour mon salut. Ne pouvant vaincre le vieil homme de vive force comme je m'en étais flatté trop vite, je l'ai laissé doucement s'éteindre dans les fatigues de l'étude. Je suis devenu savant en théologie, me réservant pour l'âge où je ne sentirais plus les passions me menacer, et cet âge est venu plus tôt que je ne l'espérais. Je dois dire que le souvenir de Blanche m'a été salutaire. Cette âme retournée au ciel ne m'apportait plus que des consolations et des promesses. Elle avait tant souffert en ce monde qu'elle devait être pardonnée, et le mal qu'elle m'avait fait souffrir par contre-coup était une rude et salutaire leçon dont mon humilité avait fait son profit. Je pensai donc à elle peu à peu et bientôt tout à fait sans amertume et sans effroi.

Et puis notre dernière entrevue avait allumé dans mon cœur une sainte tendresse pour l'enfant qu'elle avait recommandé à mes soins. Elle avait dit vrai, la pauvre Blanche! Lucie était ma fille spirituelle. Tout le monde autour d'elle était incrédule. Mme de Turdy était morte. Probablement on élèverait l'enfant dans l'ignorance de Dieu. Que faire pour me rapprocher d'elle? Je ne le savais pas, mais je me tenais dans l'attente de quelque circonstance favorable, et c'est surtout pour être libre d'en profiter que je restais sans emploi et sans liens.

Je pensai souvent à reprendre mon nom véritable et à endosser

l'habit séculier pour m'établir en Savoie, où personne ne me connaissait, sauf M. La Quintinie, qui, en raison de son service, était presque toujours absent; mais pourrais-je approcher de Lucie, gardée par son grand-père?

Je fis agir les affiliés de mon ordre, j'eus des renseignemens. M[lle] de Turdy, sœur du grand-père de Lucie, était pieuse. Elle devait laisser à l'enfant une fortune assez considérable; mais elle pouvait menacer de léguer ses biens à l'église, si sa petite-nièce n'était pas élevée dans la religion. La *société* pesa sur l'esprit doux et nonchalant de cette vieille fille. Ce ne fut pas sans peine qu'on l'amena à discuter avec son frère. Son confesseur n'était pas des nôtres, et vivait innocemment de la vie du siècle. Enfin, après deux ou trois ans de patiens efforts et d'adroites influences, on mit la tante en état de se prononcer et de l'emporter. Lucie fut envoyée à Paris au couvent de ***, que j'avais désigné, et dont je m'étais fait nommer directeur à l'insu de la famille.

Lucie avait déjà treize ans quand je la vis enfin. La figure et la voix de cette enfant remuèrent en moi des fibres inconnues. C'était Blanche plus forte, plus enjouée, parfois aussi sérieuse, mais jamais mélancolique; une santé florissante, une volonté douce et ferme, un esprit droit et logique, point de rêverie et beaucoup de réflexion, de la décision dans le caractère et une bonhomie sympathique. Voilà ce que sa mère eût dû avoir pour être une chrétienne heureuse, ce qui lui avait manqué, et ce que pourtant elle avait pu donner à sa fille : mystère insondable de la nature humaine que vos physiologistes et vos psychologues n'expliqueront jamais sans admettre l'action d'une volonté particulière et déterminée venant de Dieu seul. J'avais tremblé que Lucie ne ressemblât à son père. Elle n'avait rien de lui, si ce n'est la santé et un grand besoin de mouvement physique.

Je veillai à ce que ses instincts ne fussent point contrariés. Je voulais la connaître, la voir éclore à la religion, qu'elle ne connaissait pas, et qu'elle semblait chercher sans angoisse et sans parti-pris. Je veillai aussi au choix du premier confesseur. Je le voulus doux et strict, point curieux et point ergoteur. Je le voulus vieux et chaste, mort aux passions et naïf comme un enfant. Je ne lui adressais jamais de questions, je me bornais à quelques avis particuliers. Il me dit seulement, un jour que les enfans défilaient dans le cloître : « En voici une qui ne donnera point de peine à ses directeurs: elle est née sainte. » C'était Lucie qu'il me montrait.

Lucie était née sainte en effet. Dès qu'elle connut la religion, elle en prit le côté le plus fort et le plus calme; elle ne s'attacha qu'à savoir ce qui était le bien et le mal, et d'un élan souverainement déterminé, d'un mouvement royal, si l'on peut dire ainsi, elle chassa

cet inconnu, ce tentateur qui n'avait pas encore osé lui parler. Dès qu'elle sentit le beau, le vrai, le bien, elle résolut de s'y dévouer, et elle m'annonça que, n'importe dans quel état de la vie, elle vivrait pour la charité. C'était m'interdire l'initiative quant au choix de l'état. Je sentis que j'avais affaire à une force vive, que Dieu était en elle, et que je ne devais point devancer son œuvre. D'ailleurs j'étais devenu calme et fort, moi aussi. Je n'étais point persuadé que le monde fût aussi dangereux que je l'avais jugé dans ma jeunesse. Je l'avais pratiqué sans bruit, il ne m'avait pas ébranlé. Je ne m'alarmai pas de l'expérience que Lucie pourrait faire à son tour. Je la sentais mieux trempée que moi. Elle n'avait rien à vaincre, par conséquent rien à craindre.

Durant ces trois années que Lucie passa au couvent, je fus son principal instituteur, et pas une seule fois elle ne fit appel à ma direction pour un cas de conscience. Mon influence sur elle fut toujours celle d'un ami et d'un père, jamais celle d'un juge. Combien elle m'était chère, cette noble et sereine enfant qui me révélait dans le sens le plus divin les joies de la paternité! Comme j'étais fier d'elle devant Dieu! comme je sentais la vaine fragilité des liens de la chair et du sang, moi qui goûtais dans la plénitude d'une tendresse si pure tous les attendrissemens du cœur et même le tressaillement sacré des entrailles! J'étais forcé de lui cacher le lien mystérieux qui m'attachait à elle, et je devais m'interdire toute démonstration d'une sollicitude trop exclusive; mais lorsque, du fond de la salle du couvent où il m'était permis d'aller me reposer de mes leçons, je la voyais assise à son pupitre près d'une fenêtre de la classe, grave, attentive et belle comme la sagesse, ou folâtrant dans le jardin avec l'énergie de sa vaillante nature, je versais des larmes involontaires, et j'étouffais entre mes lèvres ce cri de mon cœur : Ma fille! ô ma fille!

Quand elle eut seize ans, son grand-père la rappela près de lui. Ce fut pour moi un déchirement atroce; mais Lucie ne devait pas s'en douter : elle ne s'en douta pas.

Seulement il me fut impossible d'habiter Paris quand elle fut partie. Je ne pouvais plus reprendre à rien. Sans cesser d'être un chrétien, j'étais devenu, sous le charme de cet amour de père, plus homme qu'il ne fallait. Je me rappelai que j'étais prêtre, ma tâche d'homme était accomplie; j'avais tenu le serment fait à Blanche, j'avais initié sa fille, et je croyais être sûr qu'elle serait religieuse, ou qu'elle épouserait un vrai catholique. Il ne s'agissait plus que de veiller de loin sur elle, puisqu'il m'était interdit de veiller de près. D'ailleurs il valait mieux peut-être qu'il en fût ainsi. En cessant d'être une enfant, Lucie ne devait pas ressentir mon influence trop directe. Si elle se vouait à Dieu seul, elle était de ces âmes qui ne

doivent pas être trop dirigées. Et puis elle était si jeune! Pour le cloître comme pour le mariage, je n'ai jamais admis qu'on dût être mineur.

Je lui fis promettre de m'écrire régulièrement tous les trois mois, et j'acceptai un emploi en Italie, pays que mon origine et ma langue maternelle m'avaient toujours fait regarder comme ma patrie.

Ce qui s'est passé là ne rentre pas dans le récit que je vous dois, mais je le résumerai en peu de mots pour vous expliquer mon retour et ma conduite en présence du mariage auquel Lucie a donné malgré moi son assentiment.

J'avais été heureux, j'étais devenu optimiste. A mon insu, et comme l'onde qui creuse le rocher en tombant goutte à goutte, la tiédeur m'avait entamé, non la tiédeur quant aux vertus nécessaires à l'homme et à l'amour divin, mais un relâchement quant aux doctrines. Cet ennemi de la vraie foi que vos philosophes ont invoqué sous le nom de *tolérance*, les catholiques de ce temps-ci ont eu la faiblesse de s'en piquer à leur tour pour se soustraire aux reproches et pour se défendre de l'accusation de fanatisme. Ceci est l'œuvre du respect humain, autrement dit de la mauvaise honte. C'est un pervertissement de la croyance et une défection du dévouement. L'esprit pratique de la société de Jésus a cru devoir tourner au profit de sa propagande cette tendance à la mansuétude. L'intention était belle et bonne, j'en avais été séduit. J'arrivai à Rome, l'âme pleine de douceur, l'esprit nourri de transactions subtiles et tendres qui me semblaient des moyens généreux et sûrs pour étouffer dans le triomphe de la charité chrétienne universelle les dissidences et les protestations.

Je fus repris, je n'étais pas dans la voie tracée par les nécessités du temps. L'église menacée était forcée de se faire revendicatrice devant l'usurpation de ses droits de souveraineté. Je luttai contre des raisons tirées de nécessités passagères, et qui me semblaient compromettre l'esprit et l'avenir de la religion. On m'imposa silence. Je n'eus point de dépit, mais j'eus beaucoup de douleur. Ma foi fut même ébranlée, et je dus avoir recours à l'ascétisme pour dompter en moi l'esprit de révolte. Un instant j'eus peur de penser comme Lamennais!

C'est alors que je rencontrai le père Onorio, qui me ramena à la soumission, à l'orthodoxie et au travail sur moi-même, bien autrement difficile et méritoire que la vaine science des discussions. Vous avez vu et entendu cet homme inspiré : vous savez maintenant non ce que je suis, mais ce que je voudrais être.

Sans la défection de Lucie, j'arrivais au bonheur, le seul bonheur de l'homme en ce monde, la recherche absolue de la perfection.

J'avais depuis un an arrangé mon existence et disposé mes affaires pour une retraite définitive, où le père Onorio eût été mon maître et mon guide, Lucie mon élève et mon ouvrage. J'eusse versé dans cette jeune âme les trésors de sainteté que l'apôtre eût versés dans la mienne. J'étais, par l'habitude d'enseigner Lucie et de me servir des formes de raisonnement et de langage qui nous étaient communes, l'intermédiaire naturel entre la rude sainteté du vieillard et la délicate candeur de l'enfant.

Je rêvais pour nous trois un paradis de renoncement et de dévouement sur la terre. Je fondais ma chartreuse dans ce beau pays, et j'y attendais le jour où Lucie, dégagée de ses devoirs envers son aïeul, n'aurait plus à lutter que contre un père sans légitime influence sur son esprit. En m'établissant non loin d'elle, je comptais être à même de soutenir jusque-là sa foi et de raviver son zèle. Lucie m'avait écrit plusieurs fois de suite qu'elle avait de plus en plus l'amour de la retraite, le mépris du monde, le besoin de mettre d'accord sa vie et sa croyance en se consacrant à Dieu.

Elle ne paraissait pourtant pas décidée à prononcer des vœux; mais était-il nécessaire qu'elle s'engageât par serment, qu'elle coupât ses beaux cheveux et qu'elle se vêtît de serge, cette fille chérie, cette femme vaillante, qui offrait à l'aumône sa vie, sa fortune et son cœur? S'il en devait être ainsi, je laissais dans ma pensée le soin de la décision au père Onorio. Rien ne pressait, car je ne voulais point que Lucie abandonnât son grand-père au bord de la tombe.

Vous savez le reste, monsieur. Déjà une ou deux lettres de Lucie m'avaient fait pressentir une modification dangereuse dans ses idées. Je me hâtais, mais non pas au gré de mon impatience. Une fortune matérielle m'était tombée du ciel. Un pauvre parent de ma mère, celui qui m'avait adopté, avait reçu pour moi un million, à la condition de ne jamais trahir et de ne jamais me révéler à moi-même le secret de ma naissance. Ce million, ce devait être mon monastère. Il me fallait rassembler les fonds épars dans plusieurs banques. Quand j'arrivai enfin ici à l'improviste, il était trop tard! On m'avait aliéné, on m'avait volé le cœur de ma fille!...

Ici la voix de Moreali fut étouffée par les sanglots. M. Lemontier l'empêcha de rien ajouter. — Votre confession est complète, lui dit-il. Je sais à présent tout ce qui s'est passé en vous, et je vais vous le dire à mon point de vue, qui n'est pas le vôtre. Je ne me permettrai aucun blâme personnel, car si vous m'avez dit la vérité, et je crois que vous me l'avez dite...

— Lisez les lettres de Blanche, lisez-les! s'écria Moreali.

— Non, j'aime mieux vous croire librement.

— Mais moi, je ne veux pas de générosité! Lisez!...

RÉSUMÉ.

M. Lemontier parcourut les lettres que l'abbé lui montrait, et, les trouvant conformes à la sincérité de son récit, il les lui rendit avec calme, et reprit : — Donc je vous sais honnête, et je crois à l'élévation de vos sentimens et de vos idées. Je n'ai pas attendu jusqu'à ce jour pour voir en vous l'homme de mérite et de conviction que mon fils m'avait dépeint, et vers lequel ses sympathies l'avaient entraîné à première vue; mais à première vue aussi il avait découvert en vous une plaie profonde, et cette plaie, je l'appellerai suicide moral, violation des lois de la nature.

La nature est sainte, monsieur, ses lois sont la plus belle manifestation que Dieu nous ait donnée de son existence, de sa sagesse et de sa bonté. Le prêtre les méconnaît forcément. Le jour où l'église a condamné ses lévites au célibat, elle a créé dans l'humanité un ordre de passions étranges, maladives, impossibles à satisfaire, impossibles à tolérer, souvent difficiles à comprendre : appétits de crime, de vice ou de folie qui ne sont que la déviation de l'instinct le plus légitime et le plus nécessaire. Et par une monstrueuse inconséquence, en même temps que les conciles décrétaient la mort physique et morale du prêtre, ils lui livraient les plus secrètes intimités du cœur de la femme, ils maintenaient la confession.

Je ne discuterai pas contre vous, je sais que vous ne me céderez rien. Je pose les deux réformes ou tout au moins une des deux réformes que Dieu commande depuis longtemps à l'église inerte et sourde : mariage des prêtres ou abolition de la confession.

Je ne dis pas seulement qu'il faut abolir la confession pour les femmes, je dis qu'il faut l'abolir aussi pour les hommes, à moins que le prêtre ne soit libre de se marier, auquel cas les catholiques des deux sexes seront libres de se confesser au père de famille qui connaît et apprécie les devoirs de la famille, ou au célibataire obstiné qui méconnaît et transgresse les premiers devoirs de l'humanité. Je bornerai là ma critique de vos prétendus devoirs envers Dieu et de vos prétendus droits sur les âmes; mais je suis forcé de vous dire que nous n'apprécions pas Dieu de la même manière, notre foi ne le voit pas avec les mêmes yeux, notre cœur ne l'aime pas de la même façon. C'est notre droit à chacun, la liberté de conscience m'est sacrée. Je ne réclame que le droit égal pour chacun de nous de proclamer sa religion et de la pratiquer. Je sais que vous prétendez que les philosophes n'ont point de religion; moins avancés que les pères de l'église et que les grands esprits de la renaissance, vous damnez Platon et tous ceux qui ont développé ses

doctrines, sans vouloir reconnaître que Jésus les reprend et les complète. Vous nous reprochez de ne point avoir d'église ni de culte, sans vous apercevoir que vous nous défendez d'en avoir qui ne soient pas les vôtres, et que jusqu'ici presque tous les gouvernemens nous ont interdit d'être autre chose en public que catholiques, protestans ou israélites. Vous ne faites même point grâce aux schismatiques : les grecs vous sont plus odieux que les musulmans, et le jour où une centaine d'adeptes d'une religion nouvelle se réuniraient pour bâtir ou dédier un temple en France, vous le feriez fermer par l'autorité civile, quelle qu'elle fût, car vous la contraindriez à cette mesure de prudence en soulevant l'émeute du fanatisme autour des sanctuaires nouveaux.

A quelque église que nous appartenions, nous ne sommes donc pas libres de la fonder et de la manifester, et le reproche que vous nous adressez est l'équivalent de cette naïveté d'un prédicateur étranger qui disait : « La preuve que le divorce choque les mœurs, c'est qu'on n'en a pas vu un seul cas depuis qu'il est supprimé. »

Nous ne nous tenons donc pas pour convaincus de manquer de religion. Nous croyons être au contraire en grand travail de cœur et d'esprit pour poser les formules de la nôtre dans le silence auquel on nous condamne, et si nous ne pouvons écrire et parler, nous ne sommes point effrayés de ce recueillement forcé où s'élaborent la science de Dieu et la vie de l'église future.

Permettez-moi donc de vous parler comme un homme religieux à un homme religieux; je dirai plus, comme un prêtre à un autre prêtre, car je vous déclare, sans orgueil, que j'ai voué ma vie à la recherche de l'idéal divin, et que j'ai travaillé tout autant que vous à me rendre digne de cette mission. C'est pourquoi il vous faut dépouiller un instant l'orgueil du prêtre catholique et m'écouter comme un véritable chrétien écoute son frère et son égal.

Je crois fermement que vous êtes dans l'erreur, ce qui ne m'empêche pas de respecter votre caractère, votre personne, votre vie, vos biens, vos symboles, vos temples, vos livres, vos monastères, vos prédications, tout ce qui manifeste votre croyance sincère. Si la même liberté, protectrice du droit de tous, est assurée à tous, votre erreur ne m'offense, ne m'inquiète, ni ne m'afflige. Elle durera ce que durent les erreurs, longtemps peut-être encore, mais pas assez pour produire les mauvais fruits du passé. La marche libre de l'esprit humain y mettra bon ordre; vous serez forcés d'ouvrir les yeux quand la violence ne sera ni pour ni contre vous.

Votre erreur, je vous l'ai dite : vous croyez à un Dieu proscripteur de la vie et réformateur de la nature, c'est-à-dire en guerre avec son œuvre, et défendant à l'homme d'être homme. Pour donner plus de poids à l'inconséquence de votre Dieu, vous lui donnez

le goût des éternels supplices, vous en faites un cabire autrement terrible que ces fétiches barbares qui voulaient boire du sang avec leur gueule de bronze. Ce ne serait rien pour un Dieu si avide; vous lui avez donné l'enfer, d'où pendant l'éternité s'exhalera, pour réjouir sa justice, l'odeur de la chair toujours brûlée, toujours dévorée et toujours palpitante! Magnifique invention à laquelle des millions d'hommes croient encore, et que vous ne voulez pas renier malgré les douloureuses protestations de quelques-uns de vos plus grands saints!

Monsieur l'abbé, quand vous voudrez que nous fassions un pas vers votre église, commencez par nous faire voir un concile assemblé décrétant de mensonge et de blasphème l'enfer des peines éternelles, et vous aurez le droit de nous crier : « Venez à nous, vous tous qui voulez connaître Dieu... » Jusque-là vous nous faites peur, et nous nous demandons si vous êtes des chrétiens et des hommes. Quant à votre Dieu impitoyable, nous jurons sur notre âme éternelle et sur notre Dieu sublime que nous le reléguons dans les ténèbres des premiers âges de l'humanité. C'est un croyant qui vous parle, un croyant aussi ardent, aussi indigné que vous, aussi enthousiaste de son Dieu que vous l'êtes du vôtre, un croyant qui proclame avec Platon, avec Jésus, avec Leibnitz, avec les vrais chrétiens, la conscience de Dieu, c'est-à-dire le Dieu intellectuellement accessible à l'homme, que vous nous accusez tous, pêle-mêle, d'avoir noyé dans les notions d'un faux panthéisme. C'est un croyant qui proclame sa propre immortalité et l'espoir de sa conscience future, c'est-à-dire la notion de sa personnalité dans les sphères du progrès infini; c'est enfin un croyant dévoré d'amour pour la vérité divine et parfaitement détaché d'avance des vanités de la terre, mais passionnément attaché à ce qui n'est pas vanité terrestre, à ses devoirs d'homme, et regardant l'accomplissement de ces devoirs, tels que Dieu les lui a tracés, comme le marchepied de son progrès dans l'échelle ascendante des récompenses.

Je sais qu'on peut longuement discuter sur la limite des droits et des devoirs de l'homme, et que l'église, au nom du Christ, a fait une grande chose en traçant des règles de conduite; mais elle a oublié que les cercles devaient être élargis de siècle en siècle avec les horizons de la science, et elle les a rétrécis au contraire. Elle s'y est enfermée elle-même jusqu'à tuer ses propres lévites, témoin le célibat des prêtres, arrêt de mort qui n'est pas d'institution primitive.

Pour ne parler ici que de la nécessité de cette dernière réforme, vous devez me permettre de vous citer à vous-même comme un exemple saisissant, exemple d'autant plus précieux pour moi qu'il n'est pas exceptionnel, que vous êtes un honnête homme et un bon prêtre, que l'on peut sonder les replis de votre cœur sans effroi,

sans répugnance, et sans risquer de blesser en vous le sentiment que vous avez de votre propre dignité...

L'abbé, qui avait écouté jusque-là M. Lemontier dans une attitude fière et morne, les regards fixés sur le plancher, releva ses yeux clairs et profonds, et les attacha avec curiosité sur ceux du philosophe.

M. Lemontier continua :

Vous vous êtes dépeint vous-même avec beaucoup de modestie et de loyauté; vous avez pensé, dans votre première jeunesse, que vous n'étiez pas né pour être prêtre. Aucun homme n'est né pour cela. Vous n'étiez ni plus ni moins doué qu'un autre des vertus nécessaires au suicide. Je ne connais pas ces vertus-là. Dieu, qui a dit à l'homme *tu vivras*, ne les accepte ni ne les encourage; lui demander d'éteindre nos sens, d'endurcir notre cœur, de nous rendre haïssables les liens les plus sacrés, c'est lui demander de renier et de détruire son œuvre, de revenir sur ses pas en nous y faisant revenir nous-mêmes, en nous faisant rétrograder vers les existences inférieures, au-dessous de l'animal, au-dessous de la plante, peut-être au-dessous du minéral!

Tel est l'état de sainteté auquel aspire le père Onorio; mais il est homme malgré lui, et il connaît le zèle de la colère, les ivresses de l'anathème. Ne pouvant être chrétien, il s'est fait pythonisse.

Quant à vous, visant à ce prétendu état de sublimité, vous vous êtes embarqué sur le vaisseau-fantôme qui erre éternellement dans les brumes et dans les glaces, sans pouvoir aborder jamais et sans pouvoir rentrer dans les cercles de la vie. Vous aviez, dites-vous, certaines vertus chrétiennes innées, certaines autres rétives, et vous avez cru devenir un chrétien complet en abandonnant pour l'état ecclésiastique les vrais devoirs du christianisme. Pour vous guérir de l'ambition, vous vous êtes affilié à une société dont l'ambition est d'anéantir le monde à son profit; pour vous guérir de l'orgueil, vous avez embrassé un état qui se proclame supérieur à l'humanité et tient la société laïque pour un monde inférieur et secondaire; pour vous guérir de la luxure, vous avez prononcé des vœux qui, vous défendant de posséder légitimement une femme, livraient toutes les femmes aux convoitises de votre imagination.

Vous avez combattu avec vaillance et vous avez triomphé. Je ne puis vous en faire un mérite; j'admire pourtant votre force, comme j'admire celle d'un équilibriste audacieux, comme j'admire l'éloquence délirante du père Onorio, comme j'admire toutes les manifestations de la puissance humaine, même lorsqu'elle lutte contre sa propre sécurité, contre son propre développement, contre sa propre raison d'être. L'homme est très fort, monsieur, je le sais, et vous êtes particulièrement fort de volonté; mais la plante que

l'on prive d'air et de lumière et qui pousse des rejets disproportionnés jusqu'à la surface d'une mine est bien forte aussi; les racines qui percent le ciment et le granit ont aussi une puissance de vitalité où l'on sent le souffle de Dieu. Je ne m'étonne donc pas outre mesure de voir un homme d'honneur tel que vous résister à dix ou vingt ans de tortures pour rester fidèle à un serment qu'il croit indélébile et rester vierge sous les étreintes de ce que vous appelez le démon de la chair.

Mais, pour être resté vierge, vous croyez être resté pur, et cela n'est point. Certaines pensées, que vous les classiez dans la distinction très fictive des péchés volontaires ou des péchés involontaires, souillent et flétrissent l'âme autant et plus que les actes de franche débauche. Prenez-y garde : dans votre adolescence, la femme vous attirait en même temps qu'elle vous faisait horreur. Vous aviez des envies de l'étreindre et de la tuer ensuite. Si, lorsque, dévoré d'amour *rétrospectif* pour Blanche de Turdy, vous aviez succombé à la fascination de ces jeunes filles que vous suiviez dans la rue jusqu'à leur porte, je ne suis pas sûr que vous n'eussiez pas encore été tenté de les étrangler avant de repasser le seuil de votre perdition.

Et pourtant vous avez horreur du crime, et vous n'avez rien d'un homme vicieux! Vous avez au contraire les plus nobles instincts et le goût de la vertu; mais vous avez jeté un défi à la nature, et dans sa réaction elle vous a mis tout près de ces forfaits dont on voit tant d'atroces exemples, crimes que, selon moi, les lois civiles ne devraient pas atteindre, puisque, d'accord avec les lois religieuses, elles refusent aux prêtres le mariage civil.

Vous répondrez que vous avez vaincu pour votre compte, et qu'il n'est donc pas impossible de vaincre. C'est où je vous attends. Je vais vous montrer les fruits amers et vénéneux de votre victoire.

Je ne vous répéterai pas ces terribles argumentations de Blanche, si fidèlement rapportées par vous. Elle avait mille fois raison contre vous, cette malheureuse femme! Vous l'aviez prise enfant, vous l'aviez enveloppée d'un amour de prêtre, amour d'une nature particulière, que vous déclarez chaste et que je déclare perverse, puisque cette chasteté est le résultat d'un instinct perverti. Cet amour-là, qui vous laissait calme, s'insinuait dans le cœur de l'enfant comme le serpent dont la douce voix et les yeux caressans surprirent Ève dans le paradis. Vous étiez beau, vous l'êtes encore; vous êtes éloquent, vous étiez séduisant dans la chaire, à l'autel, partout où elle vous voyait. Dans le confessionnal, votre souffle mêlé au sien, après avoir fait passer le froid de la mort sur son premier amour, faisait éclore peu à peu, à son insu et au vôtre, un autre amour plus profond, plus tenace, plus ardent, cet amour dont elle est morte, ne pouvant l'assouvir.

Cet amour qu'elle se reprochait était un crime en effet. Il ne faut point trahir son mari, il ne faut pas surtout le trahir avec un prêtre, avec un homme qui ne peut ni vous avouer, ni vous protéger, ni vous relever d'une chute devant les autres hommes. Il ne faut pas rendre parjure un homme qui a fait serment de chasteté, et qui, à l'abri de ce serment, est amené par l'époux, loyal ou stupide, en tout cas confiant, jusque dans l'alcôve conjugale.

Cet amour était donc coupable, et il était anti-humain, puisqu'il tuait dans le cœur de Blanche tout ce qui n'était pas lui. Il avait tué d'avance l'amour conjugal. Il avait tué le discernement, puisque, par réaction contre les ardeurs secrètes de votre amour sans solution, elle avait choisi l'époux le plus matériel et le moins fait pour la charmer. Il avait tué l'amour filial et l'amour maternel, puisqu'elle aspirait à la mort et se déclarait inutile dans la vie. Tel est le résultat inévitable de l'amour du prêtre, quand il est contenu dans les limites du devoir d'abstinence. Quel est-il quand ce frein lui échappe, quand il ne se résigne pas à marcher dans la voie des douleurs?... Vous le savez aussi bien que moi... Vous avez vu de près ce monde...

Vous avez pris la voie des douleurs, j'admets que ce soit la plus suivie, et que l'on y compte beaucoup de triomphes : eh bien! ces douleurs sont stériles pour celui qui les endure, périlleuses pour celle qui les partage, funestes pour tous deux, car elles enfantent des mirages trompeurs où la notion du Christ se confond avec celle de l'homme aimé, de même que la suave image de la Vierge prend à toute heure, dans l'imagination troublée du jeune prêtre, les traits de la femme qu'il désire. Dans cet état maladif qu'on appelle l'amour mystique, la loyauté de l'âme s'oblitère, et le jugement s'égare. De même que la parole et le regard trahissent la volonté quand elle a un double but, de même la raison et l'instinct trahissent la conscience quand elle est troublée par un double idéal. On tombe alors dans les agonies de ce mal tout physique que vous appelez la tentation, et dont vous ne pouvez guérir qu'en méprisant, en exorcisant, en maudissant la vie.

Eh bien! cette déviation de l'instinct qui a tué la mère, et qui vous a laissé de si étranges terreurs à vingt ans de distance, vous auriez encore consenti à ce qu'elle tuât la fille, et si Lucie n'eût secoué votre influence, elle serait aujourd'hui immolée par vous aux agonies de l'amour mystique dont l'éloquence du père Onorio est, littérairement parlant, un échantillon si frappant et si curieux. Le drame entre Lucie et vous eût suivi un autre canevas qu'entre vous et sa mère. Un nouvel instinct forcé et trahi, l'instinct de votre âge, le meilleur de l'âme humaine quand il suit sa pente logique, l'amour paternel idéalisé à votre guise, eût pesé d'un poids terrible

sur le cœur pieux et dévoué de cette jeune fille. Ce poids eût été encore un mensonge, puisque vous ne pouvez pas plus être père que vous n'avez pu être époux.

Moreali fit un mouvement brusque, et la douleur contracta son front.

— Nous sommes ici pour tout dire, reprit M. Lemontier. J'écouterai la défense de votre opinion tant qu'il vous plaira, et sans plus d'aigreur ou de malveillance que je n'en ai mis à écouter votre récit. A présent ce récit, je le résume et l'analyse : c'est mon devoir. Vous avez commencé par protester contre tout lien du sang avec Lucie, et vous avez insisté pour que j'en visse la preuve écrite. Et puis cependant, entraîné par l'instinct non assouvi du cœur et des entrailles, vous avez crié : *Ma fille, ô ma fille!* un cri déchirant, monsieur l'abbé, et qui m'a serré la poitrine, car je plains vos douleurs, et si j'en condamne la cause en principe, j'en respecte la blessure au fond de votre être. Aussi n'est-ce pas sans souffrir que je brise, au nom de Dieu et de la vérité, ce lien fictif que Blanche a voulu établir entre sa fille et vous. Non, ce lien ne peut exister, car il est fondé sur une pensée d'adultère, et lorsque, dans les bras de son mari, la femme a demandé à Dieu d'animer de votre souffle le fruit déposé dans son sein, elle désobéissait à Dieu, elle corrompait sa vie, elle flétrissait le véritable père de son enfant! Vous-même, vous avez tressailli d'horreur à cette pensée, j'en suis certain, bien que vous ne l'ayez pas dit; mais ensuite la voix de la nature en révolte a parlé : vous avez béni l'enfant, vous l'avez adopté spirituellement, vous avez juré d'être le père, le maître, le possesseur de son âme. C'était un serment impie et coupable, monsieur; c'était, après avoir pris à l'époux la meilleure part de l'amour de sa femme, lui ravir en intention la meilleure part de l'amour de sa fille. Ah! vous vous y entendez, apôtres persistans du quiétisme! Vous prélevez la fleur des âmes, vous respirez le parfum du matin, et vous nous laissez l'enveloppe épuisée de ses purs aromes. Vous appelez cela le divin amour pour vous autres! Je le comprends, ce qui en reste à l'époux et au père n'est pas toujours digne de vos regrets, et vous puisez dans la possession ainsi partagée de la femme des jouissances et des consolations qui aident merveilleusement votre courage.

Eh bien! je vous arrêterai ici, monsieur l'abbé, car, pour sauver Lucie, je lutterai contre vous de toutes les forces de ma volonté. Lucie, pure dans sa conscience, nette dans sa raison et forte dans sa liberté morale, ne doit pas connaître ces faux amours qui sont une bigamie bénite. Aujourd'hui vous lui inspireriez le faux amour filial; demain un prêtre plus jeune et moins fort que vous peut-être tenterait à bonnes intentions de lui inspirer l'amour conjugal

spirituel. Arrière ces mensonges funestes, que déguisent avec une science si profonde et des transactions si subtiles la poésie des sanctuaires et la langueur extatique des cloîtres! J'en sais long, allez, sur ces drames obscurs de la pensée comprimée et sur ces mariages de la mort avec la vie! N'y eût-il pas de l'autre côté des grilles l'homme désiré qui désire, quelle chose plus matérialiste que ces hyménées où le chaste et divin initiateur des âmes, à qui l'idolâtrique Blanche prêtait votre figure et que les nonnes baisent avec leur bouche autant qu'avec leur esprit, devient un fétiche adoré dans d'impures défaillances?

Je dis impures, parce que tout ce qui trompe la nature en la satisfaisant quand même est sordide et souillé. Vous jetterez en vain les voiles dorés de la parole à double sens sur ces orgies de l'imagination : elles répugnent au chrétien sincère autant qu'au philosophe, et si elles ne vous révoltent plus, c'est que vous avez, par la force du vouloir et de l'habitude, aveuglé votre jugement dans l'abîme du vague, c'est que vous vous êtes fait un code du devoir où ce qui sort par une porte rentre par l'autre, c'est qu'en plein XIXe siècle, et en dépit de facultés éminentes que Dieu vous avait données, vous avez tenu votre esprit dans un certain état d'enfance volontaire qui a ses racines tenaces dans le moyen âge; c'est enfin que, partagé entre ce ciel et cette terre qui ne font qu'un avec l'infini, vous avez voulu les séparer l'un de l'autre et vous séparer de vous-même. De ce divorce, rien de vrai ne pouvait sortir. Vous avez été forcé de mentir à vos instincts les plus nobles, de vous faire prudent, tortueux, dissimulé, de jouer des rôles, de peser sur la conscience d'un père, de l'irriter contre sa fille, de rabaisser sa dignité en donnant à sa faiblesse de folles rigueurs, armes cruelles dont il ne sait pas se servir, et qui se tournent contre son propre sein. Vous avez dû bâtir un édifice romanesque et puéril, errer comme un amant ou comme un père de mélodrame autour des murs d'un vieux manoir, déposer des fleurs dans une grotte, écrire des lettres mystérieuses, vous introduire sous un nom nouveau, tendre des piéges, corrompre par la promesse du paradis une servante bornée, mais jusque-là fidèle, enfin, pour couronner l'œuvre, pénétrer en secret dans une chambre de vierge où je n'eusse pas osé mettre le pied sans son aveu, moi, son véritable père spirituel, le père de son fiancé! Vous avez dû, pour vous soustraire à des dangers peut-être imaginaires, interroger les murs et les dépouiller de leur revêtement, et cela en cachette, avec toutes les précautions et les habiletés d'une profession extra-légale que je ne veux pas qualifier. Quoi de plus antipathique à votre caractère, et combien vous avez dû souffrir!

Et tout cela pour tenir à une mère un serment que Dieu n'a point

accepté et que votre conscience ne saurait ratifier!... Non! vous n'avez pas fait toutes ces choses froidement et avec le calme de l'homme qui se sent guidé par le devoir! Vous avez rougi et pâli cent fois malgré votre remarquable empire sur vous-même. Vous avez cent fois dit à Dieu dans votre angoisse : Vois mon intention! N'es-tu pas le maître inflexible qui nous crie que la fin justifie les moyens? Ton représentant sur la terre, n'est-ce pas moi, le prêtre, qui dois triompher de tous les obstacles, et au besoin mentir aux hommes, enfreindre les lois civiles et humaines plutôt que de laisser une tache sur l'église en ma personne sacrée?

Mais Dieu ne vous répondait pas, vos joues creuses et vos yeux brillans de fièvre me révèlent assez les combats de votre esprit. Vous n'êtes qu'à demi fanatique, et cet homme du sentiment, cet homme véritable qui parle en vous, vous n'avez encore pu réussir à l'immoler; il se débat sous l'étreinte du père Onorio, il saigne, il râle, et il ne succombe pas. Vous invoquez Dieu contre lui, Dieu le fortifie en vous et contre vous.

Il faudra peut-être lui céder, monsieur, car il ne passera à l'état de sainteté, comme vous l'entendez, qu'en vous laissant privé de foi ou de raison. Je n'ai point avec vous le droit de conseil, il se peut que vous préfériez la démence à la lucidité, l'ombre à la lumière, l'éternelle nuit des dogmes de l'enfer et du célibat à l'éternelle vie du ciel et de l'amour légitime. Vous avez passé l'âge des passions, dites-vous!... Non car vous entrez dans celui des vengeances et des persécutions. Prenez-y garde! Quel que soit cependant votre sort parmi nous, vous verrez clair un jour au-delà de la tombe, et comme je ne crois pas plus aux châtimens sans fin qu'aux épreuves sans fruit, je vous annonce que nous nous retrouverons quelque part où nous nous entendrons mieux et où nous nous aimerons au lieu de nous combattre; mais pas plus que vous je ne crois à l'impunité du mal et à l'efficacité de l'erreur. Je crois donc que vous expierez l'endurcissement volontaire de votre cœur par de grands déchiremens de cœur dans quelque autre existence. Il ne tiendrait pourtant qu'à vous de rentrer dans la voie directe de votre bonheur progressif, car je suis certain qu'on peut tout racheter dès cette vie. L'âme humaine est douée de magnifiques puissances de repentir et de réhabilitation. Ceci n'est pas contraire à vos dogmes, et votre mot de *contrition* dit beaucoup.

Le pur christianisme et beaucoup de prescriptions salutaires dues au catholicisme vous ouvrent le champ de la vraie sainteté. Le jour où vous saurez dégager une grande somme d'erreurs de beaucoup de décisions éternellement vraies, vous ferez le bien sans effort, vous connaîtrez la chasteté sans combat, l'humilité sans protestation intérieure, la charité sans restriction dogmatique, l'amitié sans

détour, la foi sans défaillance, et l'espoir sans bornes. C'est là l'état de perfection auquel tout homme de cœur peut aspirer, n'eût-il pas encore été franchement homme de bien, et pour l'atteindre, ce cercle du vrai où aucun mal ne tente plus l'homme éclairé et convaincu, il n'est pas besoin de mortification, de cilice, de jeûnes et de luttes avec Satan. Non! le chemin est plus simple, plus court et plus droit; ce chemin s'appelle l'examen sans entraves et la religion sans mystères.

Les yeux de Moreali s'étaient de nouveau fixés sur le parquet. Il ne répondit rien. Il se leva, ouvrit les fenêtres, regarda les étoiles et aspira l'air de la nuit. Il resta longtemps comme s'il priait; puis il revint vers M. Lemontier, qui lui demanda s'il persistait à vouloir prendre connaissance du dernier écrit de Mme La Quintinie.

— Vous l'avez jugé nécessaire, répondit l'abbé, et je ne crois pas pouvoir non plus m'en dispenser. Cet écrit est un vœu relatif à sa fille peut-être! Si nous le dérobons à la connaissance du général, n'est-ce pas à nous de tâcher de l'accomplir?

— Vous pensez donc que c'est une volonté lucide?

— Si j'en étais certain, je remettrais la lettre à son adresse; mais je crains un acte de folie, une confession exaltée où je serais compromis. Je ne mérite pas cette honte, et je ne dois pas laisser porter ce trouble dans une famille.

M. Lemontier lui montra de nouveau l'enveloppe qui concernait le jour de la première communion de Lucie. — Voici, dit-il, des prévisions réfléchies et qui ne sentent point l'égarement. Il en est temps encore, monsieur l'abbé. Croyez-vous qu'il faille absolument aller plus loin?

— Il le faut, monsieur, ceci concerne Lucie, cela appartient à Lucie, elle vous autorise, et vous sentez qu'au-dessus du secret d'une lettre, au-dessus même de la volonté d'une mourante, il y a le repos d'un père et la foi d'un chrétien.

— Lisez donc, si vous l'osez, et lisez seul! dit Lemontier en lui remettant la lettre. Briser ce cachet me répugne, et je ne m'y résoudrai jamais. Vous avez été le confesseur, votre croyance vous délie des lois de l'honneur social : ma conscience, à moi, ne peut s'arroger un pareil droit, puisqu'elle s'effraie de vous le voir prendre; mais, s'il y a ici un grand désespoir ou une grande rougeur à épargner à une famille, vous seul, qui fûtes la cause du mal, pouvez tout oser dans une circonstance si délicate!

L'abbé saisit la lettre, fit sauter le cachet, froissa et jeta l'enveloppe avec l'énergie d'un homme qui brûle ses vaisseaux. M. Lemontier frémit de voir cette absence de scrupule et d'hésitation. Il n'avait pu se résoudre à nier en lui-même la loyauté de l'homme, et maintenant le prêtre, soulagé de ses anxiétés et maître de la si-

tuation, reparaissait toujours debout et omnipotent entre la femme et le mari, même au-delà de la mort.

Mais son triomphe dura peu, il pâlit, trembla et se rassit comme brisé; puis il dit, en tendant la lettre à M. Lemontier : — J'ai eu tort de craindre. Pauvre femme! il n'y avait pas là de secret. Lisez!

La lettre était courte, d'une écriture pénible et d'un style haché :

« Un moment de répit à mes atroces crises... Je veux dire... Pourrai-je? J'ai ma raison! Je crois au Dieu bon, juste!... Notre fille!... qu'elle me pardonne de l'abandonner... Chère petite Lucie!... Élevez-la chrétiennement, rien de plus! Pas d'exagérations, pas de couvent,... peu de prêtres, la liberté d'aimer... sans conditions religieuses! Adieu! Aimez-la bien,... ne m'oubliez... J'ai mal aimé... Bien coupable, coupable seule!... Pardon, mon mari... Ta pauvre Blanche. »

L'abbé pleurait. — Vous le voyez, monsieur, lui dit M. Lemontier, au moment de la mort on revient à la raison et à la nature! Ceci est une abjuration du fanatisme. Et à présent qu'allez-vous faire? Cette arme que j'avais contre vos oppositions et dont je ne connaissais pas le prix, vous allez la détruire sans vous engager à rien vis-à-vis de moi? Est-ce là ce que vous avez résolu?

— Monsieur Lemontier, répondit Moreali, si vous n'aviez que cette arme contre moi, elle serait nulle. La religion fervente, à laquelle il n'est pas difficile d'amener le général, lui défendrait d'écouter ce vœu de tolérance et de liberté adressé à lui par sa femme à l'égard de sa fille; mais je suis lié envers vous par ma conscience d'homme, et, fallût-il lutter contre les scrupules de ma conscience religieuse et sacerdotale,... il faut pourtant écouter le cœur quelquefois, je le sens bien! Vous m'avez dit là-dessus de bonnes choses que je n'oublierai pas. Vous n'avez pas ébranlé mon dogme, mais vous m'avez ouvert un monde de réflexions que je pèserai pour les faire concorder avec ma foi; je crois cela possible. Rien de ce qui est bon ne peut être inconciliable avec la religion du Christ.

— Est-ce là tout? Vous me donnez l'espérance d'avoir un peu modifié vos résolutions; mais, si le père Onorio vous travaille, vous nierez ce que vous venez de m'accorder, votre conscience se retournera sur l'autre oreille, et, certain que je suis incapable de trahir vos secrets, vous reprendrez la lutte où nous l'avions laissée?

— Non! s'écria l'abbé, offensé malgré lui de ce doute, vous me méprisez trop!... Ah! que de préventions contre le pauvre prêtre!

— Otez-les-moi, prononcez-vous, soyez homme, soyez un membre de la société universelle, ne fût-ce qu'un instant dans votre vie!...

— Eh bien! dit l'abbé, je pars, je vais chercher le consentement du général, et je vous l'apporte; serez-vous content?

— Donnez-moi votre parole que vous agirez ainsi?

— Gardez la lettre!

— Que ferais-je d'une lettre trouvée par moi, ouverte par vous, et qui est une épée rompue dans mes mains?

— Vous aimez mieux ma parole qu'un gage, fût-il sérieux?

— Oui, monsieur l'abbé, et je la réclame.

— Je vous la donne au nom du Christ, dit Moreali en étendant la main, et prouvez-moi maintenant que vous y croyez.

— En vous donnant la mienne de ne rien trahir?

— Non! elle m'est inutile. J'ai foi en vous. Embrassez-moi, voilà tout ce que je vous demande, et je vous le demande aussi au nom du Christ!

Le philosophe et le prêtre s'embrassèrent.

— A présent, reprit celui-ci fort ému, conduisez-moi au chemin de fer, ou venez avec moi à la résidence du général; vous verrez que ma conscience n'a pas d'envers.

— Vous accompagner serait encore une suspicion. Je n'en ai plus, nous nous sommes embrassés. D'ailleurs je me suis juré de ne pas quitter Lucie avant de l'avoir remise sous la protection de mon fils.

— Que craignez-vous donc en votre absence?

— Rien et tout. Un caprice du général, un retour qui se croiserait avec notre départ, je ne sais quelle folie du père Onorio... Je reste, et vous,... partez!

CONCLUSION.

Quand M. Lemontier eut conduit l'abbé à la gare, il alla rejoindre Lucie, qui le présenta à sa tante, et la bonne personne se réjouit quand on lui dit à l'oreille que l'abbé n'était plus hostile aux projets qu'elle avait favorisés dans le principe. Mlle de Turdy avait été bien ballottée dans ces derniers temps; elle avait flotté de Lucie à l'abbé, et de son frère au général, sans trouver en elle-même une solution, et disant à tout le monde : — Ah! voilà qui est bien contrariant en vérité! — C'était sa formule de soumission à tous les avis et son cri de détresse. Elle fit un aimable accueil au père d'Émile, et le présenta à tout son vieux monde, qui le regarda avec effroi d'abord, puis avec curiosité, enfin avec sympathie, quand il eut causé un peu avec chacun; on lui trouva d'excellentes manières, le langage élégant et modeste, et un ton de la meilleure compagnie. Bien des gens n'en demandent pas davantage pour se rendre.

Le lendemain, à Turdy, M. Lemontier donna à Lucie la somme limitée des explications qu'il lui était possible de donner. Il sut très habilement lui prouver le danger des influences mystiques, sans compromettre ni la mémoire de Mme La Quintinie, ni la moralité des intentions de l'abbé; mais il ne cacha pas à Lucie le serment que,

dans un moment d'exaltation, sa mère avait arraché à Moreali, non plus que le désistement qu'elle avait fait ensuite de son fanatisme dans une heure de calme et de raison. Sans lui dire à qui la dernière lettre de Blanche était adressée, il lui en répéta les termes qui avaient rapport à elle, et Lucie pleura en apprenant enfin que sa mère l'avait bénie et regrettée.

Conformément à l'avis de son père, Émile était à ***, où commandait le général. Le surlendemain des événemens qui précèdent, il éprouva une grande surprise en voyant entrer dès le matin Moreali dans sa chambre. L'abbé l'embrassa avec effusion et lui dit de s'habiller vite. Ils se rendirent ensemble chez le général, qui parut très ému, mais non surpris. Il avait déjà vu l'abbé. Émile ne savait rien de ce qui s'était passé entre son père et Moreali. Il était très ému lui-même. Moreali gardait le silence. — Allons, allons! dit enfin le général à celui-ci, j'ai donc été trop rigide, selon vous? J'ai cru bien faire!... Vous savez, nous autres soldats, nous croyons à l'autorité, nous aimons l'obéissance passive... Mais j'aime ma fille, vous n'en doutez pas, j'espère!... Et puis je suis homme à écouter un bon conseil... Puisque c'est vous qui faites appel à ma *complaisance*,... allons, *sac-à-laine!* je cède. Il tendit la main à Émile en lui disant : Vous êtes ici depuis deux jours, et vous ne veniez pas me voir! vous attendiez mes ordres? C'est bien. Je vous ordonne de déjeuner avec moi. Passez dans mon salon, j'achève en deux temps de m'habiller.

Émile n'était pas absolument tranquille. Il voyait un faible et mystérieux sourire errer sur les lèvres de Moreali. En même temps il remarquait une très grande altération sur son visage flétri et fatigué. Il avait tort de se méfier. Moreali souriait comme malgré lui de l'empressement du général à se rendre; mais il n'avouait pas ce sentiment d'ironie : c'eût été reconnaître l'ascendant qu'il avait eu sur lui. Il parla à Émile de son père avec beaucoup d'affection, lui apprit avec réserve que M. Lemontier avait levé tous ses scrupules, et quand le général vint les rejoindre, sanglé dans son uniforme, Moreali s'éclipsa et ne reparut plus. M. La Quintinie alors ouvrit les bras à Émile en lui disant : Voyons, enfant du diable! vous l'emportez! Soyez un bon diable. Embrassez-moi, aimez-moi un peu, ne me prenez pas pour une ganache quand je vous ferai la morale, et rendez ma fille heureuse.

Émile l'embrassa avec effusion, car il sentit en lui, sinon la force, du moins le besoin et l'instinct de la bonté. Il lui demanda s'il ne viendrait pas apporter son pardon et son consentement à Lucie. Le général répondit que c'était impossible, mais qu'il ne tarderait pas, et, peu à peu entraîné par une réaction de condescendance extraordinaire, il lui permit d'aller à Turdy et d'y retourner passer chaque

mois deux ou trois jours jusqu'à l'expiration du terme fixé, disait-il, par Lucie.

Émile écrivait le jour même à son père :

. . . .

« J'ignore si c'est bien Lucie qui a proposé ce délai; mais fût-il plus long, fût-il de plusieurs années, je m'y soumettrais, si le conseil venait de toi. Dieu merci, tu n'es pas si exigeant!

« Le général m'a fait déjeuner avec lui et m'a fait promettre de revenir passer la soirée. Il veut me présenter à son entourage officiel, non comme son futur gendre, mais comme un jeune homme qui l'intéresse et dont il fait cas. — Ça servira pour plus tard, a-t-il dit. Quand j'aurai à déclarer mon alliance avec la philosophie, on sera moins étonné. Promettez-moi d'être aimable ce soir. Tâchez de plaire à tout le monde! — Et, prenant le ton enjoué et dégagé : — Vous verrez bien là quelques têtes à perruque! ne blessez pas leurs principes. C'est inutile.

« Comme le rôle d'un homme de mon âge est la modestie et la réserve, je n'ai pas eu de peine à m'engager. Je suis rentré chez moi, d'où je t'écris à la hâte. Je partirai à minuit en sortant de chez le général, et demain, dans la soirée, je serai dans tes bras et aux pieds de Lucie.

« Je ne devrais pas être surpris de mon bonheur; tu m'as laissé ignorer les détails de la lutte, tu m'as toujours crié : « Courage et confiance! » Que pouvais-je craindre, de quoi pouvais-je douter, du moment que tu travaillais pour moi? Et pourtant je crois rêver, et je suis si ému que je ne peux te rien dire, sinon que j'adore Lucie et toi, toi et Lucie. Et le bon grand-père! comme j'aurai soin de lui, comme je le chérirai! Dis à Lucie que je l'aiderai à le faire vivre jusqu'à cent ans! Mais tu ne nous quitteras pas, mon père! Ah! je n'ai pas mérité tant de bonheur, et pourtant j'aspire à l'infini du bonheur en ce monde, tu le vois! — A demain! à demain!

« Embrasse pour moi mon cher Henri. Voilà un garçon dont je me moquerai bien quand il voudra se poser en égoïste! »

Quand Émile fut arrivé à Turdy, Lucie et M. Lemontier acceptèrent le délai de trois mois fixé par Moreali, — peut-être dans l'espoir d'un retour de Lucie à ses opinions, — et on laissa croire à Émile, pour lui faire prendre patience, que cette décision venait de son père. Il passa quelques jours dans l'ivresse du plus pur bonheur et consentit à retourner seul à Chêneville. Il ne s'effraya pas de cette retraite, qui lui permettait de se recueillir et de savourer religieusement la pensée de ses joies et de ses devoirs. Il fut même reconnaissant envers son père, qui voulait rester près de Lucie. Le général ne s'y opposait plus; Moreali n'eût osé s'y opposer.

En s'installant à Turdy jusqu'au mariage, M. Lemontier voulait étudier la situation morale de Lucie. Outre qu'il croyait devoir veiller toujours sur les retours possibles du fanatisme de son ex-directeur, il se regardait comme obligé d'amener Lucie à une entière confiance dans les principes de son fils. Lucie avait fait noblement le sacrifice de tout acte contraire à ces principes; M. Lemontier ne voulait pas la prendre au mot trop vite. Il souhaitait de la voir convaincue qu'elle restait chrétienne tout en posant une limite à l'influence du prêtre dans sa vie et en subordonnant cette influence à celle de son époux. Pour le fond du dogme, Lucie était toute convertie, on l'a vu. Elle avait toujours nié l'enfer et haï la persécution religieuse. Quant au reste, si elle gardait quelques doutes, elle n'en parlait pas, et M. Lemontier attendait avec déférence qu'elle les lui confiât.

Ce moment d'abandon ne tarda pas à venir; mais, au lieu de confesser des doutes, Lucie affirma des certitudes. Ce fut un jour que le père Onorio prêchait à Chambéry. On n'avait pas revu Moreali depuis la soirée d'explication définitive avec M. Lemontier, c'est-à-dire un mois environ depuis le consentement donné par le général. Émile devait venir le lendemain faire sa visite mensuelle de trois jours. Il espérait même pouvoir la prolonger, car le général s'était annoncé aussi et lui avait écrit : « Si vous arrivez en Savoie quelques jours avant moi, vous m'y attendrez. » Henri Valmare était parti pour rejoindre sa fiancée. Il voulait tout disposer pour se marier le même jour qu'Émile.

Le père Onorio avait continué à recevoir l'hospitalité à Hautecombe, mais il battait le pays, quêtant et catéchisant un peu partout, infatigable dans ses longues courses pédestres, vénéré des paysans pour son vagabondage athlétique dans un âge qui paraissait si avancé, pour ses allures mystérieuses et pour ses discours dans une langue qu'ils ne comprenaient pas. Ils l'écoutaient quand même avec admiration, et sa pantomime saisissante les édifiait en même temps qu'elle les amusait. Elle faisait peur aux femmes, grande condition de succès.

A Chambéry, le moine essaya de prêcher. Quelques auditeurs le comprirent, s'étonnèrent de son énergie, et en firent part à tous ceux de la ville qui étaient Italiens d'origine ou qui comprenaient la langue de la frontière. On se réunit au jour marqué pour une seconde conférence. Le bruit en vint à Mlle de Turdy, chez qui Lucie se trouvait en visite avec son grand-père et le père d'Émile. Celui-ci proposa d'aller entendre le *saint*. Lucie refusa d'abord, mais M. Lemontier insista. — Je vous prêche depuis longtemps mes idées, lui dit-il, et qui n'entend qu'une cloche n'entend qu'un son. Ne

faut-il pas pouvoir dire à votre père que vous avez prêté les deux oreilles avec une égale attention? Je regrette que M. Moreali ait disparu, et qu'il ne prêche point ici à la place du capucin.

On se rendit à l'église, où le père Onorio parla comme il savait parler, quand il était sous l'influence d'une pensée naïvement chrétienne. Il fut un peu puéril, mais fort touchant en décrivant les attributs de la vertu évangélique. Il achevait son sermon, lorsqu'il s'arrêta au milieu d'une phrase, comme si une vision eût passé devant ses yeux. Il se pencha sur le bord de la chaire et regarda un coin sombre vers lequel tous les regards se portèrent instinctivement, mais où l'on ne remarqua rien, ni personne qui pût l'avoir choqué ou surpris. L'attention se reporta sur lui. Sa figure avait pris une expression terrifiante, ses lèvres tremblaient, ses yeux lançaient des flammes. Il bégaya quelques mots qui firent deviner plutôt que comprendre la pensée d'une brusque transition; puis il lança un anathème qu'il avait lu quelque part et que nous pouvons reproduire ici, puisqu'il a été publié ailleurs.

« *Le vrai infâme.* — Mais voici le vrai infâme, près de qui tous les autres semblent innocens; voici le monstre plus redoutable que fou, pire que le païen et le renégat.

« C'est le prêtre ennemi de l'église; c'est le parricide, c'est Judas encore couvert de la robe des apôtres, la bouche encore pleine du mystère divin.

« Il existe, je l'ai vu, je l'ai entendu. De la synagogue au prétoire, il promène l'impudence de sa trahison.

« Infâme! nous ne te méprisons pas, toi! Quelle que soit la misère de ton esprit, le crime est dans ton cœur, et ce crime est trop grand. Sois maudit pour le crime de ton cœur!

« Sois maudit du peuple que tu scandalises! sois maudit des prêtres consternés! que la femme qui t'a enfanté maudisse ses entrailles! que l'évêque qui t'a sacré maudisse sa main! sois maudit dans les cieux!

« Sois maudit, ostiaire qui ouvres à l'ennemi et qui sonnes la cloche de rébellion, lecteur qui fais mentir les saints livres, exorciste qui invoques Belzébuth, acolyte qui portes le flambeau de Satan!

« Sois maudit, diacre prévaricateur, toi qui as reçu l'esprit de Dieu *ad robur*, pour défendre les biens de la sainte église, et qui dis aux voleurs que le domaine sacré leur appartient!

« Sois maudit, prêtre sacrilége, profanateur de l'autel, parricide abominable, violateur des sermens les plus saints! Tout ce que tu trahis, tu le trahis dix fois. C'est de toi qu'il a été dit : Mieux vaudrait pour lui qu'il ne fût pas né!

« Si tu ne te repens, que Dieu compte tes pas dans la voie du mal, et qu'il n'en oublie aucun; qu'il accumule sur toi la charge et l'infection des péchés que tu fais commettre et de ceux que tu aurais remis !

« Que toutes les bénédictions que tu as reçues et que tu renies se retournent contre toi; qu'elles tombent sur toi et qu'elles t'écrasent comme un sacrement de Satan!

« Que les onctions sacrées te brûlent; qu'elles brûlent tes mains tendues aux présens de l'impie; qu'elles brûlent ton front, où devait rayonner la lumière de l'Évangile, et qui a conçu de scélérates pensées!

« Que ton aube souillée devienne un cilice de flammes, et que Dieu te refuse une larme pour en tempérer l'ardeur! Que ton étole soit à ton cou comme la meule au cou de Babylone jetée dans l'étang de soufre!

« Que... »

Le père Onorio ne se fût peut-être pas arrêté avec le texte, car l'écluse de la colère était ouverte, et la haine sacrée jaillissait et coulait intarissable de sa bouche frémissante et inassouvie; mais Lucie se leva et dit à son grand-père, assez haut pour être entendue : — Sortons, mon père. Ceci n'est plus un sermon, c'est un blasphème! — Et, prenant le bras de M. de Turdy, elle se dirigea vers la porte; mais, en passant devant le pilier que le moine n'avait cessé d'apostropher, M. Lemontier, qui suivait Lucie avec Mlle de Turdy, vit apparaître Moreali, pâle comme un spectre. L'abbé s'élança au-devant de Lucie en lui disant à voix basse : — Au nom du ciel, ne faites pas ce scandale... Et il ajouta encore plus bas : — Si les malédictions que votre mariage attire sur ma tête excitent en vous quelque compassion!...

Mais Lucie, dont l'accent ferme pouvait être saisi par tout le monde malgré la douceur réservée de son intonation, lui répondit : — Non, monsieur, je ne remettrai jamais les pieds dans une église où, au nom du Christ, on prêche l'exécration de son semblable avec impunité!

— Mais prenez garde! dit en souriant M. Lemontier. L'auteur de cette malédiction a été embrassé et béni par le pape, et le pape est infaillible!

— S'il en est ainsi, répondit Lucie tout haut et avec énergie, à partir de ce jour je n'appartiens plus à l'église catholique.

Moreali fit un geste de désespoir et disparut. Lucie sortit avec sa famille.

— Bien, ma fille! lui dit le grand-père; à présent, moi, je veux croire à Dieu!

Quelques personnes les avaient suivis. Toutes les autres s'étaient levées, croyant d'abord que Lucie se trouvait mal, et s'interrogeant, puis se répétant les unes aux autres ce qu'elle venait de dire. Lucie était aimée, respectée, admirée. Aussitôt qu'on eut compris le sentiment d'horreur qu'elle éprouvait, cette foule frivole, qui, comme toutes les foules, s'amusait aux tours de force de la parole et aux épilepsies de l'invective, s'ébranla et se retira, les uns donnant raison à la piété de Lucie, les autres défendant l'éloquence du prédicateur, aucun n'osant avilir la foi en l'écoutant davantage.

Le père Onorio, qui, dans ses transports, entrait en une sorte d'extase et ne voyait plus que ses propres fantômes, ne s'aperçut pas de ce qui se passait dans son auditoire. Après un moment de repos, il se remit à improviser et à maudire, l'écume à la bouche, la voix vibrante, l'œil ensanglanté. Un seul homme l'écoutait : c'était Moreali, qui, prosterné dans l'ombre, voulait savourer jusqu'au bout l'amertume de son calice.

Quand l'abbé se releva, le moine était sorti à son tour; l'église était muette, le soleil couchant semait sur les dalles les reflets irisés des vitraux. Moreali était calme. Il avait prié, pour la première fois peut-être, avec le véritable amour de Dieu. Il se sentait désormais pur de reproche et plus croyant qu'il ne l'avait été de sa vie. Il rentra chez le comte de Luiges, et il écrivit trois lettres fort courtes par lesquelles nous terminerons sa correspondance.

AU PÈRE ONORIO.

Père, je te remercie de tout le zèle que tu as consacré au salut de mon âme. Il a porté ses fruits. Je comprends aujourd'hui, grâce à toi, ce que je ne voulais pas comprendre, la vraie religion et la vraie charité. Je t'envoie de l'argent pour que tu puisses retourner à Rome et soulager tes pauvres. J'ai abandonné mon projet d'établissement en Savoie. Adieu pour toujours. Je te bénis pour ton amitié.

MOREALI.

A M. LEMONTIER PÈRE.

Je viens de congédier le père Onorio et de me séparer de lui pour jamais. Lucie avait raison, il n'y a plus de saint, il n'y a même plus de chrétien là où la haine commence. Qu'elle pardonne à un vieillard dont l'intention était bonne, mais dont l'âge et les austérités ont troublé les facultés mentales! Qu'elle n'enveloppe pas l'église entière dans la réprobation de son déplaisir! Qu'elle soit équitable et douce! Avec vous, monsieur, elle ne peut que grandir en sagesse et en vertu.

Recevez mes adieux, monsieur, et faites-les agréer à votre fils, à votre future fille et à son respectable grand-père. Ce sont des adieux éternels. Pardonnez-moi toutes les peines que je vous ai causées. Si vous saviez combien mon repentir est sincère, vous n'hésiteriez pas à m'absoudre.

Permettez-moi d'ajouter quelques mots pour vous seul. Vous m'avez fait un grand bien, monsieur, en me témoignant une estime que je veux mériter et en m'accordant une amitié dont je saurai me rendre digne par la ferveur et la fidélité de la mienne. Je ne me retire point à la Trappe, comme me le conseillait le père Onorio. Je ne mettrai plus volontairement ma raison en danger; je veux que ma foi devienne féconde. J'ai une fortune à dépenser. Je vais me faire mon propre aumônier à moi tout seul, et, marchant au hasard des chemins, répandre partout sur le pauvre, quelle que soit sa croyance, la parole amie et le présent respectueux et anonyme du voyageur. Je tâcherai que mon voyage dure longtemps, car ce sera un beau voyage, et j'y veux consacrer tout le temps qui me reste à vivre.

Veuillez, monsieur, remettre la lettre ci-jointe au général La Quintinie, et me permettre de me dire votre ami *pour toujours*.

MOREALI.

A M. LE GÉNÉRAL LA QUINTINIE.

Monsieur le général,

Au moment d'entreprendre un long voyage, je viens vous adresser une dernière supplication, qui est d'abréger l'épreuve, et de consentir au prochain mariage de mademoiselle votre fille. Vous avez fait pour le maintien de vos opinions tout ce que votre dignité réclamait. J'ai aujourd'hui la certitude que cette dignité ne sera jamais méconnue et jamais compromise par le fait de MM. Lemontier père et fils. J'ai aussi la certitude des sentimens vraiment religieux de Mlle Lucie. Laissez-la entièrement libre de son choix dès aujourd'hui, et vous ferez acte de bon chrétien en même temps que vous rendrez heureux et reconnaissant votre très humble et très obéissant serviteur.

MOREALI.

Moreali s'enferma chez le comte de Luiges pour mettre ordre à ses affaires et pour s'assurer les moyens de trouver partout de l'argent dans ses voyages; puis il se disposa à partir seul, pour réaliser son projet apostolique sous le voile du plus humble incognito.

Au moment où il fermait sa malle, M. Lemontier et son fils se

présentèrent pour lui dire adieu. Il hésita un moment à les recevoir, puis il alla leur ouvrir lui-même, embrassa Émile avec tendresse, prit son père à part, et lui dit : — C'est bien à vous de me donner cette dernière marque d'intérêt. Il est donc vrai que vous ne me haïssez pas!

— Non, dit Lemontier, je ne vous ai jamais haï. J'ai senti en vous une belle et bonne nature qui s'égarait. Mais êtes-vous bien retrouvé? Je crains les coups de désespoir. Pourquoi ces éternels adieux?

— Mon ami, répondit Moreali, laissez-moi vieillir! Je suis encore trop jeune pour ne plus aimer, et je sens que j'aime trop Lucie. Je suis certain cette fois de ne pas me faire d'illusion coupable, de n'aimer en elle que le souvenir de sa mère, de l'aimer comme ma fille en un mot; mais, vous l'avez dit, je ne puis être père, car je ne puis cesser d'être prêtre. Je sens qu'en aimant beaucoup et chastement, je vous le jure, j'aime en prêtre, avec jalousie, avec douleur, avec je ne sais quel reste de colère!... Oui, je suis jaloux d'Émile.... malgré moi! Je l'aime et je le hais. Peut-être que si elle se fût vouée à l'hymen du Christ, je me serais senti jaloux de Dieu même!... Je vous dis aujourd'hui ces choses terribles avec sang-froid. J'ai reconnu que le mal n'était pas dans mon cœur, et que la nature seule se vengeait d'avoir été reniée et immolée. J'aime donc mal, faute d'avoir consenti à aimer bien. J'aime en égoïste, en envieux,... hélas! en déshérité de la vie et en exilé de la famille. Vous aviez raison, mille fois raison, Lemontier! L'église s'est trompée le jour où elle a retranché le prêtre de la communion humaine. Elle s'est trompée : donc elle n'est pas infaillible; il faut laisser l'infaillibilité à Dieu! Les hommes sont des hommes, et ne reçoivent pas la vérité absolue. Ils peuvent bien se contenter de la demander, de la chercher et de l'adorer, évidente ou voilée! Elle est si désirable et si belle, qu'un petit rayon peut bien suffire à la vie d'un pauvre prêtre.

Car je suis prêtre aujourd'hui et toujours. Je me suis consacré de bonne foi. Tant pis pour moi si je me suis trompé en croyant mes sacrifices méritoires! Ils le seront désormais, je vous en réponds! Je ne pars point désespéré. Je veux, en soulageant la misère, que je suis bien sûr de rencontrer partout sur mes pas, dire à tout homme qui me demandera la vérité : *Demande-la à Dieu seul!* Je dirai cela tout bas, je m'abstiendrai des prédications qui, de la part du prêtre indépendant, soulèvent trop de scandales et reculent le triomphe du vrai. Je ferai du bien, comptez-y, et, absorbé dans cette douce occupation, j'oublierai le regret de la vie personnelle. J'y ai bien réfléchi, allez, depuis un mois de lutte ter-

rible avec le père Onorio et avec moi-même! Je prends le meilleur parti pour moi et pour les autres! Je vois bien que, dans un véritable esprit de charité, vous venez m'offrir leur pardon, leur amitié, leur intimité peut-être!... Nobles cœurs, laissez-moi seul! Je ne saurais pas être heureux, je ne connaîtrais pas le repos de l'esprit, je vous ferais souffrir malgré moi!...

— Mais plus tard? dit M. Lemontier, touché de cette complète sincérité.

— Oui, plus tard! dans vingt ans, si je ne suis pas mort de fatigue, car je vais me fatiguer beaucoup! Nous verrons alors si je pourrai apporter une bénédiction vraiment sainte aux enfans de Lucie, et si je peux au moins partager avec vous le titre et les sentimens d'un grand-père.

Il appela Émile, l'embrassa encore et partit.

Lucie fut satisfaite d'entendre parler de Moreali avec une véritable affection autour d'elle, mais elle garda toujours le silence sur son compte. Il y avait entre elle et lui quelque chose d'inconnu qui était attrait chez lui, répugnance chez elle, quelque chose d'instinctif qui se révélait à la fiancée d'Émile en dépit du silence gardé autour d'elle sur l'histoire mystérieuse de sa mère, une sorte d'effroi de la soutane, un immense besoin d'aimer exclusivement l'époux qui seul pouvait et devait connaître les forces et les délicatesses de son amour.

Ils ont été mariés sans éclat et sans pompe à Chêneville. Ils ne se sépareront ni du père d'Émile, ni du grand-père Turdy, qui, rajeuni et raffermi dans la vie, les suit dans la vallée du Rhône ou les ramène en Savoie.

Henri et sa femme sont venus les voir.

Le général a protesté un peu de loin contre les résolutions philosophiques de Lucie; mais il est arrivé à Turdy l'année dernière, au moment où elle venait de lui donner un petit-fils, et il n'a plus songé à discuter. Et même en voyant l'enfant robuste sur les genoux du grand-père, il a essuyé une larme en disant : — Monsieur de Turdy, vous m'en avez voulu quelquefois! Il ne faudrait pourtant pas croire que je ne vous aime pas!

On n'a plus entendu parler du père Onorio, et Moreali n'a pas encore donné de ses nouvelles.

George Sand.

Janvier 1863, Nohant.

DE

LA PHILOSOPHIE

DE L'HISTOIRE ROMAINE

L'ÉCOLE GERMANIQUE ET L'ÉCOLE FRANÇAISE.

I. *Zur Philosophie der roemischen Geschichte*, von Ernst von Lasaulx, in-4°; Munich 1861. — II. *Tableau de l'Empire romain depuis la fondation de Rome jusqu'à la fin du gouvernement impérial en Occident*, par M. Amédée Thierry, in-8°; Paris 1862.

L'histoire de Rome est un éternel sujet de méditations. On voit bien qu'elle occupe la place centrale dans le développement de l'humanité, qu'elle lie l'Orient à l'Occident, le monde antique au monde moderne, les traditions les plus lointaines au plus lointain avenir, qu'il n'y a pas enfin d'anneau mieux rivé que celui-là dans la longue chaîne des âges. Comment expliquer autrement l'intérêt sans cesse renouvelé qui s'attache à des faits aussi éloignés de nous? Chaque génération éprouve le besoin d'interpréter à sa manière les prodigieuses destinées de la *ville*. De saint Augustin jusqu'à nos jours, combien de tableaux différens consacrés à la philosophie de l'histoire romaine! Pour ne remonter qu'à deux cents ans en arrière, quand on a étudié Rome avec Corneille ou Racine, avec Tillemont ou Rollin, on l'étudie avec Montesquieu, et quand on a fini de l'interroger avec Montesquieu, on l'interroge avec Beaufort et Niebuhr, avec M. Michelet et M. Théodore Mommsen.

C'est que le spectacle change à mesure que le temps marche. La révolution française, par exemple, ne devait-elle pas nous révéler bien des secrets de l'histoire de Rome absolument incompréhensibles pour les écrivains des derniers siècles? Un spirituel abbé de la régence écrit un livre sur les révolutions romaines, et ce n'est là pour lui qu'une matière de narrations oratoires, espèces de tragédies en prose que le vieux Crébillon mettra en rimes. M. Mommsen, traçant le tableau des destinées de Rome depuis les origines jusqu'à César, donne à la seconde moitié de son œuvre ce titre expressif et hardi : *la Révolution*. Ce ne sont plus ici des épisodes habilement arrangés, c'est la révolution elle-même, la plus grande révolution que le monde ait jamais vue. Ce ne sont plus des scènes sans critique racontées par un bel esprit de collége, c'est l'histoire vivante attestée par la science la plus sûre, retrouvée avec la pénétration la plus rare. Certes les défauts n'y manquent pas; il est impossible cependant d'y méconnaître une vue perçante, une habileté merveilleuse à démêler les passions et les principes, à démasquer les acteurs, à repousser les préjugés de la routine, à juger tous les partis au nom de l'humanité. Et d'où vient à l'auteur cette clairvoyance qui a manqué sur bien des points à des génies comme Montesquieu ou Machiavel? De ce que la révolution française lui a expliqué la révolution romaine. Qu'il le reconnaisse ou non, cela n'y fait rien. Vainement semble-t-il prendre à tâche de rabaisser la France et son œuvre, l'esprit de la France le guide comme il a guidé avant lui M. Michelet dans les derniers chapitres de son *Histoire romaine*. M. Mommsen a vu le grand spectacle qui agite le monde depuis un siècle, la chute de l'ancien régime et l'avénement du nouveau; voilà le secret de sa force. Turgot lui explique les Gracques comme Napoléon lui fait comprendre César, non pas qu'il fasse des rapprochemens impossibles et qu'il assimile des époques toutes différentes, il s'en défend au contraire, et bien loin de dire avec M. Thiers : « Nous avons revu César lui-même, » il affirme qu'il n'y a eu dans le monde qu'un seul *imperator*, un seul César, et que le premier de cette race en a été le dernier; qu'importe? En dépit de ses protestations, il est bien évident que, sans l'immense conflit de nos jours, son livre n'existerait pas. L'inspiration du XIXe siècle ne lui a pas dicté tel rapprochement de détail qu'il a raison de repousser; elle s'est bornée à ressusciter pour lui d'une manière générale les vivantes passions d'un autre âge. Une fois introduit dans la mêlée, le hardi champion, armé de sa science lumineuse et de ses idées libérales, raconte les péripéties de la lutte comme s'il combattait lui-même *pro aris et focis*. De là les défauts, les bizarreries et trop souvent les injustices de son œuvre; de là aussi la

généreuse ardeur qui l'anime et l'intérêt tout nouveau qu'elle présente (1).

Or, tandis que les transformations sociales de nos jours jetaient cette lumière nouvelle sur la plus importante période de la plus grande des histoires, tandis que le drame de la république et de l'empire dans la France de 89 nous expliquait le drame de la république et de l'empire dans la Rome de César, il s'est trouvé, par une coïncidence curieuse, que le développement des études archéologiques nous a fourni toute une masse de matériaux inconnus à nos devanciers. En même temps que le point de vue général était renouvelé, la science épigraphique nous faisait pénétrer plus avant dans la connaissance des détails. Nous rencontrons encore sur ce terrain l'infatigable M. Mommsen, qui a consacré sa vie entière à l'histoire des Romains. L'académie royale de Prusse, il y a une quinzaine d'années, ayant voté l'impression d'un recueil complet des inscriptions latines, M. Mommsen avait proposé en 1847 un vaste plan de publication qui consistait à distribuer géographiquement ces précieux textes; il pensait que le meilleur moyen d'éviter la confusion au milieu de matériaux si nombreux, c'était de les classer ville par ville et province par province. Ce plan ne fut pas agréé par l'académie; on préféra la méthode contraire, la méthode purement chronologique sans distinction de territoires, et au bout de quelques années, après beaucoup d'efforts perdus, on fut obligé de l'abandonner comme impraticable. Pendant ce temps-là, M. Mommsen, qui avait recueilli tant de trésors épigraphiques dans ses longs voyages en Italie, exécutait lui-même son plan à ses risques et périls. Il publia en 1852 toutes les inscriptions latines du pays de Naples. Le succès fut complet auprès des juges les plus autorisés; l'auteur avait prouvé à la fois sa compétence supérieure et la justesse de son idée. L'académie de Berlin s'empressa noblement de revenir sur sa décision, et M. Mommsen reçut mission expresse de diriger l'entreprise officielle, c'est-à-dire de préparer et de publier avec les auxiliaires qu'il lui plairait de s'adjoindre le *Corpus inscriptionum latinarum* projeté par la compagnie. M. Mommsen s'assura le concours de deux archéologues établis à Rome, MM. Henzen et Rossi, pour la partie historique de l'œuvre, tandis qu'un professeur de l'université de Bonn, M. Frédéric Ritschl, profondément versé dans l'étude de la latinité primitive, se chargeait des inscriptions dont l'intérêt est surtout philologique et littéraire. Les deux premiers volumes de la collection viennent de paraître presque si-

(1) On a déjà caractérisé ici l'*Histoire romaine* de M. Mommsen. Voyez l'étude intitulée : *la Philosophie et l'Histoire en Allemagne. Nouvelles écoles : M. H. Fichte et M. Th. Mommsen*; — livraison du 15 octobre 1858.

multanément, celui de M. Ritschl à la fin de l'an dernier, celui de MM. Mommsen et Henzen il y a seulement quelques semaines (1), et déjà cette double publication est saluée comme un événement dans le domaine de l'érudition conquérante.

C'est aux maîtres de la science de juger de pareils travaux. Pour nous, en rapprochant les sévères investigations de M. Mommsen de ses pages si vives, si passionnées sur la fin de la république romaine, en signalant chez le même écrivain des études si différentes, nous avons voulu montrer le double courant qui a renouvelé de nos jours la substance de l'histoire romaine, c'est-à-dire les faits et les jugemens, la connaissance matérielle des détails et l'appréciation morale des acteurs. Or, quand la substance d'une histoire subit des modifications si graves, la philosophie de cette histoire doit se modifier aussi. Bossuet, dans quelques pages éloquentes, a écrit la philosophie de l'histoire romaine au point de vue de la science de son temps; Vico, Montesquieu, Herder, chacun avec son génie propre et le caractère de son pays, ont repris la même tâche au point de vue des connaissances du XVIIIe siècle; il est impossible que notre époque ne produise pas à son tour des *considérations* nouvelles sur ce sujet au nom des grandes innovations que nous venons de décrire. Bien des systèmes ou des fragmens de système ont paru déjà, bien d'autres naîtront encore. Outre les noms que nous avons cités plus haut, est-il nécessaire de rappeler les écrits de Merivale en Angleterre, les recherches de Drumann en Allemagne, en France d'admirables leçons de M. Guizot, d'éloquentes pages de M. Villemain, l'histoire si neuve de M. Ampère, et l'*Essai sur Tite-Live* de M. Taine? Je voudrais signaler aujourd'hui deux œuvres récentes qui appartiennent à ce mouvement d'idées. L'une nous vient d'Allemagne, l'autre fait honneur à la France. La première est un simple mémoire académique, la seconde est tout un livre; toutes les deux sont des systèmes complets. On ne saurait imaginer d'ailleurs un contraste plus grand. Malgré certains points de contact, et bien que les deux auteurs aient puisé savamment aux mêmes sources, ils se sont placés aux deux points extrêmes du monde des idées. Celui-ci ne voit partout que mythes et symboles; celui-là veut retrouver la vivante réalité des faits. Ici une conception de l'histoire tout idéale, toute fabuleuse; là une philosophie des événemens fondée sur les intérêts et les douleurs des hommes. L'apparition simultanée de deux ouvrages si dissemblables dit assez combien ce sujet, qu'on a cru épuisé, réserve en-

(1) *Corpus inscriptionum latinarum consilio et auctoritate academiæ litterarum regiæ borussicæ editum*... Berlin, in-folio. 1862-1863.

core de surprises aux recherches des érudits et aux méditations des penseurs.

Un autre intérêt s'attache encore au rapprochement que nous voulons faire. Jusqu'à la fin du dernier siècle, on avait étudié l'histoire romaine au point de vue de la tradition romaine; avec Herder et Hegel, le germanisme protesta énergiquement, et le rôle des races du nord en face de la corruption latine fut glorifié comme une œuvre providentielle. S'il y a un principe admis dans la critique historique de nos jours, c'est que les nations saxonnes sont venues apporter un nouveau souffle de vie à l'humanité défaillante. L'influence latine conduisait le genre humain au tombeau, l'influence germanique le sauva. Hegel, dans l'enthousiasme de cette idée, oublie par momens que l'âme du monde moderne, avant tout, c'est le christianisme, et, devant donner un nom à la période qui suit la période gréco-romaine, il l'appelle non pas l'époque chrétienne, mais l'époque germanique. Pour les écrivains les plus modérés de l'école allemande, germanisme et christianisme sont des termes synonymes ou du moins inséparables; on ne peut prononcer l'un sans évoquer l'autre. Pendant bien des années, historiens et philosophes ont répété cette formule : *l'état chrétien et germanique, la société chrétienne et germanique*. Tel était, disaient-ils, le vrai nom des âges nouveaux. L'ancienne école latine était abandonnée. Or c'est précisément cette école qui se relève aujourd'hui dans les deux ouvrages dont je veux m'occuper, c'est l'école latine (sous deux formes *germanique* et *française*) qui essaie de renouveler ses théories, et, parlant ici au point de vue de l'église, là au point de vue de l'état, vient livrer bataille aux adversaires du latinisme. Un si curieux épisode mérite de ne point passer inaperçu.

I.

Il y a deux ans, un savant et ingénieux écrivain de l'Allemagne du sud, M. Ernest de Lasaulx, lisait à l'académie royale de Munich un travail très remarqué sur la philosophie de l'histoire romaine. Dans un sujet tant de fois traité, l'auteur avait trouvé l'art d'être neuf. Au lieu de s'en tenir à la suite des faits et d'en rechercher la loi comme Polybe ou Machiavel, comme Bossuet ou Montesquieu, et même comme Niebuhr ou Mommsen, il s'attachait à ce qu'on peut appeler l'histoire mystique de la ville éternelle. La place de Rome est si grande dans les destinées du genre humain que le spectacle d'une telle destinée a dû éveiller de bonne heure chez les esprits contemplatifs l'idée d'une intervention directe de la Providence. Cette idée d'une mission divine expressément attribuée à la cité de

Romulus se retrouve en effet à toutes les grandes époques de l'histoire; l'antiquité l'a conçue sous une forme mythologique, le moyen âge l'a développée en la mêlant à son catholicisme, les modernes eux-mêmes en ont gardé la trace, et telle observation de Paul Orose, mystiquement commentée par Dante Alighieri en son *de Monarchia*, reparaît, dégagée de ses bizarreries, dans le sévère *Discours* de Bossuet. Seulement il s'agit ici d'indications rapides plutôt que d'une pensée logiquement suivie. Des légendes, des rapprochemens inattendus, un mot, un soupçon, un éclair, voilà ce que nous offre à ses origines cette tradition mystérieuse Ce sont comme les ébauches d'une philosophie de l'histoire. Les fragmens sont nombreux, le système n'existe pas. C'est précisément ce système que M. de Lasaulx a voulu construire, ce sont ces idées éparses qu'il a réunies en un vaste et bizarre tableau; cette histoire mystique de Rome que le moyen âge avait soupçonnée dans ses rêveries enfantines et grandioses, l'ingénieux érudit de Munich l'a écrite en plein XIXe siècle. On voit que nous avons affaire ici à un compatriote de Baader.

Dans une description de l'Italie qui est une sorte de philosophie de l'histoire romaine, Pline le naturaliste a dit magnifiquement : « Cette terre, l'élève et en même temps la mère de toutes les terres, a été choisie par la providence des dieux pour rendre le ciel même plus brillant, pour réunir les empires dispersés, pour adoucir les mœurs, pour rapprocher par la communauté du langage les idiomes discordans et barbares, pour fournir à tant de races opposées le moyen de s'entendre, pour donner à l'homme l'idéal de l'homme (1), pour devenir enfin l'unique patrie de toutes les nations de l'univers. » On ne trouve pas seulement dans ce texte de Pline le magnanime orgueil de la vieille Rome, cet orgueil qui ressemble à une foi et que tant d'écrivains, depuis le poète inspiré jusqu'au légiste exact, depuis Virgile jusqu'à Modestinus, ont exprimé dans les mêmes termes; il y a quelque chose de plus, on dirait qu'un souffle religieux anime ces litanies de la gloire. Soit que l'auteur ait recueilli la tradition orale, soit qu'il ait résumé l'opinion de ces nombreux écrivains, aujourd'hui perdus, qui lui ont fourni les matériaux de son livre, il représente ici autre chose que le patriotisme ordinaire. Cette providence si occupée à Rome, ce ciel rendu plus brillant, cette pure image de l'homme donnée enfin à la race humaine, ne seraient-ce donc pas des pressentimens du christianisme? M. de Lasaulx est persuadé que la tradition mystique dont on peut découvrir les vestiges dans ce passage de Pline remonte jusqu'aux origines de Rome, et qu'elle a été confirmée par des événemens

(1) « Ut humanitatem homini dar t. »

extraordinaires à toutes les grandes époques de son histoire. Si les scènes de la Bible, au dire des théologiens, sont les *figures* du Nouveau-Testament, ce n'est pas là, d'après M. de Lasaulx, un privilége qui appartienne exclusivement au saint livre; les scènes de l'histoire romaine, aux périodes décisives de ses annales, sont aussi les figures de l'Évangile et l'image anticipée de l'humanité chrétienne. Le prophète Isaïe a peint *l'homme de douleurs* qui souffre pour tout son peuple; cette peinture, où la théologie chrétienne a vu l'annonce de Jésus-Christ, M. de Lasaulx la retrouve dans le personnage d'Énée, c'est-à-dire dans le fondateur idéal de Rome. Lui aussi a souffert, quoique innocent, et souffert pour son peuple; Homère, en deux endroits de l'*Iliade,* lui attribue formellement ce caractère, que développe jusqu'au bout la tradition latine. La résurrection d'Énée et son ascension au ciel, figures voilées des grands tableaux de l'Évangile, reparaissent plus complétement encore dans la résurrection et l'ascension de Romulus. L'histoire du fondateur *historique* de Rome, comme celle de son fondateur *idéal,* est toute remplie des présages du Sauveur. Rappelez-vous qu'il est né d'un dieu et d'une vierge, — c'est toujours M. de Lasaulx qui parle; rappelez-vous les dangers qui menacèrent son berceau, rappelez-vous surtout que la ville fondée par lui et nommée de son nom a été construite pour devenir le refuge ouvert aux proscrits, aux malheureux, aux coupables de toutes les contrées, le refuge des gentils et des pécheurs. Qu'on n'oublie pas non plus les circonstances de sa mort : *ad suos venit et sui eum non receperunt.* Au moment de l'immolation de Romulus, le ciel se couvrit de ténèbres, et la victime fut transfigurée; un homme était mort, un dieu ressuscita. Ces ressemblances générales ne suffisent pas à M. de Lasaulx; il cherche des rapprochemens jusque dans les détails, et on devine quelle est sa joie lorsqu'il découvre parmi les légendes du premier roi des Romains la scène touchante du souper d'Emmaüs. Romulus, le lendemain de sa mort, n'a-t-il pas apparu à l'un des siens nommé Proculus Julius? « Va, dit le ressuscité à son compagnon, annonce aux Romains la volonté des dieux : dis-leur que ma Rome est destinée à devenir la tête du monde. » Après quoi il disparut dans les hauteurs du ciel, où il règne, dit Tite-Live, comme un dieu fils d'un dieu, et comme père de la cité romaine, *deum deo natum, parentemque urbis romanæ.* Rapprochant ensuite des textes qu'il est inutile de reproduire ici, l'ingénieux écrivain ne craint pas d'affirmer que Romulus, dans le ciel où la foi romaine l'avait placé, formait une sorte de trinité divine avec Mars et Jupiter Capitolin.

La philosophie de l'histoire romaine, telle que l'entend M. de Lasaulx, nous ménage de bien autres surprises; ce n'est là qu'une

entrée en matière. Énée, d'après la poétique légende, était à la fois un héros et un prêtre : premier symbole de la double destinée de Rome, de sa destinée héroïque dans le monde païen et de sa destinée sacerdotale après la venue du Messie. Passez de la légende poétique à la tradition historique; le premier roi de Rome est un héros, le second est un pontife : nouvelle image des deux cités de l'avenir. Romulus annonce les Scipions, et Numa les successeurs de saint Pierre. Voilà la force du glaive et la force de l'esprit promises dès le premier jour à la ville éternelle. Ces deux forces opposées, deux villes très différentes les avaient représentées dans le monde oriental, Babylone d'un côté, Jérusalem de l'autre; Rome va recueillir ce double héritage, et c'est pour cela, — notez ici l'importance mystérieuse des dates, — c'est pour cela que Rome a été fondée l'année 754 avant Jésus-Christ, à l'époque où le vieil empire babylonien tombait en ruine, et où Jérusalem, devenue tributaire des nouveaux chefs de l'Assyrie, jetait ses plaintes sublimes par la bouche des prophètes.

Un grand destin commence, un grand destin s'achève.

Cette Babylone dont le pouvoir séculaire venait de s'abattre, cette Jérusalem à qui les chants d'Isaïe promettaient un si éblouissant avenir, Rome devait les réunir toutes les deux dans le cycle immense de ses annales; c'était à elle de renouveler en Occident l'empire de Babylone jusqu'au jour où elle serait la Jérusalem nouvelle après le triomphe du Christ. Saint Augustin avait déjà remarqué cette coïncidence de la naissance de Rome et de la chute de l'empire d'Assyrie; M. de Schelling, dans ses études sur l'antiquité, avait expliqué pourquoi la civilisation romaine était le dernier mot de toutes les mythologies orientales; de saint Augustin à Schelling, M. de Lasaulx rassemble les témoignages épars, et si vous refusez d'admettre que Babylone et Jérusalem, dès l'année 754, fussent destinées à revivre dans la cité de Romulus, vous reconnaîtrez du moins que l'auteur n'a pas ménagé les citations pour vous convaincre. Quant à lui, sa foi est complète. « Ainsi, s'écrie-t-il d'un air de triomphe, au point de vue de l'histoire synchronique de l'humanité, la double importance de Rome, son importance guerrière et hiératique, est parfaitement reconnaissable; Romulus est le représentant de la Rome babylonienne, Numa est le représentant de la Rome hiérosolymique.

Tout à l'heure, direz-vous, Romulus était la figure de Jésus-Christ lui-même; comment se fait-il qu'il représente maintenant l'esprit babylonien? — Accoutumez-vous à ces petites difficultés :

dans le royaume des mythes, les aspects sont changeans, et il y aurait de l'indiscrétion à examiner les choses de trop près. On vous fournit les grandes lignes du système, c'est à votre imagination de faire le reste. D'ailleurs, si ces preuves paraissent peu concluantes, voici des argumens plus décisifs. Rome a eu plusieurs noms, et les renseignemens que nous fournissent à ce sujet les écrivains de l'antiquité éclairent d'une lumière inattendue la destinée providentielle de la grande cité. « On sait que tous les noms, dit M. de Lasaulx, les noms des villes comme ceux des hommes, bien plus, les noms de tous les objets auxquels peut s'appliquer l'intelligence humaine, ont une importance particulière au début, et qu'ils expriment le caractère intégral des êtres qu'ils désignent. On sait aussi que dans le monde antique des génies, des esprits tutélaires étaient assignés non-seulement aux hommes, mais aux villes et à tous les êtres vivans, et que tous les êtres se développaient sous cette protection invisible. » Il n'est donc pas indifférent de rechercher sous quelles invocations fut placée la ville des césars; Babylone signifie la maison de Bel; Jérusalem veut dire *la vision de la paix*, ou mieux encore, d'après une étymologie différente, *le séjour de la paix*, *Irsalem*. Le nom de Rome, Ῥώμη, c'est la force, la puissance, la force des armes, la puissance du sceptre; mais nous savons de bonne source que Rome avait un autre nom que ce nom d'origine hellénique; elle portait un nom latin, nom mystérieux, sacro-saint, et que nulle lèvre humaine n'avait le droit de prononcer, parce qu'il représentait la divinité protectrice de la ville. Varron et après lui Pline l'ancien, Plutarque, Solinus, Lydus, racontent qu'un certain tribun du peuple, nommé Valerius Soranus, ayant osé un jour prononcer ce nom redoutable, fut condamné comme sacrilége et périt sur la croix. C'était une coutume religieuse et guerrière chez les premiers Romains d'évoquer solennellement le génie tutélaire de la ville qu'ils assiégeaient, de l'armée qu'ils allaient combattre, et de livrer l'ennemi à sa colère. Nous possédons encore, dit M. de Lasaulx, quelques-unes de ces formules d'invocation et de malédiction qui servirent non-seulement contre Carthage ou Corinthe, mais contre bien des villes d'une importance secondaire, en Italie, en Espagne et en Afrique. Révéler le nom secret de Rome, c'eût été fournir à l'ennemi le moyen d'évoquer la divinité protectrice et de la transformer en furie. Voilà pourquoi Valerius Soranus fut crucifié. La terreur était si grande à ce sujet, et le secret fut si religieusement gardé, qu'aujourd'hui encore nous ne savons pas d'une manière certaine cet effroyable mot qui contenait la vie et la mort. Rome a rempli le monde; son nom, son vrai nom, le monde ne le connaît pas.

Était-ce *Saturnia*, comme le veulent Guillaume Postel en son livre *de Originibus* et Frédéric Münter dans ses *Dissertations archéologiques?* était-ce *Valentia*, *Valesia*, *Valeria*, comme l'ont cru plusieurs savans d'après certains passages de Festus et de Solinus? Niebuhr était-il autorisé à écrire d'un ton affirmatif au premier volume de son *Histoire romaine :* « Le nom latin de Rome, ce nom qu'il était interdit de prononcer, c'est *Quirium?* » On devine aisément la racine de ce mot comme on en voit tout de suite les dérivés; *quirium*, *quirinus*, *quirites*, tout cela vient de *quire*, pouvoir, pouvoir par la force, et le nom caché de Rome eût été simplement la traduction latine de Ῥώμη. Il faut reconnaître ici, malgré l'autorité de Niebuhr, que ce nom mystérieux eût été mal caché, puisque le dérivé *quirites*, si souvent employé dans la vie civile des Romains, l'eût rappelé sans cesse à leur esprit. Comment oublier d'ailleurs au sujet de cette bizarre énigme l'opinion d'un écrivain de l'antiquité, critique médiocre il est vrai, mais ici témoin très digne de foi, puisqu'il s'agit seulement d'un point de fait? comment oublier ces paroles de Macrobe : « Le plus savant parmi nous n'en sait absolument rien, et nous en sommes réduits là-dessus à de simples conjectures? » Les uns croient que c'est Jupiter, et les autres la lune; ceux-ci nomment Angerona, déesse du silence, qui était représentée tenant un doigt sur sa bouche, ceux-là tiennent pour la Cybèle italique, dont le nom indigène était *Ops Consivia*. M. de Lasaulx discute ces conjectures diverses, et bien que la dernière paraisse fort plausible à Macrobe, il la repousse comme les autres. Le grand mystère de Rome étant l'union de Babylone et de Jérusalem, l'union de la force et de l'esprit, il faut bien que les deux noms de Rome expriment ces deux ordres d'idées, l'esprit et la puissance, Jérusalem et Babylone. Si le nom connu exprime la force, le nom caché doit exprimer l'esprit. Une fois armé de ce principe, le mystagogue écarte tous les noms qui ne rappelleraient que des titres matériels ou des vertus physiques, et, furetant dans tous les magasins de l'archéologie antique, il cherche une étiquette dont le sens pourrait convenir à son système. En voici une : parmi les cabinets de curiosités du vieux monde, parmi ces collections plus ou moins dépareillées où les modernes font encore d'intéressantes trouvailles, on peut ranger les ouvrages d'un certain Johannes Laurentius, vulgairement nommé Lydus, qui vivait à Byzance au ve siècle de l'ère chrétienne. Or, en interrogeant ces écrits oubliés, M. de Lasaulx a mis le doigt sur un texte où se trouve précisément la solution qu'il cherchait. « Rome avait trois noms, dit le Byzantin Lydus : premièrement un nom mystérieux que les souverains pontifes pouvaient seuls prononcer dans les plus solennels sacrifices, et ce nom, c'était *Amor*;

deuxièmement un nom hiératique, *Flora*; troisièmement un nom politique, *Roma*. »

Dans cette précieuse découverte, M. de Lasaulx ébloui ne voit que le premier mot et le dernier; il laisse de côté Flora, qui gênerait un peu sa théorie. Il faut en effet que Rome ait deux noms, mais deux noms seulement, l'un qui la représente dès l'origine comme l'héritière de Babylone, l'autre qui annonce en elle l'héritière de Jérusalem. Je l'ai trouvé! disait Archimède. Voilà donc ce que je cherchais! s'écrie M. de Lasaulx : *Roma*, *amor*, force et amour, voilà les deux mots prophétiques qui renfermaient d'avance toute la destinée de Rome. Il remarque, dans l'ivresse de sa joie, que ces deux mots n'en font qu'un. Ne sont-ils pas l'un et l'autre composés des mêmes lettres, et ne dirait-on pas les deux aspects d'une même idée? Prenez le mot *Roma*, et lisez-le à la manière orientale, c'est-à-dire de droite à gauche, vous avez le mot *amor*. Que de choses dans cette remarque (1)! Ne croyez pas que ce soit un simple effet du hasard, il y a ici un sens philosophique, à savoir que l'amour suppose la force, et qu'un esprit vigoureux, un esprit capable de haïr, est aussi le seul qui sache aimer; l'amour infini, chez Dieu lui-même, n'a-t-il pas pour fondement la puissance infinie? Voici néanmoins une réflexion qui mêle une certaine inquiétude à la joie du chercheur de mythes : ce Lydus qui nous apprend le nom sacré de la ville arrive bien tard pour faire ses révélations; entre les origines qu'il raconte et le moment où il tient la plume, il n'y a pas moins de douze cents ans. Si un autre écrivain de l'antiquité vient confirmer le rapport de Lydus, c'est encore un Byzantin, et un Byzantin d'une période postérieure, c'est ce célèbre Photius, homme de cour, général de cavalerie, archevêque, fondateur d'église, et le plus curieux archéologue de son siècle. Dans un fragment découvert et publié de nos jours par le cardinal Angelo Maï, Photius répète exactement les affirmations de Lydus. Voilà deux autorités au lieu d'une, pourvu que ce soient en effet des autorités: doute cruel pour l'érudit; mais M. de Lasaulx se hâte d'écarter ces dernières ombres. « En pareille matière, se dit-il, c'est une loi toute naturelle que ce qui est caché au début ne puisse être dévoilé que bien longtemps après. Jésus-Christ disait à ses disciples : Il n'y a rien de caché qui ne doive être découvert, rien de secret qui ne doive être connu. » Ainsi telle est la conclusion des études de M. de Lasaulx : soit qu'on étudie la légende idéale ou la légende historique du Latium, soit

(1) Hegel, dans sa *Philosophie de l'histoire*, avait déjà parlé de ce nom mystérieux de Rome, mais sans s'y arrêter comme M. de Lasaulx. Il remarque seulement que tout est mystère et bizarrerie dans le culte des Romains, tandis que tout est clair, franc, naïf, dans la religion des Hellènes.

qu'on interroge Énée, fils de Vénus, ou Romulus, fils de Mars, soit que l'on compare Romulus le guerrier à Numa le pontife, soit qu'on rapproche la fondation de Rome des grands événemens contemporains, soit enfin qu'on cherche le nom mystérieux de la ville éternelle, on arrive infailliblement à cette conclusion : Rome avait une double destinée à remplir, et il était écrit dans le plan divin de l'histoire universelle qu'elle gouvernerait le monde par la force avant de le gouverner par l'amour.

A ces indications fournies par les légendes nationales et les symboles religieux, il faut une confirmation par l'histoire réelle. M. de Lasaulx ne recule pas devant les nécessités de sa démonstration, il les formule au contraire avec une audacieuse confiance quand il écrit ces mots : « Tout ce qui flottait dans le demi-jour des légendes, tout ce qui était enveloppé dans les voiles du mythe, au commencement de l'histoire de Rome, doit reparaître sans voiles, sans ombres, au faîte de son développement, à la pleine lumière de sa vie politique. » Où est ce faîte? où est cette lumière? La période décisive dans l'histoire de Rome, c'est celle que M. Mommsen appelle *la révolution,* révolution immense en effet, qui n'intéresse pas seulement l'Italie, mais le monde entier, révolution épique où non-seulement la terre, mais le ciel même a joué un rôle. Le dernier siècle de la république, le premier siècle de l'empire, voilà la grande époque de l'histoire de Rome et peut-être de l'histoire universelle. Or à l'une des heures décisives de cette solennelle époque, au moment où l'aristocratie et la démocratie, la réaction et la révolution, se disputaient le monde dans les plaines de Pharsale, on vit les deux armées représenter en quelque sorte les deux grandes parts de l'histoire religieuse du genre humain. D'un côté marchaient les peuples dont le nom seul rappelle l'Ancien Testament, de l'autre s'avançaient les hommes qui devaient inaugurer l'ère chrétienne. Les Orientaux, et parmi eux les Juifs, combattaient dans les rangs de Pompée; les Occidentaux, et parmi eux les Germains, se battaient pour César. Ces renseignemens nous sont fournis par Appien et Lydus; Florus même avait dit avant eux que la cavalerie des Germains avait décidé la victoire. On devine avec quel bonheur l'historien allemand recueille ces détails restés inaperçus jusqu'à lui, ces détails d'une portée si haute, d'une signification si profonde, et en tire une conclusion dont ne se doutaient ni Appien, ni Lydus, ni Florus. Tandis que les deux armées croyaient combattre pour l'aristocratie ou la démocratie, pour l'ancien régime ou la révolution, c'était la cause de Jésus-Christ qui était débattue à Pharsale. Pompée avait donné pour mot d'ordre à ses soldats *Hercule l'invincible,* César avait choisi *Vénus la victorieuse.* On connait l'issue de la lutte, mais

on ne savait pas avant M. de Lasaulx comment l'histoire mystique complète et rectifie l'histoire réelle : Vénus triompha d'Hercule, l'amour l'emporta sur la force, *amor* prit la place de *Roma*. N'oubliez pas non plus les deux autres *figures* que nous avons signalées en passant, car le langage des signes se manifeste ici avec une merveilleuse abondance, n'oubliez pas l'opposition des Germains et des Juifs : les Juifs, gardiens obstinés de l'ancienne loi, furent battus par cette race germanique qui devait contribuer plus que nulle autre au libre développement de la loi nouvelle. La victoire de César sur Pompée dans la mêlée sanglante de Pharsale, c'est la victoire de l'Évangile sur l'Ancien Testament!

Au milieu de ce délire, l'auteur garde encore une âme capable de s'intéresser aux acteurs du drame, comme si la réalité ne disparaissait pas tout entière dans cette transfiguration mystique. Sans doute il fallait que la république fût remplacée par l'empire, et il fallait aussi que l'empire, une fois sa mission terminée, disparût à jamais, pour que le christianisme victorieux pût susciter une humanité nouvelle. Toutefois, en proclamant ce principe, M. de Lasaulx veut bien reconnaître que cette philosophie de l'histoire nous est facile, à nous qui connaissons la suite des événemens. Au milieu de la mêlée, on était excusable de voir autrement les choses. Quand César et le sénat se disputaient l'empire, on ne pouvait penser qu'aux résultats immédiats de la lutte, — à moins d'être un illuminé comme cet augure de Padoue qui, le jour de la bataille de Pharsale, transporté hors de lui-même au moment où il interrogeait le vol des oiseaux, suivit en son extase les moindres péripéties de l'action, et tout à coup, dans un ravissement suprême, s'écria : « Victoire à César! » Les gens de bien mêlés à ces tragédies surhumaines n'avaient pas tous reçu les merveilleuses clartés qui, aux yeux de M. de Lasaulx, transforment l'augure de Padoue en une sorte de voyant chrétien; ils ne pouvaient juger les acteurs que sur leur caractère moral, sur leur mérite personnel, et non d'après les plans sublimes dont ils étaient les instrumens aveugles. M. de Lasaulx, tout illuminé qu'il est, comprend donc la douleur des pompéiens honnêtes, le désespoir de Caton, les blasphèmes de Brutus, et volontiers il eût porté le premier coup à l'usurpateur. « Quel homme de cœur, s'écrie-t-il, peut ne pas ressentir une émotion poignante à l'heure où tombe la république? Qui ne sent que, dans ce fatal conflit, les vaincus valaient mieux que les vainqueurs? » Il est difficile de ne pas se rappeler ici les pages ardentes où M. Mommsen exprime des passions tout opposées. Ces Caton, ces Brutus que M. de Lasaulx honore, M. Mommsen leur jette l'insulte, et autant M. Mommsen glorifie César, autant M. de Lasaulx le condamne.

« César était grand sans doute, dit le chercheur de mythes, et grand de toutes les manières, grand tribun, grand capitaine, grand homme d'état; qu'importe? Tacite lui-même a beau l'appeler le premier de tous les Romains, *primus omnium Romanorum;* Athénée a beau l'appeler le premier de tous les hommes, πρῶτος πάντων ἀνθρώπων : M. de Lasaulx proteste au nom du droit, et vraiment cette protestation ne manque pas d'un certain effet dramatique chez un homme que l'histoire idéale aurait pu rendre indifférent aux douleurs de la réalité. Il va même beaucoup trop loin, si, ne se défiant pas d'un enthousiasme de collége, il oublie quelle mauvaise cause défendait la vieille oligarchie aristocratique. Ici surtout nous sommes obligés de le renvoyer à M. Mommsen, c'est-à-dire au plus passionné, mais aussi au plus savant et au plus libéral historien de la révolution romaine. Étrange pouvoir de cette révolution, qui agite encore, à dix-neuf siècles de distance, non-seulement les tribuns, mais les érudits et les rêveurs! Mêlée terrible, assez bruyante pour arracher un somnambule comme M. de Lasaulx au mystérieux spectacle de l'histoire invisible! Ce n'est là du reste qu'une distraction d'un instant; silence au drame et aux passions d'en bas! voici le mystique domaine qui se rouvre et les signes qui reparaissent.

M. de Lasaulx est singulièrement frappé de certaines analogies entre Auguste et Jésus-Christ, « non pas, certes, que le lâche et cruel Octave puisse être comparé au plus pur, au plus tendre bienfaiteur de la race humaine; » l'analogie est dans la situation historique, non pas dans le caractère, et il peut arriver qu'un méchant soit le précurseur d'un saint, par ce seul fait qu'il lui aura frayé la route sans le vouloir. « Au reste, ajoute l'auteur en note, je reconnais volontiers qu'il faut procéder avec prudence dans cette confrontation de types, et n'y voir, comme dit saint Augustin, que de simples hypothèses de l'esprit humain, hypothèses qui nous conduisent quelquefois au vrai et quelquefois nous en éloignent. » Après s'être ainsi exhorté à la prudence, M. de Lasaulx revient à ses rapprochemens avec plus de témérité que jamais. Auguste, sachez-le, est un précurseur mystique de Jésus-Christ! Jésus est né à Bethléem, non loin de Jérusalem; Auguste est né à Vélitres, dans le voisinage de Rome. Dès les premiers jours du monde, la naissance du Christ est promise au peuple de Dieu; dès les temps les plus reculés de l'histoire de l'Italie, les oracles avaient annoncé à Vélitres qu'un de ses enfans serait un jour le maître de l'univers. Au moment où Jésus naquit dans l'étable, des mages étant venus d'Orient pour l'adorer, Hérode, effrayé, fit égorger tous les enfans de Bethléem et des lieux d'alentour; quelques mois avant la naissance d'Auguste, il y eut dans Rome des signes, et les aruspices ayant déclaré

que la nature était en travail d'un roi pour les Romains, le sénat, effrayé, défendit d'élever les enfans qui naîtraient dans l'année : précaution inutile, car les sénateurs dont les femmes se trouvaient enceintes à ce moment-là, espérant, chacun à part soi, que cette promesse divine intéressait leur maison, firent en sorte que le décret ne fût pas déposé aux archives. Suétone, qui rapporte ces traditions, y ajoute une anecdote singulière : au moment où naquit Auguste, on délibérait au sénat sur la conjuration de Catilina, et Octavius, père de l'enfant, arriva un peu tard à cause des couches de sa femme. Or c'est un fait bien connu, dit le chroniqueur, que Nigidius, en apprenant la cause de ce retard et l'heure de l'accouchement, s'écria qu'il était né un maître à l'univers, *dominum terrarum orbi natum*. Tous ces détails, assez insignifians dans Suétone, font vraiment une certaine figure quand on les rassemble avec art. Comment s'étonner que M. de Lasaulx, déjà trompé d'avance, y retrouve trait pour trait l'histoire de la naissance du Sauveur? Ce Nigidius s'écriant que le roi du monde vient de naître deviendra pour lui un personnage comme le vieillard Siméon, celui dont la figure est si touchante dans le récit de saint Luc, celui qui reçoit Marie le jour de la présentation au temple, et qui, prenant dans ses bras le divin enfant, prononce ces belles paroles : « Maintenant, Seigneur, je puis mourir en paix, puisque mes yeux ont vu le Sauveur du monde! » Entre Nigidius et Siméon, entre l'exclamation banale du sénateur et le discours si tendre du saint vieillard, le catholique illuminé ne voit que la différence de la figure à la réalité, de l'ombre à la lumière. Après cela, priez le ciel qu'il ne lise pas les élégies de Properce, ou s'il les lit, qu'il n'y remarque point les mots de *mundi servator* appliqués à Auguste, sinon il ajoutera cette nouvelle *figure* à toutes celles qu'il a déjà découvertes, et, sans s'inquiéter des notes fausses, il donnera un rôle au voluptueux chanteur dans cette folle partition. Properce, comme Nigidius, sera cité en témoignage pour prouver que l'empereur Auguste est bien réellement le symbole de Jésus-Christ.

Dans le système des *figures* et des *analogies mystiques*, les contrastes, à ce qu'il paraît, sont aussi importans que les ressemblances. M. de Lasaulx a fait valoir les ressemblances que présentent la naissance d'Auguste et la naissance du Sauveur; maintenant il indiquera chez eux les contrastes de l'heure suprême. Le vieil empereur, chargé d'années et de souvenirs, s'éteint à Nola, en Campanie, à l'âge de soixante-seize ans, et, s'adressant à ses amis rassemblés auprès de son lit de mort : « Eh bien! leur dit-il, trouvez-vous que j'aie assez bien joué la farce de la vie (*mimum vitæ*)? » Puis il cite en grec la formule qui terminait les pièces de

théâtre : « Si vous êtes contens, applaudissez l'acteur et battez tous des mains. » Suétone ne dit pas si les amis d'Auguste applaudirent, si un sourire effleura leurs lèvres, ou bien s'ils restèrent indifférens à cette frivolité impie; il est probable qu'ils gardèrent le silence, occupés qu'ils étaient de leurs intrigues du lendemain. Que de rapports d'opposition entre ce récit et celui de l'Évangile! Le jour où le Sauveur, avant d'expirer sur la croix, prononça la grande parole : « tout est consommé! » le centurion romain qui se trouvait là ne put s'empêcher de s'écrier : « Cet homme était vraiment le fils de Dieu. » Ce mot ignoble, la *farce de la vie*, et ce mot sublime, *consummatum est*, — ce silence des amis d'Auguste et ce cri soudain échappé au centurion, — ce sont là, d'un monde à l'autre, des répliques mystérieuses dont l'historien vulgaire ne s'inquiète pas, mais qui ont plus de prix aux yeux de M. de Lasaulx que les découvertes d'un Niebuhr.

Mais ces répliques, ces rapprochemens étranges, ne sont-ce pas de simples effets du hasard? — « Libre à chacun d'y voir ce qu'il voudra, répond dédaigneusement M. de Lasaulx; pour moi, j'y vois une disposition manifeste de la Providence. Tous ceux qui dans l'antiquité ont écrit sur les destinées de Rome, païens, juifs, chrétiens, peu importe, tous ont vu dans cette histoire la main de la Providence; je me range à leur avis. » Là-dessus, il cite une pensée de Polybe, un trait de Flavius Josèphe, une réflexion de Plutarque, une phrase de Denys d'Halicarnasse, et après que le défilé des païens est fini, on voit commencer le cortége des pères de l'église... Les païens, émerveillés de la grandeur de Rome, affirment que la Providence est là; les écrivains de l'église, plus explicites, saluent dans l'unité de l'empire une voie divinement ouverte à l'Évangile. C'est l'opinion d'Origène, de Prudence, d'Eusèbe, de saint Jérôme, de saint Augustin, de Paul Orose, de Léon le Grand, de Théodoret, de Pierre Chrysologue, de Maxime de Turin, et rien de plus curieux que ces litanies enthousiastes où les deux Romes, la ville profane et la ville sainte, d'abord opposées et hostiles, finissent par se confondre dans une glorification commune. Il y a deux sources de bien en ce monde, s'écrie Eusèbe, l'empire romain et l'église du Christ. Rome, dit saint Jérôme, a conquis l'univers pour frayer la route aux apôtres; la prédication du Dieu unique exigeait l'établissement de l'empire unique (*apostolorum itineri pervius factus est orbis... et ad prædicationem unius dei singulare imperium constitutum est*). Les docteurs du moyen âge comparaissent à leur tour. Voici saint Thomas d'Aquin avec son livre *de Regimine principum*, voici le moine allemand Engelbert d'Admont avec son traité *de Ortu et Fine romani Imperii*, voici Dante avec ses traités poli-

tiques et moraux, qui sont le commentaire de son grand poème; ils confirment, chacun à sa manière, la mystique tradition de la ville éternelle, et les rayons de la Rome du Christ transfigurent si bien la Rome païenne qu'il devient impossible de les distinguer l'une de l'autre. Dante ne disait-il pas que l'établissement de l'empire romain était une œuvre directe de Dieu aussi bien que l'incarnation du Sauveur? N'était-il pas heureux de glorifier cette grande unité de la monarchie italienne « annoncée par Énée, préparée par les Scipions, célébrée par Virgile, consacrée par Jésus-Christ (1)? »

Telle est la philosophie de l'histoire romaine d'après M. Ernest de Lasaulx. Il n'est pas nécessaire, je pense, de signaler les erreurs et les bizarreries dont elle fourmille. Si l'auteur s'était borné à mettre en lumière la tradition qui, de saint Jean à Bossuet, reconnaît dans l'unité de l'empire la préparation des conquêtes du Christ, il aurait pu compléter un chapitre déjà connu des annales de l'esprit humain; en cherchant des symboles catholiques chez les enfans de la louve, il est descendu à des puérilités qui défigurent l'histoire. D'où vient pourtant que ce singulier manifeste a excité l'attention de la critique? C'est que la pensée intime de l'auteur valait mieux que son œuvre même. L'histoire romaine est devenue aujourd'hui une espèce de concerto tumultueux où bien des voix se font entendre; sans la partie que joue le mystique Allemand, la symphonie serait incomplète. M. de Lasaulx était un esprit curieux (2), subtil, illuminé, un disciple de Goerres et de Baader. Catholique et libéral, il avait sur bien des points des inspirations originales et généreuses. Au lieu de restreindre le domaine de sa religion, comme font tant d'esprits étroits et sombres, il prenait plaisir à en reculer les frontières. L'antiquité païenne, à ses yeux, ne se séparait pas de l'Évangile; de l'une à l'autre, il connaissait des sentiers secrets éclairés çà et là de mystérieuses lueurs. Son Christ gigantesque, étendant ses bras vers tous les points de l'horizon, projetait sur le passé comme sur l'avenir sa lumière infinie. Il croyait au catholicisme de Virgile et de Platon, d'Homère et de Valmiki! A propos du génie de Socrate, au sujet de l'hellénisme mourant, il avait écrit des pages bizarrement exquises, où le penseur ébloui transfigurait les textes les plus simples. Son manifeste sur la philosophie de l'histoire romaine semble avoir été inspiré par

(1) Sur cette philosophie de l'histoire de Rome telle que l'a combinée l'auteur de la *Divina Commedia* et du *de Monarchia*, voyez l'étude insérée ici même sous ce titre : *Dante Alighieri et la littérature dantesque en Europe;* 1er décembre 1856.

(2) M. de Lasaulx est mort il y a quelques mois, entouré de l'estime générale, emportant les regrets des penseurs et des savans. Son mémoire sur la philosophie de l'histoire romaine est le dernier travail qu'il ait communiqué à l'académie de Munich.

les débats de la question papale : je ne sais s'il tenait au pouvoir temporel, ou plutôt je suis sûr qu'un esprit si détaché des choses réelles ne pouvait être un partisan bien fougueux de la théocratie; mais il croyait à Rome, à la destinée de Rome, et c'était là sa manière de prendre part aux discussions de nos jours.

Rien de moins germanique en un certain sens que les écrits de M. de Lasaulx, ou, si l'on veut, c'est l'esprit germanique ébloui et subjugué par l'esprit romain. L'histoire nous montre aux temps barbares les grands chefs des peuples du nord se mettant au service de Rome et devenant quelquefois plus Romains que les enfans de l'Italie; M. de Lasaulx est un Germain des siècles raffinés mettant l'illuminisme allemand au service de la Rome catholique. Le vrai Germain, c'est Hegel dans sa *Philosophie de l'histoire*, quand il nous fait voir l'empire romain créant le vide par tout l'univers, et l'esprit nouveau, l'esprit chrétien et germanique, remplissant ce cadre immense. Le vrai Germain, c'est Herder, quand il réfute Origène et saint Jérôme, saint Augustin et Paul Orose, saint Thomas et Dante, quand il proteste enfin contre la tradition des *romanistes* avec la verve d'un Luther. « Si quelque chose, s'écrie-t-il, est contraire à l'esprit philosophique, c'est de s'obstiner à voir même dans les scènes ensanglantées de l'histoire romaine l'accomplissement de quelque but caché de la Providence... En ce qui regarde la religion chrétienne, autant je vénère les bienfaits qu'elle a répandus sur le genre humain, autant je suis loin de croire que la main des hommes ait préparé avant elle dans l'empire romain une seule voie à ses conquêtes. Ce n'est point pour elle que Romulus a fondé sa cité, que Pompée et Crassus sont entrés en Judée... N'outrageons pas la majesté divine en supposant que, pour accomplir la plus sublime de ses œuvres, pour étendre le règne de la justice et de la vérité, elle n'ait eu d'autre instrument en sa puissance que le joug oppresseur et les mains ensanglantées des Romains. La religion chrétienne s'éleva par sa propre énergie, comme l'empire romain grandit par ses propres pouvoirs; si plus tard ils finirent par s'unir, ils ne gagnèrent ni l'un ni l'autre à ce rapprochement. De leur union sortit un être mixte, moitié chrétien, moitié romain, tel que plusieurs désireraient qu'il ne fût jamais né. »

Voilà le cri du Germain en face de la tradition romaine. M. de Lasaulx, qui, après Herder et Hegel, essaie de venger les idées latines en les transfigurant, ne saurait toutefois être confondu avec les ultramontains du XIX[e] siècle. La résolution persistante qui éclate en ce singulier système, l'érudition si variée de l'auteur unie à la confiance d'un mysticisme serein, tout cela nous transporte bien au-dessus des luttes de nos jours. De telles pages appartiennent

véritablement à la philosophie de l'histoire romaine. Elles y appartiennent du moins à titre de curiosité. Après qu'on a entendu les théoriciens de l'histoire célébrer si longtemps le rôle des races germaniques en face des races latines, n'est-ce pas une chose intéressante de voir le rôle de Rome et de la romanité relevé par la science en face du germanisme? Sans doute, si l'école latine n'avait d'autre représentant que M. de Lasaulx, sa cause serait bien compromise par ce mélange de savoir et d'illuminisme. Heureusement pour elle, un autre défenseur se présente, un défenseur armé d'une érudition aussi forte, et qui emploiera des argumens mieux appropriés à notre siècle. Nous venons de rencontrer l'esprit allemand du midi avec son inquiétude souvent pénétrante; c'est l'esprit français avec les qualités qui lui sont propres que nous allons maintenant voir à l'œuvre.

II.

Le *Tableau de l'Empire romain* que vient de publier M. Amédée Thierry nous offre le même point de départ que la *Philosophie de l'histoire romaine* de M. de Lasaulx. Le fondateur de Rome, selon M. de Lasaulx, a fait une œuvre analogue à celle du Christ lui-même en appelant librement à lui les hommes sans asile. M. Thierry, invoquant les belles paroles de Denys d'Halicarnasse et surtout l'admirable discours de Claude dans les *Annales* de Tacite, proclame aussi ce premier caractère de la cité romaine, ce caractère si nouveau, si contraire à toute l'antiquité, l'appel aux enfans de toutes les races. Seulement ce qui est mystique dans M. de Lasaulx est une réalité chez M. Thierry. M. de Lasaulx nous montre Romulus attirant les pécheurs et les gentils dans la ville éternelle; M. Thierry interroge la constitution primitive de Rome, et il y lit d'avance ses destinées séculaires : « des hommes de toute race, de toute tribu, de tout rang, se donnent la main dans un asile; l'association d'individus devient une association de tribus, puis de nations et de races entières. »

Voilà le programme philosophique de l'histoire des Romains. Le vrai sujet de M. Amédée Thierry, celui qu'il a éclairé d'une lumière inattendue, commence à l'époque où Rome, victorieuse du monde, disparaît dans sa conquête. Cette association prodigieuse de nations et de races entières s'appelle l'empire romain; quel esprit y a présidé? quels intérêts l'ont produite et soutenue? quels en sont les développemens, les phases, les révolutions? Tel est le problème auquel l'éminent historien applique la pénétration de son savoir; il ne néglige pas les périodes antérieures, car tout se tient

dans cette histoire, et la destinée de Rome, si nettement annoncée par sa fondation même, est de plus en plus visible de siècle en siècle. Deux esprits éclatent ensemble, grandissent ensemble, et luttent à mort chez les fils de Romulus, l'un qui veut construire la cité sur le granit, l'autre qui veut sans cesse en agrandir l'enceinte; la lutte de ces deux esprits, ou bien, en d'autres termes, l'action de Rome sur les races de l'Italie, est résumée par M. Thierry d'une manière neuve et forte dans le premier chapitre de son livre. Il a raison cependant de ne pas s'y arrêter. Bien d'autres avant lui ont suivi la bannière de Rome jusqu'aux extrémités de l'Italie et du monde; l'originalité de M. Amédée Thierry, c'est que le premier parmi les historiens il a marché avec les vaincus, au moment où les vaincus, réclamant leur place dans la cité, l'ont dissoute en y entrant, et ont substitué à Rome l'humanité elle-même. La revanche des vaincus, la revanche de l'univers, tel pourrait être le titre de cette philosophie de l'histoire romaine. M. Amédée Thierry indique par une image très juste la position qu'il a prise : « Montesquieu, dit-il, s'est fait patricien romain et a envisagé le monde du haut du Capitole. Fils des vaincus de César, j'ai aperçu le Capitole du fond d'une bourgade celtique... »

Qu'on s'intéresse tant qu'on voudra aux derniers héros de la république romaine, il est certain que la république n'existait plus que de nom quand César prit la dictature. Cette fière aristocratie qui avait subjugué le monde devait périr par son triomphe même; le monde vaincu devenait l'allié nécessaire des plébéiens, et la révolution démocratique de Rome s'accomplissait au profit de l'humanité. C'est là une situation unique dans l'histoire. Nos révolutions modernes, quoi qu'on ait dit, ne peuvent nous fournir aucune idée de ce gigantesque drame, et ce n'est pas un médiocre honneur pour M. Amédée Thierry d'en avoir retrouvé le sens. Il ne s'agit pas ici de déprécier un Caton, un Brutus, comme M. Mommsen l'a fait avec une verve amère, et encore moins de voiler les forfaits d'un Tibère, d'un Commode, d'un Caracalla; au-dessus de la scène où combattent les gladiateurs de l'histoire, d'immenses intérêts s'agitent pour l'humanité. La terre est en travail d'un monde nouveau, et c'est Rome ou plutôt la société romaine qui est le théâtre de ce prodigieux labeur. Honorez Thraséas et flétrissez Néron; n'oubliez pas cependant les destinées du genre humain, et que l'histoire individuelle, avec ses monstruosités, n'efface pas l'histoire des nations et des races. Il y a ici une *officina gentium* dont il faut pénétrer les secrets.

Si le fondateur de Rome, quel qu'il soit, a tracé l'idéal de sa ville en faisant de la cité un refuge ouvert à tous, l'organisateur de la

dictature impériale a créé la loi qui devait soutenir l'état jusqu'en ses plus mauvais jours et transmettre aux peuples nouveau-nés des principes immortels. On s'étonne souvent que des bêtes féroces comme Néron ou Domitien aient pu assouvir si longtemps leurs effroyables caprices; on ne comprend pas que le monde ait été assez lâche pour s'abandonner ainsi lui-même, et on se prend à mépriser l'espèce humaine lorsqu'on songe qu'en pleine civilisation, après tant de sublimes enseignemens, après tant d'exemples héroïques, elle a pu subir une aussi complète dégradation. Étudions les choses de plus près, examinons-les à la clarté du flambeau que M. Thierry vient d'allumer en ces ténèbres; nous verrons bientôt qu'il y a eu là deux histoires très distinctes : d'un côté l'histoire particulière de Rome et de ces personnages de théâtre que Paul Orose appelle les *gladiateurs*, de l'autre l'histoire des nations qui poursuivent leurs destinées dans l'ombre, et qui, sous la protection de la loi commune, préparent la riche diversité de l'avenir, c'est-à-dire la civilisation chrétienne. Même sous le principat de ces hommes que flétrira éternellement l'histoire, la grande œuvre d'équité, jusque-là inconnue au monde antique, poursuivait régulièrement son cours. Ce qui était foulé aux pieds des monstres, c'était la vieille société patricienne, si glorieuse autrefois, mais si impitoyable; le monde au contraire se sentait revivre aux rayons d'un soleil de justice qui n'avait jamais lui, même en Grèce, sur notre malheureuse race. Et qui donc avait créé cette politique humaine qui s'imposait aux plus infâmes tyrans? Il faut bien le dire, c'était César, ce César que M. Michelet ne craint pas d'appeler *l'homme de l'humanité*. Voici le premier personnage de l'histoire à qui peut être décerné ce titre magnifique. Le Christ n'était pas encore venu, et il y avait quelqu'un sur la terre qui devait être appelé l'homme de l'humanité par la libérale philosophie du XIXe siècle. N'y avait-il pas là de quoi effacer bien des méfaits et racheter bien des vices?

Il faut lire dans le *tableau* de M. Amédée Thierry comment toutes les nations de l'empire entrent l'une après l'autre dans les vastes cadres de l'humanité nouvelle établis par le génie de César. Le dénombrement de ces races, la peinture des pays, des mœurs, des cultes religieux, du degré de civilisation où était parvenue chacune d'elles, forment une large introduction aux scènes extraordinaires qui vont suivre. Non-seulement tous les peuples applaudissent à la révolution romaine qui brise les barrières aristocratiques et fait entrer l'univers dans la cité universelle, mais ils donneront bientôt des empereurs à cette assemblée de nations qui s'appellera *Romanitas*. Les provinces sont contentes, écrivait Tacite; un Gaulois s'est emparé de Rome, disait Sénèque en se moquant de l'empereur

Claude. Le mot grave et attristé de Tacite, le mot railleur de Sénèque, avaient été peu remarqués jusqu'ici; associés à tant d'autres témoignages que M. Thierry rassemble avec une érudition lumineuse, ils expliquent la situation tout entière. Rome a si bien disparu au sein de l'humanité que les principales races auront tour à tour leurs représentans sur le trône des césars, et cela le plus naturellement du monde, sans que personne en soit surpris, — personne, excepté les héritiers de plus en plus rares de l'ancien patriciat. Sénèque peut faire des épigrammes sur la politique *provinciale* de Claude pour flatter l'aristocratie de la *ville*, il ne tardera pas à subir les idées qui entraînent le monde, et, rentrant dans son rôle naturel, il glorifiera en des pages éloquentes le mouvement social qu'il persiflait naguère. N'est-il pas lui-même Espagnol? C'est sous le règne d'un Espagnol que Tacite écrira les lignes que nous citions tout à l'heure, et où éclate avec une impartialité douloureuse la reconnaissance de la vérité; c'est à un césar espagnol qu'il devra son indépendance d'écrivain et le droit de flétrir les forfaits de Néron; c'est à un Espagnol enfin qu'il attribuera la gloire d'avoir uni deux choses jadis incompatibles, le principat et la liberté, *res olim dissociabiles, principatum ac libertatem*. L'Espagne, la première colonie romaine, la première province soumise et façonnée par les Romains, est aussi la première à commencer cette série de revanches qui amènera au faîte du pouvoir toutes les nations du monde.

On dirait que l'apparition des peuples sur le trône impérial correspond à l'ordre même dans lequel ces peuples avaient été vaincus par la république. Rome avait d'abord soumis l'Italie, puis l'Espagne, puis l'Afrique et l'Orient, puis enfin la Gaule, sa dernière conquête. Or après les césars issus de l'aristocratie romaine vinrent les césars italiens, aux césars italiens succédèrent les césars espagnols, aux césars espagnols les césars africains et arabes; les grands césars gaulois apparurent les derniers.

Si le travail d'égalité conçu par Jules César se poursuit pas à pas même sous les empereurs de race romaine, même sous Tibère et Néron, que sera-ce sous les empereurs italiens et surtout sous les provinciaux! Dans cette suite de révélations sur la politique humaine de l'empire, M. Thierry signale un fait d'une importance particulière, puisqu'il explique la transition, si peu intelligible jusqu'ici, des empereurs espagnols aux empereurs africains et arabes. Quelques-unes des plus grandes choses accomplies sous les césars originaires d'Espagne, entre autres l'*édit perpétuel* d'Adrien, furent l'œuvre d'une école de jurisconsultes qui illustraient la race arabe en Afrique et en Asie. Nous sommes accoutumés à considérer ces fils de Sem comme enfermés dans la pensée religieuse et incapables de

prendre part au mouvement complexe de la civilisation; il y a sur ce point bien des exceptions à reconnaître. M. Ernest Renan, qui a mis en relief plus vigoureusement que personne ce caractère exclusif des sémites, a montré pourtant que la tendance contraire existait même chez le peuple d'Israël, à plus forte raison chez des nations mondaines comme Tyr et Sidon. Les recherches de M. Amédée Thierry nous font voir qu'une grande partie de la race sémitique, les Phéniciens d'Afrique, les Arabes de Syrie, contribuèrent activement sous l'empire à la civilisation générale. En Afrique, le mouvement datait de la reconstruction de Carthage par Jules César; en Syrie, l'impulsion fut donnée par Adrien et Marc-Aurèle. La métropole punique, relevée avec tant d'éclat de ses ruines, avait suscité autour d'elle un groupe de villes phéniciennes ou numides, Madaure, Adrumète, Leptis, Cirtha, qui étaient des foyers de science et de culture sociale. Les anciennes villes syriennes, Émèse, Édesse, si déchues de leur splendeur, mais rappelées à la vie par les Antonins, étaient devenues aussi au second siècle de l'ère chrétienne des centres fort actifs où renaissait la civilisation de l'Orient. Il y a un moment au IIe siècle où les Africains sont partout et partout aussi les Syriens. Quel est le grand jurisconsulte de cette époque? Quel est l'homme dont le nom est attaché à l'*édit perpétuel*, c'est-à-dire à l'acte le plus important des empereurs espagnols? L'Africain Salvius Julianus. A ce moment-là même, le premier des orateurs est Fronto, fils de Cirtha la Numide. Dans les lettres, au sénat, dans les conseils du prince, dans ces hautes fonctions administratives qui ressemblaient à des vice-royautés, on voit au premier rang les enfans de l'Afrique. Aussi, quand le stupide Commode termine si honteusement le noble groupe des césars espagnols, lorsque l'anarchie commence, que la guerre civile éclate, que le monde romain se croit revenu au temps de César et de Pompée, quels sont-ils ces deux hommes qui tiennent l'univers en suspens? Deux Africains encore, deux hommes dont la métropole est Carthage, Albinus d'Adrumète et Septime-Sévère de Leptis.

La dynastie d'Afrique, ouverte par le Carthaginois Septime-Sévère, amène les Syriens sur la scène; Septime-Sévère avait épousé une Syrienne, la belle et savante Julia Domna. Ne nous laissons pas tromper par tous ces noms latins; un des caractères de l'empire, c'est que les races les plus étrangères à l'Italie faisaient toute sorte d'emprunts aux habitudes romaines, sans renoncer à leur esprit national; c'était leur manière de s'emparer de Rome. Bien que les médailles frappées en Orient et en Occident portassent ce même nom : *Rome éternelle*, il suffit d'y regarder avec attention pour distinguer une médaille gauloise d'une médaille syrienne. C'est ainsi

que M. Amédée Thierry, dans la succession des césars, a su retrouver les races diverses sous l'uniformité du costume romain. La voie est ouverte; la critique peut s'y engager plus avant. Aujourd'hui que les études orientales renouvellent l'histoire sur tant de points, la période des empereurs syriens profitera sans doute de ces fouilles hardies. Un orientaliste que j'ai consulté à ce sujet m'a fourni des indications qui confirment les vues de M. Thierry, et que je crois bon de reproduire. « Il est évident que Julia Domna, femme de Septime-Sévère, sa sœur Julia Mœsa, ses nièces Julia Mammœa et Julia Sohémie, appartenaient aux premiers rangs de la société arabe en Syrie. Domna, Mœsa, Mammœa, Sohemia, tous ces noms latinisés étaient des noms arabes, comme l'atteste encore le dernier, Sohemia, dont l'origine première, moins défigurée, ne saurait être méconnue. Sohémie est la forme latine de *Souhaïma*, féminin de *Souhaïm*, nom porté par plusieurs princes orientaux de la même époque. Lampride et Capitolin l'appellent *Semiamira*, nouvelle preuve que Sœmias est bien une Arabe et une princesse arabe, car il suffit de décomposer ce mot pour y trouver d'abord son nom (Sœmi, Sohemia), puis le mot *amira*, féminin d'*amir* ou *émir*, qui signifie souverain. Or, s'il est prouvé que Julia Sohemia, mère d'Élagabal, était une princesse d'Arabie, nous savons par cela même ce qu'étaient sa sœur Julia Mammœa, qui donna le jour à Alexandre-Sévère, et sa tante Julia Domna, dont Septime-Sévère avait obtenu l'alliance. »

Peut-être des inscriptions syriaques nous apprendront-elles un jour quelque chose de ces quatre femmes arabes associées tour à tour au gouvernement de l'empire romain. Les récits des écrivains de l'*Histoire auguste* ont besoin d'être complétés, c'est-à-dire rectifiés, par des hommes initiés aux choses de l'Orient. Qu'est-ce que ce sénat de femmes dont Julia Sohemia avait conçu l'idée? Quelle était la créature la moins dégénérée au IIIe siècle, la matrone romaine ou la femme sémitique? L'orientaliste que j'ai interrogé penche à croire que le harem avait une grande et utile influence à cette époque, que la femme n'y était pas tenue en captivité comme aux siècles suivans, et que, si son pouvoir a disparu, c'est seulement après qu'elle en eut abusé. Tout cela est possible, et il faut se rappeler en effet que la noble figure de Zénobie appartient à la période des empereurs syriens. La femme de Septime-Sévère, Julia Domna, la mère d'Alexandre-Sévère, Julia Mammœa, paraissent avoir été de nobles types de la grandeur asiatique. Malheureusement, tant que l'archéologie orientale n'aura pas porté la lumière en ces questions confuses, il sera difficile de s'y reconnaître. Comment expliquer toutes les choses incohérentes que nous offre cette famille arabe? Comment comprendre que les plus grands jurisconsultes de

l'empire, ceux qui travaillaient le plus efficacement à l'unité du genre humain, Salvius Julianus, Ulpien, Papinien, fussent des sémites, et que cette même race sémitique ait donné à l'empire un monstre comme Caracalla, un fou furieux comme Élagabal? Il faut revenir au point de vue de M. Thierry, qui seul peut tout concilier; il y a ici deux histoires qui se croisent, qui s'embrouillent parfois aux yeux inattentifs, et qui pourtant sont absolument distinctes, l'histoire des hommes et l'histoire des idées. Deux influences tout opposées peuvent saisir les hommes que le destin a jetés dans l'arène impériale. Les uns comprennent l'immense labeur imposé à la romanité et ils y consacrent leurs efforts, ce sont les grands ouvriers du genre humain; les autres ne puisent dans la situation que l'orgueil de la toute-puissance : ivres de sang et de débauches, ils sont l'effroi de la nature. Après Marc-Aurèle, Commode; après Septime-Sévère, Caracalla. Cependant à travers ces vicissitudes la transformation sociale préparée par les jurisconsultes poursuit toujours sa marche. Elle est favorisée surtout par l'esprit religieux qui se dégage. Un des faits les plus extraordinaires de cette mystérieuse période des empereurs syriens, ce sont leurs sympathies secrètes pour la religion de Jésus. Caracalla était l'élève d'une nourrice chrétienne, et, malgré les infamies de sa vie, il est certain qu'il protégeait les chrétiens. Le pieux Alexandre-Sévère avait sans cesse à la bouche les maximes de l'Évangile. « Ils semblaient, dit M. Thierry, marcher au-devant du christianisme. »

Qui saura jamais d'une manière exacte le rôle des césars orientaux et des princesses arabes dans ces transformations religieuses de l'humanité? En attendant que les orientalistes éclaircissent, s'il est possible, quelques-uns de ces mystères, ce n'est pas à nous qu'il convient de regretter qu'aux vagues aspirations des empereurs syriens vers le christianisme ait succédé la propagande énergique et résolue des hommes de l'Occident. La figure divine du Sauveur ne devait pas apparaître au monde au milieu des souvenirs d'Élagabal. C'est bien assez de Constantin. L'ardente réaction du génie occidental contre les mœurs asiatiques, cette réaction qui éclate sous Aurélien et qui est un des faits principaux du IIIe siècle, ne profite pas moins à la cause du Christ qu'à celle de la civilisation. Ses chefs sont des Gaulois ou des Illyriens, presque tous soldats de fortune, hommes de discipline rigide, et qui, à l'unité politique inspirée de l'Orient, ajoutèrent, dit M. Thierry, l'unité administrative. Voilà encore un de ces faits que l'érudition peut signaler à la philosophie de l'histoire, mais que la sagacité la plus pénétrante ne peut complétement expliquer. Quelle a été cette réaction de l'Occident? Contenait-elle un élément libéral? Ces Gaulois

avaient-ils gardé quelque chose du caractère indigène? En quoi, comment, dans quelle mesure? Autant de problèmes insolubles. Si la vérité définitive se compose de nuances nettement et finement observées, il faut y renoncer sur ce point. Ce qui paraît le plus admissible, c'est que nos Gaulois devenus empereurs représentaient, non pas le caractère particulier de leur race, mais l'esprit général de l'Occident opposé à l'esprit asiatique. L'ancienne idée de patrie, l'idée farouche, barbare, qui voit un ennemi dans l'étranger, avait disparu du monde sous l'action impérieusement humaine de Jules César; avant qu'on la vît renaître, purifiée, sur le fondement de la moralité chrétienne, il fallait passer par le grand nivellement, par l'immense communauté de l'empire romain.

Il y a ici une page de M. Thierry qu'il convient de citer tout entière, car elle est le centre du livre et le résumé du système. On comprendra mieux nos réserves comme nos éloges quand on aura sous les yeux l'expression directe de la pensée de l'historien. « L'empire romain! s'écrie-t-il; je ne saurais trop insister sur la signification réelle de ces deux mots. A l'idée de Rome et des Romains se rattache en nous, quoi que nous en ayons, une autre idée de domination militaire, d'état de conquête toujours subsistant, de peuples contenus au moyen de la force, mais se soulevant par intervalles contre un joug détesté, et toujours prêts à revendiquer, l'épée en main, leur nationalité, qu'ils regrettent. Ces couleurs sont vraies, si on les applique à la période républicaine de Rome; mais quand on les transporte à la période impériale et surtout aux IIe et IIIe siècles de notre ère, elles dénaturent les faits, elles jettent dans l'histoire une confusion inextricable. L'esprit dominant de l'empire ne fut point, tant s'en fallait, un esprit de guerre et de conquête; les plus habiles des césars posèrent même en principe que le territoire ne devait plus s'agrandir, et ils ne firent la guerre offensive que pour atteindre certaines limites naturelles propres à servir de frontières. Trajan fut le seul qui se laissa emporter par son goût passionné des armes; encore plusieurs de ses conquêtes furent-elles faites dans une vue défensive, par exemple celles de la Dacie et de l'Arabie. Le véritable travail des césars consista bien au contraire à détruire à l'intérieur les derniers vestiges des barrières qui avaient si longtemps séparé les peuples, à niveler les races comme les états, à répandre en tous lieux l'uniformité des lumières et des idées sociales, à développer, suivant les besoins locaux, ici le commerce, là l'agriculture ou les arts industriels... Être Romain, ce fut appartenir à la portion civilisée de l'humanité, être membre d'une société qui possédait toutes les connaissances, toutes les commodités de la vie matérielle. Romain et barbare furent deux termes d'une corrélation

exacte, qui eurent une signification identique depuis Bosra, où l'Arabe pacifié balbutiait le latin, jusqu'aux cabanes des Calédoniens et des Pictes. L'orgueil qu'inspirait le premier de ces noms éclate dans mille circonstances de l'histoire de l'empire. On voit, au plus fort des dissensions intestines où cette société fut quelquefois en proie, de grandes provinces, en état de scission et de guerre avec l'Italie, se réclamer toujours du *nom romain* et frapper sur leurs monnaies le type de Rome éternelle, comme une sorte de protestation que, séparées par accident de la capitale de l'empire, elles ne renoncent point pour cela à la qualité de pays civilisé, et qu'elles prétendent bien n'être point confondues avec les contrées barbares. On forge même au IIIe siècle les mots de *romanité* et de *Romanie* pour exprimer tout cela, par opposition au mot de *barbarie*. Ce fut le christianisme qui, en élargissant au dehors les cadres de l'association et y faisant une place pour la barbarie, modifia ces distinctions enracinées durant trois siècles. La *chrétienté* pénétra où la *romanité* s'arrêtait, et fut la dernière forme sous laquelle Rome poursuivit ses conquêtes. »

Ces révoltés qui se disaient Romains tout en se séparant de l'empire, c'étaient précisément nos pères, c'étaient les chefs de cet empire des Gaules dont la destinée fut courte, mais glorieuse; c'était Postumus, OElianus, Victorinus, et cette vénérable femme, Victoria, surnommée *la mère des camps*, qui, par le respect religieux attaché à sa personne, semblait rappeler les prêtresses du monde celtique. Ces Gaulois, malgré telle ou telle réminiscence indigène, étaient donc vraiment Romains, dans le sens que M. Thierry vient de restituer à ce mot. Ils s'étaient séparés de l'empire lorsque l'empereur Valérien avait été vaincu par les Perses; ils rentrèrent dans la communauté quand Aurélien eut rétabli les choses en Orient et que la réaction occidentale put se développer librement. Ainsi les révoltes mêmes des Gaulois confirment le système de M. Thierry et prouvent que l'empire n'était en réalité qu'une vaste communauté de nations où l'Orient et l'Occident, comme au temps d'Octave et d'Antoine, se disputaient encore l'influence souveraine.

Les peuples avaient-ils gagné à ce régime? M. Thierry, qui soutient cette thèse, est suspect de latinisme. Interrogeons deux historiens de nos jours qui ont étudié aussi de fort près la Gaule du temps de l'empire, M. Michelet et M. Guizot. Je relis l'*Histoire romaine* de M. Michelet, je relis le premier volume de son *Histoire de France*, et, chose singulière, j'y retrouve çà et là, en de subits éclairs, la pensée même que M. Thierry a si vigoureusement déduite. M. Thierry nous montre les peuples vaincus par l'aristocratie romaine entrant tour à tour dans l'orgueilleuse cité. Aux yeux de M. Michelet, il n'y

eut pas seulement la revanche des races vaincues, la revanche de l'Espagne, de l'Afrique, de l'Orient, des Gaules; il y eut aussi d'une manière plus générale la revanche des esclaves. Il le dit expressément, « le règne de Claude fut une sorte de réaction des esclaves; ils gouvernèrent à leur tour, et les choses n'en allèrent pas plus mal. » Il faut voir, dans le résumé si expressif de M. Michelet, le gouvernement des affranchis sous l'empereur Claude, « gouvernement d'autant moins national qu'il était plus *humain* (1). » Ce caractère anti-romain de l'administration des césars, ce désir d'étendre le droit de cité à tout l'univers, ce sentiment d'une large et libérale humanité, toutes ces choses que Suétone indique, que Tacite condamne, que la vieille histoire ne soupçonnait pas, et qui viennent d'être mises si savamment en lumière, M. Michelet avait eu le mérite de les signaler un des premiers, avant M. Mommsen, avant M. Amédée Thierry. On ne fait pas ici cette remarque pour diminuer la part d'originalité que peut revendiquer M. Thierry, cette part est grande et bien acquise; on veut seulement prouver, par ces témoignages divers, que les découvertes de M. Thierry ne sont pas des paradoxes, et que tout observateur sérieux, s'il considère l'empire *du fond de la bourgade celtique*, doit porter le même jugement. Trente ans avant M. Amédée Thierry et M. Théodore Mommsen, M. Michelet avait osé contredire Tacite et remercier l'administration impériale au nom de l'univers affranchi. Il rappelle que Claude ne cachait pas sa prédilection pour les provinciaux, qu'il écrivit l'histoire des races vaincues, celle des Étrusques, de Tyr et de Carthage, « réparant ainsi la longue injustice de Rome, » qu'il fut le protecteur des esclaves et les défendit contre l'inhumanité de leurs maîtres. Il rappelle que sous Claude, sous Néron, sous Domitien, l'exécrable barbarie du druidisme fut anéantie par l'armée de la civilisation, car les infamies de *cinq ou six monstres*, si bien stigmatisées par Montesquieu, n'empêchaient pas le système nouveau de produire ses fruits (c'est là ce que Montesquieu n'a pas vu) et de sauver le genre humain. Rome, sous l'empire, ne s'appelle plus Rome, elle s'appelle le droit et l'humanité. Le droit civil se développe sous les plus mauvais empereurs. Si Tibère et Domitien, dans toutes les questions d'équité civile, sont des justiciers intègres, que sera-ce sous les grands hommes, sous les Aurélien et les Probus! A toutes les heures décisives de l'histoire de l'empire, on voit qu'une tâche immense pèse sur l'univers en travail. C'est en ce sens qu'il faut comprendre le mot triste et courageux tout ensemble de Septime-Sévère à son lit de mort : *laboremus*. C'est en ce sens que

(1) M. Michelet, *Histoire de France*, t. Ier, chap. III : *la Gaule sous l'Empire*.

M. Michelet appelle l'empire romain « la grande initiation du monde. »

Et plus tard, quand le travail recommandé par le vieux soldat mourant a été inutile, quand l'œuvre des jurisconsultes est restée à demi impuissante, quand le vice incurable, non pas de tel empereur et encore moins de l'empire, mais du vieux monde tout entier, quand l'esclavage a tué la société antique, et que le christianisme lui-même, avec ses trésors de vie, n'a pu sauver le colosse agonisant, quand il faut enfin que les Barbares viennent fournir un sang vierge à l'humanité de l'avenir, le brillant, le généreux historien de la France adresse encore des paroles de reconnaissance au régime qui a détruit les vieilles aristocraties païennes et transmis aux peuples nouveaux l'immortel principe de l'égalité. « Est-ce à dire, s'écrie-t-il, que tout cela se soit accompli en vain, que cette dévorante Rome ne laisse rien sur le sol gaulois, d'où elle va se retirer? Ce qui y reste d'elle est en effet immense : elle y laisse l'organisation, l'administration. Elle y a fondé *la cité*. La Gaule n'avait auparavant que des villages, tout au plus des villes. Ces théâtres, ces cirques, ces aqueducs, ces voies que nous admirons encore, sont le durable symbole de la civilisation fondée par les Romains, la justification de leur conquête de la Gaule. Telle est la force de cette organisation, qu'alors même que la vie paraîtra s'en éloigner, alors que les Barbares sembleront près de la détruire, ils la subiront malgré eux. Il leur faudra, bon gré, mal gré, habiter sous ces voûtes invincibles qu'ils ne peuvent ébranler; ils courberont la tête et recevront encore, tout vainqueurs qu'ils sont, la loi de Rome vaincue. Ce grand nom d'empire, cette idée de l'égalité sous un monarque, si opposée au principe aristocratique de la Germanie, Rome l'a déposée sur cette terre. Les rois barbares vont en faire leur profit. Cultivée par l'église, accueillie dans la tradition populaire, elle fera son chemin par Charlemagne et par saint Louis. Elle nous amènera peu à peu à l'anéantissement de l'aristocratie, à l'égalité, à l'équité des temps modernes (1). »

Ne sont-ce pas les mêmes idées que M. Amédée Thierry a présentées avec un enchaînement logique dans son *Tableau de l'Empire romain?* Remontez aux premières *leçons* de M. Guizot, vous les trouverez encore. Seulement M. Guizot est plus complet; il dit à la fois le bien et le mal, il juge en historien et en philosophe. Dans ses études sur la civilisation en France, il est amené à considérer l'empire sous un double point de vue, et soit qu'il l'interroge dans Rome même, soit qu'il l'aperçoive, lui aussi, du fond de la Gaule,

(1) M. Michelet, *Histoire de France*, t. Ier, chap. III.

il l'apprécie d'une manière différente. Quand il le juge à Rome, c'est-à-dire du sein de la civilisation et du droit, il le condamne, car c'est le condamner que lui dire son nom : il l'appelle le despotisme administratif pur et simple. « Vous n'y rencontrez nulle part de pouvoirs coordonnés, égaux, destinés à se contrôler, à se limiter l'un l'autre. Tout procède du haut en bas ou du bas en haut, selon une hiérarchie unique et rigoureuse. » Ainsi parle le philosophe au nom de la vérité absolue. Voici maintenant le politique; appréciant les vérités relatives, il ne craint pas de remercier l'empire au nom des Celtes : « Ne concluez pas, dit-il, que ce mécanisme administratif eût été institué dans le seul intérêt du pouvoir absolu, et n'eût jamais cherché ni produit d'autre effet que de le servir. Il faut, pour l'apprécier avec équité, se faire une juste idée de l'état des provinces, et spécialement des Gaules, au moment où la république fut remplacée par l'empire. Deux pouvoirs y régnaient, celui du proconsul romain envoyé pour gouverner passagèrement telle ou telle province, celui des anciens chefs nationaux, du gouvernement qu'avait le pays avant de tomber sous le joug romain. Ces deux pouvoirs étaient, je crois, à tout prendre, plus iniques, plus funestes que l'administration impériale qui leur succéda. Je ne crois pas que rien ait pu être plus effroyable pour une province que le gouvernement d'un proconsul romain, avide tyran de passage, qui venait là pour faire sa fortune et se livrer quelque temps à tous les besoins de l'intérêt personnel, à tous les caprices du pouvoir absolu... Quant aux anciens chefs du pays, c'était, je n'en doute pas, un gouvernement prodigieusement irrégulier, oppressif, barbare... Lorsque l'administration impériale prévalut dans la Gaule, quelque amers et légitimes que pussent être les ressentimens et les regrets patriotiques, elle fut, à coup sûr, plus éclairée, plus impartiale, plus préoccupée de vues générales et d'intérêts vraiment publics que ne l'avaient été les anciens gouvernemens nationaux... D'autre part, les gouverneurs, plus stables dans leurs fonctions, contrôlés jusqu'à un certain point par l'autorité impériale, étaient moins avides, moins violens, moins oppressifs que les proconsuls du sénat. Aussi voit-on, dans les Iᵉʳ, IIᵉ et même IIIᵉ siècles, un progrès véritable dans la prospérité et la civilisation de la Gaule. Les villes s'enrichissent, le nombre des hommes libres augmente... Plus d'égalité s'introduit entre les classes diverses, toutes arrivent à la fortune et au pouvoir. Les mœurs s'adoucissent, les idées s'étendent, le pays se couvre de monumens, de routes. Tout indique enfin une société qui se développe, une civilisation en progrès. » On voit que l'éminent historien n'hésite pas à signaler tous les avantages de l'administration impériale; elle valait mieux à son

avis que les gouvernemens nationaux, elle valait mieux que les proconsulats de l'aristocratie romaine, elle servait d'une façon bien plus efficace non-seulement le progrès général, mais la dignité individuelle. Quel plus bel éloge? Mais attendez la fin; ces avantages, qu'il est impossible de nier, ne séduisent pas l'austère observateur au point de lui faire méconnaître les principes immortels, et, maintenant jusqu'au bout l'impartialité de sa pensée, il écrit ces remarquables paroles : « Les bienfaits du despotisme sont courts, et il empoisonne les sources mêmes qu'il ouvre. Il ne possède pour ainsi dire qu'un mérite d'exception, une vertu de circonstance, et, dès que son heure est passée, tous les vices de sa nature éclatent et pèsent sur la société (1). » Voilà, en quelques lignes, la vérité complète; ce sont là des arrêts définitifs, et que nulle puissance ne cassera jamais.

En citant les paroles de M. Guizot, j'ai indiqué ce qui manque, selon moi, à l'œuvre excellente de M. Amédée Thierry. A coup sûr, cette *construction* des destinées de Rome, comme disent les Allemands, est puissante et hardie. Il fallait une science consommée et une force de jugement peu commune pour faire cette contre-partie du livre de Montesquieu. La marche de Rome, c'est-à-dire du monde vers l'unité politique, vers l'unité administrative, vers l'unité sociale, vers l'unité religieuse, toutes ces grandes peintures dont j'ai signalé seulement quelques aspects révèlent la main d'un maître. L'auteur a vraiment tracé des *voies sacrées* dans la confusion d'une histoire incohérente, et on peut lui appliquer ce mot de Tacite : « le secret de l'empire est divulgué, » *divulgatum imperii arcanum.* Nous regrettons pourtant que cette philosophie de l'histoire romaine ne se rattache pas à une philosophie plus haute, à la philosophie de l'histoire de l'humanité. Ce qui fait à nos yeux l'intérêt des révélations de M. Thierry, c'est que cette communauté de l'empire n'est qu'une transition, une préparation à des destinées meilleures, le laboratoire d'où la Providence fera sortir les nations chrétiennes. Pour M. Thierry au contraire, on dirait que l'empire est non pas la préparation de la vie, mais la vie même, non pas la voie, mais le but. Si ce n'est pas là sa pensée, il y a un défaut dans son livre, car telle est bien certainement l'impression qu'il laisse au lecteur; si c'est bien là ce qu'il a voulu exprimer, les esprits qui admirent le plus sa pénétration auront de la peine à le suivre. J'applaudis aux découvertes de l'historien quand je vois une longue période de la vie de l'humanité, période servilement glorifiée par les uns, méconnue injustement par les autres, défigurée par tous, reprendre enfin sa

(1) M. Guizot, *Histoire de la Civilisation en France,* deuxième leçon.

place dans le développement de nos destinées; je suis heureux de penser que sous cette dégradation apparente il y a eu pourtant des choses fécondes, une lutte persévérante contre les aristocraties antiques, une poursuite perpétuelle de l'égalité, un pressentiment de l'humanité moderne, en un mot, comme dit M. Michelet, une grande initiation; je me réjouis enfin de penser qu'en ces temps réputés immobiles le genre humain était en marche, et dans cette marche laborieuse je comprends que la discipline remplaçât la liberté. Cependant, si vous consentez à ce que la marche s'arrête, s'il vous est indifférent que la stagnation commence, alors je sens que j'étouffe, et de toutes les forces de mon âme je proteste.

Une autre faute de ce beau livre et qui se rattache à la première, c'est la place un peu subordonnée que l'auteur assigne au christianisme dans l'enchaînement des choses humaines. Certes M. Thierry a parlé noblement de cette *chrétienté* qui pénétrait d'un pied hardi bien au-delà des limites où s'arrêtait la *romanité*; le chapitre où il déploie la *marche vers l'unité par la religion* continue éloquemment celui où il décrit la *marche vers l'unité par le droit*; toutes ces marches ont quelque chose de triomphal, mais enfin, — voilà ce que je reproche à l'historien, — ce sont des marches romaines. Il semble que le christianisme soit une dépendance du gouvernement impérial. Après les politiques, après les administrateurs, après les jurisconsultes, les disciples du Christ viennent à leur tour continuer le grand nivellement. On a vu tout à l'heure que M. de Lasaulx faisait le panégyrique de Rome au nom du catholicisme religieux; M. Amédée Thierry fait le panégyrique de Rome au nom du catholicisme politique. Chez l'un, l'histoire entière de Rome est cachée par la croix; la croix chez l'autre est cachée par l'empire. Je sais bien que ces mots *romain*, *romanité*, *empire*, dans le système de M. Thierry, signifient l'humanité, en sorte que le christianisme né de l'empire et servant l'empire, c'est le christianisme né des profondeurs de l'homme et affranchissant le genre humain. Qu'importe? A quelque point de vue qu'on se place pour considérer les origines du christianisme, au point de vue de la critique comme au point de vue de la foi, le christianisme a été une révolution de fond en comble; gardez-vous bien d'y voir seulement une continuation, même divine, de l'œuvre que poursuivait l'administration impériale. L'égalité que l'empire établissait partout était une égalité morte; le christianisme a créé l'homme intérieur, il a mis la conscience vivante en rapport avec le Dieu vivant, et s'il a profité, pour se répandre, du nivellement opéré par la politique romaine, il est impossible de dire qu'il ait consommé cette politique. Des apologistes chrétiens ont pu tenir ce langage au IIIe ou au IVe siècle; la philosophie

de l'histoire rapetisserait la révolution chrétienne en répétant ces timides paroles. Quel abîme entre l'administration de l'empire et la doctrine du Christ! Autant vaudrait confondre le fini et l'infini. La vraie formule de ce temps est toujours celle qu'a donnée Hegel : « l'esprit de vie emplissant les cadres vides. » L'esprit de vie, c'est l'enseignement du Christ; les cadres vides, c'est l'administration romaine. Il faut ajouter seulement que cette politique romaine avait préparé le terrain à la prédication évangélique et disposé les âmes à la fraternité par l'action continue de ses nivellemens, action souvent mal connue, mal jugée, et que M. Amédée Thierry a mise désormais en pleine lumière.

Nous avons rapproché de M. Amédée Thierry plusieurs des hommes qui ont laissé de nos jours la plus forte empreinte sur la philosophie de l'histoire, entre autres Hegel et M. Guizot. C'est que M. Thierry nous conduit sur les lieux élevés, dans le pur domaine de la science. J'éprouve, pour ma part, le besoin de l'en remercier. L'histoire romaine a été dans ces derniers temps une sorte de champ de bataille. Glorifier l'empire ou le condamner, c'était prendre parti dans les luttes du XIXe siècle. M. Thierry a écrit son livre sans autre préoccupation que celle de la vérité historique. Ce tableau de l'empire romain, publié il y a quelques mois, est le résultat de recherches et de méditations entreprises depuis plus de trente années. L'illustre auteur des *Lettres sur l'histoire de France*, parlant des projets d'études qui l'occupaient en 1828, s'exprimait en ces termes : « Mon frère, Amédée Thierry, achevait alors son *Histoire des Gaulois*, un de ces ouvrages d'érudition forte et consciencieuse, où les textes sont épuisés, et qui restent comme le dernier mot de la science. Il allait donner au public une moitié des prolégomènes de l'histoire de France, les origines celtiques, le tableau des migrations gauloises et celui de la Gaule sous l'administration romaine. J'entrepris de donner pour ma part l'autre moitié, c'est-à-dire les origines germaniques et le tableau des grandes invasions qui amenèrent la chute de l'empire romain d'Occident. J'éprouvais un véritable plaisir de cœur à l'idée de cette association fraternelle, à l'espoir d'attacher nos deux noms à la double base sur laquelle doit reposer notre histoire nationale. L'ouvrage de mon frère a vu le jour, et il a fait un beau chemin dans le monde littéraire; le mien est resté interrompu. » C'est en étudiant la destinée des Gaules sous l'administration romaine que le digne frère d'Augustin Thierry conçut cette philosophie de l'histoire dont nous venons de signaler les hardiesses. Une œuvre composée si patiemment, et qui est le résumé de toute une vie, est bien une œuvre désintéressée, par conséquent une œuvre libre.

Réclamons la même liberté pour tous les travaux de l'intelligence. Quand l'esprit de parti, soit pour louer, soit pour blâmer, intervient dans un problème d'histoire, dans une question littéraire, dans un débat philosophique, la science est en péril. Stipulons, non pas le droit des neutres, mais le droit de la science. La science! elle est supérieure à nos luttes éphémères; n'est-ce pas un devoir de maintenir son culte et d'assurer ses franchises? Ne faut-il pas que les hommes d'étude puissent poursuivre leurs recherches sans s'exposer à être pris pour des factieux, ou, ce qui ne serait pas une accusation moins grave, pour des flatteurs? M. Thierry n'est ni l'un ni l'autre, lui qui a flétri plus d'un empereur et glorifié l'empire. Eh! quel rapport voudrait-on établir entre notre siècle et des temps si éloignés de nous? L'empire romain, couronnement du vieux monde et initiation du monde nouveau, occupe une place absolument unique dans l'histoire. Le soleil n'éclairera pas deux fois un tel spectacle. Les patries détruites par l'empire romain étaient de petites communautés barbares, farouches, hostiles au genre humain; la patrie moderne, grâce au christianisme, est une communauté généreuse, qui s'ouvre à l'étranger sans se perdre dans la promiscuité universelle. Quand on a vu les principes de 89 commencer leur tour du monde et abattre comme des barrières vermoulues les préjugés de l'ancien régime, on a vu en même temps, contraste significatif, les nationalités se redresser d'un bout de l'Europe à l'autre. Cette vie, ce mouvement, ce besoin d'action individuelle, si manifestes chez tous les peuples, sont-ce là des choses qui rappellent le nivellement nécessaire de la *romanité?* Un souverain moderne, magistrat suprême chargé d'entretenir et de diriger la vie, peut-il envier le rôle d'un césar chargé de niveler la terre, de fonder l'ordre extérieur, d'orner et de régulariser le néant? Écartons à jamais des rapprochemens impossibles. Le poète populaire de la France moderne ne nous comparait pas aux Romains des césars, il évoquait nos souvenirs indigènes, et c'est sous cette bannière qu'il nous poussait à la conquête de nos destinées : *Serrons les rangs!* disait-il. *En avant, Gaulois et Francs!*

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

L'ITALIE

PENDANT LA GUERRE

SOUVENIRS D'UN PUBLICISTE ANGLO-ITALIEN

(1859-61)

Italy under Victor-Emmanuel. A Personal narrative, by count Charles Arrivabene. London, 2 vol.; 1862.

Né dans les pays italiens que l'Autriche opprime encore, exilé en 1848 pour avoir voulu se mêler à la lutte qui devait affranchir sa terre natale, réfugié en Angleterre pendant dix années consécutives, c'est comme correspondant attitré d'un des principaux organes de la presse anglaise que le comte Charles Arrivabene suivit jour par jour, et de fort près, les événemens militaires et révolutionnaires qui, de 1859 à 1861, ont changé les destinées de l'Italie et profondément modifié les conditions essentielles de l'équilibre européen. Il publie maintenant les souvenirs de cette vie aventureuse qui le conduisit tour à tour d'un état-major à l'autre, près de Victor-Emmanuel, près de Garibaldi, dans le cabinet de plus d'un ministre et dans mainte réunion populaire, dînant aujourd'hui avec M. de Cavour chez quelque marquise de Turin ou de Milan, assis le lendemain au feu d'un bivac et chantant avec les jeunes recrues venues de Venise ou de Mantoue la fameuse chanson de l'époque :

> Addio, mia bella, addio!
> L'armata se ne va;
> Se non partissi anch'io,
> Sarebbe una viltà.

Des horreurs du champ de bataille il passait sans transition aux

patriarcales émotions de la vie de famille, de l'auberge au palais, courtisan le soir, presque bandit le matin, exposé comme un soldat, curieux comme un espion, accueilli là comme un frère, ici comme un agent de lord Palmerston, et se réveillant un beau jour dans les cachots de Gaëte, à la merci très peu miséricordieuse des généraux Viale et Ulloa. Bien lui en prit ce jour-là d'être protégé par le prestige de la susceptibilité britannique. En somme, il sortit sain et sauf de ces mille aventures, qu'il a relatées sans trop de prétention littéraire, avec une bonhomie tout anglaise, une verve tout italienne. Nous n'affirmerons pas que son livre est un chef-d'œuvre : il serait homme à nous démentir tout des premiers; mais l'impression qu'on en garde est favorable. L'auteur, on le voit, ne cherche ni à grossir son importance, ni à faire étalage d'impartialité. Il est ce qu'il est, un libéral italien, partisan zélé de l'unité nationale, admirant Cavour, aimant Garibaldi, et ne s'arrêtant qu'un peu en-deçà du mazzinisme, dont il se méfie.

L'idée de revenir en détail sur l'histoire de ces trois mémorables années ne saurait entrer dans le plan du rapide tableau dont ce livre nous offre le sujet. Les lecteurs de la *Revue* ont déjà suivi pas à pas les traces de Garibaldi dans les Deux-Siciles. Cette légende historique leur a été racontée par un écrivain qui, sur ces champs de bataille si pittoresques, dans ces combats livrés pour une cause sainte, portait, avec l'ardeur du partisan politique, les préoccupations de l'artiste et du romancier. Ce qui a été dit de ces grandes luttes par un témoin qui se trouvait mêlé souvent à l'action même, nous n'avons pas à le redire; mais il reste encore, on va en juger, quelques points curieux, quelques vérités utiles à mettre en lumière.

I.

M. le comte Charles Arrivabene était encore à Paris le 3 mai 1859. Le 7, le gentilhomme italien devenu correspondant d'un journal anglais (les *Daily News*) accompagnait une reconnaissance que les *cacciatori delle Alpi* faisaient aux environs de Casale, sous les ordres de Garibaldi et de Cialdini. Peut-être se trouvait-il à Palestro, où le second de ces généraux se distingua tout particulièrement. On le croirait du moins en l'écoutant raconter, comme eût pu le faire un des assistans, la conversation qui s'établit après la bataille entre le colonel français Chabron et un jeune lieutenant de Nice-cavalerie chargé d'escorter une colonne de prisonniers. « Votre accent n'est pas celui de ce pays, remarqua le colonel après avoir écouté le rapport... D'où êtes-vous? — Je suis Français, je suis *de Chartres*. — Ah! vous êtes de Chartres?... Et comment vous trouvez-vous au ser-

vice sarde? — Chartres n'est pas mon pays natal... Je m'appelle de Chartres... Je suis le second fils du duc d'Orléans... » Et pour ne pas prolonger un quiproquo embarrassant le jeune prince s'éloigna au galop.

Les chasseurs des Alpes cependant faisaient à part cette petite campagne de Lombardie et de la Valteline, qui peut passer pour un des chefs-d'œuvre de la tactique garibaldienne. Ils n'étaient que trois mille. Le général Urban, chargé de les combattre, avait dix mille hommes sous ses ordres. La méthode excentrique, les manœuvres, les stratagèmes singuliers du chef italien, déconcertant la méthode allemande, compensaient l'inégalité du nombre. Jamais Garibaldi ne laissa deviner son infériorité sous ce rapport. Il étalait ses forces, il dispersait au loin de petits détachemens, et, plusieurs fois enveloppé, il sut se dérober toujours. A Varese, à Côme, à Treponti, sa petite colonne était à peu près cernée, et devait être détruite : son chef la tira de ces mauvais pas, et promena impunément le drapeau de l'insurrection sur cette partie du territoire lombard où le roi-dictateur l'avait envoyé en lui disant : « Agissez à votre guise!... Je voudrais bien vous accompagner... » Une des ruses de Garibaldi fut de maintenir son antagoniste dans la ferme conviction qu'il agissait de concert avec la division de Cialdini. Pendant que celle-ci se distinguait à Palestro, le général Urban la croyait en rapports constans avec les chasseurs des Alpes. Comment ne l'aurait-il pas supposé? Ses éclaireurs arrêtaient à chaque instant des messages de Garibaldi, qui tantôt demandait secours à son collègue, tantôt lui indiquait une manœuvre opportune. Ces chimériques dépêches, quand elles arrivaient sous les yeux du commandant autrichien, étaient parvenues à leur véritable adresse (1).

La grande lutte cependant suivait son cours. A Palestro succédait Magenta, dont le champ de bataille était encore couvert de blessés, de mourans et de cadavres, lorsque le soir même de la victoire M. Arrivabene le parcourut à cheval. Il vit là de magnifiques échantillons de cette sérénité joyeuse que le soldat français porte sous le scalpel même du chirurgien et jusque dans les bras de la mort. Le clair de lune était splendide; l'*ora di notte* vint à sonner : c'est ce que nous appelons l'*Angelus*, c'est l'invitation à prier pour ceux

(1) En arrivant à Come, d'où les Autrichiens venaient de sortir précipitamment, Garibaldi, qui depuis Verrue n'avait plus aucunes nouvelles du théâtre de la guerre, apprend que les fils télégraphiques subsistent encore du côté de Milan. « Demandons ce qui se passe, dit-il en riant. Peut-être aura-t-on la bonté de nous répondre... » Le major Corte, par son ordre, lance la question suivante : *Les alliés ont-ils fait quelque mouvement offensif?*—Réponse : *Qui demande ceci?* — Réplique : *Le lieutenant-général Urban.* Sur quoi revient un télégramme ainsi conçu : *Non, les alliés n'ont pas encore marché en avant.*

qui ont quitté ce monde. Où pouvait-elle être mieux écoutée qu'en pareil lieu et dans un pareil moment? « Je laissai tomber les rênes et priai de tout cœur, » continue l'écrivain avec une bonhomie vraiment italienne que ne lui ont pas enlevée dix ans de séjour en plein pays hérétique. Et pourtant personne de moins papiste que lui; mais il est Lombard, c'est-à-dire d'un pays où le clergé catholique n'a jamais plié qu'en frémissant sous le joug étranger, d'un pays où vivent les traditions d'Arnauld de Brescia, et où plus d'un prêtre a déjà payé de sa vie la réputation de patriotisme qu'il s'était faite (1).

Que penser des propos hautement tenus à cette époque parmi les compagnons de Garibaldi sur les démarches tentées par de fort grands personnages pour se concilier leur vaillant capitaine? Les détails sont précis, l'intermédiaire désigné de la manière la moins équivoque. C'était un Corse, nous dit le comte Arrivabene, c'était un ancien compagnon d'armes du général à Montevideo. Le but de sa mission plus ou moins officielle était d'insister sur les griefs que le commandant des chasseurs des Alpes pouvait élever contre l'administration piémontaise. Ils se plaignaient d'être mal approvisionnés, mal armés; on leur avait promis de leur adjoindre les chasseurs des Apennins, dont l'organisation, — retardée à dessein, prétendaient-ils, — s'achevait péniblement sous les murs d'Alexandrie. L'envoyé corse proposait de faire droit à toutes ces réclamations. Les vivres, les munitions, les armes arriveraient en abondance, l'adjonction désirée se ferait sans retard. On parlait encore de distinctions honorifiques, et l'étoile des braves décorerait la poitrine de l'ancien défenseur de Rome... Si de telles tentatives ont été faites, ce que nous sommes loin d'affirmer, il est infiniment probable, pour ne rien dire de plus, qu'elles ont dû être accueillies sans beaucoup d'enthousiasme, et l'issue d'une pareille négociation était trop clairement indiquée d'avance pour qu'on ait dû s'y engager à la légère : de là nos doutes, que ne saurait dissiper l'origine de ces bruits, enregistrés par M. Arrivabene comme de simples échos de bivac. Il est un autre incident de ces premières courses en Lombardie sur lequel M. Arrivabene donne son témoignage personnel, et qu'il faut reproduire textuellement.

« ... Un jour, vers la fin de juin, j'allai faire un tour à Brescia. En arrivant à l'*albergo della Porta,* je vis deux *gentlemen* qui prenaient à la même table leur repas du matin. L'un d'eux me parut ressembler merveilleusement à Kossuth; mais, comme je supposais cet éminent représentant de l'émigration hongroise encore à Londres, je ne m'arrêtai pas un instant

(1) Nommons seulement Grioli, Tazzoni et Benedini, tous les trois pendus en 1853 à Mantoue, sous le proconsulat du maréchal Radetzky.

à cette impression fugitive. Ayant d'ailleurs questionné l'aubergiste sur le compte de ces deux personnages, il m'avait répondu qu'il les croyait Français et attachés tous les deux au commissariat de l'armée; mais lorsque je rentrai dans la salle à manger, toute incertitude cessa aussitôt. L'un des deux était bien réellement Kossuth. Je m'empressai d'aller lui serrer la main, et il me présenta immédiatement à son compagnon, le sénateur P..., auquel il prit soin de me nommer. Il ajouta qu'il se rendait au quartier-général de l'armée française et me pria de ne prononcer son nom devant qui que ce fût, attendu qu'il voyageait sous l'incognito le plus strict. Le lecteur peut aisément deviner si je pris ou non pour un heureux présage ce voyage de Kossuth entouré de tant de mystère. Le voir faire route avec le même personnage qui, moins d'un an auparavant, l'eût peut-être fait arrêter, s'il se fût permis de traverser la France, il n'en fallait pas tant pour me confirmer dans la créance, depuis quelque temps très répandue, d'un accord complet entre les patriotes hongrois et l'empereur. Je me crus alors si certain de voir se réaliser la prophétie que m'avait adressée M. de Cavour à un déjeuner chez le gouverneur Vigliani, qu'une occasion s'étant offerte de faire passer une lettre à ma mère, dont la résidence était Mantoue, je lui écrivis de me faire préparer une chambre pour les premiers jours d'août (1). »

Ces espérances à court terme furent déçues, ce triomphe auquel on croyait toucher disparut comme un mirage fantastique. Le traité de Villafranca dissipa l'enthousiasme, et, par la révulsion soudaine qu'il opéra sur la fiévreuse ardeur du patriotisme italien, flétrit en un jour la reconnaissance italienne, alors au plus beau de sa floraison. Pour se faire une idée de ce que souffrirent en ce moment certaines âmes, il suffit d'observer, avec l'écrivain lombard, M. de Cavour pendant les heures qui suivirent la révélation du changement soudain que venait de subir la politique française. M. Arrivabene, qui était établi à Pozzolengo depuis le lendemain de Solferino, partageait ses assiduités entre le quartier-général français, établi à la villa Maffei (Valeggio), et celui de Victor-Emmanuel, établi à Monzambano, dans la modeste habitation du *signor* Melchiori. Lorsqu'il y arriva au grand galop de son cheval, dans l'après-midi du 7 juillet, il croyait y apporter la nouvelle de l'armistice qui venait de lui être donnée à Valeggio; mais cette fatale nouvelle l'y avait devancé. L'indignation de l'état-major piémontais était au comble et s'exprimait dans un langage que M. Arrivabene n'a pu reproduire. Il ne s'agissait pourtant encore que d'un armistice; mais chacun pressentait que la paix devait sortir de négociations entamées dans de telles circonstances. Le 11 juillet effectivement, après l'entrevue des deux empereurs, Victor-Emmanuel apprit de la bouche de son puissant

(1) *Italy under Victor-Emmanuel*, t. Ier, p. 258-259. — La prédiction de M. de Cavour fixait au 1er août l'entrée des alliés dans les murs de Mantoue. *Ibid.*, p. 257.

allié que, si les préliminaires portés à Vérone par le prince Napoléon (muni de pleins pouvoirs diplomatiques) venaient à être acceptés par François-Joseph, la paix se trouverait conclue. Le monarque piémontais accueillit cette ouverture avec une froide réserve: « Quelle que soit, dit-il, la décision de votre majesté, je conserverai une reconnaissance éternelle de ce que vous avez fait pour l'indépendance italienne, et je vous prie de compter en toute circonstance sur mon inaltérable fidélité. »

« ... Mais, poursuit M. Arrivabene, il existait un homme qui n'était pas disposé à laisser passer la transaction de Villafranca sans une énergique et méprisante protestation. Lorsque le comte Cavour fut informé qu'un armistice venait d'être conclu, il crut d'abord à une simple suspension d'armes, un court répit étant nécessaire aux deux camps. Ce fut par hasard qu'il eut connaissance, dans la matinée du 10, de l'entrevue arrangée pour le lendemain entre les deux empereurs. On raconte qu'un courrier français qui, expédié à Paris, traversait Turin, rencontrant à la station du chemin de fer un de ses confrères piémontais, lui donna cette importante nouvelle. Sans y croire encore, tant elle lui semblait improbable, le premier ministre partit précipitamment avec M. Nigra pour Monzambano. Par suite de dévastations militaires encore récentes, le chemin de fer n'allait pas au-delà de Desenzano. Arrivés dans ce village vers quatre heures du matin, les deux voyageurs ne purent, à aucun prix, s'y procurer une chaise de poste, et pendant que le valet de chambre de Cavour courait de côté et d'autre pour en chercher une, on assure que le ministre et son secrétaire intime entrèrent, sans qu'on prît garde à eux, dans un café où une conversation très animée, qui s'y tenait en ce moment, dissipa leurs dernières incertitudes. On savait parfaitement à Desenzano que Louis-Napoléon devait le lendemain aller trouver le *Kaiser* à Villafranca. Chacun à l'envi lui jetait la pierre. Les accusations, les malédictions se succédaient sans relâche, et un républicain, brochant sur le tout, faisait remarquer que ce triste dénoûment de la guerre avait été prédit quelques semaines auparavant dans le journal de Mazzini (*Pensiero ed Azione*)... On peut s'imaginer avec quel ébahissement douloureux le grand homme d'état italien assistait à ces grossiers et bruyans débats, où il voyait se produire d'avance l'effet de cette paix déplorable sur l'esprit de ses compatriotes.

« Son domestique revint enfin avec une méchante *timonella* qu'il avait réussi à se faire confier. Au moment où Cavour entrait dans cet humble véhicule, un officier piémontais, qui flânait sous les arcades de la *piazza*, vint à le reconnaître et prononça son nom à voix haute. Pour se soustraire à des questions inutiles et contrariantes, M. Nigra ordonna au *vetturino* de pousser le plus vite possible du côté de Monzambano. Cet homme cependant avait entendu l'exclamation de l'officier piémontais, et semblait plus surpris encore que flatté de l'honneur que le hasard lui procurait ainsi. Pris de quelques doutes, il commença par demander aux deux voyageurs si l'un d'eux était bien réellement « le grand Cavour. » Le comte et son secrétaire avaient bien autre chose en tête que de satisfaire l'indiscrète

curiosité d'un cocher de place. Ils gardèrent le silence, nonobstant l'ennui que leur causaient les questions de leur automédon, incessamment répétées tant que dura le voyage.

« Au moment où ils descendirent de leur *timonella*, je me tenais avec quelques officiers de l'état-major sarde devant la porte du quartier-général. La physionomie du comte, ordinairement souriante et gaie, montrait assez quelle tempête grondait au dedans de lui. Nul ne put entendre, tandis qu'il traversait le vestibule, les formules bienveillantes qu'il avait volontiers sur les lèvres. Répondant à peine aux tristes salutations des assistans, il demanda si le roi était à Monzambano. Et comme il lui fut répondu que sa majesté se trouvait pour le moment à sa résidence particulière, la villa Melchiori, le comte et M. Nigra s'y rendirent, et y demeurèrent jusqu'au moment où Victor-Emmanuel partit à cheval pour Valeggio, quartier-général de l'empereur.

« Le lendemain, vers midi, Cavour et son secrétaire revinrent à la *casa* Melchiori... Cavour savait désormais que le grand sacrifice était consommé. Une grande agitation le dominait : son visage était pourpre, et son attitude si simple, si naturelle d'ordinaire, trahissait par des gestes violens l'exaspération qui lui ôtait tout empire sur lui-même... Il ôtait de temps en temps son chapeau avec le mouvement convulsif d'un homme dont l'irritation est au comble, et toutes les exhortations de ses amis modéraient à peine l'expression de sa colère.

« Pendant le séjour que fit le comte à la *casa* Melchiori, je ne quittai point le quartier-général sarde, curieux que j'étais de connaître le résultat de l'entrevue importante qu'avaient en ce moment le roi et son ministre : elle dura près de deux heures, et fut des plus orageuses. On racontait alors que les premières paroles de Cavour ne furent rien moins que respectueuses pour l'empereur des Français. Il conseillait à Victor-Emmanuel de repousser immédiatement les conditions de paix, et de retirer ses troupes de la Lombardie, laissant ainsi Louis-Napoléon se tirer comme il le pourrait de la situation difficile qu'il se serait faite. Cavour dit nettement à son souverain que les intérêts de l'Italie avaient été trahis, et la dignité royale considérablement ravalée; — il alla même jusqu'à conseiller une abdication. On dit que, pendant toute cette discussion, le roi montra un calme, un sang-froid dont peu de gens l'auraient cru capable. Il essaya, par tous les moyens imaginables, de calmer son premier ministre, qui, sous l'aiguillon de la douleur, semblait presque avoir perdu la raison. Je ne me porte certes pas garant de l'histoire qui fut faite à ce sujet; mais on affirmait et on croyait généralement à Monzambano que la fureur à laquelle Cavour était en proie s'était traduite par des expressions assez irrévérencieuses pour forcer le monarque à lui interdire sa présence.

« Lorsque le comte reparut sur la *piazza* de Monzambano, son émotion n'était nullement calmée. Je n'oublierai jamais cette scène déchirante. Adossé à la muraille d'une misérable pharmacie, Cavour échangeait de vives paroles avec son secrétaire... Des exclamations indignées sortaient par saccades de ses lèvres frémissantes, et des éclairs de colère passaient à chaque instant sur sa figure hâlée par le soleil... Spectacle singulier et terrible ! »

Dans ce grand éclat, dans ces manifestations au grand jour de l'irritation que très certainement il éprouvait, tout était-il d'une sincérité absolue? On peut en douter, nous le croyons, sans faire tort à la mémoire honorée du ministre piémontais. S'il s'agissait de Garibaldi, nous ne rabattrions pas un mot de ces paroles extrêmes, de ces apostrophes émues, de ces conseils violens; mais il s'agit de M. de Cavour, c'est-à-dire de l'homme d'état le plus délié, le plus habile, le plus mesuré peut-être qu'on ait vu prendre part aux affaires contemporaines. Il est donc permis de croire que, même alors, même en présence d'une déception qui devait lui être plus cruelle qu'à personne, il n'avait perdu ni le sentiment exact du dommage porté à la cause italienne, ni la faculté d'apprécier les avantages immenses qui servaient de compensation à ce dommage. Après quelques semaines de campagne voir l'Autriche abaissée, Novare vengé, la Lombardie au Piémont, les duchés rendus à eux-mêmes, les révoltes de l'état romain consacrées par le principe de non-intervention, n'était-ce donc rien? M. de Cavour pouvait-il méconnaître la grandeur de pareils résultats? ne devait-il pas, venant à y réfléchir, trouver là d'efficaces consolations pour le déboire amer de son ambition patriotique? Mais il ajournait au lendemain ces retours à la clairvoyance, à la modération, et en ceci, convenons-en, il se montrait encore très habile politique. Pour rester maître de l'explosion de colère qu'il pouvait prévoir dans tout le pays, il fallait s'y associer largement, devancer les cris qu'on allait pousser, exagérer les plaintes qui allaient se produire. Personne, pas même Garibaldi, ne devait paraître s'associer mieux que Cavour à l'immense douleur que l'Italie allait ressentir. A ce prix, et à ce prix seul, le ministre conservait, avec son influence intacte, la haute direction des événemens. Par le fait, quand Garibaldi accourut de Lovere, au premier bruit de paix, apportant sa démission et celle de tout son état-major, il était devancé. Cavour avait remis son portefeuille aux mains du roi, qui ne voulut pas accepter la démission de Garibaldi, et parvint à la lui faire retirer. De ce roi soldat on aurait pu attendre quelque coup de tête; il n'en commit aucun et garda l'attitude de résignation forcée, de mécontentement comprimé, qui convenait le mieux aux nécessités du présent, tout en laissant subsister les chances de l'avenir. Parfois une brusque saillie indiquait et marquait spirituellement cette attitude. Lorsque par exemple il fit à Milan son entrée officielle (le 10 août), le maréchal Vaillant était venu à sa rencontre avec un nombreux état-major dans les rangs duquel se trouvait un général que Victor-Emmanuel avait beaucoup vu à Paris en 1856. Comme ce militaire, tout récemment arrivé, lui manifestait le regret de ne s'être trouvé ni à Magenta, ni

à Solferino, le roi l'interrompit, et de manière que le maréchal ne perdît pas une de ses paroles : « Ah! vous n'êtes pas content, général?... *Moi non plus*, je vous assure. »

Cette *ingratitude italienne*, — pour nous servir d'une expression officielle, — eût été souverainement impolitique, si elle eût franchi certaines limites; mais le tact ne manque pas en ce pays, et, les premières flammes jetées, on revint très vite à une ligne de conduite plus adroite. Avec ce liant et cette bonhomie qui permettent de faire passer dans la conversation certaines vérités plus ou moins désagréables, les Italiens, les Italiennes surtout, adressaient à leurs libérateurs des reproches que ceux-ci ne réussissaient pas toujours à réfuter. M. Arrivabene fut témoin d'un de ces assauts d'esprit entre un de nos officiers supérieurs et une charmante comtesse milanaise à laquelle son interlocuteur venait d'exposer les raisons sérieuses que l'attitude menaçante de l'Allemagne pouvait fournir aux partisans du traité de Villafranca. « Eh bien! lui dit la comtesse R. L. avec son plus doux sourire, si ce sont là vraiment les motifs qui ont déterminé votre empereur, l'histoire racontera pour la première fois que l'Europe a fait peur à la France. » Impossible, à coup sûr, de mieux envelopper un amer sarcasme et de le rendre acceptable aux susceptibilités le plus en éveil.

Il est des gens pour lesquels tout parti-pris politique s'explique par les conséquences qu'il a eues. Ceux-là ne croient ni à l'imprévoyance ni aux calculs erronés. Selon eux, le vainqueur de Solferino n'a déposé les armes que parce qu'il entrevoyait dans les conditions faites à l'Autriche un moyen pacifique d'arriver indirectement à l'unité italienne. Heureux ceux qui ont foi dans ces pressentimens lumineux de l'avenir le plus incertain! Nous avons, quant à nous, mille raisons excellentes de penser autrement, et de prendre pour très sincères les déclarations réitérées qui furent faites à l'époque du traité de Zurich par le chef du gouvernement français. Elles étaient parfaitement conformes à celles qui avaient précédé l'ouverture des hostilités contre l'Autriche, déclarations renouvelées à la plupart des proscrits italiens que l'on dirigeait sur le théâtre de l'action. L'un d'eux, — nous ne le mentionnons que parce qu'il est mort, — avait reçu l'assurance la plus formelle (et il nous le confiait au moment du départ) que « jamais la France ne consentirait à ce que le Piémont s'annexât la Toscane. » Ce fut sur cette manifestation très explicite que Giuseppe Montanelli, arrivant au milieu de ses compatriotes, se fit le champion du système fédératif, le seul praticable en Italie du moment où la France se serait décidée à combattre résolûment les tendances unitaires. Malheureusement l'homme propose, et, si puissant qu'on le croie, les destinées des

peuples ne s'en accomplissent pas moins en dehors de ces plans, de ces projets, de ces volontés qui semblent disposer de tout.

II.

Le grand malheur de cet antagonisme entre les vues du protecteur de l'Italie et les aspirations de ses protégés a été de nous ôter le bénéfice moral d'une guerre hardiment commencée, heureusement et rapidement menée à fin. L'oubli de notre victoire et de ses grands résultats fut aussi prompt que notre victoire elle-même. En quelques jours, ces mêmes soldats que les belles dames de Milan écrasaient de fleurs et qu'elles faisaient monter à côté d'elles dans leurs brillans équipages devinrent des hôtes indifférens et presque dédaignés. La popularité passa du côté des touristes anglais, auxquels un mois plus tôt personne ne prenait garde. Ainsi que le constate notre écrivain, on ne parlait plus dans les cafés, les *bottegoni* de Brescia, que de « lord » Bright et de « sir » Gladstone, qui défendaient vaillamment l'Italie contre « sir » Disraeli et « lord » Bowyer. Les Italiens, toujours habiles en flatterie, décoraient de ces titres aristocratiques tous les « Jones » et tous les « Brown » qui venaient, badauds intrépides, acheter les débris de boulets, les lambeaux d'uniforme ramassés sur le champ de bataille par les paysans de Medole, de Cavriana, de Solferino. La presse anglaise, en revanche, prodiguait au peuple italien ces avances caressantes, ces louanges, ces encouragemens que nous leur refusions, et c'est grâce à elle que les combats livrés autour de San-Martino par l'armée piémontaise devinrent une bataille spéciale à laquelle on semblait vouloir donner le pas sur celle que les Français livraient quelques kilomètres plus loin.

Cette opinion, singulière pour quiconque prend la peine d'y regarder, se retrouve dans le livre de M. Arrivabene, et tout récemment encore un orateur piémontais soulevait des orages en émettant devant les députés de Turin l'opinion que, sans l'assistance des Français, l'armée sarde eût été écrasée à San-Martino. Une question préalable était de se demander si cette armée serait arrivée sans le secours des Français jusqu'aux bords du lac de Garda, et, bien que les Piémontais en 1848 aient pu, grâce à l'affaiblissement momentané des ressources autrichiennes, aller mettre le siége devant Peschiera, peu de gens croiront qu'en face des deux cent cinquante mille hommes que Giulay menait au mois d'avril 1859 jusqu'aux portes de Turin, ils eussent aussi facilement reconquis la Lombardie. Laissons là pourtant ce point délicat, et, puisqu'elle est si souvent mise en question, tâchons de fixer nos idées sur cette

fameuse « bataille de San-Martino, » prise à part et isolée de la grande lutte où elle ne forme, selon nous, qu'un brillant épisode.

Il existe, publié par le ministère de la guerre, un ouvrage spécial sur la campagne de 1859 (1). La bataille de Solferino y est racontée dans le plus grand détail, *moment* par *moment*, chaque *moment* ayant son chapitre et son plan spécial. C'est là que nous puiserons le détail rapide des opérations de l'armée sarde dans cette journée mémorable.

On sait que la bataille du 24 juin fut engagée à l'improviste, grâce aux hésitations de la tactique autrichienne. L'armée française marchait vers le Mincio, derrière lequel on savait que l'ennemi s'était retiré. Celui-ci au contraire, après avoir adopté le plan du feldzeugmestre baron Hess, — qui consistait à se retirer dans le fameux quadrilatère, pour reprendre ensuite l'offensive, comme avait fait en 1848 le vieux Radetzky, — était brusquement revenu sur sa décision, et, traversant le Mincio, voulait réoccuper les fortes positions abandonnées quelques jours auparavant. Ces deux mouvemens en sens contraire amenèrent un choc imprévu. Or le 23 juin les troupes sardes occupaient la gauche de l'armée française : elles avaient leur quartier-général à Lonato, leur droite (division Fanti) à Malocco, leur gauche (Mollard) à Rivoltella et au mont Cavaga. Leur ordre de marche les dirigeait sur Pozzolengo. Un simple coup d'œil jeté sur les magnifiques plans du dépôt de la guerre nous montre la dissémination de ces différens corps et la difficulté de leur imprimer une direction commune : ils y dessinent un angle rentrant dont le sommet est Lonato, et dont les branches s'écartent démesurément, l'une, la droite, perpendiculaire, pour aller rallier le corps du maréchal Baraguay-d'Hilliers (extrême gauche des Français), l'autre, horizontale, pour s'étendre le long du chemin de fer qui court dans la direction de Lonato à Rivoltella et au lac de Garda.

Au premier *moment*, c'est-à-dire de trois heures à six heures du matin, l'armée sarde, voulant éclairer sa route, pousse de tous côtés des reconnaissances. La colonne envoyée par la première division (général Durando), en débouchant dans le val dei Quadri, trouve occupée par les Autrichiens la position connue sous le nom de *Madonna della Scoperta*, un peu en arrière de Solferino. Un combat de tirailleurs s'engage de ce côté. Le lieutenant-colonel Cadorna, parti de Lonato à trois heures du matin, marche à la tête d'un autre détachement (5e division) vers Pozzolengo. Il suit la

(1) *Campagne de l'empereur Napoléon III en Italie* (1859), rédigée au dépôt de la guerre d'après les documens officiels, 1 vol. in-4°, accompagné de deux atlas. — Cet ouvrage, véritable chef-d'œuvre de typographie et de gravure, ne se trouve pas dans le commerce; nous en avons dû la communication à une obligeante amitié.

strada Lugana et laisse derrière lui ce village de San-Martino qui, selon les exigences de l'amour-propre italien, devrait donner son nom à la bataille. La division Mollard envoie deux reconnaissances inutiles du côté de Peschiera : elles reviennent sans avoir rencontré l'ennemi; deux autres, dirigées vers Pozzolengo, combinent leur marche avec celle du détachement commandé par le lieutenant-colonel Cadorna, et, comme celui-ci, se heurtent bientôt aux avant-postes autrichiens, en avant de Pozzolengo et de Madonna della Scoperta. A Pozzolengo se trouvent le 8e corps de l'armée autrichienne (Benedek), à Madonna della Scoperta une partie du 5e corps (Stadion), établi à Solferino, et se reliant à celui de Benedek par les brigades Gaál et Koller.

De six heures à huit heures du matin (second *moment* de la bataille, où Medole fut enlevée à notre droite par la division de Luzy), l'armée piémontaise hâte le mouvement de ses divisions pour soutenir leurs avant-gardes, déjà fortement engagées. L'avant-garde de la 1re division, repoussée de Madonna della Scoperta, est contrainte de se replier vers Fenile-Vecchio; celle de la 5e division (Cucchiari), aux prises avec les avant-postes de Benedek, envoie demander un prompt appui, que lui porte immédiatement le général Mollard (3e division), en dirigeant de ce côté toutes les forces qu'il a sous la main et en prenant position sur le flanc droit des Autrichiens. C'est en vain cependant qu'il cherche à retarder leur mouvement offensif, déjà très marqué. Les Piémontais, obligés de plier devant des forces très supérieures, exécutent en bon ordre leur mouvement rétrograde, et vont s'abriter au pied des hauteurs de Casetta et de San-Martino, garnies d'un bataillon de *bersaglieri* et d'un bataillon d'infanterie. On remarquera que la droite des Piémontais, commandée par le général Fanti, n'a point fait encore un pas en avant; elle est immobile à Malocco, attendant des ordres qui n'arrivent pas.

De huit heures à dix heures et demie (troisième *moment*), les reconnaissances piémontaises ayant été rejetées sur leurs divisions respectives, le combat s'engage pour celles-ci dans des conditions défavorables. Elles restent disséminées; on ne les verra se concentrer que beaucoup plus tard, et toujours elles trouveront devant elles des forces numériquement supérieures. Le général Durando, pourvu de renforts et que l'empereur invite à se relier au 1er corps de l'armée française, a tenté un vigoureux effort et s'est emparé momentanément de la position occupée par les Autrichiens à Madonna della Scoperta; mais, entraîné à la poursuite de l'ennemi, un nouveau mouvement offensif de celui-ci le ramène en arrière, lui fait perdre la position conquise, et le contraint à se retirer, à la hauteur de Ca-

sellin-Nuova, derrière le 2e de grenadiers. Pour neutraliser ce retour offensif, il envoie vers le mont Guca deux bataillons qui cherchent le moyen d'attaquer Madonna della Scoperta. Ces deux bataillons rencontrent des colonnes autrichiennes qui les forcent à rebrousser chemin, et qui elles-mêmes s'avancent jusqu'à la *casa* Sojeta, où elles établissent une batterie dont les boulets vont arrêter le 2e de grenadiers, en marche vers Madonna. Les Autrichiens chassent les Piémontais de San-Martino et s'y établissent solidement malgré les vives attaques de la brigade Coni (1). Deux fois cette brigade pénètre dans le village, deux fois elle en est chassée, et finalement elle se voit réduite à réorganiser ses rangs décimés derrière le chemin de fer. Le général Cucchiari est arrivé à temps pour protéger cette retraite (2). Le général Fanti n'a pas encore mis en marche un seul bataillon. C'est seulement à onze heures que ses troupes s'ébranlent.

De dix heures et demie à une heure et demie de l'après-midi (quatrième *moment*), la situation des troupes sardes continue de s'aggraver. Tous les efforts du général Durando n'empêchent pas les Autrichiens de gagner du terrain. La brigade de Savoie contient les troupes de Gaál; mais le général Koller continue à tourner le flanc droit des Piémontais. C'est alors que quelques pièces d'artillerie, mises en position, arrêtent la colonne de Koller; elles ont été dirigées de ce côté par le général Forgeot, commandant l'artillerie du 1er corps (Baraguay-d'Hilliers), et, bien que tirant à 1,600 mètres, leur feu bien nourri (au plus fort de l'attaque de Solferino) porte le désordre dans les rangs de la brigade Koller et lui fait rebrousser chemin. Le général Cucchiari essaie encore une fois de rentrer dans San-Martino. Un premier assaut exécuté par la brigade Casale est d'abord couronné de succès : l'église de San-Martino, la Contracania, plusieurs fermes, tombent aux mains de nos alliés; mais les Autrichiens, reprenant l'offensive, criblent de mitraille, à 200 mètres, la gauche du général Cucchiari. Les bataillons s'ébranlent et découvrent les troupes placées à leur droite; celles-ci sont emportées par le mouvement rétrograde, et malgré un régiment frais (le 18e de ligne) qui cherche à leur donner la facilité de se rallier, le général Cucchiari se voit obligé d'ordonner la retraite. Il essaie une première fois d'arrêter ses troupes sur le chemin de fer,

(1) C'est à ce moment que Victor-Emmanuel, arrivant au galop sur le lieu de l'action, criait gaîment à ses troupes : « Allons, enfans, il faut reprendre San-Martino, ou l'ennemi nous le fera faire!... » *Faire Saint-Martin*, en italien, c'est *déloger*, changer de domicile, et ceci à cause de la date la plus ordinaire des baux de location.

(2) Le général Benedek avait déjà fait partir pour Cavriana un officier chargé d'informer l'empereur François-Joseph qu'avant dix heures il aurait coupé les communications entre l'armée sarde et l'armée française. — *Italy under Victor-Emmanuel*, t. Ier, p. 204.

mais l'élan des soldats le conduit jusqu'à moitié route de Rivoltella, puis plus loin encore et presqu'à Rivoltella même.

La division Fanti s'est ébranlée à onze heures, se portant du côté de Solferino, pour y concourir, le cas échéant, à l'attaque des positions centrales de l'armée autrichienne. Après une heure et demie de marche dans cette direction, un message pressant du roi Victor-Emmanuel l'appelle du côté de San-Martino. La brigade Aoste s'y porte au secours du général Mollard; la brigade Piémont va y rejoindre le général Durando vers Madonna della Scoperta. Tout ceci nous mène au cinquième *moment*, c'est-à-dire à l'intervalle compris entre une heure et demie et quatre heures de l'après-midi. Pendant ce laps de temps, la brigade de Savoie, entrée en ligne tout entière, contient à grand'peine les progrès des brigades autrichiennes Gaál et Koller; elle conserve cependant ses positions malgré leurs attaques réitérées. Quant au général Mollard, demeuré seul devant Madonna della Scoperta depuis la retraite de Cucchiari, il reste sur le chemin de fer, attendant les renforts que Fanti lui amène, et s'efforce, en maintenant le combat, d'empêcher que le général Benedek ne détache quelques-unes de ses six brigades d'infanterie au secours du comte Stadion, à qui Solferino vient d'être enlevé. Par cela seul, il rend un service réel à nos troupes. Vers trois heures, il reçoit du roi Victor-Emmanuel l'ordre d'attaquer encore San-Martino, de concert avec la brigade Aoste, qui va lui arriver, de concert également avec le 5[e] corps (Cucchiari), qu'on a tant bien que mal réorganisé sous les murs de Rivoltella.

Sixième *moment :* de quatre heures à la nuit. L'armée française a coupé le centre des Autrichiens. Les corps d'armée Baraguay-d'Hilliers et Mac-Mahon ont dépassé Solferino et Cavriana. Les généraux Regnault et de Failly menacent Guidizzolo, le dernier point où les Autrichiens tiennent encore, à l'extrême droite de la bataille. C'est à cet instant que l'empereur François-Joseph accepte en frémissant l'arrêt du destin, et se décide à ordonner une retraite générale; c'est à cette heure aussi qu'éclate cette formidable tempête qui favorise le mouvement rétrograde de l'armée autrichienne et arrête l'élan victorieux de nos troupes. Alors que la tempête se déclarait, averti que le 5[e] corps (Cucchiari) était en vue, arrivant en toute hâte, le général Mollard venait d'ordonner l'attaque de San-Martino, qu'il fallait, disaient les ordres royaux, enlever avant la nuit. Toute manœuvre devient provisoirement impossible; mais, l'orage à peine dissipé, le mouvement offensif des Piémontais se prononce (1). Il faut ici se rappeler que, du côté de Madonna della

(1) Le signal de cette dernière attaque : *Avanti! alla carica!* fut donné par le roi lui-même, criant et galopant sur le front des bataillons qui s'élançaient.

Scoperta, l'ordre général de retraite avait déjà déterminé les brigades Gaál et Koller à se retirer, et que le général La Marmora, dépêché par le roi pour venir diriger sur ce point les opérations des troupes sardes, se trouva libre, moyennant la disparition de ces deux brigades ennemies, de lancer vers San-Martino la division Durando, renforcée par la brigade Piémont. Benedek, lui aussi, avait commencé sa retraite. Quelques bataillons défendirent seuls, pour couvrir son mouvement, les maisons et les jardins de San-Martino (1). Ce fut sur cette arrière-garde du 8e corps que vinrent donner à la fois toutes les forces disponibles des Piémontais. Leur infanterie, lancée à l'assaut des positions, ne réussit d'abord qu'à s'emparer des fermes à mi-côte. Survinrent au galop quatre batteries d'artillerie qui foudroyèrent le village. Sous leur protection, la 5e division gravit les hauteurs et réussit à couronner le plateau, où vint bientôt la rejoindre, avec la 3e division, la brigade Aoste, dont l'artillerie, promptement amenée, accéléra la retraite de l'ennemi, que le général La Marmora poursuivit jusqu'à Pozzolengo, nonobstant quelques retours offensifs (2).

Voilà, pas à pas, heure par heure, le détail de cet épisode militaire de San-Martino, qui se réduit en définitive, pour les Piémontais, à quelques efforts offensifs, — vigoureux, nous n'en doutons nullement, mais qui avortèrent l'un après l'autre, — et à une attitude défensive fermement et courageusement maintenue; le tout couronné par la prise de San-Martino, déjà évacué en partie, et que les Autrichiens ne défendaient plus que pour l'honneur des armes et la sûreté de leur retraite. Ajoutons, pour en finir, que les états officiels des pertes de l'armée piémontaise portent à 691 le nombre des morts, à 3,572 celui des blessés, et à 1,258 celui des hommes *disparus*. L'armée française avait 1,622 morts, 8.530 blessés et 1,518 disparus. Il nous semble qu'en présence de pareils faits et de pareils chiffres les commentaires seraient superflus. Nous ferons donc simplement remarquer que notre but, en ramenant la « bataille de San-Martino » à ses véritables proportions, n'est nullement de froisser le juste orgueil que l'armée piémontaise inspirait à l'Italie tout entière; mais, si nous comprenons chez nos alliés ce sentiment très légitime, encore faut-il qu'on lui ôte ce qu'il aurait de blessant et d'inique à l'égard de nos soldats. Faire de San-Martino une bataille principale et isolée serait de la part des écrivains et des orateurs piémontais une insigne maladresse; on vient de voir à quoi elle se

(1) En évaluant à 20,000 hommes les troupes que Benedek avait massées là pour couvrir sa retraite, M. Arrivabene se laisse entraîner à une exagération bien évidente, Benedek ne disposant en tout que de six brigades.

(2) La première division, retardée par une légère escarmouche du côté du mont Fani, n'avait pu arriver à temps pour participer à la prise de San-Martino.

réduit quand on l'envisage ainsi. Considérée autrement, incorporée en quelque sorte à la grande lutte dont elle fut un des élémens, elle reprend et son véritable aspect et même sa véritable valeur. Les vaillantes attaques des Piémontais, et surtout la vigueur de leur attitude défensive, en empêchant Benedek de porter secours au comte Stadion, peuvent être regardées comme une des causes qui ont fait succomber ce dernier, et qui par conséquent ont amené la réussite du mouvement le plus décisif parmi ceux à qui l'armée alliée dut la victoire.

Si nous avons donné quelque développement à une question toute spéciale, c'est qu'un exposé fidèle des incidens de la journée de Solferino peut servir à expliquer l'attitude assez étrange qu'au témoignage de M. Arrivabene, et dès le lendemain de Villafranca, la France et l'Italie prirent vis-à-vis l'une de l'autre. Il y eut, ce nous semble, inconséquence des deux parts; mais l'oubli trop prompt dans lequel furent mis les services que nous devaient alors, et le Piémont en particulier, et la péninsule italique tout entière, est encore plus concevable que les hésitations, les retours méfians, les mesquines résipiscences qui vinrent si mal à propos annuler le profit moral du grand coup que nous venions de porter. On eût dit, on peut croire encore que nous avions frappé à l'aveugle, sans pressentir que, l'outre d'Éole ouverte, les vents seraient déchaînés, que, le rocher frappé par la baguette miraculeuse, la source allait jaillir avec une force irrésistible. En voyant accourir les peuples altérés qui se précipitaient vers la liberté coulant à grands flots, Moïse sembla frappé de stupeur et d'effroi; il avait réussi par-delà sa foi, par-delà ses espérances, et déjà se repentait. Les échos nombreux qui lui renvoyaient ses grandes paroles leur donnaient presque l'éclat menaçant de la foudre. Le peuple à qui l'on avait crié : Debout! apparaissait plus grand et plus à craindre qu'on ne l'eût voulu peut-être. La mission de libérateur est pourtant bien simple. Affranchir une nation, ce n'est sans doute pas lui donner les institutions qu'on a rêvées pour elle : c'est lui remettre le soin de ses destinées et la protéger purement et simplement contre ceux qui voudraient l'empêcher de les régler elle-même. Dire aux Italiens : Gouvernez-vous à votre gré; dire à l'Autriche : Vous n'avez plus à vous mêler désormais des affaires italiennes, — quoi donc de plus élémentaire et de plus logique? quoi de plus conforme au bon droit et au bon sens?

En présence d'une telle situation, M. de Cavour prit une éclatante revanche, et ne crut pas sans doute l'avoir payée trop cher quand la France réclama, comme fiche de consolation, le petit territoire dont la cession, consentie à regret, — non sans quelques arrière-

pensées malveillantes (1), — acheva de relâcher les liens étroits un moment formés entre l'Italie et ses libérateurs, et que notre coûteuse intervention aurait dû au contraire resserrer.

III.

La conquête des Deux-Siciles par Garibaldi et cette annexion napolitaine qui donnait plus de vraisemblance que jamais à la constitution d'un royaume italien trouvèrent la France (disons mieux, son gouvernement) dans les mêmes dispositions d'embarras et de mécontentement. En face du principe de non-intervention si hautement proclamé, comment s'opposer à cette révolution si prompte, à ces coups de main téméraires dont le rapide succès, passant toute probabilité, déjouant tout calcul, donnait aux entreprises d'un homme sans mission, d'un aventurier héroïque, on ne sait quel caractère providentiel, on ne sait quel reflet de l'action divine? Et d'un autre côté comment applaudir aux triomphes de Garibaldi? Là de nouveau nous étions mis en demeure, et cette fois avec des précédens bien faits pour nous éclairer. Malgré nous, les annexions de l'Italie centrale s'étaient accomplies; malgré nous, le territoire pontifical avait été démembré : nous étions arrivés ainsi à faire des résultats inévitables que devaient avoir les victoires de la France autant d'échecs pour la France. Il semblait donc qu'instruits par tant de rudes leçons nous dussions adopter un parti décisif pour ou contre la révolution nouvelle, l'accepter ou la repousser nettement, la regarder comme une fille légitime de Solferino, ou la désavouer comme étrangère à nous et frauduleusement substituée au dénoûment prévu et désiré de notre alliance avec le Piémont. Notre attitude ne répondit guère, il faut l'avouer, à cette attente. La descente des *mille* à Marsala nous trouva peut-être plus confians que de raison dans l'insuccès probable de cette fabuleuse témérité. Le combat de Calatafimi,

(1) Selon quelques-uns des biographes les plus accrédités de M. de Cavour, la cession de la Savoie à la France n'avait pas à ses yeux un caractère définitif. On peut lire à ce sujet l'étude consacrée par la *Quarterly Review* (1861) à l'homme d'état que l'Italie venait de perdre. M. Arrivabene, qui cite cette opinion du *reviewer* anglais, la confirme par un souvenir personnel. Dans une conversation d'après-dîner, peu de jours avant la motion de Garibaldi sur ce qu'il appelait la « vente d'un peuple, » M. de Cavour s'attachait à démontrer au correspondant des *Daily News* que l'Angleterre, si émue alors de l'accroissement de notre territoire, n'avait aucun motif légitime de s'en prendre à lui, Cavour, et de l'accuser de duplicité... « Puis, continue M. Arrivabene, il termina brusquement notre entretien par une phrase dont le sens était que Nice, tout au moins, redeviendrait italienne un jour ou l'autre. » — *Italy under Victor-Emmanuel,* t. II, p. 12 et 13.

où les pertes des garibaldiens furent relativement énormes, l'entrée à Palerme, qu'on put envisager comme un heureux hasard plutôt que comme une preuve de supériorité militaire, nous laissèrent dans notre illusion primitive. A Melazzo, Garibaldi devait rencontrer ce Bosco transformé par une presse complaisante en un vrai foudre de guerre. Bosco fut battu comme Landi et Lanza l'avaient été précédemment, et quand les garibaldiens marchèrent sur Messine, le général Clary n'imagina même pas de leur en disputer l'entrée. La convention qu'il signa en se retirant dans la forteresse de Messine, convention qui stipulait l'évacuation de Syracuse et d'Augusta par les troupes royales, livrait la Sicile à l'armée du libérateur, et par le fait ouvrait le continent napolitain à l'invasion. Dès qu'elle fut possible, elle fut certaine, et nos agens diplomatiques ou militaires l'annoncèrent à coup sûr. Si elle contrariait nos vues, il était temps d'aviser; dans le cas contraire, il eût été raisonnable et sage de céder ou de paraître céder à l'entraînement général, et de ne pas jeter un impuissant désaveu, à peine exprimé, dans le cours irrésistible des événemens révolutionnaires. Que sert de bouder en pareil cas, et, comme le disait récemment un indiscret député, « à quoi bon ronger son frein? » Or la France garda sa position négative, sa neutralité boudeuse. Notre attitude vis-à-vis du nouvel état qui se constituait à nos portes et de par nos armes était justement celle du gouvernement piémontais vis-à-vis de Garibaldi; mais Victor-Emmanuel savait ne pas s'obstiner en ses désaveux et profiter à temps des entreprises qu'il avait cru devoir blâmer en principe. Alors même qu'il tâchait de ne méconnaître aucun droit, il rendait hommage aux faits accomplis, et c'est ainsi que, guidé au milieu des écueils par son adroit et vigoureux ministre, il marchait, ayant l'air de céder au courant, vers le but assigné à sa patriotique ambition. Il résistait jusqu'au moment où la résistance devenait intempestive et périlleuse : il cédait alors, mais avec un élan qui rachetait ses hésitations passagères. Nous cédions aussi, mais presque toujours un peu tard, et souvent d'assez mauvaise grâce.

Le livre de M. Arrivabene rappelle notre attention sur un des épisodes les moins bien connus de la crise finale où périt la royauté des Bourbons de Naples : nous voulons parler de l'assistance plus ou moins directe, plus ou moins efficace, donnée au roi François II par l'escadre française qui mouillait en octobre 1860 dans la baie de Naples, et qui alla s'installer dans la rade de Gaëte, où sa présence annulait virtuellement les effets du blocus que le gouvernement dictatorial de l'Italie méridionale avait officiellement dénoncé au consul-général de France. La France ne reconnaissait pas ce blocus; elle interdisait formellement toute opération navale contre

Gaëte. Était-ce donc seulement contre Garibaldi, personnifiant plus ou moins la révolution, que de telles mesures étaient adoptées? Entendait-on simplement protester ainsi contre une victoire sans drapeau reconnu? Nullement; l'interdit subsista lorsque la marine napolitaine eut été mise sous les ordres d'un amiral piémontais. La protection inefficace et limitée qui mettait une partie des murs de Gaëte, — une partie seulement, — à l'abri de toute attaque subsista au-delà du terme que l'Italie lui avait sans doute assigné. L'arrivée de Victor-Emmanuel devant Capoue ne changea rien à la situation. Par l'organe du chef de notre escadre, il lui fut notifié, comme il l'avait été à M. Crispi, que le blocus était nul, que Gaëte ne serait pas attaquée par mer, et que, si ses vaisseaux franchissaient une certaine ligne, pénétraient dans une certaine zone, cette infraction serait considérée comme un acte d'hostilité. Les journaux du temps portent témoignage du point extrême où le conflit fut porté. La situation devint si tendue qu'un simple coup de tête de l'amiral Persano (qui se déclarait prêt à se faire couler), un ordre mal donné par le roi de Piémont ou mal compris par le chef de sa marine pouvaient faire partir les canons chargés de part et d'autre. Il y eut un moment où la division sarde, défilant devant notre escadre mouillée à l'embouchure du Garigliano, reçut l'ordre formel de s'arrêter, et où, si elle eût tenté de pénétrer dans la baie de Gaëte, l'amiral français, sous peine de se démentir, eût dû immédiatement ouvrir le feu. Étrange dénoûment, il faut en convenir, qu'auraient eu en 1860 les événemens de l'année 1859!

On sait comment ce grave incident prit fin. Le roi de Piémont et son amiral furent assez avisés pour déplacer à temps la question soulevée par l'attitude de M. l'amiral de Tinan. La difficulté s'était engagée à la suite de la déclaration apportée par le contre-amiral Albini, que, « la flotte sarde pouvant ouvrir à chaque instant des hostilités contre Gaëte, il venait en informer le consul de France et ceux de ses compatriotes établis dans la ville menacée. » Et cependant, lorsque les réclamations du roi Victor-Emmanuel arrivèrent au cabinet des Tuileries, elles étaient accompagnées d'une déclaration formelle que « le roi n'entendait ni bloquer Gaëte ni l'attaquer du côté de la mer. » L'objet du conflit, on le voit, n'était plus le même, et l'importance en avait singulièrement diminué. Le dénoûment dès lors était facile à prévoir. Comment ne pas répondre par une satisfaction de pure forme aux concessions si importantes de Victor-Emmanuel, qui d'ailleurs, en attendant la décision de notre gouvernement, avait respecté la limite tracée par le commandant de l'escadre française? Celui-ci reçut en conséquence de nouvelles instructions qui lui firent restreindre à la simple portée de ses ca-

nons la zone interdite aux forces navales du nouveau royaume (1).

Dans ce mouvement en arrière, si insignifiant qu'il fût, il y eut, n'en doutons pas, pour la susceptibilité de nos marins une sorte de déboire, rendu cependant moins amer par l'évidente supériorité des forces françaises; mais nous ne voulons nullement insister sur ce point. Ce qui nous frappe, c'est la regrettable mobilité de projets qui jetait alors tant d'ambiguïté dans les tendances de notre politique et rendait si difficile à nos agens l'interprétation de la pensée qu'ils avaient à faire prévaloir. La France devant Gaëte n'était ni protectrice efficace de François II, ni sympathique à Victor-Emmanuel, ni même tout à fait neutre. Sans trop se soucier de la logique et transigeant tour à tour avec des nécessités qui semblaient s'exclure, elle arrêtait au passage les boulets de l'escadre italienne, elle laissait les canons Cavalli s'installer à loisir sur les hauteurs escarpées qui dominent Gaëte. Elle gênait, elle désappointait, elle irritait ses alliés de la veille, étonnés de la trouver comme un obstacle sur la route qu'elle-même leur avait ouverte. En aidant, de manière ou d'autre, François II à prolonger une résistance dont, tout aussi bien que personne, il connaissait le terme fatal, nous ajoutions en pure perte des désastres à des désastres, des morts à des morts (2). Quel motif si puissant avions-nous d'agir ainsi? Désirions-nous seulement mettre en sûreté la personne, la famille de François II? Voulions-

(1) Remarquons en passant que M. Arrivabene, bien que présent sur les lieux, n'a pas donné à ce singulier incident sa véritable physionomie. Il affirme (tome II, page 294) que « le commandant de l'escadre française, non-seulement refusa de reconnaître le blocus *officiellement dénoncé par la Sardaigne*, mais alla jusqu'à prévenir l'amiral Persano qu'il ouvrirait le feu contre la flotte sarde, si elle attaquait l'arrière-garde de l'armée napolitaine, alors en pleine retraite sur Mola di Gaeta. » Or premièrement ce n'était pas la Sardaigne, c'était le gouvernement dictatorial qui avait dénoncé le blocus, et la Sardaigne n'éleva jamais sur ce point des prétentions nettement définies; elle y renonça même expressément, nous venons de le voir. En second lieu, les troupes napolitaines n'abandonnèrent la ligne du Garigliano qu'après que notre escadre eut quitté l'embouchure de cette rivière. Enfin l'ultimatum notifié à l'amiral Persano ne concernait que le cas où la division navale piémontaise franchirait la ligne au-delà de laquelle on entendait la retenir.

(2) Un détail navrant de cette lutte fratricide est la situation où se trouvèrent les sept ou huit mille soldats de François II qui, après la reddition de Capoue, au lieu de se retirer, comme le gros de l'armée du Volturne, dans la direction de Terracine, et de se faire désarmer par nos troupes sur le territoire pontifical, se laissèrent acculer entre les avant-postes piémontais et la place de Gaëte. La ville était encombrée, la garnison plus que suffisante, les approvisionnemens à ménager strictement. Sommés de se rendre par le général Cialdini, qui menaçait, en cas de refus, de ne pas leur accorder quartier, ces malheureux se virent impitoyablement refuser l'accès de la ville assiégée, et sans vivres, sans bois, sans moyens de campement, à peine abrités par les maisons du faubourg, où ils détruisaient et brisaient les charpentes pour se procurer le combustible indispensable, ils demeurèrent abandonnés plusieurs jours, et ne rentrèrent dans Gaëte qu'après avoir longtemps subi sans se défendre le feu de l'artillerie piémontaise.

nous le soustraire à la douleur d'une capitulation déshonorante? Mais pour cela était-il nécessaire d'accuser des sentimens presque hostiles au Piémont, et de laisser s'établir, s'envenimer un différend qui pouvait avoir des résultats si graves? Ne suffisait-il pas, les circonstances étant données, d'un appel aux sentimens chevaleresques du roi galant-homme? Et croit-on par hasard que ce prince fût très désireux d'avoir entre les mains un captif aussi embarrassant que l'eût été le roi de Naples? Croit-on que le blocus de Gaëte (en admettant même qu'on l'eût établi pour empêcher le ravitaillement de la place) n'aurait pas toujours laissé ouverte une issue pour le départ du royal assiégé sur les deux petits bâtimens que l'Espagne avait envoyés à sa disposition?

M. Arrivabene, — il faut maintenant revenir à lui, — fut un des prisonniers assez nombreux que firent les Napolitains lors de leur mouvement en avant, au début de cette bataille du Volturne qui faillit être le premier échec de l'armée commandée par Garibaldi. Le correspondant italien des *Daily News* a raconté cet incident tout personnel avec des détails qui en font un tableau de mœurs curieux à esquisser d'après lui.

L'action était engagée sur toute la ligne au moment où, parti de Caserte avec Garibaldi et son état-major, M. Arrivabene atteignait le bourg de Santa-Maria, que les Napolitains attaquaient de deux côtés à la fois. Après y avoir donné ses ordres, le général prit en voiture le chemin de Sant'Angelo, ne se doutant guère à cette heure que les avant-postes de Medici étaient refoulés, et que par conséquent les Napolitains étaient déjà installés sur la route même où s'engageaient les équipages fort divers de l'état-major garibaldien. On s'en aperçut un peu tard, alors que derrière un pli de terrain apparut tout à coup un bataillon des troupes royales, qui salua d'une décharge générale, à 50 mètres, le cortége subitement arrêté. Un des chevaux qui traînaient Garibaldi tomba sous cette pluie de balles, et le cocher de la *carrozzella* où M. Arrivabene se trouvait avec Missori fut tué sur son siége, à côté d'eux. Cette rencontre fut d'ailleurs providentielle. Un peu plus loin, au pied des hauteurs de Sant'Angelo, les Napolitains, qui venaient d'enlever une batterie placée en avant de ce village, étaient complétement maîtres de la route; ils eussent inévitablement capturé, d'un seul coup de filet, le général et sa suite. Ceux-ci tout au contraire sortirent sains et saufs de cette pluie de balles qui était venue les assaillir si soudainement, et, sautant à terre, purent prendre à travers champs la direction du village où Medici maintenait une résistance énergique. L'un d'eux cependant, le capitaine Piverani, s'était foulé le pied en descendant de voiture, et M. Arrivabene, qui voulut lui

prêter assistance, paya un peu cher cet acte d'humanité. Tandis qu'il entraînait son compagnon vers une ferme voisine où il comptait le déposer à l'abri des coups de fusil avant de courir sur les traces du général, trois bergers qu'ils venaient de rencontrer les sommèrent, au nom du roi, de se rendre prisonniers; mais la vue d'un *revolver* que M. Arrivabene avait heureusement sur lui tint ces braves en respect, et lorsque l'un d'eux fut tombé atteint d'une balle, les deux autres gagnèrent pays. Cependant les colonnes napolitaines arrivaient de tous côtés. Aucun moyen de percer leurs lignes de tirailleurs. Il fallait se rendre. Sur ces entrefaites, M. Arrivabene reçut à la jambe une balle qui l'étendit par terre et le livra ainsi sans défense aux soldats royaux. Ceux-ci firent rafle aussitôt de tout ce qui se trouvait dans ses poches, et l'officier qui les commandait eut pour sa part la montre du malheureux prisonnier (1), qui, lâchement insulté, frappé même à plusieurs reprises, ne serait pas sorti vivant des mains où il était tombé sans l'intervention d'un des chefs, observateur plus scrupuleux des lois de la guerre. « Suivez-moi comme vous pourrez, disait-il au blessé, qui demandait à être dirigé immédiatement sur Capoue... Si je vous laissais ici, mes soldats vous tueraient bien certainement... » Réuni à une vingtaine de garibaldiens également faits prisonniers depuis le matin, M. Arrivabene fut, comme eux, dépouillé d'une partie de ses vêtemens et obligé, comme eux, de les remplacer par le bonnet de police et la capote des soldats royaux. Ainsi déguisés, on les faisait marcher en tête de la colonne, et un sergent prit la peine de leur expliquer qu'on les exposait ainsi volontairement à la chance d'être tués par les leurs. Les Napolitains, eux, ne risquaient leur peau qu'à bon escient et avec répugnance. *Avanti! avanti!* criaient sans cesse leurs officiers, se gardant toutefois de joindre l'exemple au précepte, et recevant parfois sans sourciller mainte réponse désagréable en échange de ces exhortations mal venues. L'un d'eux, le seul qui se conduisît en brave, atteint d'une blessure mortelle, tomba près de M. Arrivabene, qui crut pouvoir proposer de le conduire à l'ambulance garibaldienne (alors en vue), sur parole de venir reprendre ses fers le soir même. On rejeta bien loin cette proposition à la Régulus, et deux soldats reçurent ordre de prendre sur leurs épaules l'officier moribond, qu'ils jetèrent dix minutes après dans le premier fossé venu.

Lorsqu'après plusieurs heures de souffrances et d'anxiétés les prisonniers arrivèrent au quartier du général Rettucci, le désordre était déjà grand dans ces masses de soldats qui, définitivement re-

(1) Cette montre lui fut restituée ultérieurement par ordre exprès du roi de Naples.

poussés, battaient en retraite du côté de Capoue. Les cris de trahison retentissaient de toutes parts, mêlés d'invocations à la Madone. A Capoue, ce fut bien pis, et malgré la double file de soldats qui les escortait, les prisonniers garibaldiens faillirent être écharpés par une population frénétique de colère et de peur. A leur refus de crier : Vive François II! des imprécations unanimes et des cris de mort répondirent. Un barbier entre autres, s'élançant du seuil de sa boutique et brandissant un grand rasoir dont il s'était armé, semblait voir à regret lui échapper ces victimes : — *Capitano, dame ne uno!* criait-il d'une voix furieuse. Les femmes, les enfans faisaient pleuvoir les injures grossières avec les projectiles immondes, et les prisonniers ne se sentirent en sûreté que derrière les fossés de la citadelle. Ils y trouvèrent des officiers infiniment moins exaltés que la populace des rues, et dont quelques-uns se plaignaient même d'avoir été trompés par François II, « qui avait promis, disaient-ils, de les relever de leur serment d'allégeance. »

Ordre arriva, dès le lendemain, de transporter à Gaëte les garibaldiens pris à la bataille du Volturne. Malgré ses réclamations, M. Arrivabene, qui avait déjà trouvé l'occasion de revendiquer hautement ses immunités de correspondant d'un journal anglais, fut rangé dans la même catégorie et emmené comme les autres. Ils étaient au nombre de quatre-vingt-cinq, entassés sur six charrettes, et firent de nuit la plus grande partie du chemin. A Sant'-Agata, où l'on relaya le matin venu, les scènes de Capoue se renouvelèrent, et ils ne purent que le soir quitter en toute sécurité la caserne de gendarmerie où on les avait mis à l'abri des outrages de la populace; mais à minuit, quand ils traversèrent le camp napolitain à la clarté des feux de bivac, ils purent se croire définitivement perdus. Les soldats, accourus sur leur passage, ne parlaient de rien moins que de les brûler vifs, ce qu'ils eussent fait sans la noble conduite du capitaine qui commandait l'escorte, et qui, par des charges réitérées à droite et à gauche, sut écarter d'eux cette soldatesque enragée.

Une fois dans Gaëte, où il arriva ce matin-là même à la pointe du jour, tout péril n'avait pas cessé pour le hardi correspondant des *Daily News*. L'entassement des prisonniers (trente dans deux chambres) et le régime de nourriture que permettait l'allocation royale (30 *grani* (1) par tête et par jour) constituaient déjà pour un blessé,

(1) Le *grano* napolitain est une monnaie pour ainsi dire infinitésimale. Il en faut dix pour faire un *carlin*, lequel est la vingt-quatrième partie du *scudo* (5 fr. 10 c.). C'était donc 60 centimes à peu près qui étaient assignés pour la nourriture de chacun des officiers prisonniers. Pour les soldats, l'allocation était de cinq *grani*, c'est-à-dire de *dix* centimes. Aussi mouraient-ils littéralement de faim.

pour un fiévreux, un danger réel; mais il y avait à compter de plus avec le mauvais vouloir des autorités militaires napolitaines, qui n'avaient aucun motif, — il faut bien le reconnaître, — de traiter favorablement un représentant, un agent de la presse libérale anglaise. Elles avaient sur M. Arrivabene, en sa qualité de sujet ou de natif autrichien, des avantages qu'elles comprenaient fort bien, et pouvaient, en le faisant transporter à Trieste, en le livrant à l'Autriche, mettre leur responsabilité directe parfaitement à couvert. Cette pensée ne devait rien avoir de très gai pour un homme miné par les souffrances, et qui, écrivant de tous côtés à ses amis, ne recevait d'eux aucune réponse. Ses lettres effectivement, bien qu'elles fussent autorisées, ne parvenaient jamais à leur adresse. Les bruits les plus étranges lui revenaient en outre de tous côtés. Il était, lui disait-on un jour, suspect de menées muratistes. Le lendemain, on le supposait envoyé par lord Palmerston à Garibaldi pour négocier la cession de la Sicile à l'Angleterre! Si absurde qu'elle fût, cette allégation fit fortune, paraît-il, aux yeux de l'état-major napolitain, car le général Viale, mandant le prévenu devant lui, l'interpella gravement à ce sujet, et ne voulut jamais accepter pour sincères les dénégations du malheureux publiciste. « Nous connaissons, disait-il, les intrigues du noble lord. Le *Journal des Débats* mentionne votre nom à côté de celui de M. Evelyn Ashley, parent et secrétaire de sa seigneurie, lequel se trouvait comme vous sur le champ de bataille du 19 septembre. Le hasard seul, comme vous voudriez le faire croire, ne vous avait certainement pas réunis. » Et comme M. Arrivabene, las de raisonner sur de pareilles chimères, invoquait purement et simplement la protection de son pays adoptif : « Nous verrons, nous verrons, reprit le général Viale. Le gouvernement anglais s'est habitué à malmener tout le monde; mais, en ce qui vous concerne, je vous garantis qu'il n'aura pas le temps d'agir ainsi. »

Ces dernières paroles n'avaient rien de fort rassurant, et le récit de M. Arrivabene témoigne qu'elles le laissèrent aux prises avec d'assez vives inquiétudes; mais l'agent consulaire anglais à Gaëte avait procédé sans retard. Le représentant de l'Angleterre à Naples, M. Elliot, prévenu par lui, intervint avec toute l'autorité, tout l'ascendant que le prestige de la Grande-Bretagne prête à ceux qui parlent en son nom, lorsqu'il apprit que Garibaldi avait vainement offert, en échange du comte Arrivabene, deux colonels napolitains faisant partie des troupes qui avaient mis bas les armes le 2 octobre à Maddaloni. Sur la dépêche du diplomate anglais, un conseil des ministres se réunit, et, contrairement à une décision déjà prise, M. Arrivabene fut mis en liberté. Encore fallut-il l'intervention du

ministre de Prusse à la cour de François II pour obtenir du général Ulloa le passeport sans lequel il ne pouvait quitter Gaëte; il l'eut enfin, et un des bâtimens de l'escadre française le ramena au quartier-général de Garibaldi.

Quelques semaines plus tard, le 3 novembre, il rentrait en triomphateur dans cette ville de Capoue, qu'il avait naguère traversée en prisonnier de guerre.

« La même foule, dit-il, qui le 1er octobre voulait nous massacrer, mes camarades et moi, accourait maintenant au-devant de Garibaldi et de son état-major, et s'égosillait à crier : *Vivent nos libérateurs!* Le barbier qui, pour m'égorger, m'avait mis la main sur le collet, ce barbier lui-même, en personne, figurait au premier rang de la foule accourue sur notre passage, et se montrait un des plus enthousiastes. Reconnu par quelques garibaldiens, le drôle reçut une leçon qui, je le suppose, l'aura rendu modéré pour le reste de ses jours. Je traversais la principale rue de Capoue, lorsque je vins à rencontrer le capitaine napolitain qui, pendant notre séjour dans la citadelle, avait été chargé de veiller sur nous. Depuis la capitulation, il était devenu, comme par miracle, le plus déterminé des patriotes italiens, lui que j'avais entendu, quelques semaines plus tôt, traiter Garibaldi de brigand et appliquer à Victor-Emmanuel des épithètes encore plus significatives. — Eh! capitaine, lui dis-je, serrant la bride de mon cheval, je suis ravi de vous voir dans de meilleurs sentimens... Vous voilà donc en bon chemin pour venir à nous?

« — De meilleurs sentimens? reprit-il, pâlissant quelque peu... Je vous garantis bien qu'au fond du cœur, même alors, j'étais... Seulement voyez-vous...

« — Oui, interrompis-je, vous en étiez réduit à dissimuler votre patriotisme, tandis qu'à présent rien ne vous empêche de le laisser paraître... C'est bien cela, n'est-il pas vrai?

« — Vous l'avez deviné, répondit-il,... et je compte que vous serez assez bon pour me recommander au général piémontais... Une commission de major ferait assez mon affaire.

« — Presque tous ressemblent à ce gaillard-là, dit un des officiers du général Della Rocca, auditeur involontaire de cette courte conversation.

« Par le fait, il ne se trompait guère. Le capitaine en question n'était que le type d'une classe longtemps avilie. »

Parlant ailleurs de la démoralisation profonde où le gouvernement des Bourbons avait plongé les hautes classes de la société napolitaine, le publiciste anglo-italien s'exprime en ces termes :

« Le niveau moral n'était guère beaucoup plus élevé chez le plus grand nombre des hommes appartenant au parti libéral. Dans ce parti lui-même, les individualités comme celles de Poerio, Settembrini, Massari, Spaventa, Pace, Nicotera, Piria, Stocco, Tommasi, et quelques autres, étaient plutôt l'exception que la règle. Je me rappelle qu'un jour, sous la lieutenance-

générale de Farini, je me trouvais au palais, causant avec le comte Visconti-Venosta, quand le concierge vint lui annoncer une députation des *martyrs de la liberté*. Les personnages qui la composaient demandaient à être présentés à Farini. Provisoirement on les avait laissés sous le vestibule.

« — Qu'entendez-vous par les *martyrs de la liberté?* demanda mon ami au concierge.

« — Excellence, répondit celui-ci, ce sont les patriotes emprisonnés ou persécutés sous les Bourbons.

« Croyant qu'il s'agissait seulement de faire accueillir leurs hommages au lieutenant-général, le comte donna ordre qu'ils fussent introduits, et Farini les reçut avec toute la courtoisie qu'il déploie en ses momens de bonne humeur. — Que puis-je pour votre service, messieurs? leur demanda-t-il.

« — Les martyrs que nous représentons, répondit le martyr chargé de porter la parole, demandent à être employés par le gouvernement. Chacun a droit à une place, une place lucrative, et compte qu'elle lui sera donnée sans délai.

« Le lieutenant de Victor-Emmanuel parut admettre en principe la légitimité de cette requête à brûle-pourpoint, fondée, pensait-il, sur les persécutions politiques dont les solliciteurs avaient dû être l'objet. Il promit donc de la prendre en considération, arguant toutefois de la difficulté qu'il aurait à trouver de l'emploi pour tant de réclamans, quels que fussent d'ailleurs les titres qu'ils avaient à faire valoir.

« Là-dessus, comme si tous les martyrs, vivans ou défunts, non-seulement du royaume de Naples, mais de l'Italie entière, eussent été réunis dans le salon, il s'éleva un chœur formidable : — Du pain! du pain! s'écriaient à l'envi toutes ces voix suppliantes. Nous mourons de faim, tous tant que nous sommes!

« Farini, un peu étonné de trouver des estomacs aussi affamés dans le voisinage de poumons aussi robustes, tira cependant sa bourse, et, moitié pitié, moitié dégoût, la vida devant cette foule plaintive. — Si c'est du pain que vous demandez, prenez ceci! disait-il. — Et, du seuil de la porte où j'étais resté, je vis avec un inexprimable serrement de cœur ces misérables, transformés tout à coup de quêteurs de places en véritables mendians, se jeter sur les quelques napoléons qui étaient tombés de la bourse, puis saisir la bourse même, et la déchirer en se l'arrachant l'un à l'autre, sans se soucier le moins du monde des *martyrs* absens.

« Le lecteur aurait tort de penser que les acteurs de cette ignoble scène appartenaient aux bas-fonds de la société. Tout au contraire c'étaient des gens de la classe aisée, des avocats, des médecins, des ingénieurs, qui, depuis l'octroi d'une constitution par François II, ou bien étaient rentrés de l'exil, ou bien étaient sortis de prison, ou s'étaient vus délivrés de la *surveillance* qui auparavant pesait sur eux. »

M. Arrivabene ne quitta Naples que lorsqu'il eut assisté, sans y prendre trop d'intérêt, au bombardement final de Gaëte. Après bien

des incertitudes, bien des ajournemens, l'escadre française avait fini par se retirer (janvier 1861), et la flotte sardo-napolitaine se dédommageait amplement de la longue inaction à laquelle notre présence l'avait réduite. Des hauteurs des Cappuccini et de Sant'-Agata ou même de Rialto de Castellone, grâce à l'extrême portée des canons Cavalli, une pluie de boulets tombait sur la ville condamnée. Le drame tirait à sa fin, et le dénoûment ne se fit pas attendre. Le rôle que nous y avions joué n'est pas difficile à définir, si on veut bien se rapporter à ce que nous avons déjà dit, et surtout si on rapproche ce rôle de celui qui nous est encore attribué dans la ville éternelle.

Les dernières pages du livre de M. Arrivabene permettent d'entrevoir les conséquences de la politique ainsi continuée. Dans un chapitre consacré à l'avenir de l'Italie, l'auteur résume quelques conversations qu'il eut en 1861 avec M. Rattazzi et le général Garibaldi, à l'époque où le premier venait de succéder au baron Ricasoli, et où le second attendait à l'œuvre la politique inaugurée par ce changement de ministère, politique à double caractère d'où est sortie la prise d'armes d'Aspromonte. Des débats qui venaient d'avoir lieu au sénat et au corps législatif, M. Rattazzi tirait cette conclusion, qu'il existait en France un parti considérable en faveur des droits de la cour pontificale : « Et, ajouta-t-il, ce serait folie pure que de songer à prendre possession de Rome sans le consentement de l'empereur. » Quant à Venise, on ne l'aurait qu'au prix d'une guerre avec l'Autriche, et il fallait se mettre en état de faire honneur à cette redoutable échéance. M. Rattazzi reconnaissait d'ailleurs, en les évaluant fort haut, les services que l'appui moral de l'Angleterre avait rendus à la péninsule, soit en favorisant les annexions au Piémont, soit en maintenant le principe de non-intervention. Garibaldi, sur ce dernier point, se montrait plus enthousiaste encore que le chef du cabinet italien : « L'Angleterre, disait-il, est la garantie des libertés de l'Europe, et nous espérons en elle pour la grande lutte qui approche... »

Il est pénible d'avoir à signaler l'immense et unanime gratitude que l'Italie garde à l'Angleterre en échange de quelques discours et de quelques protocoles, quand il faut ensuite la comparer à la reconnaissance contrainte, soigneusement mesurée, officielle pour ainsi dire et de commande, que lui ont léguée les secours décisifs, les éclatans sacrifices, l'appui longtemps désintéressé dont elle nous est redevable. Il y a là une sorte de phénomène dont il faut se rendre compte, une véritable énigme dont il est bon d'avoir le mot. C'est à ce point de vue que nous avons interrogé le livre dont le titre est en tête de ces pages, ainsi que les documens qui nous ai-

daient à le contrôler. Avons-nous réussi à mettre en lumière, comme nous le désirions, les contradictions, les anomalies, les vacillations qui ont amené ce résultat étrange? Avons-nous bien fait comprendre, par les détails où nous avons cru pouvoir entrer, ce qu'elles avaient de blessant et d'inopportun? S'explique-t-on le désappointement de ce peuple naïf qui, après nous avoir salués en libérateurs, nous voit contraires à ses aspirations naturelles vers la liberté, qui est obligé d'achever sans nous, et en apparence malgré nous, l'œuvre commencée avec nous et à laquelle il s'était cru appelé par nous? Saisit-on le lien naturel qui s'est formé, qui se resserre tous les jours entre l'Angleterre protestante et l'Italie hostile au pouvoir temporel des papes, et cela malgré les restrictions de la diplomatie anglaise au sujet des droits de l'Autriche sur Venise (1), restrictions moins blessantes dans leur loyauté hautaine que ne l'ont été nos réticences imprévues et nos fluctuations mystérieuses?

A l'heure qu'il est, ce que donnent à prévoir les récits de M. Arrivabene ne se réaliserait-il pas? La situation respective des trois puissances ne se dessinerait-elle point ainsi? L'Italie compte sur l'Angleterre pour fléchir à la longue les incompréhensibles résistances que la France oppose à son développement. L'Angleterre semble promettre Rome à l'Italie et lui refuser Venise. La France maintient le présent et réserve l'avenir, sans se soucier des mécontentemens qu'elle laisse s'envenimer et des préjugés hostiles qui s'enracinent dans le pays qu'elle a tant fait pour se concilier. Dans un conflit européen, s'il en éclatait un, l'Angleterre trouverait donc l'Autriche sans griefs et l'Italie profondément sympathique. La France aurait, pour faire face aux ressentimens de l'Autriche et de quelques souverains allemands, l'Italie désaffectionnée et l'Angleterre jalouse de nos agrandissemens territoriaux. L'Italie enfin, si elle obéissait à ses tendances plutôt qu'à ses véritables intérêts, demanderait à l'Angleterre de maintenir la paix entre elle et l'Autriche, dût-elle, pour se concilier l'une et l'autre de ces puissances, oublier les services passés, et payer d'une neutralité coupable l'affermissement des conquêtes qu'elle nous doit. Est-ce bien là le but auquel tendait la campagne de 1859? Le livre de l'observateur pénétrant que nous avons pris pour guide nous conduit à cette question, qu'il suffit de poser, et que nous n'avons point à débattre.

E.-D. Forgues.

(1) Dépêche de lord John Russell à sir James Hudson, du 31 août 1860.

UN

NOUVEAU SYSTÈME

SUR LA VIE FUTURE

Le Système du monde moral, par M. Charles Lambert, Paris, 1862.

Le problème de la vie future, quels que soient les progrès de l'esprit critique et sceptique, ne cessera jamais d'émouvoir les âmes et d'éveiller la curiosité des esprits. De notre temps même, si positif, dit-on, ce problème a été agité à plusieurs reprises, discuté et résolu dans des sens bien divers. Un livre oublié aujourd'hui, mais curieux et qui a fait quelque bruit il y a une vingtaine d'années, *l'Humanité*, de M. Pierre Leroux, proposait comme solution à ce problème l'immortalité sur la terre et la renaissance indéfinie des mêmes hommes sous des noms et dans des corps différens : c'était une métempsycose humanitaire. Plus récemment, l'auteur de *Terre et Ciel*, l'ancien collaborateur de M. Pierre Leroux dans l'*Encyclopédie nouvelle*, M. Jean Reynaud, reprenait cette idée de la métempsycose; mais, au lieu de la borner à la terre, il proposait le passage de sphère en sphère dans un perfectionnement progressif et indéfini, hypothèse d'ailleurs qu'avait déjà soutenue M. de Lamennais dans l'*Esquisse d'une philosophie*. La traduction du livre de Job a été aussi pour M. Renan l'occasion de soulever le problème de la vie future, et il a paru incliner à le résoudre à peu près comme Spinoza et comme la philosophie allemande dans l'école de Hegel. Enfin un intéressant écrivain, M. Alexis Dumesnil, vient de consacrer à ce problème un livre où il défend l'immortalité de l'âme par des raisons tirées de l'esprit de notre temps, et comme un dogme étroitement lié aux idées de liberté et de progrès si chères aux générations de ce siècle. Dans

un autre camp, appuyés sur les dogmes de l'orthodoxie, deux écrivains pieux et savans, l'un doué de l'esprit le plus vif, l'autre de l'érudition la plus exacte, le père Gratry et M. Martin (de Rennes), ont essayé de lever quelques-uns des voiles qui couvrent la destinée future de l'âme, et de répondre aux difficultés que provoque le dogme de la résurrection des corps. D'autres esprits, abordant la question par le sentiment plutôt que par la science, ont trouvé dans ce problème l'occasion d'édifiantes et nobles méditations : les *Méditations religieuses* de M. Casimir Wolowski, les *Méditations sur la mort et l'éternité,* œuvre anonyme dont la reine Victoria vient d'autoriser la traduction, sont, dans des églises différentes, l'expression analogue d'une même foi, d'une même ardeur pour les choses divines. Eh bien! voici un nouvel athlète qui vient se mêler à ces combats, qui vient, dit-il, armé des procédés les plus rigoureux de la science, entreprendre à son tour la solution de ce problème si difficile, à peine accessible, à ce qu'il semble, à la raison humaine : c'est M. Charles Lambert, écrivain jusqu'ici inconnu dans le monde philosophique, mais que son livre, *le Système du monde moral,* désigne à l'attention et à l'estime de tous les lecteurs intelligens.

Ce qu'il y a de plus original peut-être dans le livre de M. Charles Lambert, c'est sa méthode. « Pour que mon argumentation soit complète, nous dit-il, il faut qu'aucun des traits généraux de la nature animée ne reste en dehors de mon cadre, et je crois atteindre plus sûrement mon but en paraissant d'abord m'en éloigner, car de nos jours c'est au matérialisme le plus exigeant et le plus positif que toute doctrine spiritualiste éclairée et prudente doit emprunter ses armes. » En d'autres termes, ce sont les sciences physiques et naturelles qui fournissent au matérialisme ses plus forts argumens. Étudions donc ces sciences, transportons-nous sur le terrain de nos adversaires; mesurons par nous-mêmes et par une étude personnelle les difficultés que l'on nous oppose; fondons la philosophie spiritualiste sur la connaissance même des sciences de la matière. C'est ainsi que procède l'auteur : c'est par la chimie organique, par l'embryogénie, la zoologie, la géologie, la physiologie, qu'il a commencé l'examen du problème de l'âme; c'est par l'étude approfondie de toutes les formes de la vie terrestre qu'il s'est préparé à la recherche de la vie future. En un mot, sa méthode consiste à s'élever à la philosophie par le moyen des sciences, et il est inutile de faire observer à quel point cette méthode est d'accord avec l'esprit de notre temps.

Il y a aujourd'hui, il faut le dire, de la part des sciences, une prétention exorbitante, contre laquelle les philosophes ne sauraient trop se défendre, et qui n'encourage guère aux concessions : c'est celle de prendre la place de la philosophie, d'être la philosophie elle-même. C'est ce qui arrive d'ordinaire aux puissances qui ont été trop longtemps méconnues. Lorsque leur jour vient, ce n'est plus l'influence qu'elles demandent, c'est l'empire; ce n'est plus le partage du pouvoir, c'est la tyrannie. C'est là qu'en sont ar-

rivés, je ne dis pas tous les savans, grâce au ciel, mais un certain nombre d'entre eux, qui, rangés sous la bannière de M. Auguste Comte, affirment que la philosophie n'est et ne doit plus être que la méthode scientifique. Il est cependant facile de voir, en lisant ces écrivains, même les plus sages, qu'ils n'ont que les idées les plus confuses et les plus imparfaites sur la science qu'ils prétendent abolir et remplacer. Rien de plus facile que d'éliminer une science, lorsqu'on supprime purement et simplement les problèmes qu'elle soulève, que l'on tient pour non avenus tous les faits qu'elle a établis et les vérités qu'elle a démontrées. Or il serait aisé de faire voir, si c'était le lieu et si l'on voulait consentir à examiner les choses de près, que ce sont là les défauts habituels de l'école positiviste, qui pourrait rendre les plus grands services en se contentant d'être une philosophie des sciences, au lieu de vouloir, comme elle le prétend hautement, être la philosophie tout entière.

Mais les excès commis par quelques savans ne détruisent pas ce qu'il peut y avoir de fondé dans les réclamations des sciences contre la philosophie. — Eh quoi! lui disent-elles, vous voulez être la science des premiers principes et des premières causes et donner la raison de toutes choses, et vous supprimez purement et simplement la nature tout entière! Vous faites la science de l'homme, et vous supprimez le corps humain, comme si l'homme n'était qu'un esprit pur, ou s'il était dans le corps, selon l'expression d'Aristote, comme un pilote dans son navire! Non-seulement ces abstractions ne sont pas conformes à la nature des choses, mais elles sont contraires à la tradition philosophique et même à la tradition du spiritualisme. Ni Platon, ni Aristote, ni Descartes, ni Leibnitz, n'ont ainsi séparé la philosophie des sciences, ni l'étude de l'homme de l'étude du corps. Bossuet lui-même (que l'on n'accusera pas de témérité), Bossuet n'a pas établi un tel abîme entre le corps et l'âme, lui qui a dit que l'homme était un *tout naturel*, lui qui a fait une si large part, dans son traité *de la Connaissance de soi-même*, à la physiologie de son temps, physiologie erronée sans doute, mais qui enfin maintenait la part nécessaire du physique dans l'être humain. La philosophie allemande a également uni la science de la nature à la métaphysique. Enfin l'école écossaise elle-même, qui a commencé cette séparation, n'a cependant jamais fait entièrement abstraction des sciences physiques et mathématiques. Telles sont les objections qui nous sont adressées, non-seulement par les savans et par certaines écoles matérialistes, un peu suspectes en cette affaire, mais de tous côtés, même par les théologiens, car nous voyons le père Gratry reprocher à la philosophie spiritualiste d'être une philosophie *séparée*, c'est-à-dire de s'isoler en elle-même, sans communiquer avec les autres sciences.

J'avoue qu'il me paraît bien difficile de ne pas donner raison, dans une certaine mesure, à d'aussi graves objections. Sans vouloir revenir sur les circonstances qui ont amené la séparation dont on se plaint, sans rappeler qu'il a pu être, qu'il est encore nécessaire de circonscrire les problèmes

pour les mieux étudier, il est plus court de reconnaître que le spiritualisme doit s'efforcer aujourd'hui de faire droit à quelques-unes de ces justes réclamations. Il faut qu'il essaie de suivre les savans sur leur propre terrain, qu'il fasse l'épreuve de ses doctrines en les confrontant avec les faits physiques et physiologiques. Si le spiritualisme est vrai, il n'a rien à craindre de cette contre-épreuve, car la vérité ne peut se démentir elle-même; mais si, dédaigneuse à l'excès de ce qui se passe autour d'elle, la philosophie spiritualiste ne s'apercevait pas de l'empire chaque jour plus étendu que conquièrent les sciences positives dans notre société, et des habitudes d'esprit qu'elles amènent avec elles, il serait à craindre que, même en possédant la vérité, elle ne se vît abandonnée, la plupart trouvant inutile de raisonner pour établir des vérités que le sens commun, le cœur et la foi démontrent suffisamment à leurs yeux, et les autres lui contestant le caractère de science, et opposant à son immobilité les progrès croissans de la physique, des mathématiques et de la chimie. Le moment serait donc venu, à notre avis, de faire un pas de ce côté. Il y va non-seulement des intérêts de la philosophie, mais des intérêts moraux et religieux de l'humanité, car il en est de l'esprit scientifique comme de la révolution, on ne le refoulera pas. Il faut s'accommoder avec lui ou périr par lui : c'est ce qu'a compris M. Charles Lambert, et c'est à nos yeux le principal mérite de son livre. D'autres ont eu la même idée sans doute; mais seul il a essayé de l'exécuter, et cette tentative, si incomplète que soit le résultat, mérite encore d'être encouragée.

D'ailleurs, en dehors des raisons générales que nous venons d'indiquer, il y a des raisons précises, et toutes philosophiques, qui recommandent de prendre le problème de l'âme par une autre méthode que celle qu'on a suivie généralement. De quoi s'agit-il en effet? De la distinction de l'âme et du corps. Or, dans cette question, les psychologues sont arrivés à éclaircir, à préciser jusqu'à un certain point la notion de l'esprit; mais ils n'ont que les données les plus générales et les plus vagues sur la nature du corps: ils empruntent leur idée du corps soit au sens commun, soit à la tradition philosophique; quelquefois, tant la nécessité est urgente, ils font usage de quelques indications scientifiques, mais sans les contrôler avec soin, comme il conviendrait pour en bien mesurer la valeur. En un mot, des deux termes que le problème oppose, le premier seulement leur présente une idée scientifique, et l'autre ne leur laisse qu'une idée vague et obscure. De là une part d'incertain et d'inconnu dans leurs raisonnemens, car, ne sachant pas exactement ce que c'est que le corps, ils ne peuvent le séparer nettement et distinctement de l'esprit, comme on fait quand on compare deux idées parfaitement distinctes. Quant aux savans, ils se trompent en sens inverse : leur idée du corps, plus ou moins précise, a une valeur scientifique (et encore aurait-elle besoin d'être élucidée et généralisée par la philosophie); mais leur idée de l'esprit est vague, confuse : c'est une notion incomplète. Comme ils n'ont pas travaillé par les méthodes qui conviennent à éclaircir

cette idée, ils la croient absolument obscure et la dédaignent. Autant nous les fatiguons par nos vagues notions sur les corps, autant ils nous impatientent par leurs préjugés et leurs lieux-communs sur la nature de l'esprit. De là une nécessité manifeste d'unir les deux méthodes pour arriver à une distinction aussi précise que possible des deux substances.

Il en est à peu près de même de la distinction de la nature et de Dieu. Les philosophes n'ont pas une idée scientifique de la nature, et les savans n'ont pas une idée scientifique de Dieu. Les uns lorsqu'ils parlent de la nature, les autres lorsqu'ils parlent de Dieu, en parlent comme le vulgaire. Pour le philosophe, la nature n'est la plupart du temps qu'un bel objet, un objet d'admiration, non de connaissance, et quant aux savans, ils sont toujours disposés à croire que le Dieu des philosophes est un Dieu de bonne femme, ou un mot vague n'exprimant que le vide même de toute pensée. De là une philosophie où l'on cherche en vain les données positives, de là aussi une physique où manque une certaine élévation, car la physique elle-même gagnerait sans doute à ne pas trop mépriser les recherches de la philosophie première. M. Biot se plaint lui-même dans ses *Mélanges* que les physiciens de nos jours aient trop abandonné les questions de physique générale et philosophique auxquelles se plaisaient les contemporains de Descartes, de Huyghens et de Newton. M. Arago, dans son *Éloge* de Carnot, regrette aussi que les mathématiciens aient un peu trop négligé la métaphysique de la géométrie. Ces aveux sont d'autant plus intéressans que ni M. Biot ni M. Arago ne peuvent passer pour suspects de préventions trop favorables à la métaphysique, et qu'ils étaient plutôt eux-mêmes des exemples du défaut dont ils se plaignaient.

Voici donc l'idée que je me ferais volontiers d'une philosophie non pas nouvelle, mais renouvelée, qui, sans rien sacrifier des résultats acquis, marcherait toutefois en avant et chercherait des voies inexplorées. Elle se fonderait sur des connaissances positives (physiques, chimiques, physiologiques) aussi bien que sur des connaissances morales et psychologiques. Elle chercherait à tirer des sciences extérieures une idée philosophique et raisonnée des corps et une idée de la nature. Elle demanderait ce que c'est qu'un corps, soit à la physique, soit à la chimie, soit à la physiologie. La première lui donnerait les propriétés générales de la matière, la seconde les élémens qui la composent, la troisième les conditions particulières de la matière organisée. Puis elle demanderait à toutes les sciences réunies, y compris les mathématiques, une idée savante et profonde de la nature. D'un autre côté, persistant dans la voie ouverte par Descartes, elle continuerait à demander à la conscience une notion de l'esprit; elle insisterait sur la liberté, l'individualité, la personnalité morale, — en un mot sur tous ces attributs humains que les partisans du monde objectif essaient de ramener à un mécanisme brutal. Elle s'appliquerait à fonder sur ces données non moins certaines que les données des sciences positives le devoir, le droit, la liberté civile et politique. Enfin elle recueillerait encore dans la

raison humaine l'idée de l'infini et de l'absolu, qu'on ne trouvera jamais dans le monde extérieur. Puis, combinant les données du dehors et celles du dedans, partant à la fois de la conception de la nature et de la conception de l'esprit, elle s'élèverait à un Dieu qui serait à la fois le Dieu de la nature et le Dieu de l'esprit, mais non pas indifféremment l'un et l'autre, car ce que les Allemands appellent le sujet-objet, — l'indifférence absolue, — ce n'est autre chose que la nature même à son moindre degré : c'est le sommeil de la nature. Non, le Dieu ainsi obtenu par une double induction serait, si vous voulez, au-dessus de l'esprit, mais non pas au-dessous.

Ainsi, en même temps que la philosophie, empruntant le secours des sciences positives, essaierait de s'élever à une notion philosophique de la matière, elle n'abandonnerait pas pour cela son objet propre, qui est l'esprit, et elle persisterait à suivre la voie ouverte par Descartes, par Locke, par Kant, et qui consiste à chercher dans l'analyse de l'âme humaine, de ses idées fondamentales, de ses opérations, en un mot dans la critique de l'entendement humain et dans l'observation intérieure, le fondement de toute métaphysique. Si elle abandonnait ce terrain, la philosophie sacrifierait son domaine propre, et ne serait plus que la servante des sciences objectives. La science du moi, qu'on peut trouver quelquefois, non sans raison, trop abstraite et trop concentrée en elle-même, n'en est pas moins la base nécessaire, et la seule vraiment scientifique, d'une philosophie indépendante.

Mais s'il est facile de proposer un programme philosophique, rien de plus difficile que de le réaliser. Ainsi, après avoir dit ce que l'on pourrait rêver pour la philosophie future (et c'est déjà beaucoup que de pouvoir pressentir une voie de progrès qui ne serait pas le renoncement absolu à ce qui est acquis, ce qui est trop facile et à la portée de tout le monde), après avoir, dis-je, tracé le plan de cette utopie philosophique, il faut se hâter de prévoir toutes les difficultés qu'il rencontrerait dans l'application, toutes les précautions qu'il exigerait pour ne pas échouer misérablement dans un vulgaire matérialisme.

En effet, quelque avantage que présente en théorie l'union de la métaphysique et des sciences, il est bien rare que dans la pratique elle donne les résultats qu'on en attend. On oppose sans cesse aux philosophes contemporains Descartes et Leibnitz; mais, sans parler du rare et exceptionnel génie de ces grands hommes, qu'on n'a pas le droit d'exiger de tous ceux qui se livrent à une science, on oublie que le domaine des sciences physiques et celui des sciences morales était bien autrement restreint de leur temps que du nôtre. Après tout, Descartes et Leibnitz n'ont cultivé profondément que les mathématiques. Dans les sciences philosophiques, ils se sont occupés presque exclusivement de métaphysique : morale, droit naturel, sciences politiques, économiques, philosophie des beaux-arts, toutes ces parties de la philosophie, créées ou étendues par le XVIIIe siècle, ne les ont que médiocrement attirés. Leur entreprise, recommencée aujourd'hui,

offre donc d'immenses difficultés qu'ils n'ont pas connues au même degré. Or voici ce qui arrive souvent chez les esprits ambitieux qui essaient cette union si désirable de la philosophie et des sciences.

Si ce sont des philosophes possédant bien leur science et leurs méthodes, c'est alors par les connaissances scientifiques qu'ils laissent à désirer. Ces connaissances, rapidement acquises la plupart du temps pour le besoin de leurs idées, sont vagues, superficielles, inexactes : par cette fausse science, ils indisposent les savans véritables et déconsidèrent la philosophie auprès d'eux. Si au contraire ils sont vraiment versés dans les sciences et en parlent avec exactitude et précision, ce sont alors les connaissances philosophiques qui leur font défaut. Ils croient introduire une plus grande précision en philosophie en appliquant à des choses d'ordre si différent les formules qui leur sont familières : une étude plus attentive leur fait croire à d'apparentes analogies. L'un applique à la société humaine la loi de l'attraction universelle, l'autre propose de mesurer le témoignage des hommes par le calcul des probabilités; un autre enfin, comme M. Lambert, voudra démontrer l'immortalité de l'âme par la mécanique. Quand les formules scientifiques sont absolument inapplicables, ces esprits, si exacts dans leur domaine propre, deviennent confus, obscurs, inexacts dans les questions philosophiques proprement dites, et pour introduire dans la philosophie un genre de précision qui ne lui convient pas, ils négligent celui qu'elle peut admettre; ils oublient ou ils ignorent des distinctions importantes parfaitement établies, des analyses de faits déjà poussées très loin, des argumens très solides. Je ne conclus point de ces observations qu'il faille décourager ceux qui voudraient essayer de telles entreprises; mais il est bon qu'ils en aient devant les yeux les écueils et les difficultés.

Je ne voudrais pas appliquer toutes ces réflexions à M. Charles Lambert; cependant il est loin d'avoir évité l'écueil de sa propre méthode, et la prétention exorbitante d'établir la même exactitude dans la science de la destinée humaine que dans la mécanique céleste choquera certainement à la fois et les philosophes et les savans. Bien peu de personnes seront disposées à se laisser tenter par une promesse telle que celle-ci : « S'il est un ordre d'idées qui ait paru jusqu'ici rebelle à l'introduction des procédés de Newton et de Laplace, c'est assurément celui qui concerne la destinée humaine. Je me tromperais fort cependant, si le lecteur le plus persuadé de la radicale inutilité d'une telle tentative ne se sentait ébranlé par les considérations que je vais lui présenter. » Sans doute les considérations de l'auteur sont intéressantes, peut-être même doit-on lui accorder qu'il a présenté cette grande question sous un jour assez nouveau. Des *considérations* cependant ne sont pas des *démonstrations,* et le choix de cette expression employée par l'auteur indique assez la différence ineffaçable qui sépare les sciences mathématiques des sciences morales et religieuses. J'accorde que l'étude des sciences naturelles, l'examen des lois de la vie et de la mort entrent utilement et même nécessairement dans le problème

de la vie future; mais croire que l'on peut établir la permanence de l'âme par une loi mécanique aussi nécessaire que la loi du parallélogramme des forces, c'est, je regrette de le dire, une entière, une absolue illusion.

Un autre écueil de la méthode scientifique, c'est de se laisser aller, par l'intérêt même des choses, à des considérations empruntées aux sciences qui n'ont qu'un rapport très éloigné avec le problème philosophique que l'on veut résoudre. Par exemple, M. Charles Lambert commence son livre par un chapitre de chimie organique qui offre un résumé intéressant des derniers résultats de cette science; mais on ne voit point où ces prémisses le conduisent, et en quoi l'immortalité de l'âme y est intéressée. J'en dirai autant de son chapitre d'embryologie, car cette étude des transformations que subit l'animal depuis la conception jusqu'à la naissance pourrait se comprendre dans une théorie de métempsycose, où l'auteur conclurait des métamorphoses d'ici-bas à d'autres métamorphoses futures; mais l'auteur n'expose pas un système de métempsycose, et toute cette embryologie, quelque instructive qu'elle soit, me paraît entièrement perdue.

On comprend un peu mieux, quoique le lien soit encore bien lâche, la raison pour laquelle M. Charles Lambert expose et adopte l'hypothèse récente de M. Darwin sur la transformation des espèces. C'est que cette théorie se lie assez bien à celle qu'il essaiera lui-même de faire prévaloir sur la vie future; c'est qu'elle lui fournit un principe dont il se propose de faire usage : le principe de l'*élimination*.

On sait quelle est cette théorie renouvelée de Lamarck, mais avec des vues et des raisons toutes nouvelles. M. Darwin se fonde principalement sur l'étude des animaux domestiques et sur les différences considérables que l'on parvient à obtenir dans les races animales en choisissant à dessein pour reproduire l'espèce les individus qui possèdent les caractères les mieux tranchés : sorte de méthode que l'on appelle *méthode de sélection*. M. Darwin croit que la nature s'est servie d'un procédé analogue pour éliminer dans les espèces primitives les individus incapables de suffire à certaines conditions d'existence, et pour conserver les autres; c'est ce qu'il appelle la *sélection naturelle*. En vertu de ce principe, qui n'est pas autre chose, comme on l'a fait remarquer, que la loi de Malthus appliquée à l'ensemble des êtres organisés, ceux-là seuls sont vivans qui ont les avantages nécessaires pour vivre, les autres meurent. Or les individus conservés ainsi en vertu de certains avantages transmettent ces avantages, en les perfectionnant, à leurs descendans, et toutes ces différences individuelles, se multipliant et se développant avec le temps, deviennent l'origine de diverses variétés de plus en plus divergentes. Les intermédiaires disparaissent peu à peu, les extrêmes subsistent seules, et c'est ce que l'on appelle les espèces. Ainsi l'élimination des faibles, la permanence des forts, telle est la loi la plus générale de la nature organisée. Eh bien! transportons cette vue de l'ordre physique à l'ordre moral : supposons que, parmi les créatures de ce monde visible, il y en ait qui soient appelées à poursuivre ailleurs

une existence commencée ici-bas, et que l'un des rôles qui appartiennent à la terre dans le système universel soit de transmettre la vie, sous une forme immatérielle, à une autre sphère. Ne peut-on pas conjecturer que la nature, ici encore, a créé plus d'élémens qu'il n'était nécessaire, et que, parmi les individus appelés à cette destinée supérieure, un grand nombre seront rejetés comme inutiles, ou plutôt se condamneront eux-mêmes à l'inutilité, que ceux-là seuls enfin s'élèveront à ces nouvelles et meilleures destinées qui auront élevé leur cœur au-dessus de la vie présente et de ses intérêts égoïstes. De là une nouvelle formule de la loi d'immortalité? L'immortalité n'appartient pas à tous, mais à ceux-là seulement qui l'ont méritée, gagnée, voulue. L'immortalité, nous dit l'auteur, est *facultative*. Ainsi l'immortalité semble elle-même, comme la vie dans les espèces terrestres, être garantie par le principe de *sélection*. Seulement, dans les espèces animales, la sélection est fatale, et résulte des lois nécessaires de la nature, tandis que la sélection qui assure l'immortalité humaine est une sélection libre, qui dépend de notre volonté. Tel est le lien subtil qui unit la théorie naturaliste de M. Darwin à la théorie de l'immortalité facultative. Nous sommes amenés ainsi à la théorie principale de M. Lambert, à sa théorie de la vie future. L'auteur du livre qui nous occupe croit avoir trouvé une nouvelle démonstration de l'immortalité de l'âme, et c'est là déjà une grande ambition. Bien plus, il croit en avoir trouvé une démonstration mathématique, et c'est une ambition bien plus grande encore. Je crains que ce ne soient là deux illusions.

Quel est donc le principe de cette nouvelle démonstration? Le voici : « Une force une fois créée ne peut être détruite que par une force contraire. » C'est, comme on le voit, un principe de mécanique; peut-être même pourrait-on en contester la forme, car à la rigueur aucune force n'est jamais détruite en mécanique, mais seulement équilibrée par d'autres forces qui suspendent momentanément son action : correction d'ailleurs plus favorable que contraire au système de l'auteur. Or l'âme, suivant lui, est une force : c'est la force morale; c'est cette force que l'homme crée en lui-même par le libre arbitre, en préférant le bien au mal, la vertu au vice, l'amour et le dévouement à l'égoïsme. Cette force une fois créée, nous ne voyons rien qui puisse la détruire. Elle doit donc subsister indéfiniment. Eh bien! si je dépouille cette preuve de sa forme mathématique, je ne puis y voir autre chose que le vieil et banal argument que l'on appelle dans les écoles la preuve métaphysique de l'immortalité de l'âme. A la vérité, l'auteur n'applique cet argument qu'aux âmes vertueuses, ou plutôt, selon lui, ce sont seulement les hommes vertueux qui ont une âme, opinion assez singulière; mais enfin ces âmes vertueuses subsistent exactement par la même raison que l'on donne d'habitude pour la persistance des âmes en général. L'axiome de M. Charles Lambert n'est autre chose que la traduction mathématique de cet axiome célèbre de Spinoza : « l'être tend à persévérer dans l'être, » qui est le vrai principe de la preuve habituelle des

écoles. Quelle différence y a-t-il entre ce principe et celui de M. Charles Lambert? Je ne puis l'apercevoir.

Serait-ce la forme mathématique qui donnerait à cette preuve le degré de précision qu'elle n'a pas d'ordinaire? J'en doute fort. En général, tous les philosophes qui ont essayé de prouver mathématiquement des vérités métaphysiques ont échoué. On sait combien Voltaire s'est moqué de la prétention de Maupertuis de prouver Dieu par *a* plus *b*, divisé par *z*. A la vérité, Voltaire n'est pas un philosophe profond; mais il a bien du bon sens, et en tout il saisit admirablement le défaut de la cuirasse : je ne voudrais pas voir M. Charles Lambert aux prises avec un esprit de cette trempe. J'accorde d'ailleurs qu'il ne faut pas traiter légèrement les choses sérieuses. Eh bien! est-il sérieux, est-il philosophique de comparer l'âme à ce qu'on appelle en mécanique une force? M. Charles Lambert, qui est versé dans les sciences, sait très bien que, pour les mathématiciens, le mot de force ne représente autre chose qu'une inconnue, une cause hypothétique, et même un pur signe qui ne sert qu'à grouper les phénomènes, à les représenter, et dont on peut faire abstraction dans le calcul; mais les mathématiciens se gardent bien de donner à ce mot aucune signification ontologique et métaphysique. Et c'est à une telle inconnue, à une telle abstraction, que vous comparez l'âme humaine, et vous croyez par là lui donner plus de réalité, plus de solidité, plus de chances d'immortalité! C'est aller, selon moi, tout au rebours de la vérité et de la méthode philosophique. Quand je perçois en moi-même, par le sens intime, cette force active, individuelle, pensante, consciente, que j'appelle mon âme, je crois bien qu'elle est quelque chose de réel, de distinct de la matière, et par conséquent qu'elle est susceptible de lui survivre; mais si je viens à l'assimiler aux forces physiques et mécaniques, à ces forces inconnues et universelles qui animent la nature, qui passent d'un corps à un autre, qui se transforment dans leurs effets, et par exemple m'apparaissent tantôt comme causes de chaleur, tantôt comme causes de mouvement, ces forces enfin que je ne connais que par les phénomènes qu'elles produisent, et que la science réduit chaque jour davantage, bien loin de trouver dans cette comparaison un point d'appui pour le spiritualisme, je tombe dans une telle confusion, dans une telle obscurité, que le mot d'âme perd à mes yeux toute signification précise : il ne signifie plus, comme la chaleur, comme l'électricité, comme l'attraction, que la cause inconnue, indéterminée, de certains phénomènes particuliers. Qui me dit alors que cette cause inconnue ne peut pas se réduire à d'autres causes qui nous sont également inconnues dans leur essence? et, de même que nous voyons aujourd'hui, par un progrès admirable de la physique, la lumière et la chaleur s'identifier dans leurs causes, pourquoi ne verrions-nous pas aussi la pensée et le mouvement se ramener à un principe identique? Et si c'est là ce que veut dire l'auteur, s'il admet que la pensée peut avoir une cause mécanique, comment peut-il croire qu'il sauvera, dans une telle hypothèse, l'immortalité de l'âme?

M. Charles Lambert me paraît donc tomber ici sans réserve dans le piége de la méthode qu'il a choisie, dans la fausse précision. J'aurais compris autrement, à ce qu'il semble, l'intervention des sciences dans le problème de l'immortalité. Eh quoi! dirai-je à M. Charles Lambert et même aux spiritualistes en général, vous prétendez que l'âme est immortelle, c'est-à-dire qu'elle ne peut pas mourir? Mais ne serait-il pas à propos de nous expliquer ce que c'est que mourir? Pour affirmer que la mort est incompatible avec l'âme, il faut encore que je sache ce que c'est que la mort. La philosophie ne cesse de répéter cet argument scolastique : la mort est une dissolution; or l'âme est indissoluble. Donc, etc... Mais il n'est pas vrai que la mort soit une dissolution; la dissolution est l'effet de la mort, non la mort elle-même. Un corps organisé ne se dissout pas au moment où il meurt. Entre la dernière seconde où il a vécu et celle où il est mort, le corps ne s'est pas subitement décomposé. Souvent la décomposition précède la mort; souvent, par exemple en cas de mort subite, la dissolution n'a lieu que beaucoup plus tard. On peut même, par des moyens artificiels, retarder ou empêcher la dissolution, sans que pour cela le corps cesse d'être mort. Telle chair morte qu'on a préservée du contact de l'air reste fraîche sans être de la chair vivante; un corps embaumé n'est pas un corps vivant. Il suit de là que nous n'avons de la mort qu'une idée fort incomplète quand nous disons qu'elle est une décomposition, une dissolution : c'est la caractériser par une de ses conséquences, et encore par une conséquence non nécessaire. Il semble donc que l'une des conditions préliminaires du problème de l'immortalité de l'âme serait une analyse des phénomènes de la mort, analyse peu riante à la vérité, mais indispensable, et je m'étonne que M. Lambert n'ait pas été conduit par sa méthode même à nous donner ici une philosophie de la mort. Tout ce que nous savons de la mort par l'expérience paraît se réduire à ceci : qu'elle est une cessation de fonctions, une cessation d'activité; mais une cessation de fonctions est-elle incompatible avec l'idée d'un principe spirituel? C'est ce qu'on ne peut guère affirmer comme évident par soi-même. On voit dans quel ordre de recherches il faudrait s'engager et quelle méthode il faudrait suivre pour traiter ce problème d'une manière vraiment scientifique. Au lieu de considérer l'être métaphysique de l'âme, il faut en considérer les fonctions pour décider si elles sont susceptibles de persister après la séparation des deux substances. Nous n'avons pas à nous demander si l'âme, comme substance, sera ou ne sera pas anéantie, car nulle part l'expérience ne nous donne aucun exemple d'anéantissement, mais si les fonctions de l'âme sont susceptibles de cesser et de disparaître comme celles de la vie organique.

Au reste, M. Charles Lambert, sans avoir précisément suivi la méthode que j'indique, arrive à peu près aux mêmes résultats, c'est-à-dire qu'il néglige de considérer l'être métaphysique de l'âme pour en observer les fonctions : il recherche quelles sont celles qui se trouvent liées à la conservation du corps et doivent périr avec lui, et celles qui, étant libres du

corps, peuvent lui survivre sans contradiction. Selon lui, il y a dans l'homme deux forces rivales et contraires : la force animale, qui lui est commune avec les autres animaux, et la force morale, qui lui est propre. La force animale l'attache à son corps, elle est le principe de sa conservation, elle le lie à lui-même, le concentre en lui-même : c'est l'égoïsme. La force morale au contraire l'arrache à lui-même, c'est-à-dire à son corps; par la force morale, c'est-à-dire par le cœur, il devient capable de sacrifice, de dévouement, d'oubli de soi. On peut représenter ces deux principes par ces deux mots empruntés à la langue théologique : la chair et l'esprit. Et l'opposition qui est entre elles deux est parfaitement représentée par ces paroles de l'apôtre saint Paul : « la loi qui est dans mes membres combat la loi qui est dans mon esprit. » Suivant M. Charles Lambert, qui en cela n'est que conforme à la tradition spiritualiste, le libre arbitre consiste à choisir entre la force animale et la force morale, à faire prédominer l'une ou l'autre. Or que fait l'homme qui sacrifie la force animale à la force morale, l'égoïsme et l'intérêt de conservation au dévouement? Que fait-il? Il est évident qu'il dégage son âme de l'empire de la matière, qu'il la rend, sinon tout à fait indépendante du corps, au moins beaucoup plus indépendante du corps que ne l'est la force animale. En un mot, suivant l'expression énergique de M. Charles Lambert, l'être qui choisit ainsi la vie de sacrifice et d'amour de préférence à la vie égoïste, celui-là crée en lui-même *une individualité immatérielle,* et c'est cela seul qui mérite le nom *d'âme,* car on ne doit pas appeler de ce nom sublime une force qui s'asservit aux organes comme la force animale. Eh bien! une fois cette force morale produite et développée en l'homme par le libre arbitre, elle tend à se conserver en vertu de cette loi mécanique que « l'effet d'une force se perpétue tant qu'il n'est pas détruit par une force contraire. »

J'approuve ici complétement la méthode employée par l'auteur : que peut-il subsister de l'homme après la mort? Voilà la vraie question, et pour la résoudre il faut chercher ce qui dans l'homme est dépendant ou indépendant des organes. Si l'analyse de l'âme humaine ne nous révélait absolument rien qui fût indépendant des organes, il faudrait conclure que toutes les fonctions de l'âme, à moins de miracle, cessent avec les fonctions du corps. Si au contraire nous trouvons dans l'âme des parties qui, liées accidentellement avec les fonctions organiques, peuvent cependant en être conçues séparées, l'immortalité est possible. Or il me semble que c'est bien là la méthode suivie par M. Lambert, et elle me paraît la vraie. Seulement il reste à savoir s'il n'y a d'immortel en nous que ce que nous y créons par la volonté, ou si l'âme ne serait pas immortelle par son essence.

Si l'on admet que le vrai titre à l'immortalité c'est d'avoir dès à présent conquis l'indépendance à l'égard du corps et de la matière, si l'on admet que la personne humaine, pour subsister, doit déjà s'être affranchie et

émancipée dès cette vie, ce qui a lieu par la sagesse et par la vertu, ne faut-il pas conclure que ceux qui n'ont pas atteint à une telle indépendance, à une telle émancipation, n'ont aucun titre pour se survivre à eux-mêmes, en un mot que l'immortalité n'est que le privilége de quelques-uns, mais un privilége qui, étant l'œuvre du choix et de la volonté, n'a rien de contraire à la justice? L'immortalité en effet, selon M. Charles Lambert, n'appartient pas à tous, mais à ceux-là seulement qui l'ont gagnée et voulue; les autres deviennent ce qu'ils peuvent, et rentrent dans le sein universel de la nature. Renfermés dans la vie égoïste et animale, concentrant sur leur propre corps tous leurs amours et tous leurs désirs, ils se condamnent à finir tout entiers. N'ayant pas aimé l'éternel et l'infini, ils ne sont pas appelés à jouir de ces biens supérieurs. Tous les hommes ne sont donc pas immortels, mais tous peuvent l'être, s'ils le veulent. L'immortalité, nous l'avons dit déjà, est facultative.

Cette doctrine n'est pas absolument sans exemple en philosophie : on la trouvera, sous des formes différentes, dans Spinoza, dans Maimonide, peut-être même dans Aristote; cependant elle n'a pas été assez développée pour qu'il ne soit pas permis de la considérer comme nouvelle, et d'ailleurs l'auteur y est arrivé évidemment par ses propres réflexions. Enfin elle mérite par elle-même une sérieuse attention. En effet, — à considérer certains hommes trop nombreux, uniquement occupés de leur bien-être, de leurs intérêts, ne pensant qu'à jouir des choses qui les environnent, parfaitement égoïstes, mais non pas méchans, ne faisant de bien à personne, mais ne faisant pas de mal non plus, incapables d'une pensée haute, d'un sentiment généreux, mais incapables de nuire, parce que cela exige encore une certaine énergie, — on se demande à quel titre ces créatures inférieures mériteraient l'immortalité. Je ne dirai pas avec un spirituel écrivain : « De quel droit un Papou serait-il immortel? » car enfin même parmi les Papous une âme fidèle et généreuse, dévouée pour les autres, dure pour soi-même et sacrifiant à l'honneur ou, si vous voulez, aux préjugés de ces peuples enfans les appétits et les instincts de la nature, une telle âme a le droit d'être immortelle; mais en voyant tant d'êtres civilisés ne vivant que pour le gain, ne rêvant le matin et le soir qu'aux moyens de gagner encore, ne songeant jamais qu'à eux-mêmes dans les limites de ce qui est permis par la loi, je dirai : De quel droit de tels hommes sont-ils immortels? Qu'ont-ils fait pour une si haute destinée? Qu'importe le ciel à ceux qui ne lui ont donné ni un soupir de leur âme, ni une heure de leur temps? Quant à l'enfer, ils ne le méritent pas davantage, car il semble ne devoir être réservé qu'à ceux qui ont eu la volonté de faire le mal, et non à ceux qui n'ont pas eu la force de faire du bien.

Tels sont les doutes que fait naître le livre de M. Charles Lambert, et il faudrait avoir l'esprit bien peu philosophique pour ne pas reconnaître qu'ils sont sérieux. Cependant, en y réfléchissant un peu davantage, il semble que peut-être faudrait-il y regarder à deux fois avant de damner ainsi l'im-

mense majorité de ses semblables. Il est vrai que cette damnation, c'est le néant; mais il ne manquerait pas d'âmes qui aimeraient mieux l'enfer que l'anéantissement. Eh bien! peut-être est-ce une vue superficielle de juger comme manquant de toute valeur morale une multitude de créatures humaines qui, obéissant aux lois de la nature, semblent être exclusivement préoccupées de leurs intérêts terrestres. Peut-être obéissons-nous à une sorte d'orgueil qui nous incline à croire que ceux auxquels il manque telle auréole de poésie sont nécessairement des êtres vulgaires à qui le céleste est fermé. Qui vous dit que dans ces âmes que nous croyons de boue il n'y ait pas eu, dans une circonstance ignorée de nous, crise morale, effort, sacrifice, appel à une noble espérance? et interprétant la doctrine de M. Charles Lambert dans toute la largeur possible, pourquoi n'admettrions-nous pas qu'un cri d'angoisse arraché dans un moment solennel à une âme ordinairement livrée aux habitudes routinières d'une vie machinale, un acte de vertu isolé, un dévouement solitaire que nul n'a connu, une probité inflexible sous l'apparence de l'âpreté, enfin tel vestige de vertu cachée est suffisant pour déterminer l'éclosion d'un germe de personnalité qui se développera en de meilleures conditions?

D'un autre côté, et c'est là une objection à laquelle M. Charles Lambert ne me paraît pas avoir suffisamment pensé, faut-il mettre exactement sur la même ligne ceux qui ne font pas le bien et ceux qui font le mal, ceux qui, ne pensant qu'à eux-mêmes, ne nuisent à personne, et ceux qui font le malheur de leurs semblables? Une destinée commune pour deux classes d'êtres aussi différens est-elle d'une parfaite équité? Je comprendrais qu'on réservât le néant pour les criminels, et que l'on imposât aux indifférens, à ceux du milieu, ni bons ni mauvais, une sorte de nouvelle épreuve, ou, si l'on veut, un purgatoire qui permettrait à ce qu'il y a de bon en eux de se développer et de s'épanouir : je comprendrais une sorte de destinée moyenne entre l'éternité et le néant pour ces âmes moyennes; mais embrasser dans une destinée commune, dans une même condamnation l'impuissance du bien et la volonté positive du mal, cela ne me paraît conforme ni à la justice ni à la raison.

Voilà bien des mystères, et il est difficile de répondre à ceux qui nous disent que la science ferait mieux de ne pas s'en occuper. Un philosophe judicieux écrivait récemment : « Le monde futur est un monde scellé dont les secrets sont interdits à notre esprit comme à nos yeux; nous ne saurions les surprendre sans mourir. Jusque-là nous ne pouvons que répéter le monologue d'Hamlet, et y répondre suivant les inspirations de notre cœur, en suivant les enseignemens de notre foi; la destinée de l'âme après la mort est un objet de croyance, non de science (1). » Que répondre à ces paroles? Rien de démonstratif. Et cependant jamais l'esprit ne s'abstiendra de ces beaux, de ces cruels problèmes. Jamais, devant le corps inanimé

(1) M. Ferraz, *Psychologie de saint Augustin.*

d'une épouse ou d'un fils, le cœur ne restera muet : il sollicitera l'esprit, le tourmentera jusqu'à ce qu'il ait obtenu quelque réponse. Cette réponse ne satisfera pas tout le monde, elle satisfera à peine celui qui se la fera à lui-même; mais c'est déjà une œuvre de vertu et de joie pour une âme que de s'attacher à de si grands problèmes : c'est mériter l'immortalité que de la chercher. Qu'une raison froide et desséchante ne vienne donc pas interdire à l'esprit humain, accablé par les misères d'ici-bas, la recherche et, si vous voulez, le rêve d'une vie meilleure.

Le livre de M. Charles Lambert, qui commence par une exposition élégante, noble et précise des plus beaux résultats de la science moderne, se termine par un épisode émouvant, raconté avec une parfaite simplicité, et qui arrache les larmes. L'auteur nous raconte que celui de ses amis qui lui a exposé le système dont il n'est que l'interprète y a été conduit par un de ces événemens qui renversent une existence, et qui dans les temps de grande foi précipitaient les âmes au pied des autels et au fond des cloîtres. Attaché par le plus tendre amour à une femme pleine de sens et de vertu, vivant avec elle et deux enfans, loin des intérêts grossiers et agités des grandes villes, dans les douces et nobles occupations de la campagne, il vit cette femme, frêle créature, s'affaiblir doucement et lentement à côté de lui sans qu'il soupçonnât la gravité du mal et l'imminence du péril. Un jour tout lui fut révélé; il devina qu'il lui fallait perdre l'amie de sa jeunesse, la providence de ses jeunes enfans, l'espoir d'une douce vieillesse partagée par une fidèle amitié. Elle mourut. Le désespoir le rendit presque fou, et pendant quelque temps la vie lui fut comme impossible. Enfin du sein même de cet amour désolé sortirent l'espoir et le courage. L'âme affaissée se releva, se demandant si cette séparation déchirante était une séparation définitive, si cet objet qu'elle avait tant aimé n'était qu'un rêve, qu'une ombre, qu'une fleur aussitôt séchée qu'éclose. Obéissant à l'esprit de notre siècle, cet ami dont M. Charles Lambert nous raconte l'histoire eut le courage de demander la solution de ce doute à sa raison, à sa raison seule (faible lumière, mais que fera celui qui n'en a pas d'autre?). Ne ménageant ni le temps ni l'effort, il étudia toutes les sciences, même les plus éloignées en apparence de son objet, pour se satisfaire sur ce grand problème et pour apaiser les révoltes d'un cœur désespéré, et c'est ainsi qu'il arriva à cette conviction qu'une âme généreuse ne peut pas périr, et que celui qui a perdu un ami vertueux n'a d'autre moyen de le revoir que d'être vertueux à son tour. Telle est la doctrine que nous avons exposée. Faibles garanties de certitude pour une doctrine, diront les esprits critiques, que les pressantes sollicitations du regret, du désir, de l'espoir et de l'amour! — Heureux supplémens, dirons-nous, d'une raison vacillante, d'une pensée impuissante, qui serait sans cesse découragée par les obscurités mêmes du problème, si les douleurs et les crises inévitables de l'existence humaine ne lui faisaient une nécessité et comme un devoir de le sonder!

PAUL JANET.

UN

RÉFORMATEUR ITALIEN

AU TEMPS DE LA RENAISSANCE

JÉROME SAVONAROLE.

I. *La Storia di Girolamo Savonarola* (*Histoire de Savonarole à l'aide de nouveaux documens*), par M. Pasquale Villari, 2 vol. in-12; Florence 1859. — II. *Guichardin historien et homme d'état*, par M. Eugène Benoist, 1 vol. in-8°; Paris 1862. — III. *Michel-Ange et Vittoria Colonna*, etc., par M. A. Lannau-Rolland; Paris 1860. — Diverses publications de M. le comte Capponi, etc.

Il n'est pas de mortes époques pour l'historien, parce que le génie des nations, dont il fait profession d'observer les vicissitudes, est, comme la nature humaine elle-même, en activité et en transformation perpétuelle, soit que la domination incontestée d'un principe ou l'efflorescence complète d'une idée se manifeste par une de ces brillantes époques qu'on est convenu d'appeler les grands siècles, soit que la lutte ouverte entre deux principes contraires et pleins de vie enfante un XVIe siècle, soit enfin qu'un antagonisme encore dissimulé entre un passé déjà décrépit et une jeune lumière, se décelant par un travail caché, éclatant çà et là par quelque éclair imprévu, partage les âmes dans les bas temps, c'est-à-dire dans ces époques de transition dont le caractère général, difficile à saisir, est d'être complexes, mêlées et confuses. L'intérêt n'est pas moindre alors pour l'historien, mais il est autre : il voit se dérouler devant lui certains replis cachés de la conscience humaine avec les scrupules honnêtes et les revendications sincères du passé, avec les

ardeurs encore incertaines et les premières conquêtes du prochain avenir.

Tel fut le xve siècle : la décrépitude pâlissante du moyen âge s'y rencontre avec l'aurore déjà sensible des temps modernes; la scolastique expirante y engage un dernier combat contre l'esprit grandissant de la renaissance; le principe d'autorité, armé de toutes pièces, y livre bataille à celui de la libre pensée. Une lumière équivoque et voilée y recouvre de singulières contradictions. Le sort du xve siècle a été d'être honoré par de grands dévouemens qu'il a tous méconnus. Il a vu naître la plus poétique personnification du patriotisme et il a vu le génie de la science ouvrir le monde, mais il a brûlé Jeanne d'Arc et querellé pour sa prétendue hérésie des antipodes Christophe Colomb, qu'il a ensuite laissé mourir dans la disgrâce et le dédain. Le bûcher de Jean Huss a éclairé d'une sinistre lueur les premières années de ce siècle; celui de Savonarole jette sur les dernières un sanglant reflet.

Ce n'est pas que Savonarole se soit élevé au-dessus de son temps; au contraire, c'est pour n'avoir pas su le dominer qu'il en est devenu la victime: il lui avait emprunté ses forces incomplètes, qui se sont retournées contre lui. Du xve siècle Savonarole reproduit dans son caractère les qualités et les faiblesses; à cause même de ce mélange, il est difficile de se rendre compte très précisément du rôle qu'il a rempli, et d'autant plus intéressante en est l'étude. Ce rôle est double : tout moral et religieux d'abord, il devient ensuite, par la force même des événemens, tout politique. Sous le premier des deux aspects, il est digne de sympathie, mais il trahit une faiblesse inhérente à son temps et par où finalement il a péri : sa foi est sincère et sa charité ardente. Si Jeanne était pénétrée de « la pitié qu'il y avait au royaume de France, » il souffre, lui, jusque dans le plus profond de ses entrailles et à la manière des saints, de la pitié qu'il y a aux choses de l'église et à l'état des âmes; mais la scolastique l'enveloppe, il se livre à elle tout en ne croyant plus entièrement et sans arrière-pensée en elle. Deux siècles auparavant, il eût été franchement un illuminé ferme en sa croyance aux visions et aux communications célestes, et il eût sans contradiction et sans danger passé pour tel, tandis qu'au xve siècle, une fois engagé comme à son insu sur ce terrain devenu glissant, il ne trouve plus en lui-même, ni dans ceux à qui il s'adresse, l'appui qui lui serait nécessaire; il est battu en brèche par ces mêmes armes de la scolastique que ses ennemis retournent contre lui, et il périt sous leurs coups.

Quant à son rôle politique, on ne lui a pas suffisamment rendu justice. Il montre là une liberté d'esprit et une habileté pratique singulières, et par là encore il est bien de son temps. En inaugu-

rant ce mouvement de centralisation administrative qui s'opéra dans tous les états de l'Europe occidentale au double profit des communes et de la royauté unies contre la noblesse, le xve siècle fut assurément inspiré de l'esprit moderne, et Savonarole se trouva le véritable fils de ce siècle lorsque, entraîné par son ardeur et sa charité même à prendre en main la conduite des affaires après l'expulsion des Médicis, il déploya un génie d'organisation politique entièrement dégagé de la tradition féodale.

On conçoit que, pour qui veut démêler un caractère si complexe, mais si entièrement d'accord avec son époque, la connaissance profonde de cette époque même soit absolument nécessaire. M. Perrens a donné de la vie de Savonarole un récit déjà fort complet, et dont les Italiens, jusque dans leurs derniers travaux, reconnaissent l'autorité; mais, depuis qu'il a paru, de nouveaux documens ont vu le jour; l'intéressante publication de trois volumes inédits de Guichardin, faite à Florence il y a peu d'années, et dont on attend avec impatience la suite, a donné un signal. En France même, les études sur la renaissance se sont multipliées, et, pour l'histoire de Savonarole en particulier, l'Italie a dans ces derniers temps produit plusieurs curieux volumes. M. le comte Charles Capponi, descendant d'une famille qui a été fort mêlée à cette histoire, et dans laquelle la vénération, j'allais dire le culte, du grand dominicain est héréditaire, a livré à l'impression, avec un soin parfait, plusieurs des ouvrages inédits dont les manuscrits étaient en sa possession (1). M. Villari enfin vient de se recommander au public savant par une nouvelle biographie de Savonarole, en deux volumes, qui épuise le sujet. M. Villari a le grand mérite de replacer mieux qu'on ne l'a fait jusqu'à ce jour le réformateur italien de la renaissance au milieu de son temps, et, malgré quelque partialité pour son héros, il

(1) *Del dispregio del mondo*, ouvrage latin de la jeunesse de Savonarole. — *Il Savonarola e i Lucchesi*, documens nouveaux avec une lettre inédite de Savonarole. — Sermon inédit de Savonarole. — Poésies de Savonarole. — Toutes ces publications sont datées de Florence, 1862. Il faut y ajouter un curieux *Officio proprio*, dont nous aurons occasion de reparler. — Quant aux publications françaises sur la renaissance, sur l'organisation fort curieuse et souvent difficile à bien comprendre de l'état florentin, ainsi que sur les projets de réforme dont elle fut l'objet jusqu'au temps de Guichardin, il faut consulter d'abord un volume de M. Eugène Benoist : *Guichardin historien et homme d'état*. C'est une fort sérieuse étude sur le temps qui suivit la tentative de Savonarole, dont toutefois l'auteur ne nous semble pas avoir suffisamment tenu compte. Il en resta quelque chose. On n'a qu'à voir la place que tient le souvenir de ce réformateur, même au point de vue politique exclusivement, dans le souvenir de Guichardin. M. Lannau-Rolland vient aussi de donner une première traduction complète des poésies de Michel-Ange avec un tableau intéressant des rapports du grand artiste avec Vittoria Colonna. Nous avons nous-même fait connaître ici les trois volumes inédits de Guichardin : voyez *un Politique italien de la renaissance*, — *Guichardin et ses œuvres inédites*, — dans la *Revue* du 15 août 1861.

a donné, on peut le croire, une appréciation définitive. L'Italie se fait grand honneur par de tels travaux, entrepris, au milieu même de ses agitations actuelles, sur les époques et les hommes qui l'ont le plus honorée dans le passé. Nous-mêmes nous ne pouvons mieux témoigner nos sympathies envers un peuple auquel des liens si étroits nous unissent qu'en signalant ces travaux à l'attention publique. Un retour sur le grand rôle de Savonarole avec les lumières nouvelles qui nous sont offertes ne sera pas inutile d'ailleurs pour la connaissance de ce génie italien qui ne s'est montré que trop flexible et trop habile, dans le passé, aux combinaisons politiques, et auquel n'ont pas manqué non plus, avec les infortunes de tout genre, les leçons pratiques de l'expérience.

I.

A proprement parler, le rôle religieux de Savonarole ne se sépare pas de son rôle politique; il le domine sans cesse, il l'explique, et mérite une étude particulière de quiconque aspire à comprendre l'épisode auquel reste attaché le nom de l'éloquent dominicain. Il importe de préciser en quoi ce rôle a consisté. Savonarole a souhaité et tenté d'accomplir une réforme morale, embrassant à la fois la société ecclésiastique et la société laïque, plutôt qu'il n'a rêvé une réforme proprement religieuse. Il n'a jamais eu en effet la pensée de changer le dogme de l'église; mais il a été témoin d'une profonde corruption morale au sein de l'église et dans le siècle : il en a ressenti une vive douleur, et il a consacré sa vie à combattre ce mal. Telle est la hauteur de son inspiration, telle l'ardeur de sa pitié. Savonarole n'a pas le ferme génie de Colomb ni l'héroïque bon sens de Jeanne d'Arc; mais il a du moins avec eux, outre la communauté du malheur, celle du dévouement. Avertir l'Italie et l'église, provoquer la réforme de l'une dans sa discipline et dans ses mœurs, dans son chef et dans ses membres, rappeler l'autre à une vie meilleure, montrer à toutes deux l'abîme où elles se précipitent, et les sauver par un prompt réveil, voilà son dessein, qui n'a pas été trop élevé pour son éloquence et pour son zèle.

Il ne faut pas chercher d'autre explication à son entrée dans la vie religieuse; cette vie nouvelle le marquait du caractère nécessaire à l'accomplissement de sa mission et lui ouvrait la chaire chrétienne. Élevé dans Ferrare par un oncle bel esprit et en faveur à la cour d'Este, Savonarole pouvait, avec son intelligence vive et précoce, devenir un professeur illustre dans la célèbre université de Padoue ou bien un courtisan heureux dans sa propre ville; mais de bonne heure l'étude assidue de saint Thomas l'avait détourné des sciences profanes aussi bien que des élégances frivoles, et l'horreur

du paganisme renaissant était venue ensuite le dévouer à la vie du cloître. Le 24 avril 1475, il se présentait au couvent de Saint-Dominique, à Bologne, pour y prendre l'habit; il avait alors vingt-trois ans. Quelque temps après, en 1482, il était envoyé à Florence, dans cette maison de Saint-Marc sur laquelle il devait répandre un si grand éclat. C'était déjà une demeure privilégiée. Côme l'ancien l'avait fait construire par le célèbre architecte Michelozzo Michelozzi et l'avait dotée d'une belle collection de manuscrits précieux, en attendant les peintures de fra Angelico da Fiesole; mais la plus grande gloire de la sainte maison aux yeux de Savonarole était le souvenir de son fondateur religieux, san Antonino, justement vénéré dans Florence pour d'innombrables institutions de charité, dont une fort célèbre, celle des *buoni uomini*, subsiste encore de nos jours.

Laurent de Médicis était à l'apogée de sa puissance; tous ses ennemis étaient morts prisonniers ou languissaient dans l'exil. Au milieu d'une paix profonde, les Florentins ne songeaient qu'à des fêtes et paraissaient avoir oublié jusqu'au nom de la liberté. La situation intellectuelle et morale de ce peuple offrait le singulier contraste d'un paganisme croissant en présence d'une insatiable curiosité d'esprit et d'un incomparable amour des arts. La tyrannie des Médicis ayant détruit toute activité politique, le grand commerce et l'industrie, jadis si prospères à Florence, étaient tombés dans le néant. Toutes les forces vives de la nation semblaient s'être réduites dans une soif immodérée des jouissances intellectuelles et matérielles indifféremment confondues. Le vice et la débauche se déployaient à l'aise, l'intrigue et le meurtre dominaient; toute foi religieuse et philosophique semblait être morte : le doute raisonné eût été lui-même trop fatigant pour les âmes; on leur avait préparé une bizarre doctrine qui prétendait concilier toutes les croyances en imaginant un olympe où les divinités du paganisme, remises en honneur par les études classiques, admettaient Jésus-Christ comme un nouvel hôte dans leurs rangs. Suivant Marsile Ficin, la principale autorité philosophique de ce temps, Platon lui-même avait annoncé que sa doctrine durerait jusqu'à la venue de celui qui ouvrirait les fontaines de toute vérité; les dieux avaient déclaré le Christ excellemment pieux et religieux, et comme eux immortel, « rendant ainsi témoignage de lui avec beaucoup de bienveillance. » A côté de cette indifférence et de cet oubli du christianisme, le zèle était incroyable à recueillir les manuscrits ou les statues antiques; on discutait avec passion les questions grammaticales, philologiques ou érudites; au mépris de mille difficultés, on entreprenait des voyages en Orient à la recherche des objets d'art, des livres latins ou grecs, et c'était fête publique à Florence ou à Venise lorsqu'un

Giovanni Aurispa, un Guarino de Vérone, un Francesco Filelfo revenait de Constantinople rapportant quelque débris antique (1). Cette ardeur intempérante et cette passion païenne semblaient surtout exalter Florence, dont le génie paraissait se modeler sur celui du prince qui l'avait asservie. Laurent de Médicis, du palais où il venait de signer l'abolition d'un dernier vestige de liberté ou bien quelque sentence de confiscation, d'exil ou de mort, passait avec une parfaite égalité d'humeur à cette fameuse académie platonicienne qui rédigeait des litanies en l'honneur de Socrate et demandait à Rome de canoniser Platon; il y dissertait de la vertu et de l'immortalité de l'âme. De là il se rendait au milieu d'une jeunesse perdue et en partageait les débauches, qu'il encourageait et excitait par ses chants *carnavalesques* (*canti carnascialeschi*), à la fois raffinés et obscènes. Il allait se reposer de ses fatigues dans ce fameux jardin de Saint-Marc où il avait réuni un grand nombre d'antiques; un Benvenuto Cellini les lui interprétait, ou bien ce Michel-Ange dont il avait deviné le génie, et il achevait la journée en réunissant à sa table Ange Politien, Pulci, d'autres beaux esprits encore, à qui il récitait les vers qu'il venait de composer. Il se livrait si complétement dans ces occupations diverses que chacune semblait avoir dû être l'unique ou la principale de toute sa vie.

C'en était assez de ce brillant paganisme pour inspirer à une âme ardente et généreuse comme celle de Savonarole la pensée d'une expiation nécessaire et celle d'un suprême dévouement. Le mal qui s'offrait à ses yeux et qu'il détestait, il le combattit d'abord par son propre exemple jusque dans le cloître, où la contagion avait pénétré, puis au dehors par la plus éloquente prédication. Recueillie sur-le-champ par ses auditeurs mêmes, cette prédication peut bien aujourd'hui nous sembler étrange, entachée de mauvais goût et d'excès: il est d'autant plus curieux de remarquer qu'elle sembla, lors de sa première apparition, timide et décolorée, parce qu'elle ne s'appuyait que sur la Bible et n'invoquait le secours d'aucune grâce mondaine. Le prédicateur à la mode était un franciscain nommé Mariano Gennazzano, dont Politien louait « la voix sonore, les paroles choisies, les périodes harmonieusement cadencées. » Savonarole n'avait à la vérité aucun de ces mérites, et la première fois qu'il monta en chaire : « Père, lui dit un de ses auditeurs, on ne peut nier que votre doctrine ne soit bonne et utile; mais votre exposition manque de grâce, surtout si on la compare à celle du frère Mariano. » Peu de temps après, Florence tout entière était suspendue aux lèvres du nouveau prédicateur, et, découvrant en lui par surcroît un

(1) Le premier rapporta à Venise deux cent trente-huit manuscrits, après avoir consacré à cette recherche toute sa fortune; le second se vit enlever par un naufrage un butin pareil, et le chagrin blanchit ses cheveux.

grand patriote, elle allait remettre en ses mains toute autorité. Il aimait Florence et l'Italie et il aimait la liberté. A la grande cause de la liberté politique se rattachait inévitablement, dans sa pensée, celle de la moralité et de la religion des peuples; la tyrannie démoralisatrice et énervante des Médicis était pour lui, au nom de cette doctrine généreuse, la plus dangereuse ennemie. On sait quels furent ses rapports avec Laurent le Magnifique. Laurent, déjà en proie aux angoisses de la mort, lui rendit un éclatant témoignage. Sachant jusqu'où on portait la corruption et la servilité autour de lui et que pas un prêtre ne lui oserait refuser l'absolution, il ne trouvait à ces derniers secours d'une église avilie et mercenaire aucune saveur, aucun prix, aucun soulagement efficace. Le remords agitait ses derniers momens, et sa conscience ne rencontrait aucune aide. Au milieu de ce tourment, il se rappela Savonarole : « Je ne connais de vrai religieux que celui-là, » dit-il, et il le fit mander. Il avait trois fautes à lui confesser, pour lesquelles il sollicitait son absolution : c'était le sac de Volterra, le vol au détriment du Mont-des-Filles (*il Monte delle Fanciulle*), et le sang par lui versé à la suite de la conjuration des Pazzi. Sous l'impression terrible de ces souvenirs, la parole du moribond devenait ardente et oppressée; Savonarole, assis au pied du lit, tentait de le calmer en disant : « Dieu est bon, Dieu est miséricordieux. — Toutefois, ajouta-t-il dès que Laurent eut fini de parler, il faut ici trois choses : la première est d'avoir une foi vive dans la miséricorde divine. — Je l'ai, répondit Laurent. — La seconde est d'ordonner la restitution de tout l'argent iniquement enlevé. » Après quelque hésitation et malgré une répugnance évidente, Laurent fit de la tête un signe affirmatif, puis il attendit avec une visible anxiété. « Le troisième point, dit Savonarole, c'est de rendre la liberté au peuple de Florence, » à quoi Laurent de Médicis, rassemblant ce qui lui restait de forces, sans prononcer une parole, leva les épaules avec l'expression d'un suprême dédain. Savonarole partit sans lui donner l'absolution, et Laurent, peu d'heures après, rendit l'âme.

Nous venons de résumer le récit du plus grand nombre des biographes. Il est vrai que Politien, dans une de ses lettres, a raconté la scène d'une manière un peu différente. « Pic venait de se retirer, dit-il, lorsqu'entra Jérome de Ferrare, homme d'une science et d'une sainteté remarquables, prédicateur éminent de la divine doctrine : il exhorte le malade à la foi, Laurent témoigne d'une foi profonde et sincère; — il l'engage à prendre la ferme résolution d'une vie meilleure, Laurent y accède; — il lui recommande enfin d'accepter avec résignation, s'il le faut, une mort prochaine, et le malade affirme que rien ne lui sera plus agréable, si Dieu l'a décidé ainsi. — Jérôme s'apprêtait à partir; le malade lui demande sa bé-

nédiction : il la reçoit la tête et les yeux humblement baissés, dans toute l'attitude d'une parfaite pénitence, répondant à toutes les prières et ne se laissant en rien émouvoir par la douleur, désormais non contenue, de ses familiers; vous eussiez dit que la mort menaçait là tout le monde excepté Laurent lui-même. » Telle est la narration que Fabroni, le *Plutarque italien*, panégyriste des Médicis à la fin du XVIII[e] siècle, a le premier préférée, et qu'à son exemple Roscoe a voulu accréditer. Politien était témoin oculaire, disait-on; il écrivait une lettre à un ami, dans laquelle il ne pouvait être tenté de dissimuler. Nous croyons que M. Villari, le dernier venu des biographes de Savonarole, a raison de préférer le premier récit. L'autorité de Politien n'est point imposante. Rien ne prouve qu'il ait été présent : Razzi, biographe contemporain, dit que tous ceux qui entouraient Laurent sortirent de sa chambre au moment où arriva Savonarole, ce qui va de soi pour une entrevue suprême et redoutable. Politien dit lui-même qu'il dut passer plusieurs fois dans la chambre voisine. Quant à son impartialité présumée, tout le monde sait qu'il était habile courtisan; il risquait, en publiant une semblable scène, de ruiner son crédit auprès du successeur de Laurent de Médicis, et l'on ne doit pas enfin se faire illusion sur le titre de *lettre* donné à l'écrit latin qui porte en suscription le nom d'un érudit, son contemporain; il faudrait être peu familier avec les habitudes savantes du XV[e] siècle pour oublier que c'était là une forme littéraire qu'adoptaient volontiers les beaux esprits d'alors, et que les auteurs de ces prétendues lettres les adressaient véritablement au public. De plus, contre l'unique témoignage de Politien, on a ceux, entièrement conformes entre eux, des autres biographes contemporains de Savonarole; nous ne citerons que Burlamacchi et Pic, neveu du célèbre Pic de La Mirandole. Tous deux étaient honnêtes et sincères, tous deux écrivaient en présence des ennemis de Savonarole; comment supposer qu'ils eussent inventé un récit auquel n'auraient pas manqué les promptes réfutations? Mais surtout combien la version commune n'est-elle pas plus conforme à l'esprit du temps et au caractère des deux personnages! Cette anxiété d'une conscience que tant de fautes ont atteinte sans l'émousser entièrement et cette impérieuse intervention d'un moine au nom de la liberté politique sont bien des traits du XV[e] siècle; Laurent de Médicis ne s'est pas résigné à mander Savonarole, et Savonarole n'a pas consenti à venir trouver Laurent de Médicis, dont il avait ouvertement plus d'une fois blâmé la conduite, si ce n'est pour quelque grave entretien. Pour tout dire enfin, la narration toute compassée du courtisan Politien nous paraît un calque effacé de la véritable scène dont il laisse subsister les traits extérieurs, mentionnant, lui aussi, trois conseils de Savonarole; le troisième seul diffère dans son récit.

Nous avons insisté sur cet épisode de la vie du célèbre dominicain, parce qu'il est à la fois très souvent cité et très discuté, et parce qu'il dévoile d'un seul coup l'énergie de son caractère et l'influence morale que lui avaient acquise ses deux premières années de prédication à Florence (1490-1492). Cette prédication, à elle seule, était de nature à émouvoir profondément les âmes : l'église sera flagellée, puis renouvelée, et cela se fera bientôt, tel était le texte perpétuel de ses sermons :

« Je voudrais me taire, mais je ne le puis, parce que le Verbe de Dieu est dans mon cœur comme un feu ardent; si je ne lui cède, il consumera la moelle de mes os. — Les princes de l'Italie lui sont envoyés pour la punir. Voyez-les tendant aux âmes des embûches; leurs palais sont le refuge des bêtes féroces et des monstres de la terre, c'est-à-dire de tous les scélérats et pervers, qui s'y trouvent à l'aise pour satisfaire leurs volontés dépravées et leurs passions mauvaises. Là sont les conseillers méchans qui inventent sans cesse de nouvelles charges et de nouveaux impôts pour sucer le sang du pauvre peuple, là les philosophes et les poètes de cour qui racontent mille fables pour faire remonter jusqu'aux dieux la généalogie de leurs princes, là (ce qui est bien pis!) des religieux qui suivent les mêmes erremens... C'est bien la cité de Babylone, ô mes frères, la cité des fous et des méchans, que le Seigneur veut détruire. — Allez à Rome! Pour tout christianisme, on s'occupe chez les grands prélats de poésie et d'éloquence. Vous trouverez dans leurs mains les œuvres d'Horace, de Virgile ou de Cicéron; c'est là qu'ils apprennent le gouvernement des âmes. Ils régissent l'église par l'intermédiaire des astrologues, qui leur prédisent l'heure grave à laquelle ils devront aller parader à cheval ou remplir quelque autre fonction de même importance. — Vue extérieurement, elle est belle, leur église, avec ses ornemens et ses dorures, ses brillantes cérémonies, ses vêtemens magnifiques, ses candélabres d'or et d'argent, ses riches calices, ses mitres d'or, ses pierres précieuses;... mais faut-il vous le dire? dans la primitive église, les calices étaient de bois et les prélats étaient d'or : c'est le contraire aujourd'hui. Les prélats de Rome ont introduit parmi nous les fêtes de l'enfer; ils ne croient plus en Dieu et se moquent des mystères de notre religion... Que fais-tu donc, ô Seigneur? Pourquoi dors-tu? Lève-toi et viens délivrer ton église des mains des démons, des mains des tyrans, des mains des mauvais prêtres! As-tu oublié ton église? as-tu cessé de l'aimer? Presse le châtiment, afin que plus vite nous retournions à toi! — O Rome, prépare-toi, ton châtiment sera terrible! Tu seras ceinte de fer, tu passeras par l'épée, par le feu et la flamme. Pauvres peuples! combien je vous vois accablés!... Italie, tu es malade d'une grave maladie, et toi, Rome, tu es malade d'une grave maladie, malade *usque ad mortem*... Si tu veux guérir, renonce à ta nourriture habituelle, à ton orgueil, à ton ambition, à ta luxure, à ton avarice : telle est la pâture qui t'a rendue malade et qui te mène à la mort... Mais l'Italie se moque, et refuse le remède, et dit que le médecin déraisonne... O incrédules, qui ne voulez pas entendre ni vous convertir! Le Seigneur vous dit : Puisque l'Italie est toute pleine d'hommes de sang, de courtisanes, d'entre-

metteurs et de scélérats, je conduirai sur elle le pire ennemi qui se puisse trouver, j'abattrai ses princes, et je ferai cesser l'orgueil de Rome. Cet ennemi entrera dans ses sanctuaires et souillera ses églises. L'Italie ellemême en a fait les demeures des courtisanes; moi, j'en ferai les demeures des chevaux et des porcs : cela déplaira moins à Dieu que d'y laisser les courtisanes! Quand viendra l'angoisse et quand viendra la tribulation, alors ils n'auront plus de paix; ils voudront se convertir, mais ils ne le pourront pas. O Italie, ce sera alors fléau sur fléau : fléau de la guerre par-dessus celui de la famine, fléau de la peste par-dessus celui de la guerre, fléau d'ici et fléau de là... Et l'on ne suffira pas à enterrer les morts; les morts seront si nombreux dans les maisons que les fossoyeurs iront par les rues, disant : « Apportez les morts! » et ils les mettront sur des charrettes et jusque sur les chevaux, et ils en feront des montagnes qu'ils brûleront. Ils iront par les rues, criant : « Qui a des morts? qui a des morts? » Et les gens viendront et diront : « Voici mon fils, voici mon frère, voici mon mari... » Et ils iront encore par les rues, criant : « N'y a-t-il plus de morts? qui a encore des morts? » Et telle aura été la mortalité qu'il restera bien peu d'habitans dans les villes!... — O Florence! ô Rome! ô Italie! il a cessé, le temps des chants et des fêtes! Vous avez fait le mal et vous avez été flagellées; les prophéties se sont vérifiées, l'épée est venue... Faites donc pénitence, faites l'aumône, priez et restez unies... O mon peuple! qu'ai-je jamais souhaité que de te voir sauvé? Je me tourne vers toi, ô Seigneur qui es mort pour l'amour de nous! Pardonne à ce peuple de Florence qui veut être à toi! »

Telles étaient les alternatives de terreur, d'espérance et de pitié par lesquelles la prédication éloquente de Savonarole faisait passer la population de Florence, tout entière courbée sous cette parole. On sait que les effets en étaient prodigieux, quoique souvent peu durables; les femmes se dépouillaient de leurs parures pour les offrir en aumônes, les hommes renonçaient aux mœurs faciles pour accepter d'austères pénitences; quelques-uns des principaux citoyens venaient prendre l'habit dans le glorieux couvent que gouvernait Savonarole, et l'humble copiste enfin qui mettait par écrit de son mieux les paroles du prédicateur s'interrompait, comme on le voit dans les éditions du temps, avec ces mots : « Ici l'émotion et les larmes m'ont empêché d'écrire. »

Il est un point particulier de cette prédication qui a servi de texte à beaucoup d'accusations contre Savonarole, et sur lequel il faut s'arrêter et s'expliquer, si l'on veut arriver à le connaître. Aux momens mêmes où son éloquence paraît triompher le plus complétement, Savonarole, au lieu de se livrer à l'espérance et à la joie, est profondément triste. Il est vrai qu'il paraît avoir compris l'incurable légèreté des esprits auxquels il s'adresse et n'avoir pas partagé sur leur compte leurs propres illusions. Au lieu de ces impressions vives, mais peu profondes, qui se produisaient avec éclat devant lui,

au lieu de ces élans trop passagers d'enthousiasme et de ferveur, il demandait une conversion durable, que dis-je? il l'implorait avec supplications et avec larmes, et, dans son généreux dévouement, bien qu'il doutât fort du succès, acceptant une terrible solidarité, espérant contre toute espérance, il remettait aux Florentins, dont il confondait la cause avec la sienne, ses plus graves intérêts, — ceux de son salut éternel, car il croyait devenir coupable s'il échouait, — ceux de son salut temporel, car il prévoyait le martyre. Et il leur présentait cette dernière image sous la double inspiration des symboles familiers à la primitive église et de l'imagination dantesque :

« Un jeune homme, ayant quitté sa maison, se mit en mer pour aller pêcher; pendant qu'il pêchait, le patron de la barque l'emporta jusque dans la haute mer, d'où l'on n'apercevait plus le port, et le jeune homme commença de se lamenter... — O Florence! cet infortuné qui se lamente, il est ici, dans cette chaire! Moi aussi, je sortis de ma maison pour aller d'abord dans un des ports de la religion chercher la liberté et la paix, les deux choses que j'aimais par-dessus toutes les autres; mais je regardai vers la mer de ce monde, et je commençai de prêcher et gagnai quelques âmes, et, pendant que j'y trouvais plaisir, le Seigneur m'a emporté dans la haute mer, où me voici maintenant, n'apercevant plus d'asile. *Undique sunt angustiæ*. Devant moi se préparent la tribulation et la tempête, derrière moi j'ai perdu le port, et cependant le vent me pousse toujours au large. A droite sont les élus, qui réclament notre aide; à gauche sont les démons et les méchans, qui nous persécutent; au-dessus de ma tête, j'aperçois la vertu éternelle, et l'espérance m'y pousse; sous mes pieds est l'enfer: étant homme, je dois le craindre; j'y tomberais sans le secours de Dieu. O Seigneur, Seigneur! où m'as-tu conduit? Pour avoir voulu sauver quelques âmes, me voici en un lieu d'où je ne puis plus retourner vers mon repos. J'étais libre, et me voici l'esclave de tous. Je vois partout la discorde et la guerre qui s'avancent sur moi. Vous du moins, ô mes amis, ô élus de Dieu, pour qui nuit et jour je pleure, ayez pitié de moi! Donnez-moi des fleurs, comme dit le cantique, parce que je languis d'amour, *quia amore langueo*,... des fleurs, c'est-à-dire des bonnes œuvres. Je ne désire rien autre, si ce n'est que vous plaisiez à Dieu et que vous sauviez vos âmes... — Mais quelle sera, ô Seigneur! la récompense accordée dans l'autre vie à celui qui sortira vainqueur d'un tel combat? — L'œil ne peut le voir et l'oreille ne peut l'entendre : ce sera la béatitude éternelle. — Et le prix dans cette vie? — Le serviteur ne sera pas plus grand que le maître, dit le Seigneur. Tu sais qu'après la prédication je fus crucifié; toi aussi, le martyre t'attend. — O Seigneur, Seigneur! envoie-le-moi donc, ce martyre, et fais-moi bientôt mourir pour toi comme tu es mort pour moi! Voici déjà qu'il me semble voir le couteau affilé!... »

Ce fut là, M. Villari le remarque avec raison, un de ces momens dont Savonarole avait coutume de dire : « Un feu intérieur brûle mes os et me force à parler. » Savonarole était alors emporté comme

dans une sorte d'extase au milieu de laquelle l'avenir semblait véritablement s'ouvrir devant ses regards. Se trouvait-il en chaire, son exaltation devenait contagieuse, et tout son auditoire pleurait et gémissait avec lui; s'il était dans sa cellule, il restait longtemps en visions, oubliant le sommeil et le mouvement, la faim et la soif. En réalité, il eut sur plusieurs points un incroyable pressentiment de l'avenir : il ne cessa pas de prédire sa mort violente; il annonça le premier l'arrivée des Français en Italie et l'expulsion des Médicis; il comprit, avant tous ses contemporains, qu'un grand renouvellement moral approchait, que le sentiment religieux allait renaître dans les âmes pour les régénérer, et qu'à travers de terribles combats la société chrétienne reprendrait une vigueur nouvelle. Le XVIe siècle avec sa réforme catholique en face de la réforme protestante, le XVIIe avec sa haute inspiration et sa foi profonde, ont justifié ses prédictions.

Mais si l'on pénètre jusque dans le détail de sa vie, on voit que Savonarole, sur cette voie périlleuse des prédictions, s'est laissé entraîner à des extrémités qu'il est difficile de défendre, et qu'on doit se contenter d'expliquer pour n'en pas laisser exagérer les conséquences. Bien que la légende qui s'est formée autour de son nom lui ait attribué gratuitement un grand nombre de prophéties auxquelles il resta entièrement étranger, il n'en est pas moins incontestable qu'il réclama pour lui-même ce don de prophétie; on en a conclu tantôt qu'il était de bonne foi, mais halluciné, tantôt qu'il n'avait pas dédaigné d'appeler à son aide quelque supercherie. L'une et l'autre interprétations sont erronées à notre avis, surtout la dernière, énergiquement démentie par tout ce que l'on sait du caractère de Savonarole et même de ses faiblesses, auxquelles il eût évidemment résisté, s'il eût été de mauvaise foi. La vérité est que Savonarole, malgré son regard perçant dans l'avenir et malgré son initiative de réformateur, était l'homme d'une doctrine dont il avait emprunté, à son insu peut-être, les procédés intellectuels. La scolastique exerçait encore, à la fin du XVe siècle, un tout-puissant empire. Bien que Savonarole eût tenté plus d'une fois d'en briser les liens pour s'enfermer dans l'étude unique et directe des saints livres, elle avait été sa principale éducation. Dès l'enfance, il avait commenté avec une passion singulière les écrits de saint Thomas, et il avait longtemps médité toutes les conceptions du docteur angélique sur le caractère des prophéties et des visions, et sur celui des rapports entre les hommes et les intelligences célestes. Il n'y avait pas une apparition rapportée dans l'histoire des prophètes qui ne lui fût devenue familière, c'est-à-dire dont il n'eût étudié à travers les distinctions les plus subtiles les causes efficientes, la préparation et l'éclosion, et il n'y avait pas de phénomène analogue qui

ne lui parût digne d'être examiné suivant les règles raffinées de la scolastique.

Dès lors il était devenu esclave de ses visions; à l'entendre, il eût paru souvent croire qu'en elles seules consistait toute l'importance de sa mission; c'était pour lui un sujet d'étude continuelle et de méditation attentive; il s'attachait pendant de longues heures à distinguer comment l'action immédiate exercée par les anges produisait les visions, comment se percevaient les voix d'en haut et les signes surnaturels. Cette préoccupation se montre partout, dans ses sermons et dans ses lettres; mais il a particulièrement rassemblé les résultats de ses réflexions dans son *Dialogue de la vérité prophétique*, qui est devenu ainsi une sorte de traité *ex professo* sur la matière. Il a, dans ce dialogue, sept interlocuteurs allégoriques, qui ne sont autres que les sept dons du Saint-Esprit : ils lui adressent des objections, et il s'efforce d'y répondre. La première est celle-ci : « ne se serait-il pas dit prophète pour avoir un moyen d'insinuer plus facilement au peuple les vérités de la foi? » Il répond avec indignation : « La vérité est une, et tout mensonge est un péché; grave entre tous serait le péché de celui qui voudrait abuser tout un peuple avec le nom du Seigneur, et transformer de la sorte Dieu même en imposteur. » Mais cette croyance au don de prophétie ne pourrait-elle pas être un effet de l'orgueil déguisé par une apparence de fausse modestie? — A cela Savonarole répond, en citant l'autorité de saint Thomas : « Cette lumière du don prophétique n'entraînant pas avec elle la justification, sur quoi donc se fonderait mon orgueil? — Mais n'y a-t-il pas tout au moins erreur involontaire? — Non, réplique-t-il; cela ne serait pas possible. Je connais la pureté de mes intentions; j'ai adoré sincèrement le Seigneur, je ne cherche qu'à retrouver ses traces divines; j'ai passé les nuits entières dans l'oraison; j'ai perdu la paix; j'ai consumé ma santé et ma vie au service de mon prochain; non, non, il n'est pas possible que le Seigneur m'ait trompé. Cette lumière prophétique, c'est la vérité même; cette lumière aide ma raison, elle dirige ma charité. » Ainsi donc tantôt le don de prophétie entraîne, suivant Savonarole, l'état de grâce pour celui qui en est doué, tantôt l'état de grâce n'en est pas, à ses yeux, une conséquence nécessaire; dans d'autres passages, on le voit considérer la puissance de percevoir l'avenir comme un résultat auquel s'élèvent sûrement et par leurs propres forces la charité ardente et la fervente piété. « Je ne suis prophète ni fils de prophète, s'écrie-t-il alors, je ne veux pas de ce nom terrible; mais je suis sûr que les choses que j'annonce arriveront, parce que je m'appuie sur la doctrine chrétienne et sur l'esprit de charité évangélique. En vérité, ce sont vos péchés, les péchés de l'Ita-

lie, qui de force me font prophète et devraient faire prophète chacun de vous. Le ciel et la terre prophétisent contre vous, et vous ne les entendez ni ne les voyez. Vous êtes aveugles des yeux de l'intelligence, vous fermez vos oreilles à la voix du Seigneur, qui vous appelle. Si vous aviez l'esprit de charité, vous verriez tous, comme je le vois, le fléau qui s'avance. »

Ce fléau, Savonarole l'aperçoit sous des formes diverses, et quelques-unes de ses visions dénotent une vigueur d'imagination remarquable. Une de celles sur lesquelles il revenait le plus volontiers et qui devinrent le plus populaires est celle-ci : il croyait distinguer une croix noire qui s'élevait du milieu de la ville de Rome et montait en planant jusqu'au plus haut des cieux, et dessus on lisait ces mots : *Crux iræ Dei*. Tout à coup le ciel s'assombrissait; des nuées sinistres parcouraient les airs au milieu des rafales, du tonnerre et des éclairs; il pleuvait des flammes et des glaives, et une grande multitude d'hommes périssait. Puis la scène changeait en un instant. Le ciel se rassérénait, la croix noire s'effaçait peu à peu, et du milieu de Jérusalem une autre s'élevait, qui paraissait d'or et qui illuminait et consolait la terre; on y lisait ces mots : *Crux misericordiæ Dei*, et de toutes les parties du monde les nations accouraient pour l'adorer. Le symbole de cette vision était facile à saisir; une foule de dessins et de gravures la répandirent à profusion parmi le peuple de Florence, dont l'imagination vive se fixait ainsi pour un temps. Savonarole cependant n'était pas toujours aussi heureux, par exemple lorsqu'il racontait son étrange voyage au paradis en qualité d'ambassadeur vers Jésus-Christ de la part des Florentins; il dépeignait les lieux qu'il avait visités; il rapportait les harangues qu'il avait entendues de divers personnages allégoriques et de la Vierge elle-même; il décrivait son trône, il comptait les pierres précieuses dont ce trône était orné : la conclusion de l'étrange récit était un discours que Jésus-Christ adressait par l'intermédiaire de Savonarole aux Florentins, et ce discours était une entière confirmation de la doctrine du frère. Cette vision et ce récit ne furent pas bien accueillis dans Florence, car on voit Savonarole répliquer avec une certaine aigreur aux objections. « Si on l'avait écouté attentivement, répondait-il, on aurait compris qu'il n'avait pas prétendu être allé corporellement dans le paradis, qu'il ne s'agissait que d'une vision purement imaginaire, car il n'y avait au paradis ni arbres, ni eaux, ni escaliers, ni portes, ni siéges; tous ces objets n'étaient que des formes imprimées dans l'intelligence du frère par l'action intermédiaire des anges. »

La puérilité même de ces imaginations nous paraît à bon droit aujourd'hui une garantie de sincérité, mais elle n'en fut pas moins

pour Savonarole un extrême péril qui entraîna sa chute. Ses ennemis abusèrent de ses involontaires méprises; l'arme redoutable de la scolastique fut retournée contre lui, et en dépit de sa foi ardente, en dépit de son généreux dévouement, il porta cruellement la peine de ce manque de fermeté d'esprit auquel il dut de ne pas dominer la confusion des doctrines de son temps et d'offrir par certaines contradictions mille ouvertures à ses ennemis. Ceux-ci purent de la sorte le conduire sans défense jusqu'au martyre, qu'il avait prévu.

II.

Le rôle politique de Savonarole, mieux contenu dans la sphère des idées nécessairement pratiques, montre plus de cohésion et plus d'unité, avec une plus grande originalité de conception individuelle. Il est certain d'abord que s'il mit la main à une œuvre politique, ce fut malgré lui et comme par un nouveau devoir de charité; le patriote ne se sépara pas en lui du missionnaire religieux. Après la chute des Médicis, Florence était tombée dans une profonde anarchie. La longue domination qu'elle avait subie avait étouffé ou empêché de naître les énergies politiques. Il ne se rencontrait pas un seul homme capable de prendre en main les affaires, les principaux partisans du gouvernement déchu ayant fui le ressentiment public, et les adversaires de ce gouvernement n'ayant sauvé leur vie qu'en oubliant toute activité réelle. Ce fut plus tard, à l'école de la liberté, que se forma la grande école florentine à laquelle appartiennent Guichardin, Machiavel, et ce Donato Giannotti, ardent patriote et publiciste profond, injustement effacé à nos yeux par l'éclat de ses deux illustres contemporains. Seul Savonarole exerçait, au moment de la révolution, sur tout le peuple de Florence, une influence incontestée. Tous les bons citoyens avaient donc les yeux tournés vers lui et n'espéraient qu'en lui. Devait-il reculer, au risque de ramener avec les Médicis de cruelles proscriptions dans la république? Il attendit plusieurs jours, exhortant les principaux de la ville à se réunir et à proclamer quelques mesures de gouvernement arrêtées en commun; nul, pas même du côté des ambitieux ou des gens de désordre, ne répondit. Il y avait autre chose que la stupeur d'un état nouveau; il y avait décidément le triste triomphe d'un énervement universel contre lequel réagissaient seules les mauvaises passions des temps d'anarchie, la vengeance et la convoitise menaçantes.

Le 12 décembre 1494, Savonarole aborda franchement en chaire la question du gouvernement. « O mon peuple, dit-il, tu sais que je n'ai jamais voulu entrer dans les affaires de l'état; crois-tu que

j'y viendrais maintenant, si je n'y étais forcé pour le salut des âmes?... Notre réforme doit commencer par les intérêts spirituels, qui sont au-dessus des intérêts temporels, dont ils forment la règle et sont la vie. Si l'on t'a dit (c'était un proverbe familier à Cosme de Médicis) que les états ne se gouvernent pas avec des *pater noster*, rappelle-toi que c'est là une maxime des tyrans, une maxime des ennemis de Dieu, une maxime pour opprimer et non pour délivrer. Tout au contraire, si tu veux un bon gouvernement, il faut de toute nécessité que tu le rapportes entièrement à Dieu. Je ne consentirais certainement pas à me mêler des affaires, s'il en était autrement. » Savonarole posait comme il suit les bases du nouvel état : premièrement la crainte de Dieu et par conséquent la réforme des mœurs, en second lieu le dévouement au bien public de préférence à tout intérêt personnel et à toute ambition particulière. Ces recommandations toutes pratiques avaient pour objet de préparer les esprits à une importante mesure, c'est-à-dire, sous le nom de paix universelle, à une entière amnistie, soit pour les amis du dernier gouvernement en général, soit particulièrement dans la cité pour les débiteurs de l'état. Chose assurément inattendue et nouvelle que la clémence d'un parti vainqueur en de pareils jours! Dans cette Italie du XVIe siècle, quand le meurtre et la violence, étant partout, avaient cessé de révolter ou même d'étonner les consciences, après les sanglantes exécutions par lesquelles Laurent de Médicis avait puni la conjuration des Pazzi, action sauvage elle-même, Savonarole invoquait et faisait accepter de tout le peuple une loi d'indulgence et de pardon, un oubli de toutes les haines publiques et privées : nouveau témoignage de la noble inspiration qui le faisait agir, et qui n'avait d'autre principal objet que la réforme morale. Guichardin, dont le jugement sur ces temps voisins de lui est si pénétrant, a bien mesuré l'importance et la grandeur de l'acte par lequel Savonarole inaugura son rôle politique, lorsqu'il en parle ainsi : « Florence était de toutes parts divisée; les partisans de l'ancien état se voyaient en grande haine et en grand péril malgré la protection de Francesco Valori et de Piero Capponi, et il paraissait impossible de les sauver, cela au grand détriment de la cité, car il y avait parmi eux des hommes estimables, prudens et riches, de grande naissance et d'illustre parenté. Les violences qu'on prévoyait eussent engendré la désunion des gouvernans, les révolutions, les exils, et peut-être, pour dernière extrémité, une restauration de Pierre de Médicis avec une extermination et une ruine complètes de la cité. Frère Jérôme lui seul empêcha ces redoutables désordres : il fit décréter la paix universelle, qui, en coupant court à toute recherche du passé, détourna les vengeances dont étaient menacés

les partisans des Médicis. Ce fut l'avantage des vainqueurs aussi bien que des vaincus. Véritablement les œuvres de cet homme furent excellentes. »

Ce n'était pas assez de guérir les plaies du passé : Savonarole voulait en même temps préparer l'avenir, et il donnait de nouvelles lois constitutives à Florence. Voici comment son action pouvait s'exercer : chaque mesure était par lui proposée en chaire dans un sermon; aussitôt l'esprit public s'en emparait, les réunions de magistrats et de membres de la seigneurie dites *pratiche* la discutaient dans les termes mêmes que le prédicateur avait posés; l'adoption suivait presque toujours, sans aucun amendement. — La loi principale, base de tout l'édifice, fut l'institution du grand conseil. Le problème que Savonarole se proposait de résoudre était celui-ci : la tyrannie une fois détruite, il fallait sauvegarder la liberté en prévenant à la fois les abus de l'aristocratie et ceux de la démocratie. Il voulait mettre le gouvernement entre les mains du peuple, représenté par des délégués en nombre limité. La nouvelle institution du grand conseil répondit habilement à ces nécessités. En possession de nommer à toutes les principales magistratures et de voter toutes les lois, ce conseil souverain comprenait indistinctement tous les citoyens *benefiziati* âgés de plus de vingt-neuf ans. Cette première classe de citoyens était déjà désignée par l'ancienne constitution florentine pour les soins du gouvernement. Il fallait, pour en faire partie, avoir occupé soi-même ou bien avoir eu un père, un aïeul, un bisaïeul ayant occupé une des trois charges dites majeures. Au dessous de cette première classe venait celle des citoyens dits *statuali*, comprenant ceux qui occupaient actuellement quelque charge, majeure ou mineure. La troisième et dernière classe était celle des citoyens dits simplement *aggravezzati*, c'est-à-dire que rien ne distinguait en dehors de la condition, commune d'ailleurs à tous, du paiement de l'impôt. Ces derniers jouissaient du privilége de porter les armes, refusé aux artisans et à la plèbe, qui ne conservaient aucun droit politique, pas plus que les habitans du *domaine*, c'est-à-dire de tout le territoire de la république en dehors de la cité. Le cadastre démontra que Florence contenait environ quatre-vingt-dix mille âmes, et seulement trois mille deux cents *benefiziati* ayant passé vingt-neuf ans. C'était à ceux-là qu'était réservé, avons-nous dit, le privilége de former le grand conseil; mais ce nombre de trois mille deux cents paraissait trop élevé à Savonarole pour la composition d'une seule assemblée, car il redoutait l'anarchie dans les délibérations. Il fit donc décider que ce nombre serait divisé en trois parties, et l'on eut trois assemblées d'un peu plus de mille membres, dont chacune dut siéger alternativement pendant six mois. Indépendamment de cette première garantie contre le

danger d'une trop nombreuse réunion politique, chaque assemblée partielle, au moment où elle inaugurait sa période de gouvernement semestriel, dut choisir dans son sein ce que nous appellerions une commission, composée de quatre-vingts membres, *i ottanti*, chargés de conférer avec la seigneurie, de recevoir d'elle la proposition des lois et de les présenter au grand conseil, c'est-à-dire à celle des trois assemblées partielles en fonction. Quant à la seigneurie, ce n'était rien moins en réalité que l'ancien pouvoir exécutif qui subsistait dans les mêmes conditions que par le passé; son action devait seulement se trouver restreinte désormais par les institutions nouvelles. Elle continuait à être présidée par le gonfalonier de justice, magistrat suprême, nommé par élection, et dont le pouvoir, d'abord temporaire, devint à vie après la mort de Savonarole, qui avait recommandé ce changement.

La première mesure du grand conseil une fois constitué fut de sanctionner la paix universelle proclamée par le réformateur. Toutefois ce n'était pas assez pour Savonarole : l'amnistie effaçait le passé, elle n'assurait pas l'apaisement de l'avenir. En vue de cette dernière œuvre, il eut recours à une autre institution : il imagina une nouvelle forme d'appel. Souvent, au milieu des effervescences de la guerre civile et dans tout l'essor des vengeances réciproques, des citoyens avaient été conduits sur-le-champ devant la seigneurie ou devant le tribunal des huit, et on les avait vus interrogés, condamnés, exécutés quelquefois le même jour, dans l'espace d'une heure, sous la pression de l'aveugle multitude ou sous la terreur imposée par quelques nobles confédérés. D'illustres victimes avaient péri de la sorte. Ce fut pour rendre désormais impossibles de tels excès que Savonarole fit adopter une loi aux termes de laquelle tout habitant de Florence (*cittadino*) condamné pour crime d'état par la seigneurie ou par quelque autre tribunal, soit à la mort, soit à une peine corporelle, à un emprisonnement, ou à une amende de plus de 200 florins, ou bien à la peine de l'admonition, entraînant la perte des droits politiques, pouvait, pendant un délai de quinze jours, interjeter appel devant le grand conseil lui-même. Il voulut même que cet appel ne fût déféré qu'à la commission des quatre-vingts et non pas à l'assemblée des mille; la première proposition qu'il en fit rencontra une vive résistance de la part de beaucoup d'hommes puissans à qui ce nouvel ordre enlevait une arme terrible; toutefois, après plusieurs jours de discussions ardentes, elle passa, « car, dit encore Guichardin, tout ce qui venait du frère avait une force plus qu'humaine. » Savonarole avait par là ménagé aux passions le temps de se calmer et créé un contre-poids à l'excès de l'aristocratie ou de la démocratie.

L'abolition des assemblées *à parlement* couronna son œuvre con-

stitutive en lui assurant des conditions de durée. La loi, fort ancienne, qui autorisait ces assemblées avait consacré, à vrai dire, et organisé la révolution permanente; elle avait été, sous les Médicis, le plus puissant instrument de leur despotisme; elle redevenait après leur chute, aux mains de leurs partisans, ou dans celles d'une démocratie sans frein, la menace la plus redoutable. Cette loi autorisait le gonfalonier et les membres, toujours peu nombreux, de la seigneurie, à convoquer sans annonce préalable le peuple sur la grand'place au son de la grosse cloche du Palais-Vieux, et à lui faire acclamer quelque résolution, qui devenait ainsi légale. Or on comprend qu'à ces convocations subites la populace remplaçait aisément les vrais citoyens, et qu'il était trop facile aux factieux d'organiser des bandes en vue de ces occasions pour leur faire voter les mesures les plus révolutionnaires. Les Médicis s'étaient bien gardés de faire disparaître un tel usage, et plus d'une fois des assemblées *à parlement* leur avaient décerné une dictature temporaire, pendant laquelle ils pouvaient modifier les lois ou faire disparaître ceux des citoyens qui les gênaient. Jamais la parole du frère ne fut plus ardente ni plus vive que lorsqu'il entreprit de faire abroger cette loi d'anarchie ou de despotisme. Il se laissa même entraîner en cette occasion jusqu'à une violence de langage qui ne s'explique que par son intime conviction que là était en réalité la pierre d'achoppement de toute son œuvre et de toutes ses patriotiques espérances : « Prends garde, ô Florence, qu'on ne fasse encore un seul parlement! Sachez bien tous que celui qui parle d'assemblée à parlement n'a d'autre but que de dépouiller le peuple de tous ses droits. Gardez cela dans vos esprits et enseignez-le à vos fils... Quelqu'un vous propose-t-il de faire sonner les cloches pour un parlement, si c'est un simple citoyen, qu'il soit déclaré rebelle, et que tous ses biens soient confisqués. » Savonarole parlait ainsi le 28 juillet 1495; quinze jours après, la loi qui supprimait l'usage de ces parlemens était votée, et il commençait à considérer avec quelque sécurité, non pas certes son avenir à lui-même, mais celui des réformes qu'il avait fait accepter. Le texte de la loi nouvelle promettait 300 florins à quiconque dénoncerait l'auteur d'un projet contraire, et contre l'auteur même elle décrétait la peine de mort. A ceux qui penseraient trouver ici une autre sorte de violence dont ils pourraient finalement charger Savonarole, il convient de rappeler de nouveau le jugement du froid et politique Guichardin : « Si l'on veut que dure le gouvernement libre, dit-il dans ses *Discorsi* (1), il faut que dure aussi cette loi contre les assemblées *à parlement*. Avec elles, il est par trop facile de dissoudre

(1) *OEuvres inédites*, t. II, p. 299.

l'état populaire, car leur effet est d'obliger par la terreur le peuple à voter tout ce qu'on lui propose, afin de donner à croire ensuite que ce qui a été fait représente la volonté et l'œuvre de tous. »

On n'attend pas que nous donnions ici une analyse complète des différentes lois que Savonarole fit adopter. Ce serait un long et minutieux travail qui nous engagerait trop loin. Qu'il nous suffise de dire qu'en résumé Savonarole avait donné à Florence, par l'institution du grand conseil, le meilleur gouvernement qu'elle eût encore connu. Les Florentins enviaient la constitution de Venise jusqu'à ce point qu'ils allaient par les rues, dans leurs jours d'agitations politiques, en criant : « La liberté comme à Venise! » curieux et irréfutable témoignage de la majesté de cette aristocratie vénitienne; mais les hommes réfléchis savaient bien que ce vœu n'était pas réalisable, qu'il devait être impossible d'importer dans un état démocratique tel que Florence, d'où la noblesse, comme classe privilégiée, avait disparu, et dans lequel, en un mot, l'égalité triomphait, des institutions si contraires, et Savonarole, qui l'avait compris, avait trouvé sans doute le meilleur instrument de gouvernement pour un tel peuple dans un système qui paraissait appeler aux affaires toute une partie notable des citoyens, mais qui n'en admettait en réalité qu'un nombre assez restreint. Le gouvernement qu'il avait institué se maintint après sa mort et ne fut renversé que par la force ouverte, lorsque les Médicis furent rentrés, en 1512. Machiavel, qui n'aimait pas Savonarole, et qui, dans une de ses premières lettres, le traite de fourbe, reconnaît cependant plus tard, dans ses *Discorsi*, que d'un si grand homme (ce sont ses propres expressions) il ne faut parler qu'avec respect, et quand son sujet l'amène à l'examen des institutions dues au célèbre dominicain, il est obligé d'en confesser l'importance, comme dans son *Discorso* au pape Léon X, où il dit formellement qu'on ne pouvait rétablir l'état florentin que par ce grand conseil, qu'il n'y a jamais eu de république solide sans une satisfaction accordée au grand nombre des citoyens, et que le pape devait bien savoir que si quelqu'un parlait jamais de restaurer le grand conseil, celui-là était un factieux, dont le seul but était de renverser le gouvernement des Médicis. Guichardin, lui aussi, témoigne de son admiration pour le régime institué par le frère à chaque page de ses œuvres inédites, bien différentes sur ce point comme sur beaucoup d'autres de sa grande *Histoire d'Italie*. Il avait écrit ce dernier ouvrage pendant une époque fort hostile au souvenir de Savonarole, et il n'avait pas été assez hardi pour être sincère. Dans ses écrits inédits au contraire, — écrits non destinés peut-être à la publicité, — dans le silence du cabinet et sous la pression de la conscience, il ne dissimule pas sa secrète approbation. « Les Florentins, dit-il, ont pris si fort à cœur ce gouverne-

ment libre de 1494, que les Médicis ne pourront ni par douceur ni par ruse le faire oublier. La liberté jadis n'appartenait qu'à un petit nombre, à qui on la ravissait aisément; depuis le grand conseil, elle est devenue la propriété de tous. » Et dans son livre sur le gouvernement de Florence : « Nous avons, dit-il, une grande obligation à ce frère, qui, sans verser une goutte de sang, a su accomplir ce qui, à son défaut, se serait fait au prix de beaucoup de sang et de désordre. Florence eût eu d'abord un gouvernement restreint d'*ottimati*, puis tous les excès d'un gouvernement populaire, qui aurait enfanté l'anarchie et la violence, et eût peut-être amené finalement une restauration de Pierre de Médicis. Lui seul a su, dès le principe, être libéral sans lâcher la bride. » Dans son *Histoire de Florence* enfin, le froid et sceptique Guichardin exalte la prudence ainsi que le génie politique et pratique de Savonarole, et ne fait pas difficulté de l'appeler le sauveur de la patrie. De tels témoignages suffisent assurément pour montrer que, si Savonarole est resté l'homme du moyen âge quand il s'est laissé asservir par la scolastique, il a du moins réussi, grâce à une intelligence des nécessités pratiques digne des temps modernes, à ne compromettre qu'une moitié de la tâche qu'il s'était imposée, mais précisément, il est vrai, celle dans laquelle il voulait avant tout réussir. Il prétendit se servir de la politique pour affermir sa réforme morale et religieuse; les Florentins au contraire parurent n'avoir adopté pour un temps ses préceptes religieux et moraux qu'en vue des changemens politiques dont ils pressentaient qu'il deviendrait l'instrument.

S'il est démontré que Savonarole, par tout un aspect de son rôle historique, est l'homme des temps modernes, il y a lieu d'examiner à nouveau un certain reproche qui lui a été longtemps adressé, et que l'on répète aujourd'hui à tort sans nul examen. On prétend que, partisan aveugle d'un passé qui ne pouvait plus renaître, il opposa au libre développement des lettres et des arts toute l'énergie de son despotisme monacal et du fanatisme passagèrement inspiré par lui aux Florentins. Cette accusation ne s'appuie que sur un seul épisode de sa vie mal interprété, et M. Villari a le mérite, ici encore, d'avoir rétabli la vérité.

Le carnaval de 1497 venait de commencer; les *arrabbiati* avaient fait revivre les anciennes orgies, les scandales du temps des Médicis, et particulièrement ce célèbre jeu à coups de pierre, *giuoco dei sassi*, auquel ils savaient le menu peuple plus attaché qu'à tout autre plaisir. Rien ne pouvait affliger davantage Savonarole, car ces jeux barbares, qui mêlaient le sang à de vulgaires désordres, étaient la ruine même de son œuvre morale. Il résolut de les empêcher à tout prix. Toutefois il connaissait bien le peuple auquel il avait affaire, et savait parfaitement qu'il ne fallait pas laisser sans objet

son imagination active. Il inventa donc, de concert avec un frère Dominique de Pescia, qui le remplaçait en chaire pendant qu'il écrivait les opuscules destinés à répandre sa doctrine, une fête nouvelle à substituer aux débauches habituelles du carnaval. Telle fut l'origine du fameux *bruciamento delle vanità* (1). Les enfans étaient, suivant la coutume traditionnelle, enrégimentés à l'avance pour aller mendier ou exiger même dans les différens quartiers de la ville, jusque dans l'intérieur des maisons, l'argent nécessaire aux orgies qui suivaient leur fête ordinaire. Il ne fallait pas songer à faire disparaître subitement des habitudes invétérées; Savonarole crut plus à propos de tourner l'obstacle, et se servit de l'organisation qu'il trouvait toute préparée en la faisant dévier de son but accoutumé. Instruits par ses prédications, on vit les enfans, non plus aller quêter dans les maisons des deniers pour la débauche, mais y réclamer ce que Savonarole, dans son langage énergique, appelait les *vanités* ou les *anathèmes*, c'est-à-dire les objets d'une parure insensée ou quelquefois obscène; puis, au dernier jour du carnaval, une grande pyramide de bois fut dressée sur la place du palais, au-dessus d'un bûcher. Au sommet de la pyramide, on voyait une figure monstrueuse représentant le personnage même de Carnaval; à ses quatre côtés étaient suspendues les innombrables *vanità*. C'étaient, dit un contemporain, des habits de déguisement et des masques, de fausses barbes, des grelots, des parfums, tous les attributs de la volupté ou des vulgaires plaisirs, puis des instrumens de musique, des objets d'art et des livres. Une immense procession, composée d'abord des enfans, puis de tout le peuple, portant des croix rouges et des rameaux d'olivier, parcourut, après avoir entendu la messe et communié, les rues de la ville en chantant des cantiques. Cette foule se rangea sur la place, soit autour de la pyramide, soit sur la *ringhiera* ou balustrade qui régnait alors en avant du Palais-Vieux, soit enfin sous la loge des *Lanzi*. A un signal convenu, quatre hommes mirent le feu aux quatre coins du bûcher, et la flamme s'éleva dans les airs pendant que les fanfares des clairons de la seigneurie et le bruit des cloches se mêlaient aux cris de la multitude.

Nul auteur contemporain n'accuse Savonarole à propos de cet auto-da-fé; l'époque de Marsile Ficin et d'Ange Politien ne saurait pourtant être taxée d'indifférence pour les arts, et l'éloquent dominicain, s'il subjuguait pour un temps le peuple de Florence, n'en comptait pas moins, dans Florence même, de nombreux ennemis. Ce fut plus tard seulement, lorsque, l'ardeur diminuant pour la création d'œuvres nouvelles, l'admiration s'accrut pour les œuvres antiques, ce fut alors que le *bruciamento delle vanità*, rappelé,

(1) Brûlement des objets de vanité.

commenté sous l'influence de traditions malveillantes pour Savonarole, fournit à quiconque était tenté de médire de l'histoire de Florence après l'expulsion des Médicis un argument facile à répéter. Savonarole devint un ennemi déclaré des lettres et des arts, un véritable iconoclaste. Un manuscrit s'était-il perdu, une édition de Boccace était-elle devenue rarissime, même une statue ou un fragment antique ne se retrouvait-il pas : c'était, à n'en point douter, le *bruciamento* qui les avait anéantis!

Pour répéter et soutenir encore aujourd'hui ces accusations erronées, il faut une grande ardeur de partialité rétrospective ou une connaissance fort imparfaite du caractère de Savonarole et de sa vie. On ne saurait d'abord lui reprocher justement la bizarrerie de la fête qu'il inventa. Les Médicis en imaginaient bien d'autres, et les Florentins étaient insatiables; chaque carnaval devait leur apporter son tribut : quelque représentation scénique, une allégorie, un cortége d'empereur romain, une apothéose païenne, un triomphe de la Mort, le char de la Mort tiré par des bœufs noirs et couverts de crânes d'or et de croix blanches, le squelette debout sur ce char, avec la faux et le sablier, autour de lui des tombeaux ouverts d'où se dressaient d'autres squelettes qui débitaient de sinistres présages :

Fummo già come voi siete,
Voi sarete come noi :
Morti siam, come vedete;
Così morti vedrem voi.

Il n'y a qu'à ouvrir Vasari pour rencontrer cent fêtes plus étranges encore, où s'étalaient en liberté les imaginations les plus fantasques. Quelque élément religieux s'y mêlait toujours, et Savonarole n'étonnait personne à Florence en organisant dans les rues de la ville un divertissement sacré.

Qu'on ait brûlé sur le bûcher *des vanités* un butin d'une assez grande valeur, cela est possible; mais une partie de ce butin fut consacré à fonder un utile établissement dont l'idée appartenait au frère, un mont-de-piété. Que des livres et des objets d'art, même de prix, aient fait partie de l'holocauste, cela est très probable; Savonarole voulait arrêter le paganisme renaissant, et personne n'ignore jusqu'où ce paganisme entraînait l'art prostitué. Il est bien possible que des exemplaires du *Décaméron* aient été brûlés à l'instigation du frère, car il avait souvent protesté contre la licence de Boccace, qu'on lisait jusque dans les couvens de religieuses : ce n'est pas une raison pour admettre que les enfans-quêteurs de Florence aient pu détruire toute une édition. Des tableaux furent sacrifiés, dit-on. C'étaient d'abord sans doute quelques-uns de ces portraits de trop

célèbres Transtévérines que les peintres du temps avaient effrontément prises pour modèles de la Vierge et des saintes, si bien que la jeunesse de Florence s'en allait aux églises reconnaître et nommer chacune d'elles. C'étaient ensuite, assure Vasari, des nudités que leurs auteurs mêmes apportèrent sur le bûcher. Qu'il y ait eu à regretter, au milieu de cet élan enthousiaste, la perte de quelque œuvre d'art digne d'être conservée, assurément cela n'est pas impossible; mais ce n'est pas Vasari qu'il faut en croire, car il est de beaucoup postérieur à ces temps, et il est partial contre les anciens adversaires des Médicis. Si quelque ouvrage d'une réelle importance avait péri, les contemporains, qui n'étaient pas tous, nous l'avons dit, favorables à Savonarole et qui se montraient fort épris des arts, auraient jeté un cri de réprobation et d'alarme. Ce n'était pas un ennemi des arts ni des lettres, ce Savonarole, qui conseillait la lecture de l'antiquité classique, qui conservait à l'Italie, au prix des deniers du couvent de Saint-Marc, l'inappréciable bibliothèque des Médicis, dont Commines négociait déjà pour nous l'acquisition, qui faisait publier un décret rappelant de l'exil le neveu de Dante Alighieri, qui introduisait des écoles de dessin et de peinture dans les divers couvens de son ordre, et qui professait enfin dans ses écrits et dans ses discours une esthétique toute platonicienne.

D'ailleurs pour combien ne faut-il pas compter l'inspiration généreuse et élevée que les artistes puisèrent dans la parole de l'éloquent dominicain! Vasari nous affirme, il est vrai, que Baccio della Porta (plus tard fra Bartolomeo) vint, au premier appel de Savonarole, sacrifier lui-même sur le bûcher *delle vanità* ses dessins profanes, et qu'ayant pris l'habit de dominicain dans ce glorieux couvent de Saint-Marc, il resta quatre années après la mort du frère sans vouloir reprendre ses pinceaux; mais la vue des fresques de fra Angelico, les conseils mêmes des moines qui l'entouraient, et surtout assurément le souvenir de Savonarole, le ramenèrent enfin à la pratique de l'art. Et n'est-ce pas à la flamme vivante que la prédication du frère avait déposée dans l'âme de Baccio que nous devons ces peintures ardentes par lesquelles il occupe une place à part entre les artistes de son temps? Aurions-nous, sans le religieux enthousiasme qui lui fut donné, le regard inspiré de son *saint Marc* et *la Mission des Évangélistes* à Pitti? Comment, si Savonarole eût été l'aveugle ennemi des arts, eût-il groupé autour de sa chaire tant d'artistes célèbres, devenus ses disciples ardens et dévoués? On vit s'attacher profondément à lui les Della Robbia, dont deux prirent l'habit par ses mains; Lorenzo di Credi, dont un contemporain raconte qu'il avait été saisi d'une telle admiration qu'il ne pouvait plus parler d'autre chose que de la prédication qu'il avait entendue; le Pollajuolo, qui, dans un curieux tableau

conservé aujourd'hui au palais Corsini de Florence a retracé son supplice; Sandro Botticelli, qui a illustré par le burin quelques-unes de ses publications; delle Carniole, qui nous a laissé de lui un portrait célèbre sur une de ses belles pierres gravées conservées aux *Uffizi*. — Raphaël enfin, qui avait quinze ans lors de la mort de Savonarole, voulut, lui aussi, rendre hommage à son souvenir, et il plaça dans sa *Dispute du Saint-Sacrement*, au Vatican, le portrait de cet adversaire d'Alexandre VI; mais le plus grand hommage peut-être que nous puissions citer à la gloire de Savonarole, et en même temps la plus complète réfutation du jugement erroné que nous avons cité tout à l'heure, n'est-ce pas l'amitié, — c'est peu dire, — la vénération que professa envers lui Michel-Ange? Michel-Ange avait été introduit tout jeune encore par Francesco Granacci, son ami, dans ce fameux jardin des Médicis où Laurent le Magnifique avait groupé d'admirables objets d'art, et où il réunissait les hommes de lettres et les artistes. L'éloquence de Savonarole, qui prêchait dans l'église d'un couvent tout voisin, ne tarda pas à l'attirer et à s'emparer de lui. Vasari et Condivi rapportent que l'impression qu'il en avait reçue ne s'effaça jamais : devenu vieux, disent-ils, il relisait avec ardeur ces *prediche* dont il avait été jadis l'auditeur ému; il croyait entendre encore l'accent de cette chaleureuse éloquence, et il croyait revoir le geste même qui la commentait.

Il est certain que ces deux âmes austères, Michel-Ange et Savonarole, eurent en commun plus d'une noble passion; tous deux ressentirent un même amour de la liberté et une même douleur des plaies de l'Italie. Michel-Ange se rangea de bonne heure parmi les partisans politiques du frère; il fut au nombre des artistes, tous dévoués à Savonarole, qui travaillèrent à la construction et à l'achèvement de la fameuse salle du grand conseil, et on le vit enfin, sur les hauteurs de San-Miniato, devenu ingénieur et tacticien, soutenir au péril de sa vie contre les Médicis, qui voulaient rentrer dans Florence, la cause politique à laquelle Savonarole s'était voué. L'auteur allemand d'une nouvelle biographie de Michel-Ange, M. Hermann Grimm, remarque que le grand artiste travaillait à Rome à sa célèbre *Pietà* dans l'année même où eut lieu le supplice de Savonarole, et il croit retrouver dans l'expression profonde de cet ouvrage l'abîme de douleur où il pense que ces sinistres événemens plongèrent l'âme de l'artiste. Ce qui paraît plus authentique, c'est, dans *le Jugement dernier* de la chapelle Sixtine, le reflet brûlant de l'imagination biblique et dantesque où l'éloquent dominicain puisait le redoutable enthousiasme de ses anathèmes, et dont, pendant les années de sa jeunesse, Michel-Ange s'était inspiré : « Les fos-

soyeurs iront par les rues, criant : Qui a des morts? N'y a-t-il plus de morts?... » Ne reconnaît-on pas dans les accens de cette voix terrible que le grand artiste avait entendue, et qui, nous le savons, le hanta toute sa vie, la même impression de religieuse terreur et aussi la même audace d'expression qui nous étonnent et nous troublent aujourd'hui dans la fresque du Vatican?

Si cela est vrai, c'en est assez assurément pour la réfutation de ceux qui ont cru pouvoir représenter Savonarole comme un ennemi des lettres et des arts; ceux-là ont commis la faute de ne pas mesurer à sa vraie grandeur une âme peu commune. D'autres juges ont pensé que Savonarole eût ramené l'art dans les voies exclusivement religieuses où il était resté enveloppé pendant le XIIIe et le XIVe siècle, à l'époque des Cimabué et des Giotto. Comment admettre cette étroitesse de vues attribuée au même homme qui, dans un temps aussi éclairé que celui de la renaissance, a exercé sur tous les principaux artistes ses contemporains, et particulièrement sur le grand Michel-Ange, une influence si décisive et si profonde? Ces hommes qu'on nous représente si souvent, et non sans raison, comme les précurseurs privilégiés de l'esprit nouveau, fussent-ils tombés dans cette grossière confusion d'adopter comme un des leurs, bien plus de vénérer comme un père et comme un maître, *tu maestro, tu duca, tu signore*, un étroit et aveugle partisan du passé? Comment celui qui réclamait dans l'éducation de son temps, à côté d'une profonde et sérieuse étude des livres saints, une large place pour la lecture et la fréquentation des grandes œuvres de l'antiquité, comment un tel homme n'eût-il pas été capable de pressentir l'essor de l'art italien au XVIe siècle, et, une fois pressenti, de l'accueillir avec orgueil et joie?

Les hommages décernés à Savonarole ne se sont pas bornés à son temps. Après sa mort, son souvenir fut honoré d'un culte à la fois religieux et politique, et ses sectateurs (on peut leur appliquer ce nom) furent poursuivis ou respectés eux-mêmes selon les vicissitudes par lesquelles Florence dut passer. Dès le pontificat qui suivit celui d'Alexandre VI, la persécution sous laquelle avaient péri Savonarole et ses deux compagnons s'apaisa, car le nouveau pape Jules II n'était autre que ce fougueux cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens qui, légat en France, s'était mis à la tête du même parti politique dont Savonarole avait été le chef dans Florence. Au milieu du siècle, sous le règne de Paul IV, une commission de la congrégation de l'Index fut chargée d'examiner les écrits de Savonarole et de décider s'ils méritaient le reproche d'hérésie. Cette commission se réunit à Rome, dans le couvent des dominicains de la Minerve, et

l'on vit, pendant ses délibérations, le peuple s'agenouiller et prier naïvement dans l'église contiguë, afin que le ciel dictât aux pères, en les inspirant, un arrêt favorable. Leur décision vint autoriser à nouveau la dévotion, devenue publique, à Savonarole. Peu de temps après cependant, les Médicis ayant repris le pouvoir, on trouve deux lettres d'un archevêque de Florence, en date de 1583, qui poursuit au nom de ses maîtres ce culte redevenu factieux. M. le comte Charles Capponi a publié récemment, disions-nous, l'*office* latin de Savonarole, à l'instar des offices des saints, qu'on a récité dans certaines églises de Toscane jusqu'à la fin du XVI[e] siècle au moins. Il est curieux d'y lire, mêlés aux psaumes et aux formules accoutumées des prières, des récits épisodiques formant par leur contexte toute une biographie légendaire du célèbre dominicain. Rien de plus italien à coup sûr, mais aussi rien de plus propre à faire mesurer la trace lumineuse que Savonarole avait laissée derrière lui :

« *Lectio* VI[a]. — Quand l'œuvre de la prédication lui fut confiée, instruit par des révélations divines, il annonça les calamités qui menaçaient l'Italie et la future rénovation de l'église. Au moment où le roi de France menaçait les Florentins, l'homme de Dieu fut envoyé vers lui pour l'apaiser par sa prudence et sa sainteté. Il se rendit à Pise et persuada Charles VIII. De retour à Florence, il commença de publier les volontés divines avec une telle éloquence (avantage dont il était dépourvu auparavant) et au milieu d'un tel concours, que cela parut l'effet d'un miracle...

« *Deo gratias.*

« Jérôme s'est levé comme la flamme; il n'a pas, dans ses jours, tremblé devant le roi. Et la parole divine a flamboyé sur ses lèvres comme une torche ardente.

« Sa parole était vivante et elle était efficace.

« *Gloria Patri,* etc.

« *Lectio* VII[a]. — Son âme était souvent ravie, et s'unissait de telle sorte à la divine lumière, que son corps, devenu étranger aux sensations de la matière, était comme mort, et qu'il en était arrivé, pendant les dix dernières années de sa vie, à ne rien préparer de ses sermons avant que les oracles divins ne l'eussent instruit de ce dont il devait parler. Qui dira la rapidité de sa parole, la sublimité de son éloquence, la majesté de son expression? Sa voix était claire, son geste animé, son visage non pas ardent, mais en réalité plein de flamme. Par son œuvre, la paix fut faite entre les citoyens; les mœurs de chacun d'eux se transformèrent de telle sorte qu'on eût dit d'autres hommes. Les enfans, instruits à la simplicité chrétienne, s'abstinrent des choses déshonnêtes; ils allèrent, dans leur pieuse ardeur, éveiller les indolens, pénétrer dans leurs maisons, enlever leurs instrumens de vices, et les brûler en présence de la multitude.

« *Deo gratias.*

« *Divinum auxilium maneat semper nobiscum. — Amen.*

« *Lectio* VIII[a]. — A mesure que grandissait sa gloire s'accroissaient aussi

le nombre et l'ardeur de ses ennemis... Finalement, ils entraînent une grande foule vers le couvent de Saint-Marc, qu'ils assiégent. Ils veulent que Jérôme leur soit livré. Les portes sont fermées par la troupe armée qui entoure le frère. L'attaque commence. Jérôme, agenouillé au pied des autels, prie pour ses amis et ses ennemis. L'incendie ouvre un chemin aux assiégeans, qui pénètrent dans le couvent en brisant tout sur leur passage. La seigneurie, instruite de ces excès, réclame les frères Jérôme, Dominique et Sylvestre. Jérôme est emprisonné; il subit deux fois la question, mais refuse de désavouer ses prophéties. Enfin les hommes d'iniquité lui font subir, à lui et à ses deux compagnons, le double supplice de la potence et du bûcher; ils jettent ensuite ses cendres dans l'Arno, mais son âme a pris place dans les cieux.

« *Deo gratias.*

« *Gloria Patri et Filio...* »

L'*office* se termine par quelques oraisons pour none, les secondes vêpres, etc., à travers lesquelles revient toujours le principal motif. Si ces prières ne sont plus régulièrement récitées, ce n'est pas que la dévotion à Savonarole soit complétement éteinte en Italie; il y a une soixantaine d'années à peine qu'a cessé le pieux usage suivant lequel des mains inconnues, malgré la jalousie du pouvoir, couvraient de fleurs à chaque anniversaire la place où avait été dressé son bûcher; il y a encore aujourd'hui en Toscane des *piagnoni*, pénétrés de vénération pour le lointain souvenir d'une prédication à la fois politique et religieuse dont ils n'ont cessé d'appliquer les bienfaisans principes. Ils comptent parmi les meilleurs citoyens et les meilleurs chrétiens de l'Italie, pour qui les aspirations libérales de nos jours dans ce qu'elles ont de plus élevé sont les bienvenues. Or, si l'Italie a reconnu de la sorte dans l'éloquent dominicain du XV[e] siècle un dévoué patriote et un généreux réformateur catholique, nous n'avons pas autorité à nous montrer plus sévères qu'elle; nous devons reconnaître, en même temps que la faiblesse par où il a péri, et qui fut toute de son époque, la grandeur de la mission remplie par Savonarole. A coup sûr, sa tentative de réforme morale et religieuse n'a pas été complétement perdue, car elle a commencé à relever les âmes. Quant à son influence politique, il faut se rappeler qu'il a rendu à Florence une ère de liberté d'où est sortie la grande école des publicistes italiens du XVI[e] siècle. L'Italie ne s'est pas trompée en protestant contre ceux qui ont triomphé à la fois d'elle-même et de lui, et en exaltant à sa manière son noble souvenir.

A. GEFFROY.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 mai 1863.

La campagne des élections commence. Nous assistons aux premières escarmouches — dirons-nous de la lutte électorale? — Le mot est bien gros et ne rendrait point exactement notre pensée, car nos lecteurs savent que nous n'apportons aucune illusion au spectacle auquel nous allons assister : on ne peut donner le nom de lutte à un débat où les moyens d'action sont distribués d'une façon si inégale entre les parties. Cependant il s'agirait bien d'une lutte véritable, s'il fallait s'en rapporter à la circulaire de M. le ministre de l'intérieur.

Nous ne sommes point des critiques passionnés et partiaux. Nous ne ferons donc pas difficulté d'avouer que, si l'on se place au point de vue fondamental de M. de Persigny, cette circulaire, on pourrait presque dire cette proclamation ministérielle, doit paraître remarquable par sa netteté et sa franchise. Il faut savoir gré au ministre de l'intérieur d'avoir exposé tout de suite et avec une vigueur sincère le programme de sa politique électorale; mais, c'est peut-être un malheur pour nous, aucun effort d'esprit ne peut réussir à nous faire partager le point de vue fondamental de M. de Persigny. Nous avons eu des occasions si fréquentes de nous expliquer sur les principes soutenus dans la circulaire, que nous pouvons nous dispenser de les discuter dans cette circonstance. Il nous suffira de prendre acte de la portée de quelques-unes des propositions énoncées dans ce document. M. de Persigny ne croit pas que le moment soit encore venu, pour une opposition constitutionnelle et légale, de prendre sa place dans le jeu des institutions de l'empire. Il nous rappelle encore d'une façon bien peu flatteuse pour notre amour-propre national notre infériorité à cet égard vis-à-vis de l'Angleterre. Il nous dit que chez nous il y a encore des partis qui ne sont que des factions, que ces partis, formés des débris des gouvernemens déchus, bien qu'affaiblis chaque jour par le temps, qui seul peut

les faire disparaître, ne cherchent à pénétrer au cœur de nos institutions que pour en vicier le principe, et n'invoquent la liberté que pour la tourner contre l'état. Le ministre proclame que le suffrage est libre, bien que les grandes libertés qui devraient logiquement être l'accompagnement et la garantie de la liberté du suffrage nous soient encore refusées sous prétexte qu'elles pourraient être tournées contre l'état, et, de peur que la bonne foi des populations ne puisse être trompée par des habiletés de langage ou des professions de foi équivoques, il veut que « les préfets désignent hautement, comme dans les élections précédentes, les candidats qui *inspirent le plus de confiance au gouvernement.* » Le ministre établit une distinction significative, quant aux membres sortans du corps législatif, entre ceux que le gouvernement recommande de nouveau au choix des électeurs et ceux auxquels il retire son appui. S'il a cru devoir refuser ce témoignage à ces derniers, « ce n'est pas pour de simples dissidences d'opinion, car il s'est fait une loi de respecter profondément l'indépendance des députés; mais il ne peut appuyer devant les électeurs que des hommes dévoués sans réserve et sans arrière-pensée à la dynastie impériale et à nos institutions. » Enfin les élections du 31 mai doivent être une nouvelle acclamation. « Les populations du 10 et du 20 décembre ne laisseront pas affaiblir dans leurs mains l'œuvre dont elles sont fières. Électrisées par leur patriotisme, elles se porteront en masse au scrutin, et voudront donner une nouvelle et éclatante adhésion à l'empire glorieux qu'elles ont fondé. »

Si cette circulaire ne nous touchait pas directement, si elle émanait d'un gouvernement étranger parlant à une autre nation que la France, si nous avions à l'étudier avec un entier dégagement d'esprit, sans avoir à opposer nos principes à ses principes, nos aspirations à ses idées, si nous n'y cherchions que des indices sur la politique d'un grand gouvernement et d'un grand pays qui ne seraient point les nôtres, nous avouons que les tendances exprimées dans ce document feraient naître dans notre esprit la perplexité et la surprise. Notre premier sujet d'étonnement serait la modestie de l'homme d'état qui aurait publié ce manifeste. Ce ministre, dirions-nous, énumère sans doute avec juste raison les grands actes de son gouvernement, ses titres à la reconnaissance de son pays, les élémens de sa puissance morale et de sa force matérielle : comment ne s'aperçoit-il pas que l'existence d'une opposition constitutionnelle et légale est le signe le plus certain de la force et de la solidité d'un gouvernement? Il allègue les factions; mais comment les factions peuvent-elles subsister devant l'unanimité d'un peuple libre et confiant? S'il y a des factions, le plus court et le plus efficace moyen de les réduire au sentiment et à l'évidence publique de leur faiblesse et de leur néant n'est-il point de les mettre en demeure et au défi de se produire par les voies légales en face de l'écrasante unanimité de la nation? N'est-ce point au contraire les aider à prolonger leur existence que de paraître les redouter, et de les laisser s'échapper

dans un vague insaisissable où elles emportent le prestige de la liberté, dont on attache soi-même la destinée à leur propre fortune? C'est à l'extinction des débris des anciens gouvernemens qui forment les partis que le ministre paraît ajourner l'épanouissement de la liberté de son pays; mais qu'entend-on par là? et quand cet ajournement prendra-t-il fin? Convient-il d'assigner aux plus nobles aspirations d'un peuple une échéance aussi indéterminée? Instruits par l'histoire à voir le signe de la force sûre d'elle-même dans la politique de conciliation, non dans l'esprit d'exclusion, nous serions fort en peine de découvrir le profit que pourrait trouver le ministre d'un puissant gouvernement à ne voir dans une opposition électorale « qu'une coalition d'hostilités, de rancunes et de dépits contre les grandes choses de l'empire. » Y a-t-il donc un bien grand intérêt à s'exposer à rencontrer demain dans une coalition aussi durement qualifiée l'homme illustre que l'empereur lui-même appelait naguère l'historien national? Notre surprise s'accroîtrait encore devant le passage de la circulaire qui expose la raison pour laquelle l'appui du gouvernement est retiré à quelques anciens députés, et qui semble accuser ces députés de n'être pas dévoués sans réserve et sans arrière-pensée à la dynastie impériale et à nos institutions. Quelle inculpation! et à quoi sert-elle lorsque ceux qui en sont l'objet la contredisent avec énergie, lorsque par exemple, comme un de ces députés disgraciés, M. de Chambrun, ils demandent la liberté avec et par l'empereur? Que gagne-t-on, après tout, à resserrer ainsi le cercle de ses amis par une pensée ombrageuse, au lieu de l'élargir au contraire par une libérale tolérance? Enfin nous ne comprendrions pas de quelle utilité il serait de revenir, à propos d'une élection générale des députés, aux origines du gouvernement : une élection de députés n'est point un plébiscite. Depuis cette date, l'empire a fait de grandes choses au dehors, il a obtenu aussi dans l'ordre économique et matériel des résultats importans. En se laissant ramener par une préoccupation instinctive au point de départ du gouvernement, ne rappelle-t-on pas, sans y prendre garde, au pays qu'en matière de politique intérieure et de libertés publiques il est resté à peu près à la même place, et que, malgré le 24 novembre, il a bien peu marché encore depuis le 20 décembre?

Voilà les inductions que nous tirerions flegmatiquement de la circulaire de M. de Persigny, si, écrite par un ministre étranger, nous y cherchions des lumières pour apprécier la situation d'un pays qui ne fût point le nôtre. Quant au débat que nous pourrions ouvrir de citoyen à ministre sur cet important manifeste, quant aux objections personnelles et françaises que nous pourrions opposer aux doctrines de M. de Persigny, nous savons trop ce qui est dû à un ministre militant, qui est dans son coup de feu, pour les produire en ce moment. Cette tâche d'ailleurs sera bien mieux remplie par les candidats qui vont adresser au peuple leurs circulaires électorales.

Déjà un grand nombre de circulaires de candidats dans lesquels le mani-

feste de M. de Persigny nous oblige à voir des candidats de l'opposition, puisqu'ils se présentent sans l'appui du gouvernement, ont été publiées. Ces documens sont intéressans à étudier; on peut y voir des signes certains de l'opinion publique. Quoiqu'ils émanent de personnes dont il fait peu de cas, le gouvernement devra y prendre garde, s'il pense qu'il ait besoin de se tenir au courant des tendances de l'opinion qui se réveille. Ce qui frappe d'abord dans ces circulaires, ce qui prévient en leur faveur, c'est le ton de modération qu'elles respirent. Il n'y a sous ce rapport aucune différence entre celles qui contiennent des protestations de dévouement à l'empire et à l'empereur et celles qui émanent des hommes que M. de Persigny considère comme les débris des anciens gouvernemens : partout le respect de la légalité est le même. Un autre caractère non moins saisissant de ces écrits, c'est qu'ils s'accordent avec une remarquable unanimité à réclamer du gouvernement les mêmes redressemens et les mêmes concessions. C'est une vraie fête pour nous, sous un régime où l'écrivain n'a pas d'ordinaire la douceur d'entendre le retentissement de ses paroles dans le public, où il est condamné depuis bien des années à se considérer comme la voix de celui qui crie dans le désert, de recueillir ces fraîches notes du renouveau de la liberté, éclatant un peu partout avec une harmonie imprévue. C'est après un long et muet hiver le premier gazouillement des oiseaux égayés. Il est donc vrai que, sur toute la surface de la France, il est des esprits qui se nourrissent des mêmes pensées, des cœurs qui battent à notre unisson, des hommes influens et considérés qui forment les mêmes vœux. Il a été impossible à tous ces candidats de se donner le mot; cependant ce sont les mêmes griefs qu'ils expriment, les mêmes revendications qu'ils forment. Il n'est pas probable que la plupart réussissent à obtenir le mandat de leurs concitoyens : le gouvernement en sait la raison, car mieux que personne il peut se rendre compte des effets de son action administrative; mais il doit apprécier l'incontestable importance de ces manifestations spontanées de l'opinion libre. Ses succès administratifs ne sauraient rien lui apprendre; déjà les circulaires de l'opposition peuvent lui fournir d'utiles renseignemens sur les vœux du pays, vœux qui ne feront que grandir, et qui deviendraient avec le temps d'impérieuses et irrésistibles volontés, si l'on avait l'air de les négliger.

Or voici ce que partout l'on demande : en premier lieu, la liberté électorale. « Le suffrage universel, dit très bien un des candidats les plus modérés, M. Lefèvre-Pontalis, qui a résigné ses fonctions au conseil d'état pour se présenter à la circonscription de Pontoise, le suffrage universel, qui doit être la participation éclairée des citoyens au choix de leurs mandataires, vous paraît-il n'être plus dirigé que par l'administration au lieu d'être dirigé par les électeurs? Vous êtes dès lors intéressés à demander le droit de réunion électorale qui vous assurerait l'avantage de pouvoir apprécier et connaître vos candidats. » En second lieu vient la liberté de la

presse : de toutes parts on demande que le gouvernement renonce au droit d'avertissement et de suppression qui met les journaux à sa discrétion. C'est aussi la liberté individuelle : les députés auxquels l'administration a retiré son patronage, comme MM. de Flavigny, de Pierre et d'autres, n'ont pas de meilleur titre à invoquer que d'avoir voté contre la loi de sûreté générale. C'est encore la liberté municipale : on s'étonne que les premiers magistrats des communes ne soient pas élus par leurs concitoyens avant d'être investis de leurs fonctions. La situation financière préoccupe tout le monde : on dénonce avec vigueur l'accroissement de la dette publique, grossie en dix ans de 2 milliards 1/2 en capital, de 97 millions en rentes inscrites, sans parler de la dette flottante, et l'accroissement des dépenses publiques, portées dans la même période de 1,500 millions à 2 milliards 200 millions. On se plaint de la lourdeur des impôts. M. de Persigny parle avec raison dans son manifeste de la progression des revenus publics, qui a été de 300 millions en dix années; cette progression, quelque satisfaisante qu'elle soit, n'a rien d'extraordinaire : il résulte de tableaux tracés récemment avec beaucoup d'exactitude par un membre de l'ancien corps législatif, M. d'Andelarre, qu'en moyenne la progression du revenu était annuellement de 20 millions sous le gouvernement de juillet et qu'elle est aujourd'hui de 31 millions; la différence n'est pas énorme, si l'on songe au progrès de la population et à la multiplication des voies de communication dont l'achèvement a si prodigieusement favorisé la seconde période. En tout cas, l'augmentation de 300 millions signalée par M. de Persigny n'a point profité au contribuable, puisqu'au lieu de le dégrever on a été obligé, il y a un an, d'établir 74 millions d'impôts nouveaux. La situation financière, vivement accusée dans toutes les circulaires, notamment dans celles de MM. Casimir Perier, de Chambrun, Lefèvre-Pontalis, etc., est surtout très bien exposée dans la circulaire de M. Victor Bonnet. L'examen de nos finances conduit tous les candidats que *le Moniteur* ne nous permet plus d'appeler par préférence indépendans aux mêmes conclusions relativement à la politique générale. Ils s'élèvent tous contre l'exagération des dépenses militaires; ils condamnent tous le ruineux excès des expéditions lointaines; au nom du peuple, au nom de l'agriculture et du travail, au nom surtout de cette portion de la nation dont M. de Persigny invoque le concours et qu'il appelle les masses, ils réclament une politique pacifique, et démontrent combien le maintien de la paix importe au développement de nos libertés intérieures et à l'éducation politique du pays. Tels sont en résumé les articles uniformes de ce qu'on pourrait appeler les cahiers de l'opposition actuelle. On y peut voir l'ensemble de ce qui manque à notre pays depuis dix ans : une politique intérieure émanant directement du pays, inspirée par l'intérêt vigilant qu'il doit prendre à ses propres affaires, politique d'ordre, de progrès, de liberté soutenue avec indépendance et fermeté par l'initiative spontanée des citoyens éclairés et dévoués. Il y a là

tous les élémens d'une grande opinion libérale, dans laquelle peuvent s'unir et se concilier toutes les convictions généreuses. Le but poursuivi par cette opinion libérale est celui-là même que l'empereur a montré au pays, comme le rappelle M. Lefèvre-Pontalis avec une fermeté qui mérite d'être applaudie. « Ne laissez pas la députation devenir une sinécure ou une place de faveur. En nous promettant le couronnement de son édifice par la liberté, l'empereur nous a invités, pour l'obtenir, à savoir compter sur nous-mêmes. Ne restez pas en arrière du souverain, et n'oubliez pas que, pour quiconque se connaît en constructions, un édifice qui, une fois bâti, ne serait pas couronné finirait tôt ou tard par menacer ruine. » Nous n'hésiterions pas à demander à M. de Persigny lui-même s'il reconnaît là le langage des factions, et non la voix du patriotisme et du bon sens.

Il nous serait impossible d'encourager ici nominativement tous ceux qui en ce moment sont occupés à relever bravement le drapeau de la liberté, qui s'efforcent de communiquer à notre chère France la chaleur d'une généreuse émotion, qui veulent intéresser son orgueil à penser un peu à elle et à se diriger elle-même, qui travaillent à lui inspirer le noble égoïsme des réformes intérieures. Chez ces hommes, de quelque part qu'ils viennent, nous voyons non des débris du passé, mais les précurseurs d'un grand avenir. Nous ne pouvons les nommer tous ici : il en est cependant qui nous touchent de trop près pour que nous puissions les passer sous silence. M. de Rémusat se présente dans le département de la Haute-Garonne, et ses chances de succès paraissent grandes. M. de Rémusat est le vivant emblème du libéralisme le plus élevé, le plus conciliant et le plus ferme. Son élection serait un succès non-seulement en France, mais en Europe pour tous les libéraux qui accompagnent de leurs sympathies un esprit si ouvert et si clairvoyant uni à un caractère si aimable. Le département de la Haute-Garonne se fera grand honneur, s'il donne ou, pour mieux dire, s'il rend à la France un tel représentant. M. Jules de Lasteyrie, qui perpétue dans son département la popularité de son illustre grand-père, le général Lafayette, vient de poser sa candidature dans Seine-et-Marne. Sa circulaire est une de celles où sont exprimées avec le plus viril bon sens les revendications légitimes de l'opinion libérale. M. le duc Decazes se présente à Libourne sous le patronage des idées qui s'associent naturellement à son nom. Une des candidatures qui nous paraissent devoir exciter le plus d'intérêt est celle de M. Casimir Perier à Grenoble. M. Perier conduit sa candidature avec une application et une vigueur qui sont malheureusement trop rares parmi nous, et qui font souvenir de l'énergie civique de son illustre père. La circulaire de M. Perier est ferme, pratique, franche, et doit parler au cœur des Dauphinois. Elle est datée de Vizille. C'est un beau privilége que de pouvoir associer ainsi aux actes de sa vie publique un nom auquel est resté attaché un des plus nobles souvenirs de la révolution française. M. Perier use dignement de ce privilége. « Le nom seul

de Vizille, dit-il, est pour moi comme une devise de famille que je ne puis trahir. Il me semble que j'entends encore la voix des hommes énergiques que réunissait ici la courageuse hospitalité de mon grand-père... Les droits que l'assemblée de Vizille revendiquait en 1788, et que 1789 allait consacrer, ont été tour à tour perdus et reconquis, reconnus et contestés. Ils sont inscrits au préambule de la constitution de 1852, et si l'application en est demeurée depuis lors restreinte ou suspendue, les promesses solennelles et réitérées de l'empereur semblent présager l'heure prochaine où les actes viendront confirmer le langage. Vous avez applaudi le langage, vous hâterez l'accomplissement des promesses, si, vous servant avec calme, mais avec résolution, des voies légales pour manifester vos vœux, vous vous montrez à la fois impatiens et dignes d'un meilleur avenir. »

Mais les élections les plus importantes seront celles de Paris, et parmi les préliminaires de ces élections, le plus considérable est l'acceptation par M. Thiers de la candidature de la deuxième circonscription.

Il eût semblé au premier abord que le département où il serait le plus facile à l'opposition de combiner ses candidatures et d'organiser ses moyens d'action devait être le département de la Seine. On a vu cependant, par les hésitations et les fausses manœuvres qui se sont produites à propos des candidatures, que les difficultés d'élections ne sont pas moindres ici qu'ailleurs. Ces difficultés proviennent de l'absence des libertés qui sont nécessaires à l'organisation naturelle du suffrage universel. Le droit de réunion, qui, dans une agglomération aussi énorme que celle de la population parisienne, pourrait seul rapprocher les électeurs des candidats, fait défaut. Les comités électoraux, qui seraient une représentation préalable et approximative des électeurs pour la discussion et le choix des candidatures, ces comités, avec leur hiérarchie de sous-comités et de comités centraux, ne peuvent point se former naturellement en présence de l'interprétation que l'on donne à la loi sur les associations. Il ne reste qu'un seul moyen de rapprochement et de publicité, les journaux. Encore ce moyen est-il vicié par la constitution légale actuelle de la presse : le gouvernement s'étant réservé la faculté de donner ou de refuser l'autorisation de créer des journaux, les journaux existans possèdent des monopoles véritables; cette prépondérance excessive qu'ils tiennent de ces monopoles vient s'ajouter au privilége qu'ils doivent à l'absence des autres libertés organiques du système électif, et qui met dans ces libertés l'unique moyen qui nous reste de puissance et d'action électorale. De là la tendance inévitable chez les propriétaires ou directeurs des journaux à vouloir exercer dans les élections non pas seulement l'influence à laquelle ils auraient toujours droit dans une situation naturelle, mais l'influence exagérée que leur livre la situation exceptionnelle où ils se trouvent. Dans de telles conditions, les fautes dont nous venons d'être témoins naissant de la nature des choses, nous ne sommes pas disposés à les reprocher trop sévèrement à ceux qui les ont commises à

propos de la confection des listes de candidatures. Des comités qui n'avaient et ne pouvaient avoir de mandats légitimes ont affiché des prétentions contradictoires et n'ont pu se mettre d'accord. Les journaux libéraux n'ont pas voulu se soumettre aux prétentions de comités qui n'avaient point une compétence démontrée. Cette confusion ne pouvait que rendre hésitantes les candidatures considérables qui devaient donner aux élections une signification neuve. Pour couper court à ces tiraillemens, pour aller au plus pressé et produire une solution pratique, les candidats de la démocratie libérale sortant du corps législatif, et dont les titres ne pouvaient plus être mis en contestation, d'accord avec trois journaux libéraux sur cinq, ont dressé une liste sommaire, et ont cru devoir désigner eux-mêmes les candidats de l'opposition. La publication de cette liste a mis en lumière de nouveaux inconvéniens; elle n'a point paru émaner d'une autorité suffisante; elle a semblé usurper sur la liberté des électeurs en circonscrivant arbitrairement au profit de ses élus le nombre des candidatures d'opposition; elle a été peut-être trop hâtive. Enfin la principale cause de la défaveur qu'elle a excitée sur-le-champ a été la place que s'y sont donnée deux rédacteurs en chef de journaux. C'eût été peut-être un acte de bon goût de la part de ces écrivains, en un moment où, dans un intérêt libéral, ils allaient faire un coup d'autorité, de ne point user de leur pouvoir à leur profit, et d'effacer au contraire leurs prétentions personnelles. Quoi qu'il en soit, la liste des trois journaux a soulevé de vives protestations au sein des électeurs et de la part des journaux qui ont voulu réserver leur liberté. Les trois députés sortans, MM. Jules Favre, Picard et Émile Ollivier, si remarquables par leur talent de parole, qui ont porté seuls pendant six années la charge de l'opposition, et envers lesquels il n'est pas un démocrate libéral qui n'ait contracté une dette de reconnaissance, ne peuvent rencontrer parmi nous aucun adversaire. M. Darimon, rédacteur d'un des trois journaux dictateurs, souffre un peu de la protection que ce journal est censé lui donner, et nous apprenons qu'un spirituel et actif rédacteur des *Débats*, M. Weiss, se présente en concurrence avec lui dans la septième circonscription. On n'élève aucune objection contre MM. Jules Simon et Pelletan, connus par leur talent et par leurs études de philosophie politique et d'économie sociale; mais M. Havin, directeur du *Siècle*, rencontre un sérieux compétiteur dans M. Ferdinand de Lasteyrie. M. Guéroult, de *l'Opinion Nationale*, rencontrera dans la sixième circonscription un rival redoutable dans M. Prevost-Paradol. Nous ne regretterions point, pour notre compte, de voir entrer à la chambre un écrivain tel que M. Guéroult, dont nous ne partageons point toutes les idées, mais qui occupe devant le public une position notable; cependant, en suivant nos affinités d'opinions, en nous laissant aller à l'attrait d'un bien rare talent, nous nous prenons à souhaiter le succès de M. Prevost-Paradol. M. Vavin, qui comptait se présenter dans la sixième circonscription, et qui avait réuni 9,000 voix aux

dernières élections, vient de se désister en faveur de M. Prevost-Paradol. S'il y a dans cette circonscription beaucoup d'hommes jeunes et lettrés sensibles à ces enthousiasmes délicats du cœur et de l'esprit qui sont une grâce de la jeunesse, M. Prevost-Paradol sera leur candidat favori; si les électeurs de la sixième sont des Athéniens, il sera nommé. Reste M. Édouard Laboulaye. Il est assurément regrettable que des intelligences telles que celle de M. Laboulaye ne soient point appelées par la nation dans la vie publique. Plus d'une candidature eût dû être offerte à M. Laboulaye. Pourquoi faut-il que l'opinion libérale soit réduite à lui demander un acte d'abnégation? pourquoi faut-il qu'on soit exposé à lui fermer le corps législatif en lui demandant de céder la candidature libérale de la seconde circonscription de Paris à M. Thiers?

M. Thiers, en acceptant la candidature, fait un acte, pour employer une expression de son ancien langage politique, et un acte d'une grande portée. Cet acte, il l'a accompli dans les conditions qui étaient les seules, comme nous l'avions compris dès l'origine, qui pussent convenir à la dignité de sa situation. Un homme tel que lui, dans l'état où nous sommes, ne pouvait pas aller au-devant des électeurs et se jeter à la tête du pays; c'était aux électeurs de venir le chercher eux-mêmes dans sa noble retraite, et de solliciter sa rentrée dans la vie politique au nom de l'intérêt et de l'honneur publics. Nous comprenons que, malgré les élans du patriotisme et du talent, M. Thiers ait hésité d'abord à accepter la place qui lui était offerte dans la liste dressée par les députés sortans et par trois journaux de Paris. L'appel public n'était point assez sensible pour lui dans cette combinaison, il n'était pas suffisant pour faire violence à d'honorables scrupules; mais la publication de la liste a produit une impression qui a dû avertir M. Thiers des dispositions réelles de l'opinion libérale à son égard. Tout le monde s'attendait à y trouver son nom : il est littéralement vrai de dire que ce nom y brillait par son absence. Le désappointement a été général; il a fallu qu'il fût bien fort pour faire sortir des habitudes d'inertie passive où le public est tombé parmi nous des électeurs notables de la deuxième circonscription de Paris. Une réunion d'industriels et de commerçans s'est formée dans une des maisons les plus honorées du commerce parisien. Plus de cinquante personnes s'y sont trouvées; on y a décidé qu'une démarche serait faite auprès de M. Thiers pour lui proposer la candidature. M. Thiers s'est rendu à cette manifestation, qui ne faisait que traduire un sentiment général. Les électeurs qui ont, en cette circonstance, pris l'initiative ont été également les interprètes de l'opinion libérale dans la lettre de remercîment qu'ils ont adressée à M. Thiers après avoir été informés de son acceptation. « S'il est un sentiment général, disent ces représentans du commerce parisien, qui se manifeste de toutes parts, c'est le désir de voir rentrer dans la vie publique des hommes éminens que nous comptons au nombre de nos illustrations na-

tionales. Ce que le pays leur demande, c'est la formation d'un grand parti libéral sur le terrain constitutionnel; c'est le contrôle sérieux et efficace exercé par le corps législatif sur nos finances; c'est le développement de nos libertés. Aucun nom ne répond mieux que le vôtre à ce programme, et nous vous sommes reconnaissans d'avoir consenti à interrompre, pour rendre un tel service au pays, les travaux qui font, depuis douze ans, l'honneur de votre retraite. » Que pourrions-nous ajouter à ces simples et dignes paroles? Il serait difficile de mieux définir le sens de la candidature de M. Thiers. C'est déja un fait moral d'une grande importance qu'un tel mandat en de tels termes ait été offert à l'un des plus illustres de nos hommes d'état contemporains. La participation de M. Thiers aux élections suffit seule pour donner au mouvement électoral de 1863 son caractère. Nous sommes convaincus que cette candidature, ainsi définie par les électeurs parisiens, créera une solidarité féconde entre les tentatives que l'opposition va faire dans les divers colléges électoraux. Partout la fermeté des espérances et l'énergie des efforts en seront accrues. Certes nous ne nous promettons point le grand succès matériel, celui du nombre, mais nous aspirons au succès moral, à celui dont décide la qualité de quelques hommes. Paris s'honore en choisissant un de nos premiers citoyens comme le symbole d'une manifestation morale qui doit ramener la France dans la voie du progrès libéral; l'honneur de Paris exige que ce nom illustre sorte triomphant de l'urne électorale. Quant à M. Thiers, nous ne l'ignorons point, en rentrant dans la vie publique, il accepte d'avance bien des fatigues et bien des travaux rebutans. Les vicissitudes de notre temps le font revenir aux premiers efforts de sa brillante jeunesse. Après une carrière si remplie, après d'actifs services rendus au pays, après avoir acquis une gloire sans exemple d'historien populaire qui rejaillit sur notre littérature et sur la France, il vient, dans sa vigoureuse maturité, recommencer résolûment les pénibles et laborieuses campagnes de la liberté qui ont illustré les débuts de sa vie; mais nous sommes sûrs que M. Thiers ne se plaindra point des difficultés de sa tâche. Si les électeurs l'envoient à la chambre, il retrouvera dans la vie politique la séve et la verdeur d'une seconde jeunesse. D'ailleurs il est de ceux qui savent que la seule récompense digne d'envie que les peuples puissent donner aux grands citoyens, c'est jusqu'à la fin de leur imposer de nouvelles tâches et de leur demander de nouveaux services.

Quelles que soient les difficultés que le libéralisme ait à surmonter en France, elles paraîtront peu de chose, si on les compare à celles qui n'ont pas réussi à user l'énergie de certains peuples dont notre temps a vu les efforts infatigables. Parmi ces résistances indomptables qu'anime une passion nationale, l'histoire donnera une place exceptionnelle à celle que la Pologne oppose sous nos yeux à la Russie. Il est difficile de se rendre compte de la situation et des péripéties de la guerre étrange qui se pour-

suit en Pologne. Une chose est certaine, c'est que, malgré les forces régulières dont elles peut disposer et malgré les cruautés d'une répression sans merci, la Russie n'obtient en Pologne aucun résultat décisif. La résistance des Polonais durera-t-elle assez pour que la diplomatie ait le temps de terminer ses lentes évolutions et de la rejoindre? Il faut le souhaiter pour l'honneur de la diplomatie elle-même, et il n'est pas interdit de l'espérer. Ce serait une grande honte pour la diplomatie européenne, si, après avoir donné des témoignages non équivoques de sympathie à la nation polonaise, elle était tout à coup interrompue dans ses représentations à la Russie et dans le travail de ses combinaisons par la défaite de l'insurrection polonaise et le rétablissement de la domination impitoyable de la Russie sur la Pologne. Quoi qu'il en soit, la première phase diplomatique de la question polonaise est terminée. Le cabinet de Saint-Pétersbourg a répondu aux premières et assez vagues ouvertures des puissances. La cour de Russie ne refuse point de s'entretenir avec les cabinets européens de la question polonaise, et demeure disposée à écouter leurs observations. Les notes du prince Gortchakof qui ont été publiées sont d'une rédaction habile. La modération en est incontestable; mais nous en trouvons l'argumentation peu forte. Le prince Gortchakof ne veut expliquer les troubles de la Pologne que par les conspirations de la révolution, et encore de la révolution cosmopolite. Il faut qu'un homme de l'esprit du prince Gortchakof soit aux abois pour recourir dans une question de fait aussi flagrante que celle-là à la fantasmagorie de la révolution. Il faut laisser ce ridicule épouvantail à l'usage des radoteurs et des *codini,* et craindre d'avoir recours à un expédient aussi puéril quand on a quelque talent et quelque amour-propre politique. D'ailleurs il faut prendre garde à qui l'on s'adresse quand on pérore contre la révolution et se bien rappeler que ce mot a plus d'un sens. Pour les deux principaux gouvernemens auxquels s'adressait le prince Gortchakof, ce mot a surtout une signification de patriotisme et de gloire. La France et l'Angleterre doivent à leurs révolutions les principes politiques et les institutions qui leur inspirent le plus d'attachement et d'orgueil. Ces deux pays n'ont pu faire prévaloir dans leurs institutions politiques ou sociales les principes de la justice qu'au moyen de la révolution. On est donc mal venu à nous parler, à nous Anglais ou Français, de la révolution comme d'une sorte de génie du mal qui mérite toutes les injures et toutes les sévérités. Héritiers de révolutions justes et glorieuses, nous sommes cependant les premiers à reconnaître que la révolution est condamnable quand elle couvre simplement l'emploi de la violence contre le droit, contre la loi, contre la justice; mais à ce compte ce sont souvent les gouvernemens qui n'ont à la bouche que des anathèmes contre l'esprit révolutionnaire qui commettent les actes révolutionnaires les plus révoltans et les plus dignes de réprobation. La Russie a été précisément révolutionnaire de cette façon dans ses rapports avec la Pologne. Chacun des partages de la Pologne a été un acte révolutionnaire au premier chef dans le pire sens

de ce mot, et a mérité d'être dénoncé et flétri à ce titre par tout ce qu'il y a eu en Europe de plus décidément conservateur, depuis Burke jusqu'à M. de Montalembert. L'empereur Nicolas a gouverné la Pologne révolutionnairement, c'est-à-dire au mépris des engagemens, des contrats et des lois. Enfin l'acte même qui a donné le signal des troubles auxquels nous assistons, l'enlèvement opéré nuitamment de deux mille jeunes gens incorporés à l'armée russe, est une mesure révolutionnaire de la pire espèce, une mesure qui violait les lois positives de la Pologne et de la Russie, et qui outrageait les sentimens de justice dont est animée la civilisation européenne. Que le prince Gortchakof soit donc sobre d'invectives à l'endroit de la révolution. Il serait difficile qu'un esprit aussi délié ne vît point aussi clairement que nous ce qui fait, aux yeux de l'Europe, la position radicalement fausse de la Russie vis-à-vis de la Pologne. La Russie a conquis la Pologne à plusieurs reprises, mais jamais elle n'a pu digérer et s'assimiler sa conquête. C'est cette irrémédiable impuissance qui éclate aujourd'hui devant le monde. « Tout le fruit d'une victoire, écrivait Guicciardini, consiste dans le bon usage qu'on en sait faire, » et il ajoutait avec l'énergie d'expression familière aux mâles esprits du XVIe siècle : « C'est une plus grande infamie de ne pas savoir bien user de sa victoire que de n'avoir pas su vaincre, *e il non far questo è tanto maggiore infamia che il non vincere.* » La Russie n'a jamais su bien user de ses victoires sur la Pologne : c'est pourquoi elle ne la possède pas plus aujourd'hui qu'il y a cent ans; c'est pourquoi, à l'heure qu'il est, elle a moralement perdu dans la conscience de l'Europe la domination de la Pologne.

Le problème de la destinée de la Pologne approche visiblement d'une crise qui doit inquiéter la diplomatie. La Russie se dessaisira-t-elle réellement de ses prétentions absolues, et remettra-t-elle sincèrement au concert européen le soin d'imaginer une solution de la question polonaise? Mais d'abord il s'agit de constituer ce concert. Les actes de la diplomatie se déroulent parfois avec la régularité de la tragédie classique. Nous avons fini l'exposition du drame, il faut maintenant que l'action s'engage. Ce second acte s'appelle en diplomatie la réunion d'une conférence : ce ne sera peut-être pas une petite affaire que de réunir une conférence, et cela demandera du temps; mais la conférence, c'est une formalité; il faudrait avoir préparé d'avance le plan qu'on en veut faire sortir; il faudrait avoir combiné des alliances pour assurer au besoin l'exécution de ce plan : tâche difficile. Quant à nous, convaincus qu'il serait funeste et particulièrement messéant à la France d'abandonner la question polonaise sans avoir rien fait que compromettre un malheureux peuple par de stériles manifestations de sympathie en l'exposant aux cruautés d'une répression impitoyable, nous faisons des vœux pour que la France, l'Angleterre et l'Autriche, oubliant de mutuelles défiances, contractent entre elles un solide accord, et rétablissent la Pologne dans une situation naturelle et durable.

D'heureuses nouvelles nous arrivent enfin du Mexique. Puebla est pris et

a fourni à nos troupes une nouvelle journée de gloire. L'opiniâtreté de la garnison mexicaine a fait de la prise de Puebla une victoire digne de notre armée. Nous espérons que la destruction de l'armée d'Ortega va nous ouvrir la route de Mexico et avancer la fin d'une expédition qui avait donné à la France de pénibles inquiétudes; mais la France est accoutumée à recevoir de la bravoure de ses troupes la solution des difficultés que sa politique s'est suscitées. Le général *Pioupiou* n'est pas seulement un grand vainqueur, il lui arrive souvent d'être un grand homme d'état. E. FORCADE.

REVUE MUSICALE.

—

Il faut avouer que le théâtre de l'Opéra-Comique n'est pas heureux, depuis quelque temps, avec les nouveaux ouvrages dont il cherche à enrichir son répertoire. A peine avait-il essuyé les larmes que lui avait fait verser la perte de *la Déesse et le Berger,* qu'il voit mourir, le jour même de sa naissance, *Bataille d'amour,* opéra en trois actes, qu'une foule de petits prophètes lui avaient annoncé comme une merveille! C'est le 21 avril qu'est arrivée cette catastrophe, qui a soulevé dans le public une de ces tempêtes salutaires qu'il faut désirer de temps en temps pour purger l'atmosphère de ces mille insectes qui empoisonnent l'air qu'on respire. En effet, *Bataille d'amour* est une assez triste comédie d'intrigue dont M. Sardou a pris la donnée dans une vieille pièce connue sous le titre de *Guerre ouverte, ou Ruse contre Ruse,* et cette pièce même est d'un certain Dumaniant, qui en avait puisé l'idée dans une comédie espagnole.

Voici brièvement l'histoire que nous racontent, en trois mortels actes, MM. Sardou, un homme habile, et son collaborateur Karl Daclin, poète administratif d'un certain talent. Le marquis d'Hocquincourt est un vieux galant et un viveur qui n'a rien oublié de son passé, et qui, sous ses cheveux blancs, conserve une assez forte dose de gaîté égrillarde. Le marquis a une nièce, et comme beaucoup de vieux libertins, comme beaucoup de vieilles coquettes devenues dévotes, il veut marier sa nièce Diane à sa façon, et sans consulter son cœur. Telles sont les dispositions du marquis, lorsqu'il est abordé par le comte Tancrède, jeune homme élégant, riche et spirituel, qu'il connaît et qu'il reçoit de bonne humeur. — Que venez-vous faire ici, mon cher comte? — Je viens à la recherche d'une jeune personne que j'aime, et qui me paie de retour. — Et quel est le nom de cette héroïne de votre cœur? — C'est votre charmante nièce Diane, et je viens précisément vous demander sa main. — La main de ma nièce! Et qui vous dit qu'elle

veut de vous? — C'est elle-même qui m'a autorisé à faire cette démarche. — Eh bien! mon cher comte, je suis fâché de vous apprendre que la main de ma nièce est promise au chevalier Ajax, que j'attends aujourd'hui même dans ma maison. — Vous n'y pensez pas, marquis : Diane ne peut être la femme d'un imbécile de gentilhomme campagnard qu'elle ne connaît pas, et que vous ne connaissez pas davantage. — Je connais sa famille, et j'ai donné ma parole. — Vous n'en ferez rien, et si vous ne consentez pas à me recevoir dans votre maison et à agréer ma demande, j'enlèverai votre nièce, qui ne demandera pas mieux que de suivre l'homme qu'elle aime depuis son enfance. — C'est ce que nous verrons, et si vous parvenez à pénétrer dans ma maison et à vous enfuir avec Diane, je me déclare vaincu, et je vous accepte pour son époux.

Tel est le premier dialogue qui s'engage entre Tancrède et le marquis. Presque aussitôt commence, entre les deux amans et l'oncle, soutenu par ses domestiques, une lutte de ruses contre ruses dont le résultat final est le triomphe de Diane et de Tancrède; mais à quel prix les auteurs du *libretto* ont-ils obtenu cette conclusion? On ne peut décrire les épisodes fastidieux, les péripéties absurdes, les fuites, les surprises, les quiproquos qui remplissent les trois actes de cette pièce, qui vous donne le vertige. Ces allées et ces venues, ces portes ouvertes et fermées, ces traits d'esprit qui remplacent le sentiment et les situations vraies, prouvent une fois de plus que chaque forme de l'art a ses secrets, et qu'on ne devient pas un poète lyrique du jour au lendemain. Malgré le talent et l'habileté bien connue de M. Sardou, il n'a pu deviner quelles sont les conditions d'un bon livret d'opéra-comique, et il a fait l'imbroglio impossible de *Bataille d'amour*.

La musique de cet opéra est le premier essai au théâtre d'un artiste distingué dont le nom était peu connu jusqu'ici du public. M. Vaucorbeil, qui n'est plus de la première jeunesse, est fils du comédien Ferville, qui vient de quitter le théâtre du Gymnase. M. Vaucorbeil a passé par le Conservatoire, où il est resté plusieurs années et où il semble avoir fait de bonnes études. Sorti de cette école avec l'estime de ses maîtres, M. Vaucorbeil fut introduit, bien jeune encore, dans un monde littéraire qui l'accueillit avec une extrême bienveillance. Bon musicien, accompagnateur exercé, homme de goût et d'esprit, M. Vaucorbeil eut beaucoup de succès dans un coin de la société parisienne où je l'ai entrevu entouré d'amis qui lui ont fait une réputation de compositeur d'avenir. C'est précisément dans la famille de son collaborateur M. Daclin, dont la mère est une femme d'un esprit charmant, que j'ai entendu parler pour la première fois de M. Vaucorbeil et des talens divers qu'on lui reconnaissait. Dans ce groupe d'hommes distingués qui entouraient Mme Daclin et qu'elle séduisait par une gaîté et une bienveillance inépuisables, on remarquait M. Vaucorbeil, qui était jeune, agréable et fort choyé de tous. Quelques années après, me trouvant

à une matinée musicale où l'on m'avait engagé pour entendre des chants de M. Vaucorbeil interprétés par M. Roger, je dus faire connaître mon avis sur le mérite de ce que je venais d'entendre, et je me rappelle que je dis : « M. Vaucorbeil est un esprit cultivé, un artiste de mérite qui vise à la poésie et qui semble redouter surtout les formes banales ;... mais où est la musique, où sont les idées dans ces espèces de petits drames que M. Roger vient de nous déclamer? » Ma réflexion fut goûtée, mais elle ne changea rien à la bonne opinion qu'on avait de M. Vaucorbeil. Sa réputation intime et discrète n'a fait que s'accroître depuis par des sonates, par des quatuors et autres compositions de musique de chambre, et, poussé par les clameurs du petit monde qui l'avait adopté, M. Vaucorbeil a pu obtenir la faveur insigne de faire représenter un opéra en trois actes, chose inouie dans l'histoire des compositeurs dramatiques. Monsigny, Grétry, Nicolo, Boïeldieu, Méhul, Hérold, M. Auber, Halévy, Rossini, Cimarosa, Mozart, Weber, Spontini, Meyerbeer, tous les compositeurs illustres ont commencé plus modestement que l'auteur de *Bataille d'amour*. C'est que du temps où ces beaux merles chantaient en pleine liberté, il n'y avait pas d'administration chargée de diriger l'esprit humain, pas de censure pour surveiller la fantaisie et l'empêcher de troubler *l'ordre*.

Il n'y a rien à dire de l'ouverture de *Bataille d'amour*. C'est un petit morceau de symphonie tout à fait insignifiant. Le trio qu'on chante immédiatement après le lever du rideau, — *Je vous implore,* — serait assez agréable, si l'auteur ne tourmentait le motif qu'il a choisi par de petites modulations qui ne tiennent pas en place et qui agacent l'oreille sans profit pour l'effet général. J'aurai souvent l'occasion de reprocher à M. Vaucorbeil cette manie de moduler comme un pianiste plutôt qu'en compositeur dramatique. Tel est aussi le défaut du quatuor qui vient après et qu'on a qualifié le quatuor des *oiseaux*. Il n'y a dans ce morceau ni un plan assez clair ni une idée assez saillante pour guider l'oreille à travers les reparties du dialogue. Le musicien croit faire illusion par ces artifices harmoniques qu'il cherche évidemment sur le piano avec une curiosité délicate, et dont il s'abreuve au détriment de l'effet dramatique et de la mélodie vocale. Il est évident, pour moi, que M. Vaucorbeil a composé sa partition au piano, et qu'en préludant sur cet instrument docile et essentiellement harmonique il s'est abusé sur l'effet des combinaisons ingénieuses que ses doigts faisaient jaillir. L'air de basse que chante ensuite le baron est vulgaire, sans gaîté et faiblement accompagné. J'en dirai presque autant du duo pour basse et ténor, qui est baroque, et dans lequel je n'ai saisi qu'une jolie phrase que chante le comte :

O nuit, viens cacher sous tes voiles.

La fin de ce duo redevient commune, et l'acte se termine par un finale sans caractère. Après un intermède symphonique insignifiant, on trouve au se-

cond acte un air pour voix de soprano qui n'a d'autre mérite que d'être écrit dans le style de bravoure, et dont la coda ou conclusion est encore bariolée de ces petites modulations que M. Vaucorbeil aime tant. On dirait une leçon d'harmonie! Les couplets à deux voix entre le baron et son futur gendre Ajax,

Dans un ménage,
Tout est d'abord charmant,

ne sont qu'une vieille réminiscence d'opéra-comique, et ne valent pas le duo pour soprano et ténor entre Diana et Tancrède, morceau dont le style est cependant précieux et monotone. Un chœur bâti sur un motif suranné termine le second acte. Au troisième et dernier acte, on peut citer l'air de ténor que chante le comte Tancrède et dont la seconde phrase est charmante, tandis que la conclusion est mesquine, puis le quatuor ou sérénade appelé aussi quatuor de l'*échelle,* parce qu'on le chante pendant que le comte cherche à escalader la maison du baron où Diana est enfermée. Ce morceau sans unité, décousu, est rempli aussi, comme toute la partition, de finesses, de mièvreries harmoniques, de petits effets qui n'arrivent point à l'oreille de l'auditeur.

Telle est cette partition de *Bataille d'amour,* faible production d'un homme distingué à qui l'on a fait croire que, sans expérience de la scène, on pouvait aborder le théâtre avec un opéra en trois actes et mener à bonne fin cette œuvre du démon, qui devient si rare de nos jours. M. Vaucorbeil n'a aucune des qualités nécessaires pour réussir dans la rude carrière de la musique dramatique. Il a peu d'idées, et ses mélodies, quand il en trouve, sont courtes, ternes, vieillottes, plus délicates que passionnées. Il manque d'entrain, de gaîté, de vie, et il connaît peu l'art de construire un morceau et de développer un motif qui dirige l'oreille à travers les épisodes qui surgissent pendant l'action. M. Vaucorbeil, qui est un délicat, se perd volontiers dans les nuances, dans les curiosités harmoniques, dans les modulations incidentes, qui sont dures parfois et qui s'éteignent promptement. Ce qui m'a le plus surpris dans l'opéra de M. Vaucorbeil, c'est la pauvreté de son orchestre, qui n'a pas de corps, et qui souvent est réduit à un simple quatuor. Les instrumens à vent n'y apparaissent que rarement, et comme des oiseaux de passage qui jettent en l'air quelques accens sans se mêler au concert qui retentit dans le bocage. Est-ce un système qui a déterminé M. Vaucorbeil à se priver ainsi des ressources et du coloris de l'art moderne, ou bien a-t-il obéi à son goût évident pour les formes simples de la musique ancienne? En général je crois peu à l'efficacité des théories préconçues sur l'imagination des artistes, et je pense que le musicien, le peintre ou le poète enfante son œuvre naïvement, comme la nature produit ses fruits. Plus tard et après coup, on voit certains esprits, plus ambitieux que sincères, bâtir des méthodes, forger des

principes, soit pour expliquer la marche qu'ils ont voulu suivre, soit pour excuser les infirmités de leurs conceptions. Quoi qu'il en soit des idées qui ont préoccupé M. Vaucorbeil, il nous faut convenir que cet artiste, si distingué d'ailleurs, n'a pas réussi dans la tentative hardie où il s'est laissé entraîner par des amis maladroits et par une trop grande confiance en ses propres forces. Il me semble plus que jamais que M. Vaucorbeil a une organisation fine qui tient plus de l'écrivain que du musicien, ce qui le trompe sur la portée des effets qu'il veut produire dans un art d'inspiration. Cette réflexion, que je crois juste, me rappelle une pensée excellente d'un charmant esprit frappé à la fleur de l'âge, M. Alfred Tonnellé, que je n'ai pu qu'entrevoir à son court passage dans la vie : « Plus on regarde les œuvres de Claude, dit-il, et surtout ses dessins, et plus on voit la pensée et la forme naître en même temps sur le papier; plus on est convaincu que le véritable artiste pense toujours en peinture et en musique comme nous pensons dans une langue. Toutes les impressions vives, toutes les pensées grandes, nobles ou touchantes qui naissent en lui revêtent aussitôt une forme picturale ou musicale... *C'est à cette condition qu'on est grand artiste.* Si l'on a d'abord une pensée, une intention, quelque belle qu'elle soit, et qu'on se mette à travailler et à la traduire en sons ou en formes, on ne produit qu'un calque inanimé (1). » Un froid bel esprit, comme il y en a tant parmi les écrivains de nos jours, disait à une femme supérieure qui connaît à fond tous les chefs-d'œuvre de la musique : « Mais votre Mozart était un homme bien simple, qui n'avait aucun esprit! — Il a eu l'esprit de faire *Don Juan, le Nozze di Figaro,* le *Requiem,* et trente chefs-d'œuvre qui vous sont inconnus, monsieur; mais il est vrai de dire que Mozart, pas plus que Raphaël, n'entendait rien à la critique littéraire, où vous êtes si savant et si habile. »

Il faut le proclamer bien haut, le Théâtre-Lyrique devient de plus en plus intéressant, et à chaque pièce nouvelle qu'il donne il prouve aux plus incrédules et aux plus malveillans qu'il est absolument nécessaire au développement de l'art national! Où donc aurait-on pu entendre l'abominable pastiche de *Peines d'amour,* si le Théâtre-Lyrique n'avait eu le courage de mutiler ainsi un chef-d'œuvre de Mozart? Voilà déjà un titre plus que suffisant pour mériter la subvention de cent mille francs qu'on a retirée au Théâtre-Italien, théâtre de luxe qui ne sert qu'à former le goût et à maintenir les belles traditions de l'art de chanter, sans lesquelles le Français, né trop malin, hurlerait encore comme du temps de Charlemagne.

Voulant sans doute donner raison aux législateurs patriotes qui croient que la France regorge de jeunes compositeurs pleins d'avenir qui ne demandent qu'à se produire à la clarté de la rampe pour émerveiller le public, le Théâtre-Lyrique a donné, le 1er mai, deux opérettes en un acte

(1) *Fragmens sur l'art et la philosophie,* de M. Alfred Tonnellé, p. 242.

dont il faut bien parler. Sous ce titre : *les Fiancés de Rosa,* nous rencontrons d'abord une historiette assez égrillarde qui se passe à Londres, dans l'atelier de maître Smith, armurier fameux. Ce Smith a une fille, Rosa, qu'il ne veut donner en mariage qu'à un ouvrier habile qui pourra lui succéder et soutenir la renommée de sa maison. A cet effet, Smith ouvre un concours et fait annoncer à son de trompe que celui qui fera l'arme la plus solide, la mieux trempée et la plus souple, obtiendra la main de Rosa. Trois aspirans se présentent : l'ouvrier de la maison, Nigel, un certain George Halifax et un nommé Jenny, qui est une femme déguisée en homme pour surveiller la conduite d'un fiancé infidèle. Après bien des quiproquos, après avoir éprouvé l'habileté des trois ouvriers, Smith proclame, non sans avoir beaucoup hésité, que Jenny a emporté la palme, et que par conséquent il sera son gendre. C'est alors qu'on découvre que Jenny est une noble dame éprise de George Halifax, comte écossais et brillant cavalier qui a été forcé de se déguiser aussi pour échapper à ses nombreux créanciers. Je n'ai pas besoin de dire qu'un double mariage met fin à l'incertitude de l'armurier Smith et à celle du public, qui a écouté ce conte de M. Adolphe Choler avec un peu d'impatience à cause de certaines allusions équivoques qu'on aurait dû s'épargner. Qu'on me permette ici un petit *a parte.*

Il y a trente ans au moins que je rencontrai dans la ville du Mans un homme aimable qui était un grand amateur de musique. Il se prit d'un goût assez vif pour moi, et me proposa d'aller passer quelques jours à sa maison de campagne. Je cédai à son désir, et je le suivis à la Cour du Bois, charmante résidence située à une demi-lieue de la petite ville de Mamers. Je fus reçu dans cette famille distinguée par une femme excellente, d'un esprit très cultivé, et qui aimait aussi les arts et la littérature, dont elle s'occupait avec passion. Elle écrivait même des romans dont elle m'a lu quelques pages noblement émues. Elle avait une petite fille qu'elle élevait avec une sollicitude éclairée, et qui répondait à ses soins. Puis il y avait un fils qui était moins facile à diriger. Ce n'est qu'avec peine qu'il me fut permis de me soustraire à la douce hospitalité de cette excellente famille, et depuis je n'ai revu que le fils. Eh bien! la petite fille dont je viens de parler, et qui tournait si gracieusement autour d'un guéridon sur lequel sa mère écrivait, est aujourd'hui Mme Clémence Valgrand. C'est elle qui a composé la musique du petit opéra *les Fiancés de Rosa.* On comprendra, après ce récit, que, retenu par le respect du souvenir et décidé à ne pas troubler la joie d'une femme du monde qui s'amuse un peu à nos dépens, je m'abstienne d'apprécier une œuvre qui n'est pas trop de mon ressort. Averroès, le philosophe arabe, a dit quelque part : « Les femmes diffèrent des hommes en degré et non en nature. Elles sont aptes à tout ce que font les hommes, guerre, philosophie, etc., seulement à un degré moindre. Quelquefois elles les surpassent, *comme dans la musique,* si bien que la

perfection de cet art serait que *la musique fût composée par un homme et exécutée par une femme.* » Voilà qui n'est pas trop mal pensé pour un savant médecin du XII[e] siècle. Ce qui est bien certain, c'est que depuis Averroès on n'a pas vu une seule femme réussir à créer une œuvre musicale de quelque importance.

Le Jardinier et son Seigneur est une petite pièce plus svelte et plus vivante que *les Fiancés de Rosa*. On connaît le sujet :

Un amateur de jardinage,
Demi-bourgeois, demi-manant,
Possédait en certain village
Un jardin assez propre et le clos attenant.

Partant de là, MM. Michel Carré et Barrière nous racontent l'historiette suivante. Jean Maclou est un jardinier assez original pour se désespérer à cause d'un lièvre qui dévore ses choux et ses carottes. Armé d'un bâton, il passe des journées entières à errer dans les champs et à battre les buissons pour se délivrer de l'ennemi de son bien et de son repos. Sur ces entrefaites, il arrive dans le pays un baron, seigneur du village, suivi de sa meute et des gens de service. Ravi de cette visite inattendue, le jardinier conjure le baron de l'aider à poursuivre ce lièvre fatal qui fait son tourment. Le baron, qui a déjà jeté les yeux sur la femme de Maclou, accède à son désir, décision qui plaît beaucoup à son piqueur Marcasse, qui n'a pu voir non plus Tiennette, la fille du jardinier, sans concevoir des espérances.

Çà, déjeunons, dit-il. Vos poulets sont-ils tendres?
La fille du logis, qu'on vous voie! approchez!
Quand la marions-nous? quand aurons-nous des gendres?
. . . .
Cependant on fricasse, on se rue en cuisine.
— De quand sont vos jambons? Ils ont fort bonne mine.
— Monsieur, ils sont à vous. — Vraiment, dit le seigneur,
Je les reçois, et de bon cœur.

Après un repas joyeux fait aux dépens du jardinier, après un rendez-vous nocturne donné au baron et à son piqueur par la mère et la fille de Maclou, l'une dans l'intention équivoque de se moquer de Marcasse, et l'autre pour obtenir du baron une place de garde-chasse pour son amant, Petit-Pierre, l'intrigue se dénoue par la mort du lièvre fameux, que le garçon du jardinier, Petit-Pierre, a tué de sa propre main. Il en résulte le mariage de Petit-Pierre avec Tiennette. Quant à la morale, on la connaît :

. . . . . . Les chiens et les gens
Firent plus de dégât en une heure de temps
Que n'en auraient fait en cent ans
Tous les lièvres de la province.

Il y a de l'esprit et de la gaîté dans cette petite pièce. La scène du double rendez-vous est seulement un peu risquée, car la mère et la fille semblent

jouer leur rôle de circonstance avec trop de naturel. Le caractère de Petit-Pierre est charmant. La musique de ce petit opéra est le péché mignon de M. Leo Delibes, qui a déjà commis *Maitre Griffard* aux Bouffes-Parisiens. Il est inutile de dire tout d'abord que M. Delibes procède d'Adolphe Adam, qui a été son maître, et dont il suit les traces avec une docilité rare. L'ouverture, d'abord fort bien dessinée dans son petit cadre, et dont le dernier mouvement est vif et facile, annonce bien le caractère guilleret de la partition. Les couplets que chante ensuite Petit-Pierre par la voix aigre de Mlle Faivre sont aussi très bien réussis dans le genre du vaudeville babillard. Quant au quatuor qui vient après, c'est un bredouillement syllabique dont la forme est trop connue pour que nous en fassions nos complimens à M. Delibes; d'ailleurs il termine son morceau par cette insupportable cadence à la tierce supérieure qu'on entend partout. Je ne dirai pas grand'-chose ni du duo entre Petit-Pierre et Tiennette, ni même de la chanson de Petit-Pierre : « quand le père Mathurin, » qu'on a fait répéter à Mlle Faivre, sans doute pour la récompenser de ses vertus, car la voix de cette cantatrice zélée est absolument impossible; on dirait une crécelle.

Voilà les deux petites merveilles qu'a produites le Théâtre-Lyrique depuis son coup de maître, *Peines d'amour*. Ajoutons-y la reprise d'*Oberon* de Weber, qui a eu lieu le 9 mai avec le concours de Mme Ugalde, sortie des Bouffes-Parisiens pour jouer le rôle si gracieux et si charmant de Rezia. Eh bien! cette femme étonnante, dont l'organe n'a plus que quelques notes frémissantes, c'est elle encore qui chante le mieux la musique idéale et touchante de Weber! Elle a déclamé le bel air du second acte avec un sentiment profond qui a ému toute la salle. A tout prendre, l'exécution d'*Oberon* est satisfaisante, et l'orchestre surtout ne mérite que des éloges. A la bonne heure! c'est ainsi qu'il faut toucher aux chefs-d'œuvre des maîtres, et si M. Carvalho a l'heureuse pensée qu'on lui prête d'évoquer sur son théâtre *la Flûte enchantée* de Mozart, qu'il se garde bien de renouveler le crime de *Peines d'amour*.

Le Théâtre-Italien a clos sa triste campagne. Les dernières représentations qu'il a données ont été sans intérêt, et M. Tamberlick lui-même n'a eu que des lueurs dans *Poliuto* et dans *Otello*, où Mme Frezzolini, dans le rôle de Desdémone, a été d'une faiblesse déplorable. J'engage fort Mme Frezzolini, qui a été une des plus admirables cantatrices dramatiques de notre temps, à se retirer d'une carrière où elle ne peut plus qu'affliger ses admirateurs. Mlle Volpini, qu'on a déjà entendue à Paris, a fait une courte apparition dans quelques rôles laissés vacans par le départ de Mlle Battu. M. Debassini, un baryton qui jouit d'une assez grande réputation en Italie, à Vienne, à Saint-Pétersbourg, où il est resté pendant plusieurs années, a chanté à une représentation à bénéfice le rôle d'Alfonso de *Lucrezia Borgia* et celui de don Juan. L'impression produite par M. Debassini n'a pas justifié la réputation qu'on a faite à cet artiste. Et maintenant quel sera le

sort du Théâtre-Italien sous la nouvelle direction de M. Bagier? Ce directeur, qu'on dit habile et très zélé, a-t-il un plan, des vues arrêtées pour relever dans l'opinion publique une institution de luxe, mais d'un luxe aussi nécessaire au maintien du goût et au développement de la musique vocale que l'est la galerie du Louvre pour les arts plastiques? Qu'on n'oublie pas que l'opéra italien a donné le jour à l'opéra français, et que l'alliance des deux écoles est aussi antique et aussi féconde en bons résultats que l'alliance naturelle des deux nations latines.

Veut-on un nouvel exemple de la nécessité où sont les théâtres lyriques de vivre de leur ancien répertoire? Voyez l'Opéra-Comique. Pour réparer les désastres de ses nouvelles pièces, il a cru devoir reprendre un petit ouvrage assez faible de M. Victor Massé, *la Chanteuse voilée,* et puis, ce qui vaut infiniment mieux, il a remis en scène un chef-d'œuvre de M. Auber, *Haydée,* dont la musique charmante n'a rien perdu de sa facilité et de sa fraîcheur printanière; cela remonte pourtant à l'année 1847, et ce fut M. Roger qui créa, comme on dit, le rôle important et difficile de Lorédan. La pièce est l'une des plus intéressantes et des plus fausses qu'ait écrites Scribe. Ce fécond esprit a souvent trahi l'histoire, tout aussi bien que le père Loriquet; mais il était plus amusant, et il a connu l'art si difficile de trouver des situations musicales. Il y a dans *Haydée* plusieurs scènes remarquables, surtout celle qui termine le premier acte, le rêve de Lorédan. La partition d'*Haydée* est l'une des meilleures et des plus complètes de M. Auber. C'est tout au plus si *le Domino noir* peut lui être préféré. Il y a dans *Haydée* cinq ou six morceaux du style le plus ferme et le plus coloré : la barcarolle à deux voix du premier acte avec l'accompagnement du chœur à bouche fermée, effet curieux qui a été beaucoup imité depuis; le duo de Lorédan et de Malipieri au second acte, celui de Lorédan et d'Haydée au troisième; les couplets devenus si populaires : — *A Venise, sachez vous taire,* — et surtout la facilité et l'élégance constante du discours musical, qui jamais ne s'interrompt. L'exécution de ce bel ouvrage n'est pas tout ce que l'on pourrait désirer. M. Achard, qui est un chanteur de talent, s'est tiré heureusement des difficultés que renferme le rôle important de Lorédan; mais Mlle Baretti, avec sa petite voix tremblotante et aigre, est plus qu'insuffisante pour rendre la grâce et le charme de la belle Haydée; M. Troy est bien dans le personnage de Malipieri. La reprise d'*Haydée* consolera le théâtre de l'Opéra-Comique des mécomptes qu'il a éprouvés avec les compositeurs pleins d'espérance et d'avenir.

L'Opéra est pour le moment le plus heureux des théâtres. Tout lui réussit sous la main habile de M. Émile Perrin, qui, dans le court espace de six mois, a déjà su communiquer à ce grand corps un certain air de jeunesse qui fait illusion. Le succès éclatant de la reprise de *la Muette,* les belles et fructueuses représentations de *Guillaume Tell* avec le nouveau ténor Villaret, lui ont donné le temps de respirer à l'aise et de préparer peut-être

quelque nouveauté intéressante, qui serait ou la restauration de l'*Armide* de Gluck, ou bien l'appropriation, par un travail nouveau, de *la Flûte enchantée* de Mozart. Ce serait, dans tous les cas, le sujet d'un grand spectacle. En attendant, l'Opéra vient de remonter un des plus charmans ballets de son répertoire : on a donné en effet le 8 mai *Giselle* avec une nouvelle ballerine qui nous vient de Russie, Mlle Mouravief. Cette jolie légende de *Giselle* fut créée en 1841 pour les débuts de Carlotta Grisi, de si gracieuse mémoire. La musique est d'Adolphe Adam, et jamais ce compositeur aimable, qui avait une si grande facilité dans ce genre tout particulier du ballet, n'a été plus heureusement inspiré. Il y a du sentiment et de la poésie dans les airs et dans les rhythmes de *Giselle*. Mlle Mouravief ne fera pas oublier Carlotta Grisi; mais elle a du talent, de l'audace et de la physionomie; elle est mince, peu grande et d'une taille qui n'est pas, croyons-nous, d'une entière régularité. Mlle Mouravief a eu du succès surtout par ces exercices tant admirés des connaisseurs et qu'on appelle les *pointes*. En effet, elle en use beaucoup de ces artifices, et avec une audace, une vigueur de jarret qui lui ont valu de nombreux applaudissemens. Le public l'a adoptée, et Mlle Mouravief aura désormais sa place dans l'empyrée de l'Opéra de Paris. Le ballet de *Giselle* offre un très joli spectacle. On y a ajouté deux nouveaux décors qui sont d'un très bel effet, surtout celui du second acte. *Giselle* avec *le Comte Ory*, qu'on va reprendre bientôt, formera une représentation intéressante entre *la Muette* et *Guillaume Tell*.

Passons en terminant de la musique dramatique à la musique de concert. Il est arrivé récemment à Paris un grand artiste, un violoniste admirable, M. Jean Becker, de Manheim, dont nous avons déjà cité le nom dans la *Revue* il y a quelques années. M. Becker, qui n'a pas trente ans, a beaucoup voyagé depuis; il a beaucoup étudié et beaucoup appris, et il est devenu un virtuose de premier ordre. M. Becker exécute sur son violon et d'une manière admirable la musique de tous les maîtres, de toutes les époques et de tous les genres. Dans les trois concerts qu'il a donnés à la salle de M. Herz, il a joué de la musique de Sébastien Bach, la *chaconne* de Spohr, quelques pages des maîtres de l'école française, tels que Leclair, Gaviniès, Viotti, Rodde, et un charmant morceau de M. de Bériot, et dans ces formes si diverses le virtuose a fait preuve d'une rare aptitude à s'assimiler le style particulier de chaque compositeur. M. Becker joint la bravoure d'un virtuose éminent à l'imagination d'un poète, la science d'un archéologue à la vivacité d'un improvisateur, semble-t-il, tant son exécution est vive, spontanée et d'une inaltérable justesse. Le succès de M. Becker a été éclatant, unanime, et on peut considérer cet artiste maintenant comme l'un des premiers violonistes de l'Europe.

P. SCUDO.

ESSAIS ET NOTICES.

—

Du Caractère des Femmes au siècle dernier (1).

La littérature joue parfois de mauvais tours à l'histoire. Qu'un siècle nous laisse à profusion des correspondances intimes, des mémoires secrets, des libelles, des détails de toute sorte sur ses habitudes, ses mœurs, ses costumes, des renseignemens sur les futilités de la vie de tous les jours; qu'un curieux ou un érudit, négligeant les grandes lignes, s'ingénie à rassembler et à combiner ces traits extérieurs d'une époque : il en fera une image exacte à première vue, et dont l'ensemble sera cependant faux et trompeur. C'est à cet imparfait résultat, c'est à cette ressemblance incomplète que sont arrivés deux jeunes écrivains dans le portrait minutieusement étudié de la femme au XVIIIe siècle qu'ils viennent de publier. MM. de Goncourt connaissent sans doute mieux que personne les moindres particularités de cette époque brillante et troublée qui commence à la mort de Louis XIV, qui se termine à la révolution. Ils s'y sont cantonnés, ils l'ont étudiée avec passion; mais ils me paraissent l'avoir comprise comme on ferait d'une pièce de théâtre dont on verrait les costumes et les décors, dont on n'entendrait pas les paroles. Les futilités de ce siècle, à tout prendre le plus sérieux de notre histoire, ne doivent pas voiler son caractère, et le libertinage élégant, l'esprit, les grâces mignardes, ne donnent à coup sûr qu'une idée très insuffisante d'un temps qui a fait de grandes choses et qui en a préparé d'immortelles.

Si le but avoué du livre était de nous initier aux modes, aux costumes, aux usages, même aux particularités des mœurs du XVIIIe siècle, nous ne songerions pas à relever les mille riens dont est surchargé ce volume. L'histoire anecdotique ne manque ni d'intérêt ni d'agrément. Les patientes et minutieuses *restitutions* du passé excitent en nous un sentiment de curiosité qui n'a rien de coupable assurément. MM. de Goncourt nous expliquent dans leurs détails les plus minimes la forme, la couleur des voitures et des meubles, l'étoffe des habits, la coupe des livrées, les heures et le menu des repas, le cosmétique à la mode, le marchand en renom, la *bonne faiseuse,* la manière de saluer, de s'éventer, de s'asseoir, le ton de la voix, le geste. Ils savent toutes les variétés de mouches et de rouge, toutes les espèces de coiffures, le nom des petits chiens de ces dames, et bien autre chose encore, tout le bric-à-brac du temps, tout l'extérieur de la vie. L'être humain disparaît sous cet amoncellement de choses, sous ces puérilités *réalistes,* et ce n'est pas la première fois qu'une méthode qui paraît cependant

(1) *La Femme au dix-huitième siècle,* par MM. de Goncourt; 1 vol. in-8o, Paris 1863.

jugée a compromis des efforts très réels, et qui, mieux dirigés, eussent pu produire de tout autres résultats. Le manque de proportion, tel est le défaut capital de cet essai d'histoire anecdotique, où il y a de tout, même de l'esprit et du bon sens.

Chose singulière, sous un titre beaucoup trop général (car nous n'avons ici que l'histoire de deux ou trois cents femmes qui formaient au XVIIIe siècle ce qu'on nommait la bonne société), on a cru bien sincèrement nous donner une apologie de la femme à cette époque. « L'étude, à première vue, nous dit-on, discerne dans le XVIIIe siècle ce caractère général, constant, essentiel, cette loi suprême d'une société qui en est le couronnement, la physionomie et le secret : l'âme de ce temps, le centre de ce monde, le point d'où tout rayonne, le sommet d'où tout descend, l'image sur laquelle tout se modèle, c'est la femme. La femme au XVIIIe siècle est le principe qui gouverne, la raison qui dirige, la voix qui commande. Elle est la cause universelle et fatale, l'origine des événemens, la source des choses. Point de catastrophes, point de scandales, point de grands coups qui ne viennent d'elle dans ce siècle qu'elle remplit de prodiges, d'étonnemens et d'aventures, dans cette histoire où elle met les surprises du roman. » J'ai à peine besoin de dire que je ne partage nullement cette opinion sur le rôle qu'aurait joué la femme au XVIIIe siècle; mais il est permis de s'étonner que ce soit en insistant sur toutes les fadaises et les frivolités de ce temps qu'on prétende motiver de si exorbitantes prétentions. Ce livre, écrit en l'honneur du XVIIIe siècle, lui fait injure. De ces femmes, vous nous montrez les légèretés, les grâces, les attraits, et, tout en leur donnant une importance et une puissance qu'elles n'eurent jamais, vous méconnaissez leur grandeur et leur beauté. Si j'avais le moindre droit à les défendre, si je ne craignais peut-être un peu d'être désavoué en montrant trop de zèle pour leur cause, je demanderais pour elles moins d'adoration et plus de justice, de discrétion et de respect. Les femmes du XVIIIe siècle ont besoin que l'on mette en lumière des qualités qu'elles avaient et qu'elles ne montraient guère, plutôt que de recevoir des louanges pour des vertus qu'elles ne possédaient point. Elles ne sont que trop affichées; leur réputation est faite. On sait où trouver leurs indiscrétions sur elles-mêmes. Pénitentes d'un nouveau genre, elles se sont calomniées par effronterie, comme d'autres l'ont fait par humilité.

Nous ne songeons pas à contester l'importance du rôle qu'ont joué les femmes au XVIIIe siècle, mais nous reprochons à MM. de Goncourt d'avoir tellement dénaturé et faussé ce rôle, que si le portrait qu'ils ont tracé était fidèle, il faudrait leur refuser non-seulement la prépondérance qu'on leur attribue, mais encore l'action très considérable, très légitime, et à bien des égards très heureuse, qu'elles ont exercée sur leur temps. Je crains qu'en écrivant ce livre MM. de Goncourt n'aient beaucoup trop cédé au goût bien connu de notre époque pour les commérages littéraires, pour les anecdotes

équivoques, pour toutes ces friandises scabreuses dont le XVIIIe siècle offre une ample moisson. Ou bien croiraient-ils que la femme « est une religion, » pour me servir de l'expression d'un éloquent écrivain dont je ne parlerai pas sans respect, et auraient-ils écrit sous l'influence de la préoccupation maladive qui a dicté ces pages étranges où je ne sais quelle physiologie mystique se mêle à chaque ligne aux élans d'un grand cœur et aux plus nobles aspirations? Déjà ils ont publié sur le temps qu'ils affectionnent un certain nombre de volumes, dont les principaux ne se recommandent ni par beaucoup de sérieux au fond, ni par ce goût, ce tact, cette mesure, toutes les qualités extérieures que le XVIIIe siècle a eu soin de mettre jusque dans ses débordemens. Dans ce nouveau volume encore, malgré un ensemble plus sérieux de recherches, le même défaut de goût et de méthode se retrouve trop souvent; on y remarque des expressions comme celles-ci : « une prière qui tend un baiser, » — « prier le succès à deux genoux, » — « baiser un souvenir comme on baise un portrait. » C'est du galimatias tout pur. Que dire de cette imitation d'un morceau célèbre de Mme de Sévigné à propos de je ne sais quelle mode de coiffure : « imaginez la plus étourdissante, la plus folle, la plus inconstante, la plus extravagante des modes de la tête, une mode ingénieuse jusqu'à la monstruosité, une mode qui tenait de la devise, du *salam,* de l'allusion, de l'à-propos, du *rébus* et du portrait de famille; imaginez cette mode, le prodigieux potpourri de toutes les modes du XVIIIe siècle, travaillée, renouvelée, sans cesse raffinée, perfectionnée, maniée et remaniée tous les mois, toutes les semaines, tous les jours, presque à chaque heure, par l'imagination de six cents coiffeurs de femmes, par l'imagination des coiffeuses, par l'imagination de la boutique des *traits galans,* par l'imagination?... » Je m'arrête, car cela continue assez longtemps encore sur le même ton. Si je cite ces quelques lignes, si j'insiste autant sur la question du style, ce n'est certes pas pour me donner le facile plaisir de prendre MM. de Goncourt en faute de redondance et de prétention; mais c'est de l'histoire qu'ils veulent écrire : ils annoncent même une « histoire de la société française au XVIIIe siècle, » et ils ne sauraient bien remplir une pareille tâche qu'à la condition d'exprimer leur pensée dans une langue plus sobre et plus simple. Je suis toujours étonné que les adeptes d'une école qui vise au relief, à la couleur, à la vérité, à la vie, ne s'aperçoivent pas enfin de l'inanité de leurs efforts et de l'inutilité de tant d'intempérance et de fracas. Je voudrais aussi que MM. de Goncourt ne dédaignassent pas autant à l'avenir les routes suivies avant eux par d'excellens esprits, et en particulier par le critique éminent qui a lui-même accueilli leur livre avec une excessive bienveillance. Leurs sources sont insuffisantes. La singularité, la nouveauté hors de propos, n'ont rien de commun avec l'originalité : quand tout le monde a raison de dire blanc, il faut dire blanc avec tout le monde. Les auteurs qu'ils consultent de préférence les égarent en ne leur fournissant

que les minuties et les *miettes de l'histoire* de la société française à cette époque. Des pamphlets, des brochures, des gravures de modes, des caricatures, des livres tels que ceux de Marmontel, de Crébillon, de Laclos, ne sauraient donner qu'une idée très incomplète de ce grand XVIII[e] siècle, qu'il nous importe de connaître, et qui n'est tout entier, tant s'en faut, ni dans les *Contes moraux* ni dans *les Liaisons dangereuses*. MM. de Goncourt connaissent sans doute à merveille la grande littérature de ce temps. Parmi les livres qui donnent des renseignemens sur la vie intime et la société au XVIII[e] siècle, ils ont lu et relu les *Mémoires de madame d'Épinay*, les *Lettres de mademoiselle de Lespinasse*, Grimm et Diderot, les *Confessions* de Rousseau; mais ils ont trop parcimonieusement puisé à ces vives et grandes sources, et pour éviter les chemins battus, ils se sont égarés souvent dans des sentiers qui ne méritaient pas d'être explorés.

Pendant la régence et la première moitié du règne de Louis XV, la société française présente un spectacle peut-être sans exemple dans l'histoire. C'est presque subitement que, par une réaction extrême contre la domination morose de M[me] de Maintenon, un peuple chez qui toute croyance était sapée depuis longtemps, et qui n'avait gardé de l'époque précédente que l'élégance extérieure et le vernis, trouve, comme un fleuve qui rompt sa digue, une liberté qu'il n'avait les moyens ni de contenir ni de diriger. Une licence effrénée succède à l'ennui des dernières années. Le pouvoir n'inspirait ni amour ni terreur. Il se rendit d'abord méprisable : l'exemple venait d'en haut, et c'est du trône que la lèpre descendit sur la société. La conscience était morte, le cœur vide et desséché. Cette période est horrible. C'est à peine si l'on voit se détacher de ce tourbillon roulant sur un océan de fange quelques figures pures et touchantes, M[me] de Lambert, M[lle] Aïssé, et, comme un rocher dans cette plaine souillée, l'âme et le génie stoïques de Montesquieu. Ce sont ces traits de la conscience, de l'esprit et du cœur que j'eusse désiré voir trier et rechercher avec soin dans cette débâcle des caractères et des mœurs. J'en conviens néanmoins, à prendre les choses en général, cette première moitié du siècle est bien telle que MM. de Goncourt l'ont dépeinte avec trop de complaisance. Ce qui domine, c'est un épicurisme froid, un goût effréné pour les plaisirs, pour l'intrigue, pour tout ce qui est bruit et mouvement. C'est le temps où M[me] de Prie « faisait rouler les affaires avec les amans. » Ces mêmes caractères se retrouvent dans le siècle entier, et Marmontel n'a pas craint de nous donner la théorie honteuse des mœurs de cette époque. « On parle du bon vieux temps. Autrefois une infidélité mettait le feu à la maison; l'on enfermait, l'on battait sa femme... En honneur, je ne conçois pas comment dans ces siècles barbares on avait le courage d'épouser... Aujourd'hui voyez la complaisance, la liberté, la paix régner au sein des familles. Si les époux s'aiment, à la bonne heure, ils vivent ensemble, ils sont heureux. S'ils cessent de s'aimer, ils se le disent en honnêtes gens, et se rendent l'un à l'autre la

parole d'être fidèles. Ils cessent d'être amans; ils sont amis. C'est ce que j'appelle des mœurs sociales, des mœurs douces. » Les femmes étaient partout, disposaient de tout, et Montesquieu a pu dire : « Il n'y a personne qui ait quelque emploi à la cour, dans Paris ou dans les provinces, qui n'ait une femme par les mains de laquelle passent toutes les grâces et quelquefois les injustices qu'il peut faire. » Tout cela est vrai, mais cela n'est pas tout, et je crois que sous ces frivolités, au milieu de cette corruption et de ce dévergondage affichés, les grands traits du caractère féminin, l'amour, le sentiment maternel, l'amitié et l'instinct des relations sociales se trouvent dans ce siècle comme dans tout autre.

Les auteurs du livre qui nous occupe en ont fait eux-mêmes la remarque, la légèreté n'est que la surface et le masque de ce temps. Ils auraient dû nous montrer le visage qui se trouve sous ce masque, et c'est cette judicieuse intention qu'ils ont eue d'écrire l'histoire morale et psychologique du XVIIIe siècle que nous leur reprochons de n'avoir pas exécutée. Séduits par ce masque et cette surface, ils s'y sont arrêtés. Cependant la valeur morale de l'homme se compose d'élémens bien distincts et d'une valeur très inégale : les uns, qui constituent le fond même de notre personnalité, les passions, les sentimens, les instincts qui nous sont naturels et qui nous appartiennent réellement; puis ceux qui forment notre être extérieur et pour ainsi dire apparent, l'éducation que nous recevons, le milieu dans lequel nous sommes forcés de vivre, toutes ces circonstances où la volonté n'a point de part, et dont l'historien et surtout le moraliste doivent tenir compte, tantôt pour atténuer, tantôt pour aggraver leur jugement. Les grandes lois de la morale sont écrites avec une telle clarté dans le cœur humain que toutes les époques et toutes les civilisations nous présentent de ces héros qui les ont suivies sans faiblir, même au milieu des circonstances les plus contraires, et qui ont su résister par leur force seule aux sollicitations de l'exemple et à la contagion de leur temps; mais ce qui est vrai pour quelques-uns ne s'applique pas à la foule, et, pour être juste envers le commun des hommes, il faut s'efforcer de discerner ce qui leur appartient en propre de cet amas d'idées, de sentimens, d'habitudes que la mode nous impose, et qui sont d'autant plus facilement accueillis que l'éducation nous a mal préparés à leur résister. Or quelle était l'éducation que recevait la femme au XVIIIe siècle, et, cette éducation terminée, quel était le milieu social où elle était jetée sans transition?

Au XVIIIe siècle, dans la haute société tout au moins, la naissance d'une fille n'est pas une joie pour la famille, mais une déception, car c'est un fils qu'on attendait. La fille ne sert à rien; elle ne perpétue pas le nom, et il faut la doter. On la met en nourrice, la mère ne s'en occupe pas. De retour à la maison, on la livre à une gouvernante qui lui apprend à lire, à écrire et à faire la révérence. Le père est à Versailles ou aux armées, la mère ne voit son enfant qu'un instant, le matin, pendant sa toilette. Puis vient le couvent. L'éducation que la jeune fille y reçoit est peu propre à la fortifier

contre les assauts qui l'attendent dans le monde. Une instruction assez futile, quelques leçons d'agrément, la danse, le clavecin, la harpe, un peu de chant, c'est tout. Les bruits du monde qui entrent de toutes parts irritent les curiosités non satisfaites de la vie du cloître. Le couvent n'est pas seulement une maison d'éducation, c'est un lieu d'asile pour tous les blessés de la vie. Mme de Choiseul s'y retire pour acquitter les dettes de son mari, Mme de Créqui pour y refaire la fortune de ses enfans, Mme Du Deffand et Mme Doublet viennent y chercher la vie à bon marché. Les femmes séparées de leurs maris s'y réfugient; on y enferme les maîtresses des princes qui vont se marier. Tout ce monde ne vivait sans doute pas habituellement avec les pensionnaires; cependant les rapports avec l'extérieur étaient fréquens. A seize ou dix-huit ans, la jeune fille sortait du couvent pour se marier. A l'ordinaire, tout était convenu depuis longtemps entre les deux familles; son goût n'était presque jamais consulté, et on ne lui demandait son consentement que pour la forme. Elle avait hâte d'entrer dans ce monde dont elle avait de sa cellule entendu tout le bruit. « Je me mariai, dit Mme d'Houdetot, pour aller dans le monde et voir le bal, la promenade, l'opéra et la comédie. »

C'est ainsi préparée que la jeune fille entrait dans le tourbillon. Sans amour pour un mari qui n'en avait point pour elle, n'ayant pour se garder aucune de ces convictions, pour ainsi dire provisoires, que donne une éducation sérieuse, et qui tiennent lieu de conscience et de raison jusqu'au moment où l'âme, se possédant, trouve en elle-même la force de sentir justement et de résister, elle se voyait livrée sans défense aux influences malsaines d'une société dépravée. Ce serait miracle qu'elle eût échappé à la contagion de ce cynisme élégant, de cet épicurisme raffiné. Dans la frénésie de destruction qui, en emportant toutes les vieilles croyances, avait également atteint le vrai et le faux, le respect du mariage n'avait pas été plus épargné que le reste, et le mépris des liens conjugaux était regardé par beaucoup comme une marque d'affranchissement et une preuve de goût. Toutefois dans les bonnes, mais trop brèves pages que MM. de Goncourt ont consacrées à la bourgeoisie, on entrevoit que les classes moyennes avaient conservé dans ce temps, plus peut-être qu'elles ne le firent dans aucun autre, la régularité de la vie, l'honnêteté, la décence, le culte des devoirs sérieux et sévères de la famille, les vertus modestes qui ne se rencontrent que rarement et à l'état d'exceptions dans la société. C'est là qu'étaient la séve pure et l'honneur. C'est dans les rues obscures de l'ancien Paris, dans ce peuple occupé de négoce et d'industrie, que naissait, que s'élevait la race puissante qui se trouva mûre en 89 pour les plus grands projets. Des exemples d'unions assorties, de bonheur domestique, se rencontrent d'ailleurs plus fréquemment qu'on ne le croirait dans la haute société. On cite à bon droit les Beauveau, les Vergennes, les Chauvelin, les Necker, Mme de Choiseul, dont l'affection tendre, patiente, inébranlable, ne se ralentit pas un seul instant; Mme de Maurepas, qui s'écriait à la mort de

son mari « qu'ils avaient passé cinquante ans sans s'être quittés une journée; » Mme de Périgord, qui s'exile plutôt que de céder au roi. Dans bien des cas, c'est la femme qui reste attachée, dévouée, fidèle malgré les désordres du mari. C'est Mme de Richelieu qui vient d'être confessée par le père Ségaud, « et comme Richelieu lui demandait si elle était contente : — Oh! oui, mon bon ami, lui dit-elle en lui serrant les mains, car il ne m'a pas défendu de vous aimer... Et tout près d'expirer, elle rassemblait ses forces et sa vie pour l'embrasser, pour essayer de l'étreindre, en lui répétant d'une voix déchirée et mourante qu'elle avait désiré toute sa vie mourir dans ses bras. » Ah! nous sommes bien loin, avec de pareilles femmes, de la « poupée, » de la « caillette, » dont vous nous avez dépeint trop longuement les frivoles plaisirs, les élégantes souillures. Malgré leurs affectations, leurs minauderies, leurs exaltations à froid, je sens chez elles palpiter le cœur humain. Elles sont tombées dans le vide et se rattachent à tout, même à des fantômes. Elles veulent vivre, et vivre d'amour. C'est la pure Mme de Choiseul disant : « Quoi qu'on aime, c'est toujours bien fait d'aimer, » et en plein Palais-Royal la sage et prudente Mme de Blot s'écriant, après une lecture de *la Nouvelle Héloïse,* « qu'il n'existait pas une femme véritablement sensible qui n'eût besoin d'une vertu supérieure pour ne pas consacrer sa vie à Rousseau, si elle pouvait avoir la certitude d'en être aimée passionnément. » Il y a là sans doute un ton d'emphase qui met en garde; mais on était bien près encore des attachemens sérieux du grand siècle, et il paraît impossible que, dans cette période qui sépare *la Princesse de Clèves* de *Paul et Virginie,* des affections fortes et chastes ne se soient pas rencontrées fréquemment.

Mais c'est hors du mariage et dans les liaisons si nombreuses alors que l'opinion relâchée tolérait et légitimait en quelque sorte, que l'on rencontre à chaque pas cette vitalité du cœur que rien n'a pu étouffer, et qui se traduit par une agitation fiévreuse, par des ardeurs incohérentes, fougueuses, excessives. L'air est chargé d'orages dans ce siècle nerveux. On boit à toute source, et Mlle de Lespinasse, la plus grande peut-être de ces âmes égarées, fait entendre ce cri terrible : « Si jamais je pouvais devenir calme, c'est alors que je me croirais sur la roue! » Je ne connais pas de spectacle plus poignant que celui de cette femme, possédée et dévorée par son amour, répondant à l'indifférence de M. de Guibert : « Ne m'aimez pas, mais souffrez que je vous aime et vous le dise cent fois, » et qui, mourante, écrit : « Les battemens de mon cœur, les pulsations de mon pouls, ma respiration, tout cela n'est plus que l'effet de la passion. Elle est plus marquée, plus prononcée que jamais, non qu'elle soit plus forte, mais c'est qu'elle va s'anéantir, semblable à la lumière qui revit avec plus de force avant de s'éteindre pour jamais! » Comme contraste à cette passion tragique et absolue, on trouverait des attachemens plus calmes et non moins fidèles, ceux de l'*idole* du temple, Mme de Boufflers, pour le prince de Conti, de Mme d'Houdetot pour Saint-Lambert. Ici je ne crains pas d'en croire Rousseau, puis-

qu'il s'agit d'une femme qui dédaigna son amour, et dont il ne parle cependant qu'avec le respect le plus tendre et le plus ému dans les pages brûlantes qu'il lui a consacrées. Quelle amitié douce et sévère, que de naturel, de grâce, d'agrément, quelle sûreté de caractère et quelle sincérité, quelle fermeté de cœur ne lui fallait-il pas pour affronter sans péril, et avec cette tranquillité enjouée qui lui était naturelle, les plaintes et les transports d'un pareil amant! Et si l'on veut compléter le tableau, qu'on ouvre cet impur roman de Laclos, *les Liaisons dangereuses*. N'est-ce pas dans ce même monde où vivent Valmont et l'odieuse marquise de Merteuil que gémit cette infortunée présidente de Tourvel qui expie sa faute dans les larmes et dans la mort? Ces grands traits du cœur humain que je signale ne sont pas oubliés dans le livre dont nous parlons, mais ils y sont noyés dans un océan de futilités, et perdent ainsi l'importance et la signification qu'il fallait leur attribuer.

Cependant vers le milieu du siècle, et lorsque déjà l'on avait pris goût à l'étude des sciences exactes et aux spéculations de l'esprit, un élément nouveau, une passion encore, l'amour, le sentiment de la nature et du dieu vague qu'elle révèle, apportèrent la fraîcheur et l'élévation dans ces cœurs secs et inquiets. C'est une bouffée d'air pur qui vient renouveler et vivifier une atmosphère viciée et dilater les poitrines oppressées. On reçut non pas avec admiration, mais avec une sorte d'adoration les pages magiques où Rousseau dévoilait un monde jusqu'alors inconnu. La révolution qui s'opère à ce moment est immense et presque subite. Les femmes particulièrement accueillirent les idées du philosophe avec l'intempérance et l'exaltation qui leur sont habituelles et les poussèrent jusqu'au sentimentalisme et à l'absurdité. On n'a pas oublié les bergeries, les laiteries et les autres fadaises de Trianon. Il n'en est pas moins vrai qu'un horizon nouveau s'est ouvert, et que, puisque la littérature n'exprime pas seulement les idées personnelles d'un écrivain, mais qu'elle est encore le fidèle écho de celles de ses contemporains, nous sommes en droit de penser que ce sont aussi les sentimens de son époque auxquels Rousseau prêtait le langage le plus sublime peut-être qui soit sorti jamais d'une bouche humaine.

C'est encore à Rousseau que le XVIIIe siècle doit la résurrection du sentiment qui plus que tout autre est naturel à la femme, celui de la maternité, sentiment tellement enraciné dans son cœur et dans ses entrailles qu'il survit d'ordinaire à tout autre, et que l'on nomme dénaturée celle qui l'a perdu. Il naît avec la femme et ne la quitte qu'à la mort. Toute jeune, la fillette joue avec sa poupée, c'est une mère déjà; vieille, son dernier amour est pour ses petits-enfans. Il faut en convenir néanmoins, dans la haute société ce sentiment était alors singulièrement affaibli. La mère ne trouvait pas le temps de connaître sa fille. C'était d'abord la nourrice, puis le couvent. Durant les quelques années où elle l'avait auprès d'elle, ses habitudes mondaines, cette vie tout extérieure et dissipée l'empêchaient de s'y attacher. Ici encore j'ai peine à croire que l'oubli des devoirs maternels

ait été aussi général et aussi absolu qu'il le paraît au premier abord. Mme de Sévigné n'est morte que tout à la fin du siècle précédent. Nous trouvons dès le commencement de celui-ci les *Avis à son fils et à sa fille* de Mme de Lambert, puis vient l'*Émile* de Rousseau, et avec lui une révolution complète. La modification qui se fait dans les idées est trop soudaine, il est vrai, pour qu'on puisse la croire bien sérieuse et profonde. Il faut se méfier beaucoup de ces changemens à vue. C'est un enthousiasme de tête plus qu'autre chose. L'affaiblissement du sentiment maternel à cette époque est dû à une cause palpable, le discrédit où est tombé le mariage, et par suite le relâchement des liens de la famille. Un livre, quelque éloquent qu'il puisse être, ne peut tenir lieu des mœurs et des convictions. On se passionne pour les idées de Rousseau comme pour les fantasmagories de Mesmer ou de Cagliostro. C'est avant tout du besoin d'agitation et de l'inquiétude d'esprit; mais encore y a-t-il là quelques indications qu'il ne faut pas négliger. Du reste, ces sentimens de la famille s'étaient conservés très vifs dans le peuple et dans la bourgeoisie, comme en témoignent tant d'ouvrages de littérature et d'art de cette époque : *le Père de famille* de Diderot, *la Bénédiction* et *la Malédiction* de Greuze, et toutes ces compositions merveilleuses de Chardin, où le bonheur domestique s'exprime d'une manière si naïve et si touchante, et qui se résument dans son *Benedicite*, véritable perle de sentiment et d'expression.

Le XVIIIe siècle fut, avant tout, un siècle de sociabilité. Ses salons sont ses tribunes; c'est là qu'est la vie, c'est là que s'agitent toutes les idées, toutes les passions qui l'occupent. C'est dans les réunions brillantes du Palais-Royal, du Temple, ou chez la maréchale de Luxembourg, que se forme cette société enjouée et polie, dont l'amabilité, le bon goût, la légèreté, les raffinemens sont l'exquise et dernière expression d'une civilisation qui finit. Les femmes jouent un rôle très important dans ces réunions; elles en sont le motif et le lien. Elles ne s'associeront jamais peut-être autant qu'elles le firent alors à ces préoccupations sérieuses qui sont d'ordinaire le domaine presque exclusif des hommes. Leur témérité naturelle, leur imprudence généreuse, le mépris qu'elles ont du danger, les portèrent du premier coup aux extrêmes. Elles furent l'auditoire excitant qui exalte l'orateur par d'ardentes approbations, et qui lui renvoie sa parole centuplée par un sympathique écho. Leur influence fut immense, et, à tout prendre, salutaire; mais est-ce une raison pour dire comme le font MM. de Goncourt : « Tout ce qu'une religion attire à elle d'illusions, de prières, d'aspirations, d'élancemens, de soumissions et de croyances, se tourne insensiblement vers la femme?... La femme arrive à être pour le XVIIIe siècle non-seulement le dieu du bonheur, du plaisir et de l'amour, mais l'être poétique, l'être sacré par excellence, le but de toute élévation morale, l'idéal humain incarné dans un siècle de l'humanité? » Comment! ces femmes que vous nous avez représentées si futiles sont en même temps les inspiratrices et les divinités du siècle de Voltaire et de Montesquieu? On croit rêver. Elles ne sont ni

si grandes ni si petites que vous les faites, et il nous paraît inutile de traiter tout à fait sérieusement de pareilles imaginations.

Cependant ces femmes, qui n'étaient ni des poupées ni des divinités, avaient su conserver intactes, au milieu de l'agitation du scepticisme et du dévergondage de leur temps, quelques-unes de ces vertus humbles et bienfaisantes qui expliquent mieux que toute autre chose l'influence considérable et heureuse qu'elles ne cessèrent d'exercer. Elles ne se bornèrent pas à s'associer à cet ardent amour de l'humanité et à cet enthousiasme du siècle pour toutes les idées nouvelles et généreuses qui passionnaient alors les esprits : elles furent, pour ces hommes agités et desséchés par les luttes de la pensée, des amies tendres, sérieuses, fidèles et sévères à l'occasion. M. Sainte-Beuve a tout récemment relevé avec beaucoup de force et de vivacité ce trait de caractère chez Mme de Boufflers. Il faut suivre, dans toute sa correspondance avec Rousseau, l'affectueuse fermeté qu'elle met à répondre à ses hallucinations et à ses susceptibilités, et, lorsque sa scandaleuse querelle avec Hume a éclaté, la sévère franchise dont elle use à l'égard des deux adversaires, avec qui elle était également liée. C'est encore la comtesse de Boufflers qui avait encadré dans sa chambre, pour les avoir toujours sous les yeux, des maximes empreintes d'une austérité toute virile comme celles-ci : « Lorsqu'il s'agit de remplir un devoir important, ne considérer les périls et la mort même que comme des inconvéniens, et non comme des obstacles. — Tout sacrifier pour la paix de l'âme. — Indifférent aux louanges, indifférent au blâme, ne se soucier que de bien faire, en respectant, autant qu'il sera possible, le public et les bienséances. » Ce sont assurément là de mâles et sérieuses pensées, et, quels que fussent d'ailleurs les écarts qui, dans la pratique, contredisaient cet idéal de moralité qu'on se proposait, souvenons-nous que la société française avait été au plus bas dans ce siècle, et qu'on aurait pu croire un moment que le sort en était jeté, qu'elle périrait dans la fange. Il y avait chez ces femmes des qualités solides du cœur, une fermeté de raison, une force d'esprit, une rectitude de jugement qui ont autant de réalité que leurs défauts. Aussi, après les années frivoles, se trouvèrent-elles en état de supporter la vieillesse et les malheurs, et lorsque l'orage éclata, beaucoup d'entre elles subirent sans faiblesse la ruine et la proscription, d'autres virent l'échafaud sans pâlir. C'est à ces grands caractères des mœurs et du cœur humain, qui ne sont pas étrangers aux femmes du XVIIIe siècle, que j'aurais désiré qu'on donnât tout leur relief, plutôt qu'à des vertus et à une influence dominante qu'elles n'eurent jamais, ou à ces traits éphémères qui n'ont qu'une importance très secondaire, et qu'on ne doit pas trop disputer au temps qui les emporte.

CHARLES CLÉMENT.

V. DE MARS.

ai-

és,
du
en-
dé-
pas
du
ors
tes
on.
vi-
ute
ré-
da-
l'é-
core
voir
rile
con-
non
rent
res-
sont
eurs
u'on
bas
était
lités
tude
s les
t les
sans
âlir.
sont
nnât
'elles
ance
orte.